Registre du conseil
communal de la
commune de
Malonne, 1896-1904

Ces registres manuscrits ont été recopiés aussi fidèlement que possible. Nous avons essayé de respecter l'orthographe et les structures de phrases, parfois assez fantaisistes, dues divers secrétaires. Mais il n'est pas impossible que certaines fautes d'orthographe aient été corrigés « d'instinct ».

Remarque : [...] = illisible - ... : mention omise – () : mot oublié ou plausible. (! ou sic !) : C'est bien écrit ainsi.

p. 1.

Le présent registre comprenant 187 feuillets, depuis le n° 1 jusqu'au N° 187 a été coté et paraphé par nous soussigné Thomas Chapelle, bourgmestre de la commune de Malonne, province de Namur, conformément à l'article 112 de la loi communale du 30 mars 1836, pour servir à la transcription des procès-verbaux des séances du conseil communal.

Malonne, le 1^{er} août 1896. le Bourgmestre, Thomas Chapelle.

Suite de la séance du 2 août 1896.

civils de Namur ne seront pas payés et que si la commune est obligée d'effectuer le paiement, le montant de la somme déboursée sera réclamé au sieur Noël, Auguste, qui sera attrait en justice en cas de refus de remboursement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de la commission organisatrice des réjouissances publiques qui auront lieu au Fond de Malonne à l'occasion de la fête communale du 30 août courant et tendante à obtenir un subside pour la mettre à même de couvrir la dépense à résulter de cette organisation ;

Considérant qu'il est d'usage dans un grand nombre de localités d'accorder des subsides pour les réjouissances publiques qui, au reste, sont une ressource pour le commerce ;

Décide :

Un subside de 50 francs est alloué à la commission dont il s'agit.

Un crédit spécial de cet import sera sollicité de la Députation permanente. Le crédit sera prélevé sur l'excédent des recettes figurant au budget de 1896.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la Dame veuve de Joseph Henrard prie le Conseil de faire prendre les mesures nécessaires pour assainir la fontaine qui se trouve près de sa demeure en dessous du cimetière communal.

Attendu que la situation de la fontaine dont il s'agit est telle qu'il est impossible d'empêcher les infiltrations des eaux du cimetière, qui sont certainement contaminées ;

Le Conseil décide qu'il ne sera fait aucuns travaux à la fontaine susdite.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note de 25 francs 38 centimes due au sieur Joseph Pochet pour fourniture de pierres pour la voirie pendant l'année 1896.

p. 2.

Après examen, cette note est approuvée et sera payée à l'intéressé.

Le Conseil décide ensuite qu'il sera procédé à l'exécution des travaux suivants :

1° Construction d'un puits au lieu dit Fond de Tinne.

2° Réparation d'un aqueduc au Petit-Bois près de la maison Benjamin Lambion, occupée par Borremans, Firmin.

3° construction d'un aqueduc au Petit-Bois près de la maison Joseph Puissant, au sentier allant aux Calenges.

4° Construction d'un aqueduc au lieu dit « Sous les Tiennes » près de la maison Mathieu Mélard.

5° construction d'un aqueduc au lieu dit « Les Trieux » près de la campagne de Reumont.

7° Construction d'une noue aux Basses Calenges, près de la maison Bernard Flinsbach.

Ces divers travaux seront faits à la journée et les matériaux achetés aux fournisseurs.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 23 août 1896.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily et Joseph Minjeot, échevins, Jean-François Goyet, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte communal de l'exercice 1895 ;

Vu le titre IX, chapitre I^{er} et chapitre II des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus repris au titre précités sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances, et que, malgré les avis réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui, pour la plupart sont irrécouvrables ;

Décide à l'unanimité :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances portées au titre IX, chapitre I^{er}, N^{os} 4, 8, 13, 19, 20, 22, 23, 27, 39, 41, 42, 49, 59, 75 et 78 ; chapitre II, N^{os} 11, 13, 20, 47, 50, 58, 83, 87 et 95 ; lesquels redevances sont renseignées au compte par une petite croix placée en regard du nom de chaque

p. 3.

retardataire à rayer.

Le compte est ensuite approuvé comme suit :

En recettes générales à la somme de 26.05 francs 85 centimes.

En dépenses de même espèce à celle de 16902 francs 02 centimes.

En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 474 francs 11 C^{es}.

Néant pour les dépenses.

En recettes pour l'enseignement primaire à la somme de 6693 francs 14 C^{es}.

En dépenses de même nature à celle de 6906 francs 88 C^{es}.

En recettes pour l'enseignement des écoles d'adultes à 640 francs.

En dépenses pour le même objet à la même somme.

En recettes pour la voirie à la somme de 20942 francs 03 centimes.

En dépenses (à la même somme) nous disons à 13836 francs 48 centimes.

Ledit compte avec les pièces y annexées sera adressé pour approbation à la Députation permanente

Par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle les membres de la commission organisatrice des réjouissances qui auront lieu sur la place publique du Malpas à l'occasion de la fête communale du 30 août prochain, demandant qu'il leur soit accordé un subside de même importance que celui voté pour les fêtes au Fond de Malonne ;

Considérant qu'un subside de 50 francs a été voté pour le Fond de Malonne et qu'il y a lieu d'accorder la même somme à la jeunesse du Malpas ;

Considérant qu'il est d'usage de voter des subsides pour l'organisation des réjouissances publiques, ce qui du reste est une ressource pour le commerce ;

Décide :

Un subside de 50 francs est accordé pour aider à payer la dépense à résulter de l'organisation de la fête communale au Malpas.

Un crédit spécial de cet import est sollicité de la députation permanente pour solder la dépense. Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes figurant au budget de 1896.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet du sieur Jules Malevez et C^{ie} tendant à pouvoir construire et exploiter des fours à fritter la dolomie au lieu dit Insevaux, (Malonne) ;
Considérant qu'il y a lieu d'examiner s'il y a lieu ou non de présenter à l'enquête commodo et incommodo des réclamations, observations ou oppositions ;
Considérant que nous ne possédons pas les connaissances

p. 4.

nécessaires pour déterminer si cette industrie présente des dangers pour la santé publique ;

Décide :

Le collège échevinal est prié de demander, dans l'avis qu'il doit donner concernant ce projet, qu'avant d'accorder l'autorisation ou de la refuser la députation permanente envoie une commission d'hommes compétents sur les lieux afin de s'assurer si les fours dont il s'agit sont ou ne sont pas nuisibles, soit à la santé des personnes, soit aux récoltes ou aux fruits de la terre, ou s'ils ne présentent pas des inconvénients tels que les gens du voisinage en soient gravement incommodés.

Le Conseil décide ensuite qu'en présence de la réclamation des gens d'Inseprez, il y a lieu de restaurer la fontaine qui se trouve près de la maison de Pierre Boigelot.

Ce travail sera fait par les soins des cantonniers qui se feront aider par un maçon.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 4 octobre 1896.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Jean-François Goyet, Joseph Renier, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil décide qu'il y a lieu de faire remplacer la feuille du cadastre qui est détériorée et qui, d'après la direction du cadastre de Namur, ne peut être réparée ;
Il sera écrit à M. le Directeur du cadastre pour le prier de bien vouloir faire exécuter le travail.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication du 28 7^{bre} 1896 de l'entretien et rechargement de la voirie pour l'année 1897 au montant de 1212 francs ;

Considérant que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance du travail et que le sieur Grégoire Poisseroux, adju-

p. 5.

dicataire est à même de bien exécuter la besogne.

Considérant que les chemins désignés ont tous besoin de réparations,

Décide :

L'acte susdit est approuvé et il sera adressé à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer cantonal, aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale en 1897, au montant de 1447 francs 75 centimes ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail exécutent mal la besogne et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la Commission instituée à cet effet, et demande que l'es prestations soient converties en argent, payable en une fois du 1^{er} août au 1^{er} octobre 1897.

Expédition de la présente délibération, avec le rôle déjà cité, sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Ces diverses affaires terminées,

Le Conseil, après examen, approuve :

1° Une note de 6 francs due à la veuve Gabriel Renier pour livraison et transport d'un tombereau de briques pour la reconstruction du canal de Beauce en 1894.

2° Une note de 2 francs 25 centimes due au garde-champêtre pour fourniture de divers objets pour l'élection législative du 6 juillet 1896.

3° Une note de 10 francs due au sieur Hérin-Gilbart de Namur, pour fourniture d'un drapeau en laine pour la commune en 1896.

4° Une note de 42 francs due au sieur Joseph Schmidt pour 12 journées de maçon employées à l'aqueduc du trieux, au puits du fond de tinne et à celui de brens art en 1896.

5° Une note de 3 francs due au sieur Simon, Arthur, pour transport de Malonne à Namur d'un indigent malade trouvé sur la voie publique.

6 Une note du sieur Deton, Ernest, pour transport de Malonne à Namur des bulletins de vote de l'élection du 9 juillet 1896. Cette note n'est approuvée qu'avec une réduction de 2 francs, elle est donc réduite

p. 6.

7° Une note de 16 francs 5 centimes due au sieur Auguste Goreux, chauffonnier à Malonne, pour livraison de chaux pour divers travaux de la commune, voirie et hygiène.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil ajourne ensuite une note présentée par le sieur Constant Renier pour journées employées pour le compte de la commune.

Le susdit Renier sera prié de réduire à 12 journées de 4 francs la note à payer, et ce pour la raison qu'il porte 13 journées au lieu de 12, nombre de jours qu'il a réellement travaillé pour la commune et qu'il demande 5 francs par jour, chiffre évidemment exagéré.

Le Conseil ajourne également la décision à prendre au sujet des demandes de pensions ou d'augmentation de pension faites par Jⁿ B^{te} Bajard, V^v Jacq. Roland, épouse François Georges, née Etienne (?) et la veuve Julien Dotraux.

Cet ajournement est décidé par la (révision) nous disons : raison que la révision des pensions aura lieu dans la prochaine séance et que ce sera le moment de s'occuper des demandes ci-dessus.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 47 du code forestier,

Arrête, sous l'approbation de la députation permanente :

Il sera procédé à la vente, par adjudication publique, au profit de la caisse communale, de 850 sapins sylvestres marqués par l'administration forestière pour l'éclaircie de la sapinière du Tombois.

Ces sapins seront coupés par les soins de l'administration communale et vendus en plusieurs lots.

La présente délibération sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Garde général du ressort.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il doit être procédé à un recensement de l'industrie et du travail, et qu'en conséquence il y a lieu de nommer un agent pour effectuer le travail ;

Vu les demandes nous adressées en obtention de cette place ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement de votes que le sieur Oscar Simon a obtenu 6 voix, le sieur Marc Ramoisiaux deux, et le sieur Arthur Robson une.

En conséquence, le susdit Oscar Simon, ayant obtenu la

p. 7.

majorité absolue des suffrages, est nommé agent recenseur de l'industrie et du travail.

Il lui sera donné avis de cette nomination.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 23 de la loi du 10 avril 1841 sur la voirie vicinale ;

Attendu qu'au terme de cet article de loi, le propriétaire ou l'entrepreneur d'une exploitation quelconque peut être appelé à l'entretien des chemins qu'il dégrade par ses transports, et ce, au moyen des subventions spéciales proportionnées aux dégradations occasionnées ;

Considérant que les transports (que M. Monnoyer) nous disons : de pierrailles que M. Monnoyer fait pour le bétonnage de la conduite d'eau du Bocq, sont d'une importance telle qu'ils occasionnent une détérioration considérable aux chemins qu'ils emploient en cette commune.

Considérant dans ce sens qu'il est de justice d'appeler M. Monnoyer à l'entretien des chemins dont il s'agit conformément à la loi,

Décide à l'unanimité :

M. Monnoyer sera invité à verser dans la caisse communale une somme de 1000 francs à titre de subvention spéciale pour dégradations occasionnées à notre voirie.

Il sera écrit dans ce sens à M. Monnoyer et, en cas de refus de sa part, il sera procédé à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Attendu qu'il résulte des renseignements par le receveur communal que le sieur Joseph Pochet, locataire de la grande carrière, est en retard de paiement ;

Attendu qu'aux termes de l'article XI des conditions, l'administration communale a le droit de résilier le bail en cas de non paiement ;

Considérant dans ce cas qu'il y a lieu de résilier le susdit bail ;

Décide :

Le bail de la grande carrière est résilié et le collègue échevinal est chargé de remplir les formalités nécessaires.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 8.

Séance du 1^{er} 9^{bre} 1896.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné lecture d'une lettre par laquelle les habitants de Beauce prient l'administration communale de bien vouloir décider que le chemin n° 3 de l'atlas sera exhausé au niveau du terrain limitrophe dans la partie située entre le pont de l'écluse et celui du déversoir.

Considérant que cette partie de chemin, par suite de sa situation en contrebas des terrains, se trouve inondé à la moindre crue des eaux de la Sambre, qu'elle est toujours en mauvais état et qu'elle demande de grandes réparations chaque année ;

Le Conseil décide que le susdit chemin sera exhausé au niveau du terrain riverain.

Il sera écrit à M. le Gouverneur pour le prier de nous autoriser à faire faire le plan et les études nécessaires par les agents du service de la voirie.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage chaque année à la rentrée de l'hiver de procéder à la révision de la liste des personnes qui recevront, pendant la mauvaise saison, des secours à charge de la caisse communale ;

Après examen de la position de chacun des indigents inscrits sur l'ancienne liste et de ceux qui demandent à être inscrits,
 Arrête la liste des secours mensuels qui seront payés aux indigents à partir du 1^{er} 9^{bre} 1896 comme suit :

1	Marchal, Joseph, la veuve, pour ses enfants	10 francs
2	Laurent, Alexandre, la veuve	10 "
3	Paquet, Félix, pour l'enfant de sa fille	10 "
4	Bologne, Joseph, la veuve	10 "
5	Paquet, Félix, la veuve	7.50
6	Leclercq, Augustin, la veuve	7.50
7	Hoppe Caroline	12 francs
8	Alaf, Jacques	5 "
9	Sacré, Jean, la veuve	12 "
10	Leclercq, Maximilien, la V ^e , pour ses enfants	20 "
11	Georges, Joseph, l'épouse, pour ses enfants	7.50
12	Marchal, Victor, la veuve	10 francs

p. 9.

13	Meunier, Jean-Joseph, la veuve, pour ses enfants	7 francs 50
14	Motte, Joseph, la veuve, pour ses enfants	10 "
15	Marneffe, Antoine, la veuve	5 "
16	Tonne, Joseph, la veuve	10 "
17	Bajart, Jean Baptiste	12 "
18	Bodson, Nicolas, la veuve	10 "
19	Jacques, Auguste	7 " 50
20	Marique, Maximilien, la veuve	7 " 50
21	Servais, Désiré, la veuve	5 "
22	Lebrun, Joseph, la veuve, pour ses enfants	7 " 50
23	Marchal, Alfred, pour l'enfant Delvigne	20 "
24	Libaux, Jean J ^h , la veuve, pour l'enfant Marique	10 "
25	Renier, Augustine	10 "
26	Lesire, Marie Catherine	20 "
27	Paulus, Paul	12 " 50
28	Paulus, Pierre	12 " 50
29	Adam, Anne, V ^e Scoufflaire	5 "
30	Marneffe, Thérèse	10 "
31	Willemotte, François	5 "
32	Dotraux, Julien, la veuve	5 "
33	Dembre, caroline, pour son fils	7 " 50

Il est ensuite donné lecture d'une lettre que nous adresse Monsieur Monnoyer, entrepreneur des travaux de la conduite d'amenée des eaux du Bocq, en réponse à celle que le Collège échevinal lui a écrite le 14 octobre dernier au sujet des dégradations occasionnées à nos chemins par ses transports de pierrailles.

Attendu qu'il résulte de la lettre susdite que cet entrepreneur reconnaît qu'il y a lieu de sa part d'intervenir dans la restauration des chemins qu'il emploie et qu'il demande une entrevue pour s'entendre à ce sujet de commun accord avec l'autorité communale ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'accepter l'entrevue proposée afin d'arriver à une solution amiable si possible.

Le Collège est chargé de s'aboucher avec le susdit M. Monnoyer. La solution à intervenir devra être ratifiée par le Conseil.

Le Conseil s'occupe ensuite de la note du sieur Constant Renier qui a été rejetée dans sa séance précédente et, après avoir entendu les explications de l'intéressé, décide qu'il y a lieu de la payer telle qu'elle nous est présentée.

Le Collège échevinal est en conséquence autorisé à mandater la somme de soixante-cinq francs qu'elle comporte.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. Simonn, Directeur de l'Institut des aveugles de Ghlin-lez-Mons, nous priant de faire

p. 10.

inscrire notre commune en qualité de membre de la ligue philanthropique des aveugles établie en ladite commune.

Considérant que cette institution est une œuvre essentiellement humanitaire et qu'il n'est que juste que les communes y donnent leur adhésion ;

Considérant, au surplus, qu'il ne s'agit que d'une dépense insignifiante ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'inscrire la commune de Malonne en qualité de titulaire de la ligue philanthropique susdit à la cotisation annuelle de un franc.

Il sera donné avis de notre décision à M. Simonn, Directeur de l'Institut susdit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. Georges Blondet, industriel à Jauche, tendant à ce que la partie sud de la Roche du Piroy lui soit relouée aux mêmes conditions et au même prix qu'elle lui a été louée le 11 avril 1890.

Considérant que la carrière du Piroy ne lui rapporte absolument rien et qu'elle n'est d'aucune utilité pour les habitants, la partie située au Nord étant suffisante pour l'extraction des pierres ;

Considérant que cette location est avantageuse pour la caisse communale ;

Décide :

Le Collège échevinal est autorisé à passer l'acte de location dont il s'agit aux conditions et prix du bail du 11 avril 1890.

Il sera écrit à M. Blondet pour l'informer de cette décision.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la loi organique du 10 avril 1841, concernant les chemins vicinaux,

Attendu qu'aux termes de cet article de loi, le propriétaire ou l'entrepreneur d'une exploitation quelconque peut être appelé à l'entretien des chemins qu'il dégrade par ses transports, et ce, au moyen des subventions spéciales proportionnées aux dégradations occasionnées ;

Considérant que les transports de cailloutis que M. Oger, de Namur, faits sur chemins sont d'une importance telle qu'ils occasionnent des dégradations considérables aux chemins qu'ils emploient en cette commune ;

Considérant, dans ce cas, qu'il y a lieu d'appeler M. Oger

p. 11.

à l'entretien dont il s'agit conformément à la loi ;

Décide à l'unanimité :

M. Oger sera invité à s'entendre avec le Collège échevinal au sujet de la subvention à payer pour dégradations à notre voirie.

En cas de non accord, il sera procédé à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Ces diverses affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du sieur Joseph Pochet, tailleur de pierres, tendant à pouvoir sous-louer la grande carrière aux sieurs Théodule Hancotte et Joseph Terwagne, tailleurs de pierres, le premier à Malonne, le second à Thon-Samson ;

Considérant que le sieur Pochet ne se trouve plus guère en état d'exploiter par lui-même la carrière communale et que les sous-locataires proposés sont des ouvriers sérieux et à même de bien diriger l'entreprise ;

Considérant d'autre part que les nouveaux locataires ne possèdent aucun bien pour l'assurance du prix de location et que lorsqu'il s'agit des intérêts communaux il y a toujours lieu d'exiger une caution solvable ;

Attendu que le sieur Antoine Hancotte, cultivateur au Piroy, Malonne, consent à servir de caution pour l'assurance du prix de location,

Décide :

Le sieur Joseph Pochet est autorisé à sous-louer la grande carrière aux sieurs Théodule Hancotte et Joseph Terwagne, sous la condition que le susdit sieur Antoine Hancotte s'engagera par écrit envers la commune à répondre du paiement du prix de location pendant le restant du bail à écouler.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

Le Conseil décide ensuite qu'il y a lieu d'ajourner à une prochaine séance la formation du budget pour l'exercice 1897.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition des parties de terrains servant d'emprise au nouveau chemin dit Fond de la Navenne, mesurant ensemble 1 hectare, 31 ares, 56 centiares, et appartenant à divers propriétaires ;

Vu le plan dressé par M. Cornet commissaire-voyer cantonal le 29 juin 1896 ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été ouverte au sujet de cette acquisition et duquel il résulte qu'aucune opposition ni réclamation ne sont produites

p. 12.

Vu le procès-verbal d'expertise des biens à acquérir s'élevant à la somme de 5156 francs et 06 centimes ;

Considérant que les parties de terrains susdits servent d'emprise au chemin de la Navenne et qu'il y a urgence à les acheter pour pouvoir solder les propriétaires ;

Décide :

La Députation permanente est priée de nous accorder l'autorisation qui nous est nécessaire pour acquérir les biens dont il s'agit ;

Expédition de la présente délibération, avec les plans et les autres pièces du projet, sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 1^{er} 9^{bre} 1896.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, J. Baily, échevins, François Goyet, Joseph Renier, Xavier Demierbe, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentées par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le membre sortant dudit bureau de bienfaisance ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province de Namur du 6 9^{bre} 1896 P N ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 Mars 1836 ;

Arrête :

Le sieur Joseph Robson, ayant obtenu 8 suffrages sur 8 est nommé membre du bureau de (rens) je dis : bienfaisance.

Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et le collège échevinal sera adressée à la Députation permanente pour information.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget du bureau

p. 13.

de bienfaisance pour l'exercice 1897, et, après examen des sommes qui y figurent, comme recettes et comme dépenses, l'approuve sans observations, tel qu'il a été formé par l'établissement intéressé le 20 9^{bre} courant.

Le Conseil prend ensuite connaissance de la vente du mol bois de la Vecquée, des lots provenant de l'éclaircie de la sapinière du Tombois et d'un lot de taillis situé dans le bois communal le tombois, dans l'emplacement de la conduite des eaux d'amenée du Bocq vers Bruxelles, adjugée le 23 9^{bre} courant par le Collège échevinal pour la somme de 513 francs 75 centimes.

Considérant que le prix de vente est supérieure à l'estimation des agents forestiers et que les obtenteurs paraissent offrir toutes les garanties sous le rapport du paiement ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'approuver l'acte de vente dont il s'agit.

Il sera adressé, par l'intermédiaire de M. le S/Inspecteur forestier à la Députation permanente pour approbation.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. le Commissaire d'arrondissement nous communiquant une demande de subside de la Société de musique « La Phalange malonnoise » et nous priant en même temps de remplir le tableau annexé à ladite demande ;

Considérant que la société susdite a dû faire de nombreux frais pour son organisation ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'accorder le subside réclamé et regrettent que les finances de la commune ne lui permettent pas d'accorder de son côté une allocation sur la caisse communale ;

Le dossier sera retourné dûment complété à M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil approuve ensuite une note de 12 francs 80 centimes due au sieur Victor Acusilas pour fourniture de 800 briques pour la réparation du puits au Fond de Thinnes.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la veuve Victor Marchal sollicite une augmentation de pension ;

Considérant que cette indigente jouit d'une pension mensuelle de 10 francs et que la caisse communale ne permet pas d'aller au-delà,

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'augmentation réclamée.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une demande verbale de la veuve Louis Debrot, tendante à obtenir un secours mensuel pour l'aider à élever ses enfants

p. 14.

pendant la saison d'hiver.

Considérant que la veuve Dotroz se trouve dans une situation qui nécessite l'intervention pécuniaire de la commune ;

Le Conseil décide qu'une somme de 5 francs lui sera payée pendant 5 mois à partir de Novembre courant.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressée.

Il est également donné lecture d'une lettre par laquelle la veuve Jean-Baptiste Mathieu sollicite une pension mensuelle en faveur du sieur Georges Van Gorp, malade et n'ayant d'autre ressource que l'assistance de sa belle-mère ;

Considérant que cet homme est réellement dans l'indigence et incapable de tout travail ;

Considérant que l'article 1^{er} sur le domicile de secours obligent les communes à secourir les indigents qui se trouvent sur leur territoire au moment où l'assistance devient nécessaire ;

Le Conseil décide qu'un secours de 12 francs 50 centimes sera payé chaque mois au susdit Van Gorp à partir du mois de Novembre 1896.

Il sera lui donné avis de cette décision.

Il est également décidé qu'un secours en nature sera accordé au sieur Alexis Preud'Homme. Il lui sera conduit quatre brouettes de charbon aux frais de la commune.

Il est enfin donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Alexis Dotraux fait connaître à l'assemblée qu'il se trouve dans la nécessité de placer son fils estropié dans un hôpital quelconque ; que ses

ressources ne lui permettent pas de subvenir à lui seul à la dépense qui résultera de ce placement et demande que la commune intervienne pour un tiers de ladite dépense, soit 133 francs 33 centimes. Considérant que l'enfant dont il s'agit possède un petit bien provenant de sa mère, et qu'il y a lieu de dépenser d'abord son bien avant de recourir à la commune ;

Le Conseil décide qu'il ne sera pas intervenu dans les frais de pension de l'enfant Dotraux aussi longtemps que ses biens permettront de la payer.

Il sera donné avis de cette décision au réclamant.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la décision de M. le Ministre de la guerre n° 21055 du 20 Novembre 1896, accordant autorisation à la commune de Malonne de construire une petite niche en bois, recouverte de zinc, sur son puits dont elle est propriétaire situé au Fond-de-Tinne (Malonne) dans la zone des servitudes militaires du fort de la Vecquée,

p. 15.

autorisation accordée sous réserve que la commune prendra l'engagement de se soumettre aux conditions suivantes :

1° A faire dépolir entièrement cette construction et de rétablir les lieux dans leur état primitive, le tout aux frais de la commune et à la 1^{ère} réquisition du Département de la guerre ;

2° A souffrir que, même sans autorisation préalable, d'après les circonstances du service, dont l'appréciation appartient à l'autorité militaire, cette autorité fasse effectuer la démolition d'office et aux frais de l'impétrante et cela sans qu'il soit besoin d'acte de mise en demeure, sans devoir recourir à aucune formalité quelconque (judiciaire ou autre, et sans que personne puisse s'y opposer ni élever aucune prétention ou réclamation à des dommages-intérêts de ce chef.

3° A reconnaître que la présente autorisation n'est accordée qu'à titre de simple tolérance et que la démolition ne peut dans aucun cas donner lieu à une indemnité quelconque.

4° A permettre aux agents du Génie militaire de visiter en tout temps /depuis le lever du soleil jusqu'au coucher/ la construction autorisée et de pénétrer dans l'intérieur du bâtiment, afin de s'assurer si pendant ou après l'exécution, l'impétrante n'a pas outrepassé ou modifié la tolérance de bâtir qui lui a été accordée ; au cas de contravention dûment constatée de ce chef, l'autorité militaire aura le droit d'appliquer du # 2° ci-dessus ;

3° A délivrer au commandant de la place Namur-Sud dans un délai de quinze jours à partir de celui où ce chef de service lui aura remis contre récépissé la présente décision, trois ampliations de la présente délibération, un plan côté des constructions autorisées, daté et signé par M. le Bourgmestre, lequel plan restera déposé au bureau du Génie ;

5° La décision du Ministre de la Guerre sera considérée comme nulle et non avenue si la commune n'a pas exécuté la construction autorisée dans le délai d'une année à partir du jour de la présente délibération ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre l'engagement susdit,

Décide :

Le Conseil prend l'engagement de se soumettre aux susdites conditions.

Trois expéditions (seront) nous disons : de la présente délibération seront adressées à M. le Colonel commandant le Génie de Namur Sud.

Ces diverses affaires terminées,

Le Conseil passe à la formation de son budget pour l'année 1897.

Après examen des diverses allocations qui doivent y figurer pour assurer les divers services de la commune, ces diverses sommes

p. 16.

sommes sont votées et inscrites dans la catégorie à laquelle elles appartiennent.

Se formant ensuite en comité secret, le Conseil passe au vote sur les traitements des employés, qui sont maintenus au taux de l'an dernier, sauf pour ce qui concerne les traitements du Receveur

communal et du garde-champêtre, qui sont respectivement fixés à 750 francs pour le 1^{er} et à 850 pour le second.

La séance redevenue publique, l'ensemble du budget est mis aux voix et approuvé à l'unanimité des membres présents, comme suit :

En recettes générales, la somme de 32427 francs 59 centimes.

En dépenses de même espèce, à celle de 19436 francs 06 centimes.

En recettes et en dépenses pour l'enseignement primaire à la somme de 7282 francs 99 centimes.

En recettes et en dépenses pour les écoles d'adultes à la somme de 640 francs.

En recette et en dépense pour le service de la voirie à la somme de 14845 francs 38.

En recettes et en dépenses pour la comptabilité des capitaux à la somme de 497 francs 59.

Ledit budget sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 21 décembre 1896.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Jean-François Goyet, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné connaissance d'une demande verbe de la veuve Victorien Schoufflaire, née Anne Adam, et tendante à obtenir une augmentation de pension.

Considérant qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la décision

p. 17.

fixant cette pension.

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'augmentation réclamée.

Il est également donné lecture d'une lettre de la veuve Désiré Servais, née Hortense Boland, tendante à obtenir une augmentation de pension ;

Considérant que cette veuve est réellement dans le besoin,

Le Conseil décide que la pension susdite est portée à 7 francs 50 centimes à partir du 1^{er} janvier 1897.

Il est aussi donné lecture de la demande de la veuve Louis Charlot, née Mélard, tendante à obtenir une pension sur la caisse communale ;

Considérant que la réclamante est absolument dépourvue de ressources et que sa fille est, par suite de maladie, dans l'impossibilité de venir à son aide.

Le Conseil décide qu'une pension de 7 francs 50 lui est accordée à partir du 1^{er} janvier 1897.

Il décide ensuite qu'il n'y a pas lieu d'accueillir

1° Une demande d'augmentation de pension pour le sieur Joseph Demembre.

2° Une demande de pension présentée par le sieur Isidore Tasiaux.

3° Une demande de pension présentée par la veuve Roland, Jacques.

4° Une demande d'augmentation de pension présentée par la veuve Marchal, Victor.

5° Une demande du sieur Alexis Dotraux, tendante à ce que la commune participe pour un tiers dans la pension de son fils placé à l'orphelinat Kekeljean à Salzinne.

Ces affaires terminées,

Il est donné lecture d'une lettre par laquelle M. Missonne, directeur de l'usine de Floreffe demande que la commune accorde un subside en faveur de l'école ménagère établie dans son usine et dans laquelle sont admises les jeunes filles de Malonne.

Considérant que la commune est surchargée de frais de toutes espèces et qu'elle peut à peine faire face à ses dépenses obligatoires ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande de subside dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à M. Misonne.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur G. Puissant, garde-champêtre auxiliaire, réclame sa part dans les frais de piquet, de la vente des bois de sapin du Tronquoi.

p. 18.

Considérant que le réclamant est chargé de la surveillance des bois communaux comme les autres gardes et qu'il a participé au travail de formation des lots et que, par suite, il a droit au partage de la somme payée ;

Le Conseil décide que le sieur Puissant a droit à sa part dans la somme dont il s'agit.

Le garde champêtre et le garde forestier du gouvernement seront informés de cette décision et invités à s'y conformer.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le bail en date du 7 décembre courant contenant location d'une partie de la Roche du Piroy pour le prix de 150 francs au sieur Georges Blondet, industriel à Jambes ;

Attendu que cette location constitue un avantage pour la commune puisque le bien loué est une non valeur qui ne rapporte rien à la commune et de nulle utilité pour les habitants,

Décide :

L'acte de location dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé, pour approbation, à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° Une note de 7 francs due au garde-champêtre pour transport du rivage de la Sambre au cimetière communal du nommé Hector Damien, retiré des eaux de la Sambre.

2° Une note de 65 francs 85 centimes due au sieur Arthur Renier pour travaux aux toitures des écoles communales y compris les fournitures.

3° Une note de 5 francs due au sieur Gabriel Marloye pour transport de Malonne à Namur des bulletins de votes d'un bureau électoral le 5 juillet 1896.

4° Une note de 106 francs 25 centimes due au sieur benoît Tonne, pour charriages divers pour le compte de la commune.

5° Une note de 15 francs 55 centimes due au sieur François Thibaut pour travaux de maréchallerie en 1896.

6° Une note de 48 francs due au sieur Jean Chapelle, pour fourniture de briques pour le puits du fond de Thines.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par les sieurs Th. Hancotte et J. Terwagne, maîtres de carrières, à Malonne ;

Après examen sérieux des fournitures et des prix demandés ;

il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'approuver ladite note, attendu qu'il y a exagération dans les prix de diverses fournitures.

p. 19.

Cette note sera retournée aux intéressés avec prière de faire des réductions sur les sommes marquées d'une croix.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la loi du 19 mars 1866, portant modification de l'article 23 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux ;

Attendu qu'aux termes de la loi susvisée, le propriétaire ou l'entrepreneur d'une exploitation quelconque peut être appelé à intervenir dans l'entretien des chemins que ses transports dégradent, et ce, au moyen de subventions spéciales proportionnées aux dégradations occasionnées ;

Considérant que les charriages de pierrailles que M. Monnoyer fait pour le bétonnage du canal des eaux du Bocq sont d'une importance telle qu'ils occasionnent une détérioration considérable aux chemins qu'ils emploient en cette commune.

Considérant dans ce cas qu'il est de justice d'appeler M. Monnoyer à l'entretien des chemins dont il s'agit, conformément à la loi, et de fixer le montant de l'imposition spéciale à payer,

Arrête :

L'imposition spéciale à payer par M. Monnoyer pour dégradations extraordinaires à notre voirie est fixée à 1000 francs pour toute la durée des travaux.

La présente délibération sera adressée à l'intéressé par la voie administrative (et s') lequel, s'il se croit lésé, pourra réclamer auprès du Conseil communal pendant 15 jours à partir de la notification et même exiger une expertise contradictoire.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que M. Monnoyer, entrepreneur des travaux de dérivation des eaux du Bocq vers Bruxelles, a fait concasser les pierres qui se trouvent sur la carrière du Richier, et qui, aux termes de l'article XV du cahier des charges de la location, appartient de plein droit à la commune ;

Considérant que ledit entrepreneur fait actuellement enlever lesdites pierres pour servir au bétonnage du canal du Bocq, et qu'il agit et agit encore sans aucune espèce d'autorisation ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre un terme à cette manière de faire ;

Décide :

M. Monnoyer sera invité à s'entendre avec le Collège échevinal au sujet du prix à payer à la commune pour les pierres dont il s'agit ci-dessus et, en cas de refus ou en cas de non entente, il sera mis arrêt par voie d'huissier sur les charriages des dites

p. 20.

pierres.

M. le Bourgmestre donne ensuite connaissance à l'assemblée de la convention intervenue entre le Collège échevinal et M. Oger, entrepreneur à Namur, et de laquelle il résulte qu'ils ont arrêté de commun accord (la taxe spéciale) à 60 francs la taxe spéciale annuelle à payer à la commune du chef des dégradations occasionnées à la voirie vicinale par les transports de pierrailles que cet entrepreneur fait dans la commune.

Le Conseil approuve ladite convention à l'unanimité et décide qu'elle prendra cours à partir du 1^{er} août 1896.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du sieur Oscar Simon informant l'administration que par suite de sa nomination d'agent de police à Namur, il lui est de toute impossibilité d'achever le recensement de l'industrie et métiers qui lui a été confié.

Attendu qu'il y a lieu de nommer un agent pour terminer la besogne ;

Le Conseil décide que le sieur Camille Legrain est chargé de terminer le recensement dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 21 décembre 1896.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, J. F. Goyet, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Maximilien Massaux, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les chemins n° 4 et 30, partant d'Insevaux, passant par la carrière et par Babin, a besoin d'être élargi et amélioré de manière à faire une voie de communication convenable ;

Décide :

Il sera écrit à la Députation permanente pour la prier de nous autoriser à faire faire les études, les plans et les devis nécessaires par les agents chargés du service de la voirie

p. 21.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 29 janvier 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Jean-François Goyet, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance du budget de la fabrique de l'église de Malonne et de celui de la fabrique de l'église du Curnoloo. Après examen, ces documents sont approuvés et ils seront adressés à la Députation permanente par l'intermédiaire de M. le Commissaire de l'Arrondissement de Namur.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° Une note de 21 francs 50 centimes pour fourniture de sable pour les aqueducs etc., en 1896, due au sieur Grégoire Poisseroux.

2° Une note de 18 francs 27 centimes due au sieur Maximilien Lecluselle pour fournitures et travaux de maréchallerie aux écoles communales en 1896.

3° Une note de 1 franc 15 centimes due au même pour réparation du garde-corps à Beuce en 1896.

4° Une note de 20 francs pour fournitures et travaux à la toiture de l'église de Malonne en 1896, due au sieur Jean-Baptiste Marchal.

5° Une note de 8 francs due au sieur Théodule Remy pour fourniture de charbon en 1895 à l'indigent Alexis Preud'homme.

6° Une note de 8 francs 80 due au sieur Joseph Riffart, marchand de charbon, pour fourniture de chauffage à l'indigent Alexis Preud'homme en 1896.

7° Une note de 211 francs 11 centimes due à la maison Balon-Vincent de Namur, pour imprimés relatifs à la révision des listes électorales et à l'élection du 5 juillet 1896.

8° Une note de 36 francs due au sieur Nestor Modestus pour journées au chemin « la ruelle d'Aoust » du 28 décembre 1896 au 16 janvier 1897.

9° Une note de 38 francs 25 centimes pour journées à la ruelle d'août du 28 décembre 1896 au 16 janvier 1897 due au sieur Emile Demieret.

10° Une note de 70 francs due au sieur Oscar Boigelot pour travaux et

p. 22.

et fournitures au puits du Fond des Tinnes en 1896.

11° Une note de 32 francs due au sieur (Benoît Tonne, nous disons : Joseph Perot pour fourniture de pierres ordinaires et dalles pour les aqueducs en 1896.

12° Une note de 3 francs 50 centimes due au sieur Omer Bocquia pour couleur de la hampe du drapeau national.

13° Une note de 2 francs 75 centimes pour fourniture de la lance pour le drapeau national due au sieur Jules Dermine pour 1896.

14° Une note de 12 francs 05 centimes due au sieur Joseph Thirot pour fournitures et travaux aux écoles communales en 1896.

15° Une note de 2 francs 25 centimes pour fourniture de la hampe du drapeau national en 1896 due au même.

16° Une note de 38 francs due au même pour réparations de menuiserie y compris les fournitures faites à la maison presbytérale en 1896.

17° Une note de 53 francs due audit Thiroit pour fourniture de cercueils pour des indigents décédés en 1896.

Ces affaires terminées,

Il est donné lecture d'une lettre par laquelle la nommée Cornélie Paye, veuve de Joseph Namèche, sollicite un secours sur la caisse communale ;

Attendu que cette indigente se trouve dans une situation analogue à celle d'autres indigents secourus par la commune,

Le Conseil décide qu'un secours de 5 francs lui est accordé mensuellement à partir du 1^{er} février 1897.

Il est également donné lecture d'une lettre de la veuve Emile Pietens, sollicitant l'assistance de la caisse communale pour l'aider à nourrir et à entretenir ses enfants ;

Considérant que cette veuve se trouve dans l'impossibilité d'élever ses six enfants si la commune ne lui vient sérieusement en aide ;

Le Conseil décide qu'une somme de 7 francs 50 lui sera payée chaque mois à partir du 1^{er} février prochain.

Avis de ces décisions sera donné aux intéressées.

Il est ensuite décidé qu'il n'y a pas lieu de faire droit aux demandes de pension ou d'augmentation de pension présentées par Sylvie Mary, épouse Trussart, par Schoufflaire, Victor, la veuve, et par Marchal, Joseph, la veuve.

Il leur sera donné avis de cette décision.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Mathieu Remy demande que la commune mette en adjudication publique une petite partie de terrain vague d'une contenance de 1 are 62 centiares, située à la Gueule du Loup et joi-

p. 23.

gnant le territoire de Namur.

Considérant que la parcelle de terrain dont il s'agit n'est d'aucune utilité pour la commune et que rien n'empêche de la mettre en vente ;

Le Conseil décide en principe que le susdit terrain sera mis en adjudication publique.

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer cantonal pour le prier de dresser les plans nécessaires. Il sera ensuite procédé à une enquête de commodo et incommodo et à l'évaluation de ladite parcelle.

Messieurs Emile Minjeot et Louis Namèche, cultivateurs à Malonne, sont nommés experts pour procéder à cette estimation.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle divers habitants du Trieux prient le Conseil de bien vouloir apporter quelques améliorations au chemin dit « Ruelle Messieurs », lequel, d'après ladite lettre, se trouve dans un délabrement tel que la circulation y est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible.

Considérant qu'avant de prendre une décision au sujet des travaux à exécuter au chemin susdit, il y a lieu d'aller examiner la situation ;

Le Conseil décide d'ajourner cette affaire à une prochaine séance.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée des démarches qui ont été faites au sujet de la réclamation concernant les pierres de la Grand Carrière enlevées par M. Monnoyer sans autorisation.

Après explications, cette affaire est ajournée à une prochaine séance.

Le Conseil passe ensuite au projet de suppression d'une partie du chemin N° 2, depuis la Dierlaire jusqu'au Laid Housse.

Considérant que cette partie de chemin est absolument inutile et qu'elle peut être supprimée sans inconvénient, mais qu'il y a lieu d'examiner s'il sera créé une nouvelle partie de chemin de l'autre côté de la ferme Thiroit, ou si l'on se contentera d'élargir la partie du chemin n° 34, jusqu'à la nouvelle route ;

Considérant qu'il est nécessaire de se rendre sur les lieux afin de bien se rendre compte de ce qu'il y a à faire,

Il est décidé que les Membres du Conseil se rendront sur les lieux le Dimanche 31 janvier courant.

p. 24.

En conséquence, la décision à prendre au sujet de la dite suppression est ajournée à la prochaine séance.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 19 février 1897.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Malherbe, Maximilien Massaux, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance du compte du Bureau de Bienfaisance pour l'exercice 1896 et, après examen, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été réglé par l'Etablissement intéressé le 17 février comme suit :

En recettes générales, à la somme de 1172.49

et en dépenses à la somme de 820.14

ledit compte avec les pièces y annexées sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province de Namur du 10 février 1897, N° 590.587, D., relative au rôle de curage du ruisseau de Malonne ;

Considérant que le ruisseau de Malonne se trouve dans un tel état de propreté que des travaux de curage ne sont pas nécessaires en 1897 :

Considérant que si, par suite d'orages, quelques atterrissements viennent à se produire aux abords des ponts, dans le courant de l'été, les cantonniers pourront facilement exécuter la besogne,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous dispenser de dresser un rôle de curage du ruisseau de Malonne en 1897.

Expédition de la présente délibération sera adressée pour approbation à la Députation permanente.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° Une note de 42 francs 50 due au sieur Louis Beaufays

p. 25.

Pour fourniture de pierres pour l'empierrement du chemin de la Basse Fontaine, dit « Ruelle d'Août » en 1896.

2° Une note de 6 francs 15 centimes due au sieur Valentin Borremans pour vitres placées par ses soins aux fenêtres des écoles communales en 1896.

Il est ensuite donné lecture des demandes de secours présentées par François Rasquin, par la veuve Jules Sevrin et par Thomas Bastin.

Après examen de la position respective de chacun de ces indigents, il est décidé qu'une pension mensuelle de 8 francs est accordée au sieur Rasquin, une pension de 5 francs à la veuve Sevrin et qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la réclamation du sieur Bastin, ce dernier pouvant subvenir aux besoins de sa famille.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet, voûtement, de l'amélioration d'une partie du chemin n° 1 au lieu dit Insevaux ;

Vu le devis estimatif s'élevant à la somme de 4870 francs 24 ;

Considérant que l'utilité du travail ne répond pas à l'importance du devis, et que l'administration s'attendait à une dépense de 900 francs à 1000 ;

Considérant que les intéressés, Messieurs O. Henin et A. Delpierre qui devaient intervenir dans la dépense refusent également d'accepter le projet,

Décide :

Le projet dont il s'agit est abandonné.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée du résultat de la visite faite à la Dierlaire concernant le projet de suppression du chemin N° 2 ;

Considérant qu'il résulte de cette communication que le projet arrêté comporte, pour le réaliser, la suppression du chemin susdit, l'élargissement du chemin n° 34 et que la famille Thirot, principale intéressée dans la question, refuse de céder le terrain nécessaire pour l'élargissement dudit chemin n° 34,

Considérant, dans ce cas, qu'il n'y a pas lieu de prendre en ce moment une résolution à cet égard,

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'ajourner ce projet.

Il est ensuite donné connaissance de la demande verbale du sieur Joseph Chapelle tendante à pouvoir acquérir, à dire d'expert, le sentier n° ... partant de la cour du Broctia et allant aboutir au chemin de Wépion.

Attendu qu'avant de prendre une décision au sujet de la suppression de ce sentier, il y a lieu de connaître l'avis de monsieur J. Renier, conseiller, habitant la localité et partant, le plus à même d'en connaître l'utilité.

p. 26.

Le Conseil décide que cette affaire est ajournée à une prochaine séance.

Ces affaires terminées,

M. le Président donne connaissance à l'assemblée d'une demande verbal du sieur Jean Chabart, tailleur de pierres à Malonne, tendante à pouvoir reprendre en sous location la carrière communale dite des trois fontaines, sise à Insevaux, louée le 1^{er} mars 1896 au sieur Olivier Dupont, entrepreneur des travaux publics à Salzinne-Namur.

Considérant que le locataire actuel n'exploite pas la susdite carrière et que la commune a tout intérêt à ce que l'(commune) nous disons : exploitation ait lieu afin de donner de l'occupation aux ouvriers ;

Considérant que ledit Chabart est un ouvrier sérieux et capable d'exploiter la carrière dont il s'agit ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'autoriser la sous-location de la carrière en question pour une partie ou pour la durée du bail ;

En cas de non paiement ou d'abandon (par) nous disons : de la carrière par ledit Chabart, le sieur Dupont restera responsable des termes du paiement échus et devra continuer le bail jusqu'à son échéance.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la note du sieur Hancotte, maître de carrière à Malonne, s'élevant à la somme de 105 francs 72 centimes, due par la commune pour fourniture de pierres pour les chemins et les fontaines ;

Attendu que les divers prix portés sur cette note sont évidemment exagérées, notamment la pierre formant la margelle du puits du fond de Thine ;

Attendu que le sieur Hancotte, invité à réduire ses prix, refuse de rien diminuer ;

Attendu qu'il y a lieu dans ce cas de solder la dépenses susdite ;

Décide qu'il n'y a pas lieu de payer la note dont il s'agit avant qu'il soit fait les réductions nécessaires.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Directeur de l'Etablissement des frères des écoles chrétiennes tendant à ce que la commune alloue une somme de 310 francs pour payer les fournitures classiques des élèves indigents fréquentant leurs écoles primaires ;

Considérant que le règlement type du 28 X^{bre} 1884 stipule que les communes sont tenues d'allouer une somme annuelle de 2 francs

p. 27.

par élèves indigents pour fournitures classiques aux écoles communales ou adoptées, mais qu'il ne parle aucunement des écoles privées,

considérant que l'école des frères est une école privée et que par conséquent, il n'y a pas d'obligation d'intervenir pour la fourniture des objets classiques ;

considérant que la situation financière de la commune ne permet pas de faire des dépenses facultatives, surtout que la dite dépense serait uniquement à la charge de la commune ;

Décide à l'unanimité :

Il n'y a pas lieu d'accorder la somme réclamée pour fournitures classiques des indigents fréquentant les écoles des frères.

Avis de cette décision sera donné à M. le Directeur de l'établissement susdit.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il a dû être payé à M. Seressia une somme de 439 francs 34 centimes pour travaux supplémentaires non prévus au devis de l'adjudication de la construction du chemin du fond de la Navenne, en date du 29 décembre 1893 ;

Vu le devis ci-joint du devis supplémentaire des travaux dont il s'agit ;

Considérant qu'il y a lieu de demander un crédit spécial pour la régularisation de la comptabilité communale ;

Décide :

La Députation permanente est priée de nous accorder un crédit spécial de 439 francs 34 centimes.

Cette somme sera prélevée sur l'excédant de recettes figurant au budget de la voirie de 1896.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 2 avril 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Jean-François Goyet, Joseph Renier, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

p. 28.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage de réviser au commencement de la bonne saison la liste des indigents qui reçoivent des secours à charge de la caisse communale ;

Vu la liste susdite et les nouvelles demandes de secours ou d'augmentation de pension ;

Après examen de la situation de chacun des indigents,

Arrête la liste des pensions comme suit :

1.°	Rasquin, Jean-François	8 frs 00
2.°	Marique, Joseph, l'enfant	10 " 00
3.°	Renier, Augustine	7 " 50
4.°	Lesire, Catherine	20 " 00
5.°	Paulus, Paul	12 " 50
6.°	Marneffe, Thérèse	10 " 00
7.°	Paquet, Félix, la veuve	7 " 50

8.°	Laurent, Alexandre ,la veuve	10 " 00
9.°	Leclercq, Augustine, la veuve	7 " 50
10.°	Hoppe, Caroline	12 " 00
11.°	Alaf, jacques	5 " 00
12.°	Sacré, Jean, la veuve	12 " 00
13.°	Marchal, Victor, la veuve	10 " 00
14.°	Tonne, Joseph, la veuve	10 " 00
15.°	Bodson, Nicolas, la veuve	5 " 00
16.°	Jacques, Auguste	5 " 00
17.°	Marique, Maximilien, la veuve	5 " 00
18.°	Servais, Désiré, la veuve	5 " 00
19.°	Scoufflaire, Victorien, la veuve	5 " 00
20.°	Demembre, Antoine-Joseph	7 " 50
21.°	Georges, Joseph, l'épouse	5 " 00
22.°	Motte, Joseph, la veuve	5 " 00
23.°	Marchal, Joseph, la veuve	5 " 00
24.°	Sévrin, Jules, la veuve	7 " 50
25.°	Pieters, Emile, la veuve	7 " 50
26.°	Delvigne, Jules, l'enfant	20 " 00
27.°	Paquet, Alixe, l'enfant	10 " 00
28.°	Vangorp, Georges	10 " 00
29.°	Charlot, Julien, la veuve	7 " 50

La pension Vangorp reprise sous le N° 28 sera supprimée si le bénéficiaire a repris sa besogne et sera continuée s'il est toujours malade. Elle cessera en tout cas d'être payée aussitôt qu'il se sera remis à l'ouvrage.

Celle reprise sous le n° 29 sera également supprimée si

p. 29.

si la fille de la veuve Charlot est en état de reprendre son service. La reprise de son travail fera immédiatement cesser la pension, si celle-ci doit encore être payée actuellement.

Les pensions telles qu'elles sont établies seront payées à partir du 1^{er} avril 1897.

Toutes les autres pensions sont supprimées.

Il sera donné avis aux intéressés de la suppression qui les concerne.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Alexis Dotraux prie le Conseil de bien vouloir décider qu'il intervienne pour 1/3 soit 133 francs 33 centimes dans ses frais à résulter du traitement de son fils à l'hôpital Kegeljan à Salzinne (Namur).

Considérant que le susdit Dotraux se trouve dans l'impossibilité de payer à lui seul les frais dont il s'agit, il est décidé que la commune interviendra pour un tiers de la dépense.

Le tiers sera payé directement à l'établissement susindiqué.

Ces affaires terminées,

La Conseil, après examen, approuve

1° Une note de 12 francs 50 centimes due au sieur A. Moreau pour le dépouillement du recensement agricole de 1896.

2° Une note de 9 frs 36 centimes pour piquets servant à marquer les fosses d'inhumation dans le cimetière.

3° Une note de 97 francs due pour la couverture en zinc de la niche du puits du fond de Tinne.

4° une note de 100 francs due pour l'empierrement du chemin n° 36, dit ruelle d'aoust.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l'église de Malonne en date du 3 janvier 1897, sollicitant l'autorisation d'accepter la fondation constituée en sa faveur par acte avénu le 19 9^{bre} 1896, par devant maître Jules Delvigne, notaire à Namur ;

Vu l'autorisation de l'évêché en date du 4 février 1897 ;
Attendu que cette fondation est avantageuse pour la fabrique ;
Décide qu'il y a lieu de donner un avis favorable à la délibération dont il s'agit.
Expédition de la présente sera adressée, avec les pièces susvisées,

p. 30.

et l'acte de fondation à M. le Commissaire d'arrondissement pour être transmise à l'autorité supérieure.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une demande du sieur Jules Chapelle, plafonneur au Broctia, tendante à acquérir le sentier n° 141, situé dans sa propriété ;

Considérant que le sentier dont il s'agit est d'une utilité réelle pour les habitants de l'endroit et qu'ainsi la suppression ne peut avoir lieu ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande susdite.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Il est ensuite donné connaissance à l'assemblée d'une lettre en date du 16 mars dernier par laquelle la Société nationale des chemins de fer vicinaux nous informe que l'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le 27 avril courant, et nous invite en même temps de nommer un délégué pour y assister.

Considérant qu'aucun membre du Conseil ne désire assister à la susdite assemblée,

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de nommer un délégué.

Le Conseil s'occupe ensuite du projet de suppression de la partie du chemin n° 2 depuis la ferme de la Dierlaire jusqu'à la rencontre de la route de Salzinne à Laid Housse et de l'élargissement d'une partie du chemin n° 34, depuis la même ferme jusqu'à la rencontre de la même route ;

Considérant que ce chemin est devenu absolument sans utilité et peut être supprimé sans inconvénient, et sans porter préjudice à qui que ce soit, mais que pour ce faire, il est indispensable d'élargir la partie du chemin n° 34 qui devra remplacer la partie du chemin dont la suppression est projetée ;

Attendu que le sieur B. Thirot consent à acquérir à dire d'experts la partie du chemin à supprimer et à vendre l'emprise nécessaire pour l'élargissement de l'autre chemin ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'admettre les modifications projetées et indiquées ci-dessus.

Il sera écrit à M. le Commissaire cantonal pour le prier de dresser les plans nécessaires à cette modification.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les demandes des sieurs A. Defrenne et O. Henin, de cette commune, tendant à pouvoir obtenir l'autorisation de construire chacun un pont sur le ruisseau de Malonne en face de leurs propriétés respectives, à Insevaux, commune de Malonne ;

Vu le plan des ponts projetés ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo

p. 31.

tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite contre ledit projet ;

vu la loi du 11 juillet 1879 sur les cours d'eau non navigables ni flottables et notamment l'article 31, 4°§ ;

considérant que l'établissement des susdits ponts ne présentent ni gêne ni inconvénient pour la circulation de la voirie ni pour le cours d'eau ;

Emet l'avis unanime qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée.

Expédition de la présente délibération sera adressée avec les pièces susvisées à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer cantonal.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il a été procédé à l'amélioration du chemin n° 23 au Piroy, amélioration consistant en déblaiement et élargissement et que le travail, par suite de diverses circonstances, a été fait par voie de régie ;

Considérant que le coût du travail a été de 610 francs 32 centimes, ainsi qu'il résulte des notes des ouvriers ci-annexées ;

Considérant qu'il y a lieu de demander un crédit spécial pour payer la besogne,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous accorder un crédit spécial de 310 francs 32 centimes ;

Ce crédit sera prélevé sur l'allocation inscrite à l'article 2 du titre 10 du budget de l'exercice 1897.

Il sera également demandé un crédit spécial de 216 francs 75 centimes pour payer les ouvriers et fournisseurs des empièvements du chemin n° 36, dit ruelle d'aoust, à la Basse Fontaine.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 17 mai 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Renier, Xavier Demierbe, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte passé le 8 avril dernier par devant maître Ernest Richard,

p. 32.

notaire à la résidence de Namur, portant location des anciennes carrières de la Taille des Sarts au sieur Jules Malevez, industriel à Saint-Servais, et compagnie, pour le prix de 300 francs, plus 100 francs chaque année pour dégradations à la voirie ;

Considérant que cette location est avantageuse pour la commune et que les locataires offrent toutes les garanties désirables sous le rapport du paiement du prix de la location ;

Décide :

L'acte susdit est approuvé. Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture du procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 1^{er} trimestre de l'année 1897.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et une copie en sera adressée à M. le Receveur communal, et une autre à M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture à l'assemblée d'une délibération du bureau des marguilliers de la fabrique de l'église de Malonne sollicitant l'autorisation de la Députation permanente de pouvoir céder à l'établissement des Frères la sacristie actuelle, sous la condition qu'il serait établi aux frais dudit établissement une nouvelle sacristie de l'autre côté de l'église.

Le Conseil décide qu'il y a lieu de donner un avis favorable au projet susdit, mais sous la condition que les frais à en résulter soient à charge de l'établissement des Frères.

Expédition de la délibération susdite, revêtue de l'avis favorable du Conseil, sera adressée à la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la délibération du bureau des marguilliers de la fabrique de l'église de Malonne, en date du 2 Mai courant, sollicitant l'autorisation de pouvoir accepter la fondation constituée en sa faveur par acte avenü le 19 9^{bre} 1896 par devant maître Jules Delvigne, notaire à la résidence de Namur.

Vu l'autorisation de l'évêché en date 4 février 1897 ;

Vu l'acte constitutif et portant des services religieux ;

Considérant que cette fondation est avantageuse pour la fabrique ;

Décide qu'il y a lieu d'émettre un avis favorable à la délibération dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération avec les pièces susvisées sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement pour être transmise à la Députation permanente.
Le Conseil prend ensuite connaissance du compte de fabrique de

p. 33.

l'église de Malonne et de celui de la chapelle du Curnoloo pour l'exercice 1896 ;
après examen, ces comptes sont approuvés tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil de fabrique le 4 avril dernier.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Vu l'acte du 28 avril 1897 passé par le Collège échevinal et portant adjudication de pierres pour l'entretien de la voirie, au montant de 210 francs ;

Considérant que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance des travaux, et que l'entrepreneur, le sieur Grégoire Poisseroux, nous paraît offrir les qualités nécessaires pour la bonne exécution de l'entreprise ;

Considérant que les chemins à recharger ont besoin de restauration,

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé et il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de M. le Directeur de l'établissement des Frères tendante à obtenir l'autorisation de faire voûter la partie du ruisseau qui se trouve dans leur propriété au lieu dit le Moulin en cette commune et de modifier quelque peu le cours ;

Vu les plans des travaux projetés ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite contre ledit projet ;

Vu la loi du 11 juillet 1879 sur les cours d'eau non navigables ni flottables et notamment l'article 312, 4° § ;

Considérant que la modification du cours du ruisseau et la voûte projetée ne présentent aucun inconvénient ;

Emet l'avis unanime qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée.

Expédition de la présente avec les pièces susvisées sera adressée à la Députation permanente par M. le Commissaire-voyer cantonal.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la veuve Joseph Marchal prie le Conseil de lui accorder une augmentation de la pension qui lui est payée pour l'aider à élever ses enfants.

Considérant que la veuve Marchal habite avec sa mère et qu'elle peut aisément travailler à la journée tous les jours de la semaine ;

Il est en conséquence décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'augmentation réclamée.

Le Conseil décide ensuite que les pensions suivantes seront payées :

5 francs par mois à partir du 15 avril 1897 aux deux aînés des enfants

p. 34.

du sieur Mathieu Delvigne.

5 francs par mois à la veuve Dotraux, Julien, à partir du 1^{er} Mai courant ;

5 francs par mois à la veuve Gilis, Auguste, à partir du 1^{er} mai courant ;

5 francs par mois à Stanislas Servaton pour le 1^{er} Mai courant.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

L'assemblée prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Gustave Chapelle demande à être rayé du rôle de voirie et ce pour la raison qu'il n'est que locataire.

Considérant que le réclamant se trouve dans la même situation que bon nombre de cotisés de la commune ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de faire remise de la cotisation dont il s'agit.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le Conseil donne ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. le Général Dalmaen demande si, en sa qualité de général, et obligé d'avoir deux chevaux, il doit être soumis à l'imposition de voirie vicinale.

Considérant que la cotisation établie par la loi sur les recettes pour l'entretien et l'amélioration de la voirie s'applique indistinctement à tous les chevaux qui se trouvent dans la commune.

Il est décidé que les deux chevaux de M. Dalmaen doivent restés soumis à la taxe figurant au rôle de voirie de l'exercice 1897.

Il est ensuite donné lecture d'une note présentée par le sieur Henri Lesire pour le badigeonnage des écoles communales en 1897, y compris les fournitures, et s'élevant à la somme de 40 francs 71 centimes.

Attendu que la note dont il s'agit n'est pas exagérée,

Le Conseil décide qu'il y a lieu de l'approuver.

Elle sera payée à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'actuellement les fosses d'inhumation sont faites gratuitement par le cantonnier Puissant ;

Considérant que ce service occasionne une trop grande perte de temps pour cet ouvrier et qu'il y a lieu de le modifier ;

Attendu que le cantonnier Puissant jouit d'une indemnité de 100 francs par année comme garde-champêtre auxiliaire ;

Décide :

A partir du 1^{er} juillet 1897, les fosses d'inhumation seront à la charge des parents ou héritiers de la personne décédée et seront payées au fossoyeur aux prix suivants :

1° Pour les personnes âgées de plus de 12 ans :

3 francs pour fosse inhumation des personnes dont les funérailles seront faites avant 10 heures du matin ou après l'heure de midi.

p. 35.

5 francs par fosse d'inhumation des personnes dont les funérailles seront célébrées à partir de 10 heures du matin jusque midi.

2° Pour les enfants âgés de 12 ans au plus :

1 franc 50 centimes par fosse d'inhumation.

3° les fosses sont faites gratuitement pour les indigents munis d'un bon délivré par M. le bourgmestre ou son délégué.

Il ne sera rien dû au fossoyeur par la commune pour les fosses d'indigents.

Le cantonnier Puissant reste chargé du service de fossoyeur, mais en compensation des sommes qui lui seront payées de ce chef, la somme de 100 francs qui lui est payée annuellement pour traitement de garde-champêtre intérimaire (sic !) cessera de lui être payée et sera employée à l'entretien de la voirie vicinale.

Ils sera donné avis de cette décision aux habitants de la commune par voie d'affiches et de publications.

M. le conseiller Moreau rappelle ensuite à l'assemblée qu'il n'a pas encore été pris de décision au sujet de la demande des habitants du Rivage, tendante à ce qu'il leur soit construit un puits près de l'ancienne maison Jean Beaudot.

Attendu que les habitants de cette localité ne possèdent aucune eau potable ; qu'ils doivent faire une longue course pour s'en procurer ; et que par conséquent la nécessité d'y construire un puits s'impose ;

Le Conseil décide qu'il sera établi un puits dans la partie de terrain communal située dans l'endroit dit « le Rivage » longeant le chemin devant l'ancienne Beaudot.

Il sera écrit à M. le Commissaire pour dresser les plans et les devis nécessaires à ce projet.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 14 juillet 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance du procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 2^e trimestre de l'année 1897 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune est de 3018 francs 44 centimes à la date du 12 juillet 1897.

p. 36.

Il est donné acte au Collège échevinal de cette notification.

Ce procès-verbal sera déposé aux archives communales, et une copie en sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement, et une à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur relative à la formation d'un conseil de prud'homme à Namur, dont la commune de Malonne doit faire partie ;

Vu la répartition des membres proposés dans ladite circulaire,

Décide :

Il y a lieu d'accepter la répartition telle qu'elle est indiquée dans la circulaire dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Gouverneur de la province.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Dotrau, entrepreneur à Malonne, prie le Conseil de lui payer les 4/5 du montant de son entreprise des travaux de réfection au chemin n° 1, près du Pensionnat des Frères, adjudication du 13 avril 1896.

Considérant que les travaux ne sont pas exécutés conformément aux plans et au cahier des charges ;
Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de payer les 4/5 de l'adjudication du 13 avril 1896, aussi longtemps que les travaux faits tels qu'ils sont indiqués au plan et cahier de charge de l'entrepreneur.¹

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le Conseil approuve ensuite :

1° Une note de 13 francs 70 centimes pour piquets servant à marquer les fosses dans le cimetière et due au sieur Bouly, Joseph, menuisier.

2° Une note de 4 francs pour travaux de maçonnerie au canal de Beauce et à celui près de l'église, et due au sieur François Tichon, maçon.

Ces deux notes seront payées aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une demande de la veuve Sevrin, Jules, tendante à obtenir une majoration de la pension qui lui est payée pour l'aider à élever ses deux enfants ;

Considérant que cette veuve a une somme de 7 francs 50 centimes par mois, et qu'il n'y a pas lieu d'augmenter cette somme en plein été alors qu'il est si facile de se procurer des ressources par le travail ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder en ce moment l'augmentation réclamée.

Il est également pris la même décision à l'égard des demandes de secours présentées par la veuve Joseph Marchal en faveur de ses enfants, et par le sieur Alexandre Lessire en faveur de sa belle-mère, la veuve Thirifays.

Il sera donné avis de ces décisions aux intéressés.

Le conseil communal

¹ Monsieur le secrétaire s'est encore un peu emmêlé dans son français !.

p. 37.

Vu les actes d'acquisition avenus le 16 et le 30 Mai 1897 et l'acte d'échange le 10 juillet 1897 devant le notaire Richard de Namur concernant les emprises faites pour la construction du chemin de la Navenne et dont le prix d'acquisition total est de 4032 frs 10 centimes ;

Attendu que les prix d'acquisition sont inférieurs à ceux de l'estimation,

Décide :

Les actes d'achat susdits sont approuvés et ils seront adressés pour approbation définitive à la Députation permanente.

Celle-ci sera également priée de faire les démarches nécessaires à la liquidation des subsides pour les emprises nous promis par la lettre de M. le Gouverneur du 6 juin 1893, D. N° 507.341, lettre du 31 mai 1893 N° 27308 de M. le Ministre de l'Industrie et des Travaux publics.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que M. Renier, instituteur communal à l'école primaire, a quitté le logement qu'il occupait dans le bâtiment de l'école et ce sans aucune espèce d'autorisation ;

Considérant que cet abandon constitue un acte qui ne peut être toléré par l'administration locale, pour la raison qu'il amènerait à bref délai la détérioration du bâtiment d'école ;

Considérant que l'instituteur est obligé d'habiter le logement qui est mis à sa disposition dans les dépendances du bâtiment communal, lorsque ledit logement constitue une habitation convenable, ce qui est, ici, le cas,

Décide :

M. Renier sera prié de réintégrer le bâtiment de l'école pour le 1^{er} août prochain au plus tard.

Le garde-champêtre est chargé de lui donner connaissance de cette décision.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province de Namur en date du 5 août 1897, relative aux centimes additionnels à percevoir par les communes sur le principal des contributions foncières, personnelles et du droit de patente de 1898 pour faire face à leurs dépenses générales ;

Vu l'article 76 de la loi communale ;

Arrête :

Il sera perçu au profit de la commune le nombre de centimes additionnels ci après, savoir :

A la contribution foncière 17 centimes

A la contribution personnelle 17 centimes

Au droit de patente, 10 centimes.

L'imposition de ces centimes sera recouvrée à partir du 1^{er} janvier 1898.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la M. le Gouverneur

p. 38.

de la province pour être soumise à approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province de Namur en date du 5 août 1897, relative aux centimes additionnels spéciaux à affecter aux contributions directes de 1898 pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale du même exercice,

Considérant que la commune a de grandes dépenses à supporter chaque année pour l'entretien et l'amélioration de ses chemins ;

Décide :

Les centimes spéciaux de voirie sont fixés à 13 pour cent pour l'année 1898.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la M. le Gouverneur de la province pour être soumise à approbation.

Le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée de la demande de M. le curé tendante à ce que lui soit construit un four destiné à cuire le pain ;

Considérant qu'il n'y a pas de four au presbytère et que cette dépendance est indispensable ;

Le Conseil décide qu'il sera construit un four à la maison presbytérale. Cette construction sera faite immédiatement et à la journée.

Le Conseil s'occupe ensuite de la nécessité de renforcer la [...] et décide qu'il ne sera pris décision à cet égard que lorsque l'assemblée sera plus au complet.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 11 août 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'une note présentée par le sieur Louis Patiny, maçon, au montant de 21 francs pour travaux de maçonnerie au ruisseau à Insevaux, et au ruisseau du Petit-Bois, y compris la matière ;

Après examen, cette note est approuvée et elle sera payée à l'intéressé.

Il est ensuite pris connaissance :

1° D'une note au montant de 37 francs 38 centimes due au notaire Richard de Namur pour frais de l'acte d'acquisition des emprises du che-

p. 39.

min du Fonde de la Navenne le 18 mai 1897.

2° D'une au montant de 16 francs 88 centimes due au même notaire pour acquisition d'emprises pour le même chemin, du 30 mai 17897.

3° De la moitié d'une note dont le montant est de 32 francs 04 centimes , soit 16 francs 02 pour la part de la commune due au susdit notaire pour acte d'échange de terrains avec l'Etablissement des Frères du 10 juillet 1897.

Ces notes seront adressées pour approbation à la Députation permanente pour approbation par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement et seront ensuite payées à l'intéressé.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Maximilien Lecluselle appelle l'attention du Conseil sur une parcelle de bien située en² sa maison et la propriété acquise par les enfants Binet et que ceux-ci réclament comme leur appartenant.

Considérant qu'il existe une erreur au plan cadastral , erreur qui ne permet pas de déterminer exactement les limites des propriétés ;

Le Conseil décide qu'un géomètre sera chargé de reconnaître la limite de la propriété communale.

Le Collège échevinal est chargé de prendre un géomètre aux frais de la commune.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Chapelle, cultivateur à la Haute Fontaine, prie l'administration communale de l'autoriser à supprimer un sentier et à le remplacer par un autre ;

Considérant qu'avant de prendre une décision au sujet du changement projeté, il y a lieu de se rendre sur les lieux afin d'examiner s'il n'existe pas d'inconvénients ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la Dame veuve Alfred Brosteau sollicite un secours sur la caisse communale ;

Considérant que cette veuve a la charge de trois enfants en bas-âge et qu'elle ne possède d'autres ressources que le travail ;

Le Conseil décide qu'une pension mensuelle lui est allouée à partir du 1^{er} août courant.

² Sans doute voulait-il mettre « entre » !

Avis de cette décision sera donné à l'intéressée.

Il prend ensuite connaissance des demandes de secours présentées

1° Par François Delahaut en faveur de l'indigent Paulus Pierre ;

2° Par Alexandre Lessire en faveur de l'indigente Thirifays, la veuve, sa belle-mère.

Considérant que les deux indigents dont il s'agit ne se trouvent pas dans une situation telle qu'ils doivent être secourus par l'assistance publique ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder les secours réclamés.

p. 40.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'apostille de M. le Gouverneur de la province nous communiquant une demande de la Société de musique la « Phalange malonnoise » tendante à obtenir un subside sur les fonds provinciaux, et nous priant en même temps de remplir le tableau annexé à ladite apostille.

Considérant que la Société susdite a dû faire des frais assez importants pour son installation, et qu'elle doit encore en faire chaque jour pour payer un chef chargé de donner les leçons aux jeunes membres et de diriger les répétitions,

Décide :

La Députation permanente sera priée de voter un subside le plus élevé possible à la Société dont il s'agit, et regrette que l'état des finances de la commune ne permet pas d'octroyer un subside à ladite société.

Les pièces seront adressées à M. le Gouverneur.

Il est ensuite donné connaissance à l'assemblée d'une lettre du 22 juillet dernier par laquelle M. Renier donne connaissance à l'assemblée que les carreaux des fenêtres cassés aux écoles l'étaient déjà avant la conférence.

Cette lettre est prise pour communication.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le service de police locale devient de jour en jour plus important et que le garde-champêtre actuel n'est plus en mesure de faire la besogne à lui seul ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de renforcer la police en nommant un garde-champêtre auxiliaire,

Décide :

Il sera nommé un garde-champêtre auxiliaire dans une séance ultérieure.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, dans sa séance de ce jour, l'administration locale a décidé qu'il serait ultérieurement nommé un garde-champêtre auxiliaire ;

Considérant que pour faire un service sérieux, il y a lieu de loger cet agent dans le centre de la localité et aux frais de la commune ;

Considérant que la salle de gymnase de l'école des garçons, qui n'a jamais servi, et qui n'est encore d'aucun usage actuellement, pourrait parfaitement être aménagée pour servir de logement ausit garde-champêtre,

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de solliciter l'autorisation néces-

p. 41.

saire de convertir la salle de gymnase en un logement convenable et, aussitôt l'autorisation obtenue, de charger une personne capable de faire les plans et devis des travaux à exécuter.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte de la commune pour l'exercice 1896 ;

Vu le titre IX, chapitre I^{er} et chapitre II des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus repris au titre précité sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances, et que, malgré les avis réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui, pour la plupart sont irrécouvrables ;

Décide à l'unanimité :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances portées au titre IX, chapitre I, N^{os} 24, 37, 53, 74, 90 et 93 ; chapitre II, N^{os} 11, 17, 47, 80, 81, 83, 97 et 124 ; lesquelles redevances sont renseignées au compte par une petite croix placée en regard du nom de chaque retardataire à rayer.

Le compte est ensuite approuvé comme suit :

1° En recettes générales à la somme de 29534-69.

En dépenses de même espèce à celle de 18290-38.

2° En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 491-39.

En dépenses de même nature à celle de 67-50.

3° En recettes pour l'enseignement primaire à la somme de 7097-50.

En dépenses de même nature à celle de 7284-25.

4° En recettes pour l'enseignement des écoles d'adultes à 640-00.

En dépenses pour le même objet à la même somme.

5° En recettes pour la voirie à la somme de 9935-29

En dépenses (à la même somme) nous disons à 12085-34

Ledit compte avec les pièces y annexées sera adressé pour approbation à la Députation permanente

Par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 23 août 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'aux termes de l'article 15 de l'acte de location

p. 42.

du 16 décembre 1891, les pierres provenant de l'extraction de la Grande Carrière du Richir qui ne mesurent pas 15 centimètres de côté appartiennent de plein droit à la commune ;

attendu que le sieur Théodule Hancotte, tailleur de pierres à Malonne, qui exploite actuellement cette carrière par l'entreprise des travaux de la conduite d'amenée des eaux du Bocq à Bruxelles ;

considérant qu'en livrant ces pierres, le sieur Hancotte est formellement en contradiction avec l'article 15 de l'acte de location ci-dessus rappelé ;

considérant que la livraison de ces pierres se fait au vu et au su de tout le monde, et que le garde-champêtre a constaté officiellement le fait, et en a dressé procès-verbal (le 6 juillet dern) nous disons le 16 août dernier ;

considérant qu'aux termes de l'article 11 de l'acte de location du 16 décembre 1891, le locataire qui n'observe pas toutes les conditions du bail peut être résilié de ses droits sur une simple décision du Conseil communal, notifié par le ministère d'un huissier ;

considérant que le sieur Hancotte a été prévenu à plusieurs reprises qu'il ne pouvait prendre les pierres de la commune, mais qu'il n'a tenu aucun compte des réclamations lui faites ;

attendu dès lors qu'il y a lieu de résilier le bail,

Décide :

Le bail du 16 décembre 1891, contenant location de la Grande Carrière du Richi, est résilié.

Cette résiliation prendra cours à partir de la notification qui en sera faite au susdit Hancotte.
Ledit Hancotte a dix jours pour se pourvoir contre cette décision auprès de la Députation permanente.

M. le Président ensuite connaissance à l'assemblée que M. Renier, instituteur en chef, n'a tenu aucun compte de la décision du Conseil du 14 juillet dernier, qui lui enjoignait d'habiter les locaux du bâtiment d'école, décision qui lui a été signifiée par le garde-champêtre.

Considérant que cet état de chose ne peut se prolonger plus longtemps,

Le Conseil décide que M. Renier sera de nouveau informé de la décision prise à son égard, en le priant de s'y conformer immédiatement ;

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 43.

Séance du 5 septembre 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, J. Baily, J. Minjeot, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné lecture d'une lettre par laquelle la nommée Adeline Harts prie le Conseil de bien vouloir placer son enfant, infirme, dans un établissement de bienfaisance, aux frais de la commune ;

Considérant qu'il n'est pas à notre connaissance qu'il existe un établissement qui se charge des enfants infirmes et impotents ;

Le Conseil décide qu'avant de prendre une décision sur cette question, il y a lieu de voir la fille Hartz et de tacher de s'entendre avec elle pour l'entretien de l'enfant dont il s'agit.

M.M. l'échevin Minjeot et le Conseiller Massaux sont délégués à cette fin.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Renier, instituteur en chef, prie de Conseil de le dispenser d'habiter le bâtiment d'école pendant les présentes vacances.

Après diverses explications entre les membres de l'assemblée, il est décidé que l'autorisation est accordée, mais à la condition que M. Renier viendra loger toutes les nuits dans le logement de l'école.

Il lui sera donné avis de cette décision.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'aux termes de l'article XV de l'acte de location de la grand carrière du Richir en date du 16 décembre 1891, toutes les pierres provenant de l'exploitation de (la grande) nous disons de cette carrière qui ne mesurent pas 25 centimètres de côté appartiennent de plein droit à la commune ;

Attendu que le sieur Théodule Hancotte, tailleur de pierres, domicilié à Malonne, qui exploite la carrière susdite à titre de sous-locataire, livre les pierres ci-dessus à un concasseur qu'il a laissé installer sur le chantier de la carrière par l'entreprise des travaux de la conduite d'année des eaux du Bocq vers Bruxelles ;

Considérant qu'en s'emparant de ces pierres cause un préjudice assez important à la commune, par la raison que ces pierres sont nécessaires pour l'entretien et l'amélioration des chemins communaux ;

Attendu que bien que le bail ait été résilié pour le 26 août dernier pour non-observation des conditions, le sieur Hancotte continue à exploiter ladite carrière et à livrer les pierres de la commune au concasseur de l'entreprise du Bocq,

Décide :

p. 44.

Il sera intenté une action en justice au sieur Théodule Hancotte pour le préjudice qu'il cause à la commune en s'emparant des pierres dont il s'agit.

Le Collège échevinal est chargé de l'exécution de la délibération qui précède.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 22 septembre 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné lecture d'une lettre par laquelle M. Mélard, avocat à Namur, nous prie et nous somme au besoin d'enlever les pierres qui se trouvent sur la Grande Carrière du Richir, louée au sieur Théodule Hancotte, pierres qui appartiennent à la commune et qui, d'après lui, gênent l'exploitation. Après divers pourparlers, il est décidé qu'il n'y a pas lieu de donner suite à la lettre susdite.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 58 de la loi du 28 juin 1872 et le n° 19 de l'article 2^{bis} de la loi du 30 juillet 1881, sur la contribution personnelle ;

Considérant qu'aux termes des articles de lois précités, il y a lieu de désigner, dans le sein de l'administration communale, deux membres pour faire partie de la commission chargée de la nomination des experts, des contre-experts de la contribution personnelle et des répartiteurs des patentes pour 1898.

Décide :

Les sieurs Joseph Baily et Maximilien Massaux sont désignés pour faire partie de la commission dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M le Receveur des contributions de la commune.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Alexandre Schmidt, cultivateur aux Trieux, demande l'autorisation de changer un chemin ou plutôt un sentier qui traverse sa propriété et à le remplacer par un chemin carrossable qui longerait sa propriété.

Après délibération au sujet de ce changement, il est décidé qu'il y a lieu d'aller examiner cette affaire sur les lieux.

MM. Minjeot, Baily et Massaux sont délégués à cette fin.

p. 45.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le Comité des fêtes de la kermesse du Fond de Malonne prie l'administration communale de voter un subside de 100 francs pour l'aider à couvrir la dépense à résulter des réjouissances organisées pour les 17, 18, 19 et 24 octobre prochains.

Considérant que pour accorder un subside en faveur de la kermesse du Fond, il y aura également obligation d'en accorder un aux autres hameaux de la commune où l'on fait la kermesse, et que semblable mesure entraînerait la commune dans des dépenses exagérées et non en rapport avec son état financier ;

Le Conseil décide par trois non, deux oui et deux abstentions qu'il n'y a pas lieu d'accorder le subside réclamé.

Il sera donné avis de cette décision à la commission susdite.

Ont voté oui, Minjeot et Baily, ont voté non Moreau, Renier et Malherbe, se sont abstenus Chapelle et Massaux. Ces deux derniers n'ont pas justifié leur abstention.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale en 1898, au montant de 1447 francs 25 centimes ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail exécutent mal la besogne et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la Commission compétente, et demande que les prestations soient converties en argent, payable en une fois du 1^{er} août au 1^{er} 8^{bre} 1898.

Expédition de la présente délibération, avec le rôle dont il s'agit sera adressé à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Amand Hancotte sollicite une pension sur la caisse communale et décide qu'il y a lieu d'ajourner cette question à la prochaine séance, dans laquelle il sera révisé la liste des pensions des indigents.

MM. Minjeot et Massaux donnent ensuite connaissance à l'assemblée du résultat de leur visite chez la fille Harse au sujet de son fils infirme.

Attendu qu'il résulte de leurs renseignements que le sieur Louis Paquet consentirait à se charger de l'enfant de la fille Harse pour la somme mensuelle de 25 francs ;

Considérant que la fille Harse, débarrassée de son enfant, pourra payer pour sa part de pension une somme de 10 francs par mois et qu'il

p. 46.

resterait ainsi 15 francs à charge de la commune.

Le Conseil décide qu'une somme mensuelle de 15 francs sera payée pour pension de l'enfant Harse.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la Dame du général Daelman réclame contre l'imposition des chevaux de son mari au rôle de la voirie vicinale de cette commune pour les années 1896 et 1897 ;

Considérant qu'il n'y a pas plus de raison d'exempter de la taxe des chevaux du général Daelman que ceux de tout autre particulier ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande dont il s'agit.

Il sera donné avis de cette décision à Madame Daelman.

Ces diverses affaires terminées, le Conseil prend connaissance des notes suivantes et, après examen, les approuve à l'unanimité

1° Note de 100 francs pour fourniture des prix aux écoles des filles aux vacances 1897.

2° Note de 21 francs 55 centimes pour fourniture de mobilier classique aux écoles des filles pendant les trois premiers trimestres de l'année 1897.

3° Note de 149 francs 43 centimes pour fournitures classiques pendant les trois premiers trimestres de la même années.

4° Note de 73 francs 50 centimes pour achat des matières premières pour l'enseignement des travaux manuels pendant le même espace de temps ;

5° Note de 42 francs pour charbon fourni pendant le même temps à l'école des filles, 1^{ère} classe.

6° Note de 45 francs 72 centimes pour entretien et nettoyage de la 1^{ère} classe des filles pendant le même temps.

7° Note de 16 francs pour 4 journées de maçon pour construction d'un four au presbytère.

Ces diverses seront mandatées et payées aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle Mademoiselle Juliette Massart donne sa démission pour le 30 7^{bre} courant de ses fonctions d'institutrice en chef des écoles primaires des filles de Malonne.

Cette démission est acceptée.

Des remerciements sont votés à Mademoiselle Massart, pour le zèle et le dévouement qu'elle n'a cessé de montrer dans l'exercice de ses fonctions.

Il sera donné avis de cette acceptation et des remerciements votés à l'intéressée.
Il sera pourvu à son remplacement dans la plus prochaine séance.

p. 47.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle Mademoiselle Massart, institutrice à Malonne, réclame une indemnité pour les travaux d'intérieur qu'elle a fait exécuter au logement de l'école des filles et pour une clôture en bois qu'elle a fait placer à l'entrée de la cour ;

Attendu que pour réclamer cette indemnité l'institutrice se base sur le fait que l'instituteur en aurait reçu une pour le même travail exécuté au logement de l'école des garçons ;

Considérant que l'institutrice fait erreur, que l'instituteur n'a reçu aucune somme de ce chef, et que par conséquent il n'y a pas lieu de payer quelque chose à Mademoiselle Massart,

Décide :

La demande d'indemnité dont il s'agit est rejetée.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressée.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 4 8^{bre} 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Jean-François Goyet, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance du procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 3^{ème} trimestre de l'année 1897, duquel il résulte l'encaisse de la commune à la date du 1^{er} 8^{bre} courant est de 2498 francs 45 centimes ;

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune, et une copie en sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement, et une autre remise à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret,

Vu la lettre par laquelle Mademoiselle Juliette Massart donne sa démission pour le 30 7^{bre} dernier de ses fonctions d'institutrice en chef aux écoles primaires communales des filles de Malonne, démission acceptée dans notre séance du 22 7^{bre} 1897 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Vu la demande nous adressée par la dame Leclercq-Jacquet, Maximilien, la veuve, en obtention de cette place ;

p. 48.

Vu les articles 66 et 84 de la loi du 30 Mars 1866 ;

Vu l'article 7^o de la loi sur l'enseignement primaire du 15 7^{bre} 1895, modifiant celle du 20 7^{bre} 1884 ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des cotes que Madame Leclercq Maximilien, la veuve, née Valérie Jacquet à Seilles le 10 août 1860, actuellement sous-institutrice à Malonne, a obtenu l'unanimité des suffrages.

En conséquence, la dame Leclercq susdite est nommée institutrice à Malonne.

Son entrée en fonction partira du 1^{er} 8^{bre} courant.

Décide à l'unanimité :

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressée.

Expédition de la présente nomination sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret,
Attendu que, dans la séance de ce jour, il a été procédé à la nomination de Madame Leclercq en qualité d'institutrice et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont elle jouira de ce chef ;
Vu l'article 7^d de la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Décide :

Le traitement de Madame Leclercq, casuel compris, est fixé à 1300 francs par année à partir du 1^{er} 8^{bre} 1897.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les deux classes de l'école primaire des filles ne sont plus fréquentées que par une ... d'élèves parmi lesquelles il y en a même qui ne sont pas en âge d'école ;

Considérant que ce petit nombre d'élèves n'est pas le résultat d'un fait momentané mais bien d'une diminution continue qui date de plusieurs années,

Considérant qu'il n'y a pas lieu de croire que ces classes seront mieux fréquentées dans la suite ;

Considérant que madame Leclercq-jacquet, notre sous-institutrice vient d'être nommée institutrice en remplacement de mademoiselle démissionnaire et que, vu le petit nombre d'élèves, ce serait pour faire un acte de dilapidation des finances communales que de la remplacer,

Par ces motifs,

Décide à l'unanimité :

La seconde classe des filles est supprimée à partir du 1^{er} 8^{bre} courant.

p. 49.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 29 8^{bre} 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Joseph Renier, J. Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'une note de 7 francs 10 centimes présentée par la demoiselle Palmyre Hustin pour fournitures à la veuve Sevrin, Jules, pendant sa maladie en 7^{bre} 1897.

Après examen, cette note est approuvée.

Il prend ensuite connaissance d'une de 34 francs 45 centimes présentée par le sieur François Thibaut, maréchal-ferrant, pour fournitures et travaux faits pour le compte de la commune.

Cette note est également approuvée après examen.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentées par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement de M. Massaux, Maximilien, membre sortant au 1^{er} janvier 1898 de l'établissement de bienfaisance de Malonne ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province en date du 21 8^{bre} 1897, F. N° 607.714 ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 Mars 1836 ;

Arrête :

Le sieur Massaux Maximilien, cultivateur, ayant obtenu l'unanimité des suffrages, est nommé membre du bureau de bienfaisance en remplacement de lui-même.

Expédition de la présente résolution, accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et par le collège échevinal, sera adressée pour information à la Députation permanente du Conseil provincial.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget du bureau de bienfaisance pour l'exercice 1898 et après examen des sommes qui y sont inscrites en recettes et en dépenses, l'approuve tel qu'il a été arrêté par

p. 50.

Par l'établissement intéressé le 29 octobre courant.

Ledit budget sera adressé à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget de la fabrique de l'église de Malonne et de celui de l'église du Curnoloo pour 1898.

Après examen, ils sont approuvés sans observations.

Ils seront adressés à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle Madame Leclercq-Jacquet prie le Conseil de lui faire connaître jusqu'à quelles sommes elle peut arriver pour les fournitures classiques, pour les travaux manuels et pour le mobilier classique en 1897.

Après divers pourparlers, il est décidé que l'institutrice pourra disposer des sommes prévues au budget de 1897 pour ce qui concerne les fournitures classiques et les matières premières pour les ouvrages manuels et jusqu'à la somme de 35 francs pour le mobilier classique en 1897.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressée.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. le Directeur Général de la Justice relative à la mise en liberté du sieur François, Louis, actuellement interné au dépôt de mendicité de Merxplas.

Attendu qu'il résulte de ladite lettre que la mise en liberté de l'indigent François, Louis, n'aura lieu que si la commune prend l'engagement de le secourir efficacement lors de son retour à Malonne ;
Attendu que cet indigent est admis aux soins spéciaux, que son entretien à Merxplas coût 1 franc 50 par jour à la commune ;

Considérant que son entretien ne coûtera pas davantage à Malonne ;

Il est décidé qu'il sera donné une réponse affirmative à la lettre de M. le Directeur général ci-dessus rappelée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage chaque année à la rentrée de l'hiver de procéder à la révision de la liste des indigents qui recevront des secours sur la caisse communale ;

Après examen de la position de chacun des indigents qui sont inscrits sur la liste actuelle et de ceux qui demandent à être inscrits pour être secourus ;

Arrête la liste des secours mensuels qui seront payés aux indigents à partir du 1^{er} décembre prochain, comme suit :

p. 51.

1	Renier, Augustine	7-50
2	Paulus, Paul	12-50
3	Marneffe, Thérèse	10-00
4	Marique, Odile	10-00
5	Rasquin, François	8-00
6	Paquet, Félix, la veuve	7-50
7	Laurent, Alexandre, la veuve	10-00
8	Leclercq, Augustin, la veuve	7-50
9	Hoppe, Caroline	15-00
10	Alaf, Jacques	5-00

11	Sacré, Jean, la veuve	12-00
12	Marchal, Victor, la veuve	10-00
13	Tonne, Joseph, la veuve	10-00
14	Bodson, Nicolas, la veuve	7-50
15	Jacques, Auguste	5-00
16	Marique, Maximilien, la veuve	7-50
17	Soufflaire, Victorien, la veuve	5-00
18	Georges, Joseph, l'épouse (les enfants)	7-50
19	Marchal, Joseph, la veuve (les enfants)	7-50
20	Pieters, Emile, la veuve	10-00
21	Sevrin, Jules, la veuve	10-00
22	Delvigne, Jules, l'enfant (Marchal Alfred)	20-00
23	Charlot, Julien, la veuve	7-50
24	Delvigne, Mathieu, les enfants (Généraux Jules)	15-00
25	Servaton, Stanislas	5-00
26	Gilis, Auguste, la veuve (les enfants)	5-00
27	Dotraux, Julien, la veuve	5-00
28	Brosteaux, Alfred, la veuve (les enfants)	7-50
29	Hancotte, Amand	5-00
30	Servais, Désiré, la veuve	5-00
31	Motte, Joseph, la veuve (enfants)	7-50
32	Leclercq, Maximilien, la veuve (enfants)	20-00
33	Paquet, l'enfant (Paquet, Félix, la veuve)	10-00
34	Paye, Cornélie	5-00
35	Demembre, caroline	5-00

Toutes les autres pensions sont supprimées.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre délibération du 11 août dernier, il a été décidé de nommer un 2° garde-champêtre pour renforcer la police rurale et de loger cet agent aux frais de la commune # dans l'ancienne salle de gymnastique de l'école des garçons, qui aurait été convertie en habitation (renvoi approuvé) ;

Considérant qu'il résulte de la lettre de M. le Commissaire d'arrondissement en date du 7 8^{bre} dernier que la Députation

p. 52.

permanente refuse de nous accorder l'autorisation de disposer de dépendance ;

considérant que par suite de sa nomination en qualité d'institutrice, notre sous-institutrice va habiter le bâtiment d'école ;

considérant que le bâtiment appartenant (sic !) qu'elle a habité jusque maintenant va en conséquence devenir libre et qu'il convient parfaitement pour servir de demeure au 2° garde-champêtre que le conseil se propose de nommer ;

considérant que bien que ce bâtiment soit situé à côté de la cour de l'école des filles, il ne peut en résulter aucun inconvénient pour les classes et que ce local est même de beaucoup préférable à tout autre, pour la raison que le garde-champêtre serait à même de surveiller particulièrement le bâtiment d'école et ses dépendances ;

Décide :

L'autorisation de pouvoir disposer du bâtiment dont il s'agit pour servir de demeure au 2° garde-champêtre, est sollicitée de la députation permanente.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 15 9^{bre} 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication du 15 9^{bre} 1897 pour le rechargement de la voirie en 1897 à 1898 au montant de 1096 francs 20 centimes pour le 1^{er} lot et au montant de 796 francs 80 centimes pour le 2^e lot ;

Attendu que les adjudicataires, me sieur Adelson Blanchard et Grégoire Poisseroux nous paraissent offrir les garanties désirables pour la bonne exécution de la besogne ;

Attendu que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance des travaux et que les chemins désignés comme devant être rechargés ont besoin de réparation,

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé.

p. 53.

Il sera adressé pour approbation aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte en date de ce jour portant adjudication du mol bois de la Vecquée à divers obtenteurs pour la somme de 681 francs, ordinaire de 1898 ;

Vu le prix de l'estimation des agents forestiers au montant de 601 francs ;

Considérant que le prix de vente est supérieur de 80 francs au prix d'estimation, et que les obtenteurs paraissent offrir les garanties désirables sous le rapport du paiement de leurs obtentions,

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à l'autorité supérieure par l'entremise de M. l'inspecteur des eaux et forêts du cantonnement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le règlement et le programme proposé par le Gouvernement concernant les écoles primaires communales ;

Vu les modifications et suppressions proposées par le Collège échevinal de commun accord avec le personnel enseignant ;

Vu les modifications et suppressions proposées par M. l'inspecteur provincial des écoles ;

Décide :

Le règlement et le programme des écoles communales sont approuvés tel que le propose M. l'Inspecteur provincial, sauf en ce qui concerne les congés de la fête de Saint-Nicolas, et du jour de la confirmation des enfants.

Le programme et le règlement arrêtés seront déposés aux archives communales et des copies en seront adressées à la Députation permanente, à l'inspection scolaire et au personnel enseignant.

Ces affaires terminées,

Considérant qu'aux termes de l'article 15 de l'acte de location du 16 décembre 1891, les pierres provenant de l'extraction de la Grande carrière dite du « Richir » qui ne mesurent pas 15 centimètres de côté appartiennent de plein droit à la commune ;

Attendu que le sieur Théodule Hancotte, tailleur de pierres à Malonne, qui exploite actuellement cette carrière à titre de sous-locataire, s'empare de ces pierres et les livre à un concasseur installé sur le chantier de ladite carrière par l'entreprise des travaux de la conduite d'amenée des eaux du Bocq vers Bruxelles ;

Considérant qu'en livrant ces pierres le sieur Hancotte est en formelle contradiction avec l'article 15 de l'acte de location ci-dessus ;

Considérant que la livraison de ces pierres se fait au vu et au su de tout le monde et que notre garde-champêtre a officiellement constaté

p. 54.

le fait et en a dressé procès-verbal le 16 août dernier ;

considérant qu'aux termes de l'article 11 de l'acte de location du 16 décembre 1891, le locataire qui n'observe pas les conditions du bail peut être résilié de ses droits sur une simple décision du Conseil communal notifiée par le ministère d'un huissier ;

considérant dès lors qu'il y a lieu de résilier le bail ;

Attendu que cette résiliation est faite en ce qui concerne le sieur Hancotte et qu'il y a également lieu de résilier le sieur Pochet, Joseph, locataire principal ;

Décide :

Le bail du 16 X^{bre} 1891, contenant location de la Grande carrière du Richir, est résilié.

Cette résiliation prendra cours à partir de la notification qui en sera faite au sieur Pochet.

Ledit Pochet a dix jours pour se pourvoir contre cette décision par devant la Députation permanente.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 3 décembre 1897.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Joseph Malherbe, Maximilien Massaux, Xavier Demierbe, conseillers et J. Legrain, secrétaire, et Auguste Moreau, également présent à la séance.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance des demandes de secours lui adressée, et après examen de la situation des réclamants, décide

1° qu'une pension mensuelle de 10 francs, prenant cours au 1^{er} 9^{bre} dernier est accordée au sieur François Louis.

2° qu'une pension de 5 francs est accordée à la veuve Louis Debras, à partir du 1^{er} X^{bre} 1897.

3° qu'une pension de 5 francs est accordée au sieur Lesire Barthélémy, à partir du 1^{er} X^{bre} 1897.

4° qu'une pension de 9 francs est accordée au sieur Louis Delplace, à partir du 1^{er} décembre 1897.

5° qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les demandes d'augmentation de pension présentées par la veuve Nicolas Bodson et par la veuve Joseph Marchal.

p. 55-56.

6° qu'il n'y a également pas lieu d'accueillir la demande de pension présentée par la veuve Julien Marneffe.

7° que la pension de 7 francs 50 accordée à la veuve Charlot, Louis, sera supprimée à partir du 1^{er} décembre courant, si cette indigente habite avec son beau-fils, le sieur Ernest Malevez.

8° que la somme de 133 francs 33 centimes due pour frais d'entretien de l'enfant Alexis Dotraux à l'Hospice Fernand Kegeljan pendant le 3^e trimestre de l'année 1897, sera mandatée et payée à l'établissement intéressé.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite

1° Une note de 4 francs pour une journée de travail et fournitures à la maison de l'institutrice en 1897, due au sieur Thomas Dannevoie.

2° Une note de 15 francs due au sieur Ferdinand Hubin pour charriage de pierres à la voirie en 1897.

3° Une note de 10 francs due au sieur Jules Mélard pour soins donnés à la veuve Sévrin pendant sa maladie en 1897.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la liste des personnes qui sont en retard de payer leurs cotisations de voirie ;

Considérant que ces contribuables, malgré les avis réitérés du Receveur, ne paient pas ce qu'ils doivent de ce chef à la commune et que rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés ;

Considérant qu'il y a lieu de les attraire en justice afin de les obliger à payer,

Décide :

Les retardataires dont les noms suivent attrait en justice pour le recouvrement des sommes renseignées en regard de leurs noms.

Noms et prénoms	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	Totaux	
Baily Louis	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	12	50
Baily-Beaufays félix	"	"	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	10	00
Borremans Firmin	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	"	2.50	7	50
Boquia-Massion Fr ^{ois}	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	"	10	10	00
Culot Laurent	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
Chapelle Gustave	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
Delculée-Dotraux Jh	"	"	"	"	"	1.25	1.25	1.25	1.25	"	5	00
Denis-Evrard J ⁿ J ^h	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
Delplace-Leclercq Jh	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	"	"	7	50
Ernoux-Henrion Math	"	"	"	"	"	"	"	2.50	7.50	12.50	22	50
Boutefeu-Hancotte Elie	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Brosteau-Hancotte N ^{os}	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Chapelle-Féry Jh	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Demine-Wart Edmond	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	"	7	50
Dotraux-Liétard Jh	"	"	"	"	"	"	2.50	"	2.50	2.50	7	50
Hancotte-Marchal Jh	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Lecocq-Pirson, Désiré	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	1.25	2.50	8	75
Legrain-Decoeur Jh	"	"	"	"	"	"	2.50	7.50	7.50	2.50	20	00
Renier-Michaux Aug ^{te}	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Robson Ernest	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Thirot-Marneffe Fred.	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Wéry Marie-Louise	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Baily-Chapelle Ferd.	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	10	00
Beaufays-Baily Ales ^{dre}	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	00
Boland-Chapelle Alex ^{dre}	"	"	"	"	"	"	"	1.25	1.25	"	2	50
Benoît Joseph	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	"	5	00
Bouzet-Marneffe Philippe	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	"	5	00
Deton-Bodson Jules	"	"	"	"	"	"	"	1.25	"	1.25	2	50
Dermine-Jacquet Auguste	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Grandmaison Simon	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Lesire-Thirigays Alex ^{dre}	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Marneffe-Renier Jacques	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Mathias-Linard Joseph J.	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Mathias Léon	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Patiny-Chapelle Zach.	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Riffart-Lambion Lamb.	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Wéry-Thirot Théophile	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
Thérasse-Maubron Fr ^{ois} la V ^{ve}	"	"	"	"	4.50	"	4.50	2.50	"	"	11	50

Expédition de la présente délibération sera adressée au Receveur communal qui est chargé de faire les diligences nécessaires.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle Delculée-Dotraux, Joseph, demande à être dispensé de payer ses cotisations de voirie pour les années 1893, 1894, 1895, 1896 et 1897.

Considérant que le sieur Delculée est dans la même situation de fortune que les autres contribuables et qu'aucune raison ne motive sa radiation ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la réclamation dont il s'agit.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé en lui retournant

p. 57.

l'avertissement produit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes, âgés de 6 ans au moins et de 14 ans au plus à la date du 1^{er} 8^{bre} 1897 et fréquentant les écoles communales ;

Vu l'article 3 de la loi organique concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires (dispositions coordonnées des lois du 20 7^{bre} 1884 et du 15 7^{bre} 1895) ;

Vu l'arrêté royal du 15 7^{bre} 1895 concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 1, 2, 9 et 11 ;

Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance fait connaître que, dans les frais de l'instruction gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;

En exécution de l'arrêté royal précité, article 2,

Arrête :

Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année 1897-1898 est fixé comme suit :

Désignation des écoles	Noms et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits			observations
			masculin	féminin	total	
Ecoles communales	Renier Victor Leclercq, la veuve	Garçons Filles				
Enfants admis de droit (article de l'Ar. R. du 15 7 ^{bre} 1895)			34	24	60	
Enfants admis facultativement (article 9 de l'A. R. du 15 7 ^{bre} 1895)			4	"	4	

La présente sera adressée en double expédition à la Députation permanente avec une liste en double de chaque école.

Ces affaires terminées,

Le Conseil prend connaissance d'une lettre par laquelle M. L'avocat Houard nous prie de lui faire connaître le minimum de nos prétentions dans le procès intenté au sieur Théodule Hancotte au sujet de la Grande Carrière du Richir.

Après délibération, il est décidé qu'il sera une somme de 250 francs plus les frais que le procès pourra nous occasionner.

Il sera donné avis de cette décision à M. Huard.

Il est ensuite donné lecture d'une circulaire du conseil d'administration de la société nationale des chemins de fer vicinaux nous informant qu'une assemblée extraordinaire aura lieu le 21 décem-

p. 58.

bre courant et nous priant de déléguer un membre pour y assister.

Après divers pourparlers, il est décidé qu'il ne sera pas nommé de délégué pour assister à l'assemblée dont il s'agit.

Le Conseil, sur la proposition du conseiller Massaux, décide ensuite que la modification suivante sera faite au règlement des écoles communales arrêté dans notre séance du 15 9 dernier :

Les vacances d'été commencent le 15 août et les classes reprennent le 1^{er} octobre.

Le Conseil passe ensuite à la formation de son budget pour l'année 1898.

Après examen des diverses sommes qui doivent y figurer pour assurer les divers service de la commune, ces allocations sont notées et elles seront inscrites dans la catégorie des dépenses ou des recettes auxquelles elles appartiennent.

Pendant la discussion des articles du budget, il a été donné lecture

1° D'une lettre de M. le curé de Malonne tendante à ce qu'il soit voté une somme pour la célébration de la messe basse du dimanche et des jours de fêtes légales.

2° D'une lettre du même tendante à l'inscription au budget d'une somme destinée à l'école des religieuses.

3° D'une lettre du Frère Directeur des écoles chrétiennes tendante à ce que la commune intervienne dans les frais des fournitures classiques des enfants indigents qui fréquentent les écoles primaires (qui fréquentent) nous disons : de son établissement.

A l'unanimité des membres présents, le Conseil a décidé qu'il n'y a pas lieu à faire droit à ces demandes.

Se formant ensuite en comité secret, le conseil passe au vote sur les traitements des employés communaux, qui sont maintenus au taux de l'an dernier, sauf les modifications suivantes :

Par sept voix et une abstention, le traitement de l'institutrice est porté à 1400 francs par année à partir du 1^{er} janvier 1898.

S'est abstenu, M. Chapelle, abstention non motivée.

Par cinq voix contre trois, le traitement du sous-instituteur est porté à 1350 francs à partir du 1^{er} janvier 1898.

Ont voté contre MM. Renier, Malherbe et Demierbe.

Un traitement de 700 francs est également voté et inscrit au budget en faveur d'un 2^{ème} garde-champêtre qui sera nommé ultérieurement. Cet agent sera en outre logé aux frais de la commune.

Le budget est ensuite approuvé comme suit :

En recettes générales à la somme de 32411 frs 68 centimes.

En dépenses générales à celle de 30720 francs 85 centimes.

En recettes pour l'enseignement à la somme de 5313 frs 00 centimes.

p. 59.

En dépenses pour l'enseignement à celle de 5313 francs.

En recettes pour les écoles d'adultes à la somme de 640 francs.

En dépenses de même nature à la même somme.

En recettes pour la voirie à la somme de 16300 frs 52 centimes.

En dépenses de même espèce à celle de 16300 frs 52 centimes.

En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 430 frs 09 C^{es}.

En dépenses pour la même comptabilité à la même somme.

L'ensemble du budget est ensuite approuvé à l'unanimité des membres présents.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente aussitôt que les formalités d'affichage auront été remplies.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 2 janvier 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, J. Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, conseillers et J. Legrain, secrétaire, et Auguste Moreau, également présent à la séance.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance d'une note de 10 francs due au sieur Théodule Remy, pour fourniture de 4 brouettes de charbon à l'indigent Alexis Preud'homme.

Il prend également connaissance d'une note due au même au montant de 33 francs 00 pour fourniture d'ardoises pour la toiture des écoles pendant l'année 1897.

Ces deux notes seront payées à l'intéressés.

Le Conseil approuve ensuite, après examen, une note de deux francs due au sieur Alphonse Raucq pour transport de ciment pour les écoles de la commune.

Cette note sera payée à l'intéressé.

Il approuve ensuite les notes suivantes présentées par le sieur Joseph Thiroit, pour fourniture de cercueils aux indigents décédés en 1897 et s'élevant :

Note de 63 francs pour fourniture de cercueils aux indigents en 1897 ;

Note de 40 francs 50 pour fourniture d'un brancard pour le

p. 60.

Transport des morts et réparation du catafalque.

Note de 8 francs 05 centimes pour réparation au presbytère.

Note de 28 francs pour fourniture d'une boîte pour affichage.

Note de 5 francs 50 pour fournitures aux écoles.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Il est également pris connaissance d'une note de 10 francs due au sieur Auguste Goreux pour fourniture de chaux pour la commune pendant l'année 1897.

Cette note est approuvée et sera payée à l'intéressé.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative aux secours à accorder aux indigents et décide :

1° Que la pension de 20 francs payée à Marchal Alfred pour entretien de l'enfant Delvigne est réduite à 15 francs à partir du 1^{er} janvier 1898.

2° Que la pension de 15 francs payée au sieur Jules Généraux pour pension des enfants Mathieu Delvigne est portée à 20 francs à partir dudit 1^{er} janvier 1898.

3° que la pension des enfants de la veuve Marchal Joseph est portée à 10 francs à partir de la même date.

4° Que la pension de Jacques Alaf est portée à 10 francs à partir de même date.

5° Que la pension de Louis François est portée à 15 francs à partir du 1^{er} janvier 1898.

6° Que la pension de la veuve Alfred Beaufays est portée à 10 francs à partir du 1^{er} janvier 1898.

7° Qu'une pension de 5 francs est accordée à l'indigent Alexandre Riffart à partir du 1^{er} janvier 1898.

8° Qu'un secours à domicile mensuel de 10 francs sera payée au sieur Téléphore Wéry pendant tout le temps que durera sa maladie et pour la première fois pour le mois de décembre.

Ces affaires terminées,

Il est donné lecture d'une lettre de M. Lardinois, Inspecteur principal des chemins vicinaux, priant l'administration communale de lui faire connaître si est disposée à faire voûter la partie du ruisseau située le long du vicinal et du chemin n° 4.

Après divers pourparlers entre les membres, il est décidé qu'il sera répondu d'une manière affirmative à la lettre susdite.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle M. Delvigne, notaire à Namur, prie l'administration communale de demander l'autorisation de donner main-levée,

1° D'une somme de 634 francs 11 centimes, inscription hypothé-

p. 61.

caire prise d'office à charge du sieur Dieudonné Servais, cultivateur à Malonne, comme pris de vente d'un terrain communal, acte passé par devant maître Delvigne, notaire à Namur, le 2 X^{bre} 1882.

2° D'une somme de 108 francs 00 centimes, inscription hypothécaire prise d'office à charge dudit sieur Servais comme prix de vente d'un terrain communal, acte passé par devant ledit notaire Delvigne le 7 X^{bre} 1883.

Considérant que le susdit Dieudonné Servais à la commune³ les sommes ci-dessus indiquées, la première le 11 janvier 1885 et la seconde le 30 janvier 1885 ;

Considérant en conséquence qu'il ne peut y avoir aucun empêchement à donner main-levée des sommes dont il s'agit ;

Décide :

La Députation permanente est priée de nous autoriser aux fins que dessus.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation, par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement de Namur.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un exploit d'huissier portant avis de résiliation de la grande carrière du Richir par le sieur Théodore Hancotte.

Cette pièce est prise pour notification et elle sera remise à M. l'avocat Houard, avec prière de remplir les formalités qu'il jugera nécessaires.

Il est ensuite donné lecture d'un jugement du tribunal de première instance, ordonnant la tenue d'une enquête au sujet du procès pendant contre la commune et le sieur François Lesire.

Considérant qu'il résulte de ce jugement que la commune doit prouver par témoins que les travaux du chemin du fond de la Navenne n'ont pas duré le temps indiqué par le sieur Lesire et que par conséquent il y a lieu de charger un ou plusieurs membres du Conseil pour s'occuper de cette affaire ;

Le Conseil décide que M. le Bourgmestre et M. l'échevin Minjeot sont délégués pour faire les démarches nécessaires.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que dans nos séances du 14 juillet et du 5 7^{bre} 1897, il a été décidé que l'instituteur en chef M. Renier devait absolument habiter d'une manière permanente le logement de l'école, et que malgré les notifications de ces décisions, il continue à ne pas occuper le logement susdit ;

Attendu que cet état de choses ne peut subsister plus longtemps ;

Décide à l'unanimité que M. Renier sera de nouveau mis en demeure de réintégrer le local de l'école dans le plus bref délai

p. 62.

possible, l'informant en même temps que des mesures de rigueur seront prises à son égard s'il refuse plus longtemps de se conformer à la décision prise.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 6 février 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, J. Baily, échevins, M. Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil, abordant son ordre du jour, prend connaissance du compte du bureau de bienfaisance de Malonne pour l'exercice 1897 ; après examen de cette pièce de comptabilité, il est émis un avis

³ Manque le verbe !

favorable à son approbation, sans observation, et tel qu'il a été arrêté par les membres de l'établissement intéressé dans leur séance du 31 janvier dernier.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les demandes par lesquelles le sieur Ferdinand Baily, maçon, et la dame veuve, Joseph Baily, ménagère, domiciliés en cette commune, sollicite chacun une concession dans le cimetière, le 1^{er} d'une superficie de 4 mètres carrés, et la 2^e d'une superficie de 4 mètres 98 décimètres carrés et ce à l'effet d'y faire construire des caveaux de famille ;

Vu le règlement communal sur cet objet en date du 14 juillet 1876 modifié par celui du 6 avril 1884 ;

Vu le décret du prairial an XII.

Attendu que rien ne s'oppose à ce que ces concessions soient accordées,

Décide à l'unanimité :

Les concessions demandées sont accordées sous la condition que les concessionnaires verseront dans la caisse communale, le sieur Ferdinand Baily une somme de 192 francs 00 centimes et la dame veuve Joseph Baily une somme de 196 francs 80 centimes et dans la caisse du bureau de bienfaisance, le premier, une somme de 48 francs et la seconde une somme de 49 francs 20 centimes.

Ils devront se conformer aux prescriptions des règlements

p. 63.

ci-dessus rappelés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la nommée Hortense Thiroit, veuve de Alexandre Riffart, prie l'administration communale de lui voter un secours mensuel, sous le prétexte que la mort de son mari l'a laissée sans ressource ;

Attendu que la ci-dessus n'habite plus avec son mari depuis au moins une dizaine⁴ et qu'elle a moins besoin de secours aujourd'hui qu'il y a quelques années, alors que ses enfants n'étaient pas en âge de travail ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder le secours réclamé.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une demande de la femme Olivier Brosteau, tendante à ce qu'il lui soit accordé une certaine somme comme indemnité pour les dépenses qu'elle a faites pour soigner son frère Alexandre atteint de maladie et aujourd'hui décédé.

Considérant qu'il y a lieu d'accueillir la demande dont il s'agit,

Le Conseil décide qu'une somme de 20 francs sera payée à la réclamante.

Il est ensuite décidé :

1° Qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande d'augmentation de pension de la nommée Hortense Boland, veuve de Désiré Servais.

2° Qu'il n'y a également pas lieu d'accueillir la réclamation de la veuve Nicolas Bodson, tendante à obtenir une augmentation de pension ;

3° Que la pension de 10 francs qui est payée mensuellement à l'idiote Thérèse Marneffe sera portée à 15 francs à partir du 1^{er} avril 1898.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre en date du 1^{er} février courant, par laquelle M. le Bourgmestre de Couillet nous fait connaître que nous pouvons payer une somme de huit⁵ par mois à une nommée Marie-Anne Marique, et que cette somme nous sera remboursée par le Bureau de Bienfaisance de ladite commune, lieu de domicile de secours de l'indigente à secourir.

En conséquence de cette lettre, le Conseil décide qu'une somme de 8 francs sera payée à ladite indigente, sommes qui seront réclamées à la fin de chaque trimestre à la commune de Couillet.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

⁴ Une dizaine de quoi ? C'est resté dans la plume du secrétaire !

⁵ De 8 quoi ?

Vu la lettre par laquelle M. Missonne, Directeur de la Glacerie de Floreffe, nous prie de voter un subside en faveur de l'école ménagère établie dans son usine, et dans laquelle sont admises gratuitement les jeunes filles de Malonne ;

Considérant que la commune est surchargée de frais et qu'elle peut à peine faire face à ses dépenses obligatoires ;

Décide :

Il n'y a pas lieu de voter le subside demandé.

Il sera donné avis de cette décision à M. Missonne.

p. 64.

Il est ensuite donné lecture d'un procès-verbal de vérification de la Caisse communale pour le 4^e trimestre 1897.

Ce procès-verbal est pris pour vérification.

Il sera déposé aux archives communales et des copies seront adressées à M. le Receveur communal et à M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Nicolas Brosteau, cabaretier au Malpas, sollicite l'acquisition d'une partie de terrain vague située derrière sa maison de résidence.

Le conseil décide qu'avant de prendre une résolution à cet égard, il y a lieu de se rendre sur les lieux pour examiner l'affaire.

Il prend également la même décision au sujet d'une demande du sieur Emile Delahaut, tendante à ce qu'il lui soit vendu une partie de chemin communal à prendre près de l'emplacement de l'ancienne maison Radonne et allant vers la maison habitée par F. Hébette.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Gustave Chapelle prie l'administration communale de lui accorder un certain délai pour payer les cotisations de voirie qu'il doit à la commune.

Considérant que le sieur Chapelle est pour le moment sans travail et qu'il ne possède guère d'autres ressources que ledit travail ;

Le Conseil décide qu'il lui est accordé délai jusqu'au commencement de la bonne saison ;

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé et au Receveur communal.

Ces affaires terminées,

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° Une note de 15 francs pour frais de transport, à Saint-Trond, de l'aliénée Marie Sanglier, due à Nestor Sanglier.

2° Une note de 35 francs pour réparation de la toiture du bâtiment d'école en 1897, due à Marchal Léon.

3° Une note de 20 francs 30 centimes, due à Max. Lecluselle pour travaux de maréchallerie divers en 1897, y compris les fournitures.

4° Une note de 40 francs 95 centimes due à Joseph Dotraux pour pavage au chemin N° 1 près de l'église des Frères.

5° Une note de 51 francs 08 centimes due à la demoiselle Palmyre Hustin pour fourniture de marchandises à la veuve de Jules Sevrin pendant le cours de sa maladie.

L'approbation de cette dernière note est faite, mais sous la condition qu'il sera fait une retenue de 5 francs pendant 5 mois sur la pension que la commune paie à ladite veuve Sevrin.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'amélioration d'une partie du chemin n° 3 à Beauce, et le voûtement de deux parties du ruisseau

p. 65.

l'une au Malpas, et l'autre au Fond de Malonne.

Vu les plans des emprises et des travaux à exécuter ;

Vu les devis et cahiers de charges ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre ce projet à une enquête de commodo et incommodo ;

Décide :

Le projet susdit sera soumis à l'enquête prescrite par la loi.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret et siégeant à huis clos,

Considérant que dans notre séance du 11 août 1897, il a été décidé de nommer un 2^{ème} garde-champêtre à Malonne et qu'il y a lieu de procéder à la nomination des candidats ;

Vu l'article 129 de la loi communale du 30 mars 1836 ;

Procédant, aux termes de l'article 66 de la loi précitée, par un scrutin, il résulte du dépouillement des votes que le sieur François Joseph Warzée a obtenu 3 voix, le sieur Gustave Puissant 2 voix, le sieur Edmond Awoust 2 voix et le sieur Louis Sanglier une voix.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages au 1^{er} scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre le sieur Warzée qui a obtenu le plus de voix, et le sieur Puissant, qui est le candidat le plus âgé ayant obtenu deux voix.

Il résulte du dépouillement de votes que le sieur Warzée, né à Oteppe le 6 août 1847 a obtenu 4 voix, et le sieur Gustave Puissant, né à Malonne le 4 juillet 1849 en a obtenu 4 ;

En conséquence, le sieur Joseph Warzée, gendarme à Floreffe, est nommé premier candidat par bénéfice d'âge.

M. Thomas Chapelle, président, quitte la séance et elle est présidée par M. J. Baily, premier échevin.

Procédant ensuite à un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination du 2^o candidat, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Gustave Puissant a obtenu 3 voix, le sieur Edmond Aoust 3 voix et le sieur Louis sanglier 1.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue au 1^{er} scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les sieurs Puissant et Aoust qui ont obtenu le plus de voix.

Le ballottage donne 5 voix au sieur Aoust et 2 au sieur Gustave Puissant.

En conséquence, le sieur Edmond Aoust, né à Malonne le 26 février 1864 est nommé d^o candidat.

Expédition des présentes nominations sera adressée à l'autorité supérieure par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

p. 66.

Considérant que le bail de la Grande Carrière du Richir, résilié au sieur Théodule Hancotte, et au sieur Joseph Pochet, respectivement sous-locataire et locataire principal, et que, par suite de cette résiliation, ladite carrière se trouve aujourd'hui sans exploitant ;

Considérant qu'il y a lieu de la remettre en location ;

Vu le projet du cahier des charges contenant les conditions auxquelles la location aura lieu,

Décide :

La carrière dont il s'agit sera exposée en location aux conditions du cahier des charges susvisé ;

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 20 mars 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil décide d'abord qu'il y a lieu d'ajourner les demandes de pension faites par la veuve Julien Marneffe et par la veuve Joseph Hancotte. Il sera statué sur ces demandes lors de la prochaine révision de la liste des pensions.

Il décide également qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les demandes de secours présentées par les nommés Edmond Lesire, Victor Parent, Alexandre Thiroit, la veuve, et Nicolas Bodson, la veuve.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle (il nous informe) nous disons : M. le Directeur de l'école de bienfaisance de l'Etat nous fait connaître que la journée d'entretien des enfants Leurquin sera portée à 1 franc 34 centimes si la commune ne liquide pas les arrières dus à cet Etablissement.

Il est décidé que les sommes dues seront payées sans retard.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Commissaire de l'arrondissement nous priant de donner notre avis au sujet d'une réclamation du général Daelman concernant l'imposition de ses chevaux au rôle de voirie de 1897.

Considérant qu'il n'y a ni loi ni règlement qui dispense les chevaux d'officiers d'être soumis aux impositions de voirie,

p. 67.

Considérant encore que la réclamation de M. Daelman n'a pas été faite dans le délai prescrit par l'article 28 du règlement provincial sur la voirie ;

Décide :

La demande dont il s'agit est rejetée.

Il sera donné avis de cette décision à M. le Commissaire d'arrondissement en lui retournant le dossier.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 12 février 1898 par laquelle le frère Maxentis, au nom du Pensionnat de Malonne, sollicite une concession dans le cimetière de Malonne d'une étendue de 6 mètres ... centimètres de longueur sur 4 mètres 17 centimètres de largeur, soit 25 mètres 0.200 centimètres de superficie, à l'effet d'y faire construire un caveau pour leur établissement.

Vu le règlement communal sur cet objet en date du 4 juillet 1876, modifié par celui du 6 avril 1884 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Attendu que rien ne s'oppose à ce que cette concession soit accordée,

Décide :

La concession demandée est accordée sous la condition que les concessionnaires verseront dans la caisse communale une somme de 1000 francs 80 centimes, et une somme de 250 frs 20 centimes dans la caisse du bureau de bienfaisance de cette commune.

Ils devront en outre se conformer aux prescriptions du règlement ci-dessus rappelé.

Il est ensuite donné lecture d'une note présentée par le sieur Henri Chapelle, peintre à Malonne, pour travaux et fourniture de couleurs et de tapisserie pour la restauration du local de la maîtresse d'école, note s'élevant à 100 francs 35 centimes.

Cette note est approuvée et sera payée à l'intéressé.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par le sieur Benoît Tonne pour journées de cheval employées à la voirie en 1897.

Considérant que pour l'examen de cette note, il est nécessaire de la comparer avec les notes prises par la cantonnier ;

Il décide qu'il y a lieu d'ajourner à la prochaine séance la note dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte de location de la Grande Carrière du Richir, en date du 14 février dernier, adjugé par devant le Collège échevinal au fermage annuel de 330 francs aux sieurs Joseph Waha et Adelin Fradour, tailleurs de pierres à Malonne ;

Considérant que le prix de la location doit être considéré comme très avantageux pour la commune et que les locataires nous paraissent réunir les conditions désirables pour le paiement des fermages annuels et pour la

p. 68.

bonne exploitation de la carrière,

Décide :

L'acte de location dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle les cabaretiers du Malpas demandent qu'il soit créé une taxe de 25 francs sur les soirées dansantes données en dehors des jours où les danses sont autorisées par le règlement de police ;

Considérant que la lettre ci-dessus, n'émanant que d'un groupe de cabaretiers d'un hameau, ne peut être considéré comme le vœu de la grande majorité des pères de famille de la communauté ;

Décide :

Il y a lieu d'ajourner cette affaire à une prochaine séance.

Avant de prendre une décision à ce sujet, il sera dressé une pétition par les soins du Collège échevinal qui sera soumise à la signature des chefs de ménage afin d'avoir l'avis des habitants.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Renier, instituteur en chef de cette commune, présente certaines observations au sujet de la décision prise à son égard, concernant l'habitation de son local.

Cette lettre est prise pour notification.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une lettre par laquelle le sieur Eugène Chabart prie l'administration communale de bien vouloir vendre une petite parcelle de terrain communale qui se trouve le long du chemin allant du Richir au Malpas et mesurant ...

Considérant que cette parcelle n'est d'aucune utilité pour la commune et qu'elle est parfaitement convenable pour y faire un logement d'ouvrier ;

Le Conseil décide que la parcelle dont il s'agit sera aliénée aussitôt que les formalités d'autorisation auront été remplies.

Le Collège échevinal est chargé de remplir lesdites formalités.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'amélioration du chemin n° 3 entre l'écluse et le déversoir à Beauce, et du voûtement d'une partie du ruisseau au Malpas et au fond de Malonne ;

Vu les plans estimatifs des travaux dressés par M. Cornet, commissaire-voyer cantonal ;

Vu le cahier des charges de l'entreprise ;

Vu le procès-verbal d'enquête de commodo et incommodo duquel

P. 69.

il résulte que des oppositions se sont présentées contre le projet ;

vu le projet d'aliénation des emprises ;

considérant que le prix du devis estimatif des travaux s'élève à 10196 francs 19 centimes, et celui d'acquisition des emprises à 256 francs 20 centimes ;

considérant que la situation financière de la commune est telle qu'il ne lui est pas possible de subvenir à elle seule à la totalité de la dépense ;

considérant que les travaux sont de la plus grande utilité puisque le chemin est la seule communication entre Malonne et la gare de Flawinne, et que le voûtement du ruisseau, surtout au Malpas, est destiné à faire disparaître les causes de danger qui y existent, depuis l'installation de la gare du chemin de fer vicinal ;

considérant qu'il y a lieu de tenir compte des réclamations concernant la prise d'eau à laisser au Malpas,

Décide :

Le projet, les plans, devis et cahier des charges concernant l'amélioration du chemin n° 3 à Beauce et du voûtement des deux parties du sont approuvés, et l'autorisation de mettre les travaux en adjudication est sollicitée de l'autorité supérieure.

La prise d'eau existante sera laissée telle qu'elle l'est actuellement avec amélioration de la rampe si possible.

Des subsides en rapport avec l'importance des travaux seront sollicités de l'Etat et de la province.

Un subside spécial sera également sollicité de la Société Nationale des chemins de fer vicinaux pour ce qui concerne le voûtement du ruisseau au Malpas.

Expédition de la présente délibération, avec les pièces et plans susvisés, sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation et exécution.

La commune fera face à la part qui lui incombera dans la dépense totale au moyen des bonis figurant aux titres I^{er} et XI du budget de 1898.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 24 avril 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal

p. 70.

de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal en date du 4 août courant portant adjudication par le Collège échevinal des pierres nécessaires au rechargement de divers chemins de la commune au montant de 255 francs 80 centimes ;

Considérant que les pierres adjudgées étaient absolument nécessaires pour la restauration des chemins auxquelles elles sont destinées ;

Considérant que le prix correspond avec l'importance de la besogne et que les sieurs Poisseux et Blanchard, adjudicataires, paraissent offrir les garanties désirables sous les rapports de la bonne exécution du travail,

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. Cornet, commissaire-voyer cantonal.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 1^{er} trimestre de l'année 1898 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 18 avril courant était de 3988 francs 04 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives communales, et une copie en sera adressée au Receveur communal, une autre copie au Commissaire de l'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une requête par laquelle divers habitants du Piroy prient l'administration communale de bien vouloir faire élargir une partie du chemin N° ... allant de la Roche du Piroy à la route royale et ensuite de faire améliorer ledit chemin sur toute sa longueur. Après diverses explications entre les membres de l'assemblée, il est décidé qu'il y a lieu de se rendre sur ledit chemin afin d'en examiner ce qu'il y a à faire.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Gustave Chapelle demande à être dispensé de payer les cotisations de voirie auxquelles il est imposé, donnant pour motif qu'il se trouve dans l'impossibilité de se livrer au travail et que ses ressources sont déjà insuffisantes pour l'entretien de sa famille.

Considérant que le réclamant se trouve dans une situation analogue à celle de beaucoup d'autres familles cotisées pour la voirie,

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la réclamation du susdit Chapelle.

Il lui sera donné avis de cette décision.

Le Conseil approuve ensuite :

p. 71.

1° Une note de 225 francs 97 centimes présentée par M. Chabart et Cie pour fourniture de pierres et de dalles pour la voirie en 1897.

2° Une note de 3 francs 50 centimes présentée par M. Auguste Goreux pour fourniture de chaux pour la construction de divers aqueducs en 1897.

3° Une note de 71 francs 50 centimes présentée par le sieur Julien Chapelle pour travaux de maçonnerie aux aqueducs et réparations en 1897.

4° Une note de 123 francs 50 centimes présentée par le sieur Benoît Thone pour charriages divers pour la voirie en 1897.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage de réviser, au commencement de la bonne saison, la liste des indigents qui reçoivent des secours sur la caisse communale ;

Vu la liste susdite et les nouvelles demandes ou augmentation de pension ;

Après examen de la situation de chacun des indigents,

Arrête ma liste suivante :

1	Paquet, Aline, l'enfant	10.00
2	Delvigne, Mathieu, l'enfant	20.00
3	Delvigne, Jules, l'enfant	13.00
4	Location Rasquin, François	8.00
5	Wéry, Thélesphore	10.00
6	L'enfant Marique, Joseph	10.00
7	Marneffe, Thérèse	15.00
8	Renier, Augustine	7.50
9	Marique, Marie-Anne	8.00
10	Scoufflaire, Victorien, la veuve	5.00
11	Marique, Maximilien, la veuve	7.50
12	Bodson, Nicolas, la veuve	7.50
13	Marchal, Victor, la veuve	10.00
14	Sacré, Jean, la veuve	10.00
15	Alaf, Jacques	10.00
16	Hoppe, Caroline	12.50
17	Leclercq, Augustin, la veuve	5.00
18	Laurent, Alexandre, la veuve	10.00
19	Paquet, Félix, la veuve	7.50
20	Servais, Désiré, la veuve	5.00
21	Namèche, Jean-Joseph, la veuve	5.00
22	François, Louis	15.00
23	Leclercq, Maximilien, la veuve	20.00
24	Beaufays, Alfred, la veuve	7.50

p. 72.

25	Sevrin, Jules, la veuve	7.50
26	Pieters, Emile, la veuve	7.50
27	Marchal, Joseph, la veuve	7.50
28	Georges, Joseph, l'épouse	7.50
29	Hanse, Noël	5.00
30	Hancotte, Joseph, la veuve, pour un mois seulement	5.00

Ces pensions prendront cours à partir du 1^{er} avril courant ; toutes les autres que celles-ci-dessus sont supprimées à partir dudit 1^{er} avril 1898.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la liste des personnes qui sont en retard de payer leurs locations des biens qu'elles occupent appartenant à la commune ;

Considérant que ces locataires, malgré les avis réitérés du Receveur communal, ne s'acquittent pas de ce qu'ils redoivent à la commune, et que rien ne fait prévoir la rentrée des sommes dues et arriérées ;

Considérant qu'il y a lieu de les attraire en justice afin de les obliger à payer,

Arrête :

Les retardataires dont les noms suivent seront attraités en justice pour le recouvrement des sommes renseignées en regard de leur nom dans la liste suivante :

Bail du 26 mars 1893,

1° Chapelle-Laurent, Louis, cultivateur à Malonne, sous la caution de Bocquia, François, journalier, au même lieu, ... portion –

Échéance du 1^{er} 8^{bre} 1896 : 26 frs

Échéance du 1^{er} 8^{bre} 1897 : 26 frs

Total 54 frs

2° Biernaux-Linard, Alfred, chauffournier à Malonne, sous la caution de Lambion-Bourotte, François, plafonneur au même lieu ... portion

Échéance du 1^{er} 8^{bre} 1896 : 40 frs

Échéance du 1^{er} 8^{bre} 1896 : 40 frs

Total 80 francs

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. Le Receveur communal qui est chargé de faire faire les poursuites nécessaires.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Curé de Malonne prie l'administration communale de bien vouloir faire recrépir le mur de clôture du jardin du presbytère qui se trouve dans un état de détérioration tel qu'il tombe en ruine en divers endroits.

Considérant que ce mur, bien qu'il n'ait pas été construit par la commune, doit être considéré comme propriété communale et qu'ainsi il y a lieu de l'entretenir en bon état ;

Le Conseil décide que le mur dont il s'agit sera recrépi aussitôt qu'on trouvera un ouvrier maçon disponible.

M. J. Minjeot, échevin, est chargé de faire exécuter la besogne

p. 73.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 19 juin 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance des notes qui suivent et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 8 francs 40 centimes pour badigeonnage du local mis à la disposition du nouveau garde-champêtre en avril 1898. Note présentée par le sieur Henri Lessire.

2° Une note de 40 francs 61 centimes présentée par le susdit Henri Lessire pour badigeonnage des classes en avril 1898.

3° Note de 90 francs 79 centimes présentée par le sieur Auguste Demine pour fourniture de briques pour le compte de la commune en 1897.

4° Note de 29 francs 70 centimes pour fournitures et réparations à la toiture des écoles communales en 1897, présentée par le sieur Arthur renier.

5° Note de 7 francs présentée par le sieur Gustave Marchal pour frais occasionnés à propos du transfert de l'épouse Paquet, indigente, malade, à l'hôpital de Jambre en 1898.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. Jean-François Goyet donne sa démission de conseiller communal de Malonne, lettre portant la date du 25 Mai 1898.

Vu l'article 80 du code électoral communal du 12 7^{bre} 1895 ;

La démission du susdit M. Goyet est acceptée.

M. Goyet faisant partie des conseillers 1^{ère} série dont le mandat expire le 31 décembre 1899, il est décidé qu'il n'y a pas lieu de le remplacer avant l'échéance du mandat.

Avis de l'acceptation de la susdite démission sera donné à l'intéressé.

Il est ensuite donné lecture d'une demande par laquelle le sieur Amand Hancotte prie le Conseil de lui accorder à nouveau la pension mensuelle de 5 francs qui lui était payée antérieurement, au 1^{er} avril dernier.

Considérant que le réclamant ne se trouve pas dans une

p. 74.

Situation telle qu'il doit être secouru par la commune ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder la pension réclamée.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande de la veuve Pochet tendante à être secourue par la commune ;

Considérant que ladite n'est pas dépourvue de ressources,

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de lui accorder les secours demandés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du sieur Louis Paquet, exposant la situation où l'ont mis la mort de sa femme et la maladie dont il est atteint ;

Considérant qu'il résulte des certificats produits par le susdit Paquet se trouve dans l'impossibilité de se livrer au travail et qu'il est absolument sans ressources ;

Le Conseil décide qu'une pension de 20 francs lui sera payée mensuellement jusqu'à parfaite guérison et à partir du 1^{er} juin courant.

Il prend enfin connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Alexandre Delahaut réclame la continuation de la pension qui était payée pour l'enfant Paulus et supprimée au 1^{er} avril dernier.

Considérant que cet enfant n'est pas à même de gagner sa vie, mais qu'il peut cependant venir en aide aux personnes chez qui il habite ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de rétablir la pension de 12 frs 50 qui lui était payée chaque mois, mais qu'une pension de 7 frs 50 lui est allouée à partir du 1^{er} juin courant.

Il sera donné avis de ces décisions aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 390 francs 42 centimes est due à divers entrepreneurs pour fournitures et travaux à la voirie, qui ont été faits sans adjudication ;

Considérant qu'il est nécessaire de solliciter un crédit spécial pour pouvoir payer cette somme,

Décide :

Un crédit spécial de 390 francs # 42 C^{es} approuvé. Est sollicité de la Députation permanente pour payer la somme due.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget de 1898.

Expédition de la présente délibération sera adressée pour approbation à la Députation permanente du conseil provincial.

Le Conseil communal prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur B. Thirot demande que le règlement du 18 mai 1881 concernant la pâture des vaches sur la voie publique, actuellement tombé en désuétude, soit de nouveau remis en vigueur et appliqué avec la plus grande sévérité.

p. 75.

Vu le règlement dont il s'agit,

Il est décidé qu'il y a lieu de le remettre en vigueur.

Avis de cette décision sera porté à la connaissance des habitants par voie d'affichage.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les habitants de la Basse Fontaine prient le Conseil de faire les travaux nécessaires pour remédier à la situation dangereuse que présente une fosse à eau qui se trouve près de la demeure de la veuve Colon au contre-bas de la route.

Après diverses explications, il est décidé qu'une visite sera faite sur les lieux pour examiner ce qu'il y a à faire.

Il est ensuite donné lecture d'une note de frais due pour l'affaire relative au jugement, concernant Lesire-Marchal et la commune.

Considérant que le jugement qui a condamné la commune est définitif et que la somme à payer est trop faible pour pouvoir interjeter appel ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de payer la note susdite.

Un crédit spécial sera sollicité de la Députation permanente s'il y a lieu pour la régularisation de cette dépense.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Alexandre Beaufays (prend connais) nous disons demande l'autorisation de faire construire ou plutôt agrandir un fournil qui se trouve sur la propriété communale au lieu dit « Les Potalles ».

Après examen des lieux, il est décidé que le sieur Baily⁶ sera invité à faire une demande d'acquisition du terrain servant d'emplacement à son fourni et de celui qui est nécessaire à son agrandissement.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 26 juin 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, J. Malherbe, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'une note présentée par le sieur Auguste Demine pour fourniture de briques pour la commune à la maison presbytérale et au canal du Malpas.

Après examen, cette note est approuvée.

p. 76.

Elle sera payée à l'intéressé.

Le Conseil, après examen -, approuve ensuite :

1° Le compte de la fabrique de l'église de Malonne pour l'exercice 1897.

2° Le compte de la fabrique de l'église du Curnoloo pour l'exercice de la même année.

Ces documents, avec les pièces de dépenses y annexées, seront adressés à (l'intéressé) je dis à la Députation permanente par l'entremise de M. le commissaire d'arrondissement pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du Comité organisateur des fêtes qui doivent avoir lieu à Malonne les 4, 5 et 6 juillet prochain à l'occasion du 12° centenaire de la mort de saint Berthuin, fondateur de Malonne renvoi approuvé, demande tendante à l'obtention d'un subside pour parer aux dépenses que vont occasionner lesdites fêtes ;

Considérant qu'il résulte des anciens écrits conservés à Malonne, que c'est bien saint Berthuin qui est venu fonder et évangéliser Malonne dans le courant du 7° siècle, et que, par conséquent, les fêtes données en son honneur sont parfaitement justifiées ;

Considérant qu'il est du devoir du Conseil d'intervenir dans ces fêtes par l'octroi d'un subside ;

⁶ A mon avis, le secrétaire devait mettre « Beaufays », mais peut-être que l'échevin Baily était chargé des négociations.

Décide par 5 voix contre deux qu'un subside de 200 francs est alloué au comité des fêtes pour l'aider à payer la dépense à en résulter.

MM. Chapelle, bourgmestre, et J. Minjeot, échevin, ont voté 250 francs.

Une crédit spécial de 200 francs est sollicité de la Députation permanente pour régulariser cette dépense.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget de 1898.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, lors de la collocation à la maison de santé de Saint-Trond de l'aliénée Adèle Hancotte, un livret de la Caisse Générale d'épargne et de retraite appartenant à ladite aliénée a été déposé à la commune et que celle-ci se proposait de disposer du contenu dudit livret pour se rembourser des sommes payées pour les frais d'entretien occasionnés par ladite collocation ;

Considérant que par suite d'un changement des dispositions de la loi des indigents, les frais de la commune ont été peu importants ;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu de disposer de la somme contenue sur ledit livret et qu'il y a lieu de restituer celui-ci aux héritiers de la susdite Adèle Hancotte, actuellement décédée ;

Décide :

Le livret dont il s'agit sera restitué aux héritiers de la défunte.

Il sera donné avis de cette décision à M. le Receveur communal

p. 77.

chez qui le livret est actuellement déposé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 7 août 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte de la commune pour l'exercice 1897 ;

Vu le titre IX, chapitre I^{er} et chapitre II des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus repris au titre précités sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances, et que, malgré les avis réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui, pour la plupart sont irrécouvrables ;

Décide :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances portées au titre IX, chapitre I^{er}, N^{os} 39 et 106 ; chapitre II, N^{os} 9, 75, 94, 102, lesquels redevances sont renseignées au compte par une petite croix placée en regard du nom de chaque retardataire à rayer.

Ledit compte est ensuite approuvé comme suit :

En recettes générales à la somme de 30290 frs 52

En dépenses même espèce à celle de 25098 " 94

En recettes concernant la comptabilité des capitaux à 718 frs 09

Aucune dépense pour ladite comptabilité.

En recettes pour l'instruction primaire à 7029 frs 99

En dépenses de même nature à la somme de 6455 frs 97

En recettes pour la comptabilité des écoles d'adultes à 610 frs 00

En dépenses de même espèce 640 frs 00

En recettes pour la voirie à la somme de 12974 frs 40

En dépenses de même nature " 9913 frs 48.

Le compte avec les pièces y annexées sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.
Le Conseil prend ensuite connaissance du budget de la fabrique de l'église de Malonne et de celui de la fabrique de l'église du Curnoloo pour l'exercice 1899.

p. 78.

Après examen, ils sont approuvés l'un et l'autre sans observations.

Lesdits budgets seront adressés pour approbation à la députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la nommée Rose Pierrard, épouse Warin, sollicite un secours sur la caisse communale pour payer le parcours en chemin de fer pour le retour en France de sa famille.

Considérant que la famille Warin se trouve dans la plus complète indigence et qu'elle tombera inévitablement à la charge de la commune, si on ne lui donne les moyens de retourner dans son pays ;

Le Conseil décide qu'une somme de ... francs ... centimes sera payée pour le port en chemin de fer de la famille Warin.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'un certain nombre de personnes désirent faire paître leurs vaches dans la Vecquée, et qu'en conséquence, il y a lieu de procéder à la nomination d'un pâtre, pour conduire et surveiller les vaches,

Considérant que le sieur Paul Paulus demande l'obtention de cette place ;

Considérant que ce jeune homme convient parfaitement pour cette occupation,

Décide :

Le sieur Paul Paulus est nommé pâtre pour les vaches a mener paître dans la Vecquée.

Il sera donné avis de cette nomination à l'administration forestière.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 12 août 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, échevin, Joseph Minjeot, également échevin, Maximilien Massaux, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la Province en date du 13 juin 1892 relative aux centimes additionnels à percevoir par la commune ;

p. 79.

sur le principal des contributions foncières et personnelles et du droit de patente pour faire face à leurs dépenses générales ;

vu l'article 76 de la loi communale,

Arrête :

Article 1^{er} : il sera perçu au profit de la commune le nombre de centimes additionnels indiqués ci-après, savoir :

A la contribution foncière 17 centimes

A la contribution personnelle 17 centimes

Au droit de patente 10 centimes

L'imposition dont il s'agit sera recouvrée pendant une année à partir du 1^{er} janvier 1899.

Article 2 : expédition de la présente résolution sera adressée en double à M. le Gouverneur de la Province pour être soumise à approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que les revenus ordinaires de la commune sont insuffisants pour pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux en 1899 ;

Que dès lors il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 14 de la loi du 10 avril 1841 ;

Considérant que le produit des prestations prévues par cet article 14 atteindra 3417 francs 38 centimes ;

Vu le § 4 de ce même article 14, lequel prescrit de voter, concurremment avec les prestations en nature, des centimes spéciaux qui doivent contribuer pour un tiers au moins dans la dépense totale, c'est-à-dire au minimum pour la moitié de la somme citée plus haut ;

Fixe à treize le nombre de centimes additionnels spéciaux à affecter aux chemins vicinaux pendant l'année 1899.

Ces centimes seront calculés sur le principal des contributions foncières, personnelles et patentes.

Une expédition de la présente délibération sera adressée à l'autorité supérieure.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. Chenu, chef de section de la Compagnie intercommunale des eaux de l'agglomération bruxelloise nous priant d'autoriser le collège échevinal de signer une promesse de vente en ce qui concerne l'emprise du bois dit le Tronquoi où passe le canal des eaux du Bocq vers Bruxelles, emprise mesurant 16 ares pour le prix de 288 francs ;

Vu la promesse de vente dont il s'agit,

Décide :

Le Collège échevinal est autorisé à signer la promesse de vente dont il s'agit ;

Expédition de la présente sera adressée à la Députation permanente avec la promesse ci-dessus pour approbation.

p. 80.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° une note de 4 francs pour pareille somme payée par le garde-champêtre pour transport de la Sambre au cimetière du cadavre du nommé Gustave Regnery noyé à Beauce le 22 juillet 1898.

2° Une note de 8 francs 70 centimes pour fourniture d'un képi au garde-champêtre Mathieu Deton le 5 avril 1898, note due au sieur Ernest Dombret, de Namur.

3° Une note de 90 francs 75 centimes pour fourniture de briques pour la maison presbytérale et le canal du Malonne due à Auguste Demine.

4° Une note de 49 francs 50 centimes due à Gaspart Bigneron et C^{ie} pour fourniture de briques pour le puits du Fond de Malonne.

Un crédit spécial de 140 francs 25 centimes sera sollicité de la députation permanente pour solder cette note.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition d'une parcelle de terrain appartenant à l'Etat Belge et devant servir d'emprise pour l'élargissement du chemin n° 3 à Beauce, entre l'écluse et le déversoir ;

Vu le plan dressé le 19 avril 1898 par M. ? Emile Cristel, conducteur des Ponts et Chaussées ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite ;

Vu le procès-verbal d'expertise ;

Vu la lettre de M. le Receveur de l'enregistrement nous informant que la loi du 9 Mai 1898 a conféré au gouvernement les pouvoirs nécessaires pour nous céder gratuitement la bande de terrain qui nous est nécessaire ;

Décide :

La députation permanente est priée de nous accorder l'autorisation nécessaire à l'acceptation de la cession qui est faite par l'Etat Belge à la commune de Malonne.

Expédition de la présente délibération sera adressée avec les pièces sus-visées, en double expédition, à la Députation permanente pour approbation.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle le sieur Georges Blondet, industriel à Ougrée, demande :

1° A louer pour jusqu'au 31 décembre 1916, la partie de la Roche du Piroy située à l'Est de la partie de cette roche déjà louée par lui ;

2° a pouvoir prolonger jusqu'au 31 décembre 1916 la partie de ladite Roche faisant l'objet de l'acte de location du 7^e 1896.

p. 81.

Considérant que cette partie de roche n'était d'aucune utilité pour la commune ni pour les habitants de l'endroit, et qu'elle ne rapporte absolument à la commune ;

Considérant que les habitants ne se servent plus de ces pierres pour leurs bâtises et qu'au surplus le sieur Blondet consent à ce qu'ils extraient les pierres qui leur seraient nécessaires dans la partie de la roche à louer ;

Vu le prix de 50 francs offert pour la location annuelle ;

Considérant que cette location est avantageuse pour la caisse communale ;

Considérant également qu'il n'y a aucun inconvénient à prolonger le bail de 7 X^{bre} 1896 jusqu'au ,31 X^{bre} 1916 ;

Décide :

Le Collège échevinal est autorisé à louer la partie de la Roche du Piroy susdite pour un terme qui finira le 31^{bre} X 1916 et à prolonger jusqu'à cette date le bail du 7 X^{bre} 1896 concernant l'autre partie de ladite roche.

Le bail à intervenir sera fait aux mêmes conditions que celles du 1^{er} bail.

Il est ensuite donné lecture des demandes de secours qui lui sont adressées et, après examen de la situation des réclamants, le Conseil décide :

1° qu'une somme de 30 francs sera payée en deux fois à la veuve Louis Bologne, indigente malade. 15 francs lui seront payés immédiatement et les ,15 autres francs dans une huitaine de jours.

2° qu'une somme de 20 francs sera payée mensuellement au sieur Louis Bouzet pendant tout le temps que durera sa maladie.

3° qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les demandes de la veuve Marchal, Victor, de Hubert Massin, de Nicolas Noël et de François Wilmotte.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Il est enfin décidé que la pension payée à Téléphore Wéry et à Louis Paquet prendront fin au 1^{er} août écoulé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 82.

Séance du 16 septembre 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné lecture d'une délibération du Conseil de Fabrique de l'église de Malonne tendante à pouvoir considérer comme abolie une rente due par la famille de la Veuve Namèche ,

Jean-Joseph, de Malonne, rente au sujet de laquelle le titre n'a pas été renouvelé au bout de la trentième année.

Attendu que le titre n'a pas été renouvelé en temps opportun et que par suite de ce non-renouvellement la fabrique est dans la plus complète impossibilité de faire valoir ses droits, et qu'en conséquence cette rente doit être considérée comme prescrite ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'approuver la délibération ci-rappelée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 58 de la loi du 28 juin 1822 et le N° 19 de l'article 2^{bre} de la loi du 30 juillet 1881 sur la contribution personnelle ;

Considérant qu'aux termes des articles de lois prérappelés, il y a lieu de désigner, dans le sein de l'administration communale, deux membres pour faire partie de la commission chargée de la nomination des experts, des contre-experts de la contribution personnelle et des répartiteurs des patentes pour 1899.

Décide :

Les sieurs Joseph Baily et Maximilien Massaux sont désignés pour faire partir de la commission dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M le Receveur des contributions à Floreffe.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du sieur Joseph Renier-Massart, employé demeurant à Malonne, tendante à obtenir l'autorisation de construire un pont sur le ruisseau de Malonne devant sa demeure à Insevaux ;

Vu le plan du pont projeté ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite concernant ledit projet ;

Vu l'article 31 du règlement général sur les cours d'eau ;

Considérant que rien ne s'oppose à la construction du pont dont il s'agit ;

p. 83.

Emet l'avis qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée.

Expédition de la présente délibération avec le plan et le procès-verbal d'enquête sera adressée à la Députation permanente par l'intermédiaire de M. le Commissaire-voyer cantonal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1890, relative à la falsification des denrées alimentaires, qui soumet à une expertise préalable le débit et l'exposition des viandes de boucheries ;

Vu la loi du 30 décembre 1895 ;

Vu les dispositions réglementaires sur la matière et notamment l'arrêté royal du 9 février 1891, portant règlement sur les commerces de viandes, modifié par ceux du 1^{er} mars et 7 décembre 1892, 4 février 1893, 20 juillet 1894, 14 décembre 1897 et 30 janvier 1898 ;

Revu ses délibérations antérieures à l'établissement des taxes d'exposition sur les viandes de boucheries ;

Attendu que ces taxes n'ont été approuvées que pour un terme expirant le 31 décembre 1898 et qu'il y a lieu de prendre une nouvelle délibération à ce sujet ;

Attendu que le produit total des taxes d'expertise depuis le début de l'organisation du service par la commune, soit depuis le 12 août 1891 jusqu'à ce jour, s'est révélé à 3423 francs 88 centimes, soit une moyenne de 489 frs12 centimes par année ;

Que d'autre part les frais d'expertise des viandes s'élèvent annuellement à 438 francs 13 centimes, se décomposant comme suit :

a) Rémunération de l'expert	388-13
b) Indemnité au receveur	43-12
c) Frais divers, imprimés	8-00

Décide :

Article 1^{er} – les taxes d'expertise sur les viandes de boucherie sont fixées comme suit à partir du 1^{er} janvier 1899 :

Chevaux, Ânes, Mulets	frs	3-50
Vaches, Taureaux, Bœufs	"	2-00
Génisses	"	1-75
Veaux	"	0-75
Porcs	"	1-00
Moutons	"	1-00
Agneaux	"	0-50
Chèvres	"	0-50
Cochons de lait	"	0-50
Viande de porc préparée dans le royaume mais non Expertisée au moment de l'abattage, par 10 kilogrammes	"	0-50
Vaches abattues par suite de maladie ou d'accident	"	1-00

p. 84.

Article II. les résolutions antérieures en ce qui concerne la nomination d'expert, l'indemnité allouée, les déclarations d'expertise, le mode de paiement des taxes et autres mesures de police concernant la matière sont maintenues.

Article III. la présente délibération sera soumise à l'avis de la Députation et à l'approbation du Roi.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale en 1899, au montant de 1489 francs 90 centimes ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail exécutent mal la besogne et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la Commission compétente et demande que les prestations soient converties en argent, payable en une fois du 1^{er} août au 1^{er} octobre 1899.

Expédition de la présente délibération, avec le rôle déjà cité, sera adressée à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret ;

Attendu que le sieur Louis Bouzet, cantonnier communal, est décédé le 22 août 1898 et qu'il importe de procéder à son remplacement ;

Vu les demandes adressées en obtention de cette place ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Joseph Chapelle-Fery a obtenu 3 voix, le sieur Jacques Marneffe 2 et le sieur Berthuin Leclercq 3. Un bulletin nul.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage entre le sieur Joseph Chapelle-Fery qui a obtenu le plus de voix et le sieur Jacques Marneffe, le plus âgé des candidats ayant obtenu 2 voix.

Il résulte du dépouillement des votes que le sieur Joseph Chapelle-Fery a obtenu 5 voix et le sieur Marneffe 2. Un bulletin nul est trouvé dans l'urne.

En conséquence, le sieur Joseph Chapelle-Fery, ayant obtenu le plus de voix, est nommé cantonnier communal à Malonne.

Son entrée au service de la commune est fixée au 1^{er} octobre 1898.

Avis de cette nomination sera donné à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

p. 85.

Attendu qu'il vient d'être procédé à la nomination du sieur Joseph Chapelle-Fery comme cantonnier communal en remplacement du sieur Louis Bouzet, décédé ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira,

Décide :

Le traitement du nouveau cantonnier est fixé à 650 francs par année.

Il prendra cours à partir du 1^{er} 8^{bre} 1898, date de l'entrée en fonction du nouveau titulaire ;

Expédition de la présente délibération sera adressée pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la liste des contribuables qui sont en retard de payer leurs cotisations de voirie ;

Considérant que ces contribuables, malgré les avis réitérés du receveur, ne paient pas ce qu'ils doivent de ce chef à la commune et que rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés ;

Considérant qu'il y a lieu de les attirer en justice afin de les obliger à payer ;

Décide :

Les retardataires dont les noms suivent seront attirés en justice pour le recouvrement des sommes renseignées en regard de leur nom.

	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	total	
Baily, Louis	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	13	75
Baily-Beaufays, Félix			1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	1.25	11	75
Borremans, Firmin					2.50	2.50	2.50	"	"	"	2.50	10	00
Bocquia-Massinon, F ^{ois}						2.50	2.50	2.50	2.50			10	00
Culot, Laurent						2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	1.25	13	75
Chapelle, Gustave						2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	"	12	50
Denis-Evrard, Jn Jh						2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	15	00
Delplace-Leclercq, Jh						2.50	2.50	2.50	"	"	"	7	50
Brosteau-Hancotte, N ^{as}							2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
Demine-Wiard, Edmond							2.50	2.50	2.50	"	2.50	10	00
Dotraux-Liétard, Joseph							2.50		2.50	2.50	2.50	10	00
Renier-Michaux, Auguste							2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
Robson, Ernest (les héritiers)							2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
Watrain-Ernoux, N ^{as}							7.50	2.50	"	"	"	10	00
Boland-Chapelle, Alex								1.25	1.25		1.25	3	75
Deton-Bodson, Jules								1.25	"	1.25	1.25	3	75
Hernoux-Henrion, Mathieu								2.50	7.50	12.50	2.50	25	00
Grandmaison, ([...])								2.50	2.50	2.50	2.50	10	00

p. 86.

	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	total	
Mathias-Linard, Zach. Jh								2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Mathieu, Léon								2.50	2.50	"	"	5	00
Maton-Salmon, Léonce								2.50	2.50	"	"	5	00
Riffart-lambion, Lamb ^t								2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Thérasse-Maubrun, F ^{ois}					4.50	4.50	4.50	2.50	"	"	2.50	14	00
Wéry-Thirot, Théophile								2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
Biernaux-Liénard, Alfred									2.50	2.50	2.50	7	50
Boigelot-Riboux, Pierre									2.50	2.50	2.50	7	50
Calvy-Lemaire, Léop ^{la} v ^{ve}									2.50	2.50	2.50	7	50
Chapelle-Simon, Th. Jh ^{la} v ^{ve}									2.50	2.50	2.50	7	50
Chapelle-Laurent, Louis									7.50	7.50	7.50	22	50
Delahaut-Hoppe, J ⁿ B ^{te}									2.50	2.50	2.50	7	50
Demine, Alex ^{dre} , la veuve									2.50			2	50
Doumont-Provis, Amboise									2.50	2.50	2.50	7	50

François-Boigelot, Jules								2.50	2.50	2.50	7	50
Henrard-Chapelle, Jh, la v ^{ve}								2.50	2.50	2.50	7	50
Hoppe, Alfred								2.50	"	2.50	5	00
Jacques, jean								2.50	"	2.50	5	00
Lepinois, F ^{ois} , la veuve								12.50	2.50	2.50	17	50
Massinon, Joseph								7.50	7.50	7.50	22	50
Michaux-Detry, Florent								2.50	2.50	2.50	7	50
Marneffe, Julien								2.50	"	"	2	50
Massart-Malevez, Charles								2.50	2.50	2.50	7	50
Noël-Leblanc, Frédéric								2.50	2.50	2.50	7	50
Poulet-Kinaux, Constant								2.50	2.50	2.50	7	50
Renier-Waha, Emmanuel								2.50	2.50	2.50	7	50
Rifflart-renier, Emile Jh								2.50	"	"	2	50
Schayès-Mélard, Zacharie								12.50	12.50	12.50	37	50
Servais, Dieudonné								7.50	7.50	7.50	22	50
Waha-[...] Louis								2.50	2.50	2.50	7	50

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Receveur communal qui est chargé de faire les diligences nécessaires.

Le Conseil s'occupe ensuite des demandes de secours lui adressées par les indigents et décide :

1° Qu'une somme de 10 francs sera payée au sieur Paquet, Louis, pour pension de ses enfants.

2° Qu'une somme de 5 francs sera payée à Noël, Nicolas, jusqu'à la guérison de la blessure qu'il s'est faite à la jambe.

3° Qu'il y a lieu d'ajourner à une prochaine séance la demande de secours adressée par l'indigent Jacques, Auguste.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance et après examen, décide

p. 87.

1° Une note de 14 francs 10 centimes due au sieur Valentin Borremans pour fourniture et placement de vitres aux écoles communales en 1897 et 1898.

2° Une note de 26 francs 05 centimes au sieur François Thibaut pour travaux de maréchallerie pour le compte de la commune.

3° Une note de 36 francs pour fourniture de briques pour le puits de chez Beaudot et due au sieur Auguste Demine.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 165 francs 00 centimes a été payée aux sieurs Jules Généraux et Auguste Demine pour journées employées et fourniture de briques pour le compte de la commune et qu'il y a lieu de demander un crédit spécial pour payer la somme due,

Décide :

Un crédit spécial de 165 francs 00 centimes sera sollicité de la Députation permanente pour régulariser le paiement dont il s'agit.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget de 1898.

M. Bailly, échevin, sort de la séance.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. le Curé de Malonne, tendante à l'obtention d'un subside communal pour une école ménagère qu'il se propose de créer aux écoles des sœurs à Malonne.

Après diverses explications entre les membres du Conseil, il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder le subside demandé.

Il sera donné avis à M. le Curé de la décision prise.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 19 octobre 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et J. Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage chaque année à l'approche de la mauvaise saison de procéder à la révision de la liste des indigents qui recevront des secours sur la caisse communale ;

Après examen de la position de chacun des indigents qui

p. 88.

Sont inscrits sur la liste actuelle de ceux qui demande à être inscrits pour être secourus,

Arrête comme suit la liste des indigents qui seront secourus par la caisse communale à partir du 1^{er} novembre 1898 :

Renier, Augustine	7-50
Scoufflaire, Victorien, la veuve	5-00
Marique, Maximilien la veuve	7-50
Bodson, Nicolas, la veuve	7-50
Marchal, Victor, la veuve	10-00
Alaf, Jacques	10-00
Hoppe, Caroline	15-00
Leclercq, Augustin, la veuve	7-50
Laurent, Alexandre, la veuve	12-50
Paquet, Félix, la veuve	7-50
Servais, Désiré, la veuve	5-00
Namèche, Joseph, la veuve	5-00
François, Louis	15-00
Leclercq, Maximilien, la veuve	20-00
Sevrin, Jules, la veuve	10-00
Beaufays, Alfred, la veuve	10-00
Pieters, Emile, la veuve	10-00
Marchal, Joseph, la veuve	10-00
Georges, Joseph, l'épouse	10-00
Beaupère, Gustave, l'épouse (location)	6-00
Marneffe, Thérèse	15-00
L'enfant Marique	10-00
Rasquin, Jean-François (location)	8-00
Delvigne, Jules, l'enfant (Marchal Alfr.)	15-00
Delvigne, Mathieu, l'enfant (Généraux J.)	10-00
Paquet, l'enfant	10-00
Paulus, Paul	7-50
Paquet, Louis	15-00
Noël, Nicolas	5-00
Dotraux, Julien, la veuve	5-00
Jacques, Auguste	5-00
Lesire, Barthélemy	5-00

Toutes les pensions autres que celles-ci-dessus renseignées sont supprimées à partir du 1^{er} 9^{bre} 1898. Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Henri Istace sollicite un subside pour aider à payer les dépenses faites à l'occasion de la kermesse au Malpas. Considérant que l'acceptation de cette demande en entrainerait

p. 89.

de semblables de la part des autres hameaux et que l'octroi de ces subsides deviendrait une charge pour la caisse communale.

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de voter la dépense réclamée.

Il sera donné avis de cette décision au susdit Istace.

Le secrétaire donne ensuite connaissance à l'assemblée de l'arrêté royal N° 4066/11807 N en date du 4 8^{bre} 1897 et portant sur la suppression de la 2^e classe des filles.

Cet arrêté royal est pris pour notification.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle les habitants du Cabaca demandent à ce qu'il soit construit une citerne à eau pour l'alimentation de ce hameau et des environs.

Considérant que l'eau est absolument indispensable dans ladite localité, et que le manque absolu d'eau dans les couches inférieures du sol ne permet pas aux habitants de s'alimenter au moyen de puits ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de faire le nécessaire pour donner satisfaction aux habitants,

Décide :

Il sera construit une citerne à eau d'une capacité suffisante au lieu dit le cabaca dans un terrain appartenant à Montreux Hypolite S^{on} C. N° 175^b/2 du cadastre.

La dépense à résulter de ce projet sera inscrite au budget de 1899.

M. le Commissaire voyer est chargé de dresser les plans et devis nécessaires pour l'exécution du projet.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Calonne informe le conseil que les habitants de la Basse Fontaine tiennent à ce que la fosse à eau Ernoud ne soit pas supprimée et demande qu'il y soit exécuté des travaux pour en rendre l'accès moins dangereux.

Considérant que la fosse dont il s'agit ne présente pas plus de danger que les autres fosses de la commune,

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de faire les travaux demandés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du sieur Denison concernant un arrangement à intervenir avec Louis Samson au sujet d'un perré à construire derrière sa maison au Petit-Bois et d'une acquisition d'une partie de son terrain nécessaire pour l'élargissement du chemin.

Après divers pourparlers, il est décidé que le perré sera construit immédiatement.

Le ciment⁷ employé à la construction dudit perré sera payé par le

p. 90.

sieur Samson ainsi qu'il a été convenu verbalement entre M. Denison et le secrétaire.

M. l'échevin des travaux publics est chargé de faire exécuter la besogne.

L'acquisition du terrain est ajournée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'aliénation d'une parcelle de terrain communal sise au lieu dit « La Gueule du Loup », cadastrée section B. N° 54, d'une contenance de 2 ares 25 centiares ;

Vu le plan dressé le 8 8^{bre} courant par M. Cornet, commissaire-voyer cantonal,

Décide :

Le plan dont il s'agit est approuvé et le projet d'aliénation sera soumis à une enquête de commodo et incommodo et il sera en même temps procédé à l'expertise du bien à aliéner.

⁷ Normalement, un perré, c'est un mur de soutènement en pierre sèche. Il ne faudrait pas de ciment. Le secrétaire gauchit donc le sens premier de ce mot.

Messieurs Emile Minjeot et Louis Namèche, cultivateurs à Malonne, sont nommés experts pour évaluer le bien susdit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition d'une terrain appartenant au sieur Victor Renier, situé au lieu dit « Le Tombois » et entièrement entouré par la propriété communale ;

Considérant que ce bien embellit de beaucoup la propriété de la commune et donnerait à celle-ci une plus value et supprimerait les servitudes qu'elle doit fournir pour y aboutir ;

Considérant qu'il y a lieu de l'acquérir,

Décide :

Une somme de 500 francs sera offerte au propriétaire comme prix d'acquisition du bien susdit.

Dans le cas où le susdit Renier consentirait à vendre le bien qu'il possède, situé au Nord du Tronquoi et joignant cette propriété communal, il sera offert une somme de 1200 francs pour les deux parties.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 9 novembre 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe,

p. 91.

conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance du budget du Bureau de bienfaisance pour l'exercice 1899 et après examen des sommes inscrites en recettes et celles inscrites en dépenses, arrête ledit budget tel qu'il a été formé par l'établissement intéressé le 31 octobre dernier. Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentés par le Bureau de bienfaisance et par le collège échevinal pour le remplacement de M. Joseph Robson, membre décédé ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 mars 1836 ;

Arrête :

Le sieur Arthur Robson, cultivateur, ayant obtenu 7 suffrages sur 7 votants est nommé membre du bureau de bienfaisance en remplacement du membre décédé.

Expédition de la présente nomination sera adressée à la Députation permanente avec les listes citées ci-dessus pour information.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentés par le Bureau de bienfaisance et par le collège échevinal pour le remplacement de M. L. Batardy, membre sortant au 31 décembre 1898 ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur du 19 8^{bre} 1898, F N° 630531

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 mars 1836 ;

Arrête :

Le sieur Louis Batardy, marchand de bestiaux, ayant obtenu 7 suffrages sur 7 votants est nommé membre du bureau de bienfaisance en remplacement de lui-même.

Expédition de la présente résolution, accompagnée par les présentations faites par le Bureau de bienfaisance et par le Collège échevinal, sera adressée pour information à la Députation permanente à la Députation permanente du Conseil provincial.

Le Conseil prend ensuite connaissance des demandes de secours lui adressées et après examen de la situation de chacun des réclamants, décide qu'il y a lieu d'allouer les pensions suivantes, à partir du 1^{er} 9^{bre} 1898 :

p. 92.

1° Petit Dieudonné	5 francs par mois
2° Hancotte Amand	5 " "
3° Demembre Caroline	5 " "

4° Chapelle Alfred, entretien de ses enfants, 10 francs par mois.

La demande de la veuve Célestin Filgos, tendant à obtenir un secours, est rejetée.

La pension mensuelle de 15 francs accordée par la Collège échevinal pour le mois de octobre 1898 an sieur Jean-Baptiste Gillain, est maintenue et lui sera payée jusqu'à la fin de sa maladie.

Avis de ces décisions sera donné aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'aliénation d'une petite partie de terrain sise au lieu dit « Pinchon », reprise au plan dressé le 8 octobre 1898 par M. Cornet, commissaire-voyer cantonal, et mesurant 2 ares 25 centiares ;

Vu le plan de ladite parcelle ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte que rien ne s'oppose à l'aliénation projetée ;

Vu le procès-verbal d'expertise duquel il résulte que l'évaluation de ce lieu est de 72 francs ;

Considérant que ledit bien ne rapporte absolument rien à la commune et que rien ne s'oppose à l'aliénation projetée,

Décide à l'unanimité :

La députation permanente est priée de nous autoriser à vendre, par adjudication publique, la parcelle de terrain ci-dessus désignée.

Expédition de la présente délibération, avec les pièces susvisées, sera adressée pour approbation à la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Vu notre délibération en date du 12 août 1898, relative à une demande d'autorisation de louer au sieur Georges Blondet, industriel à Ougrée, la partie de la roche du Piroy non louée jusqu'à ce jour, et ce pour une date à expirer le 31 X^{bre} 1916 et de proroger jusqu'à cette dernière date le bail du 7 décembre 1896 relatif à l'autre partie de ladite roche.

Vu la lettre N° 629830, du 31 8^{bre} dernier, par laquelle M. le Gouverneur nous informe que dans sa séance du 28 du même mois, la députation permanente a décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'autorisation demandée, pour la raison que cette faveur ne peut être acquise que par des travaux profitables à la commune, avant qu'il puisse être dérogé à la règle d'adjudication ;

Considérant qu'il résulte de la même lettre que la commune

p. 93.

Est autorisée à louer au susdit M Blondet la partie de ladite roche non louée pour un terme qui expirera en même temps que l'autre bail, c'est-à-dire le 31 X^{bre} 1905 et ce pour le prix annuel de 95 francs ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de faire le bail ;

Décide :

Le Collège échevinal est autoriser à louer au sieur M Blondet, pour le prix de 95 francs par année et pour un terme qui prendra fin le 31 décembre 1905, la partie de la Roche du Piroy dont il s'agit, mais sous la condition que les habitants de la commune pourront extraire dans cette partie les pierres qui pourraient leur être nécessaires pour leurs habitations et leurs autres besoins.

Ces affaires terminées, le Conseil, après examen, approuve une note de 71 francs 50 due au sieur Julien Chapelle pour divers travaux de maçonnerie exécutés dans la commune en 1898.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 9 décembre 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pendant le 3^e trimestre de l'année 1898 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 11 9^{bre} dernier était 6939 frs 18 centimes.

Attendu que ce document est régulièrement dressé, il est pris pour notification.

Ce procès-verbal sera déposé aux archives de la commune, une copie en sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement et une autre copie remise au Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication de voirie du 28 novembre dernier au montant de 2352 francs 50 centimes ;

Attendu que les adjudicataires nous paraissent offrir les garanties nécessaires pour la bonne exécution de la besogne et que les chemins auxquels les pierres sont destinées ont besoin de réparation ;

p. 94.

Attendu que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance de la besogne ;

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le commissaire-voyer cantonal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte du 14 9^{bre} 1898 portant adjudication du mol bois de la Vecquée pour la somme de 523 francs, ordinaire de 1899 ;

Vu le prix d'estimation des agents forestiers s'élevant à 351 francs ;

Considérant que le prix de vente est supérieur à l'estimation et que les obtenteurs offrent toutes les garanties sous le rapport des paiements,

Décide :

L'acte susdit est approuvé.

Il sera adressé à la Députation permanente par l'entremise de M. le garde général des Eaux et Forêts à Namur.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte de location de la roche du Pirois intervenu entre le Collège échevinal et le sieur Blondet, pour le prix de 95 francs, acte avenu le 29 9^{bre} 1898 ;

Considérant que le prix de location est avantageux pour la commune et que le sieur Blondet présente les garanties d'un bon locataire ;

Décide :

L'acte susdit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par M. Guniot pour mesurage d'une parcelle au Malpas et recherches faites à la conservation du cadastre à Namur.

Après examen, cette note est approuvée à l'unanimité des membres présents.

Elle sera payée à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'apostille de M. le Gouverneur de la province de Namur nous communiquant une demande de la Société de musique « La Phalange malonnoise » tendante à obtenir un subside sur les fonds provinciaux et nous priant en même temps de remplir un tableau annexé à ladite apostille.

p. 95.

Considérant que la société susdite est astreinte à de grands frais pour payer un chef chargé de donner des leçons aux jeunes membres et de diriger les répétitions générales,

Décide :

La Députation permanente est priée d'accorder l'octroi du subside sollicité.

Le dossier sera retourné dûment rempli à la Députation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes âgés de six ans au moins et de quatorze ans au plus à la date du 1^{er} 8^{bre} 1898 et fréquentant les écoles ;

Vu l'article 3 de la loi organique de l'instruction primaire (dispositions coordonnées des lois du 20 septembre 1884 et du 15 7^{bre} 1895) ;

Vu l'arrêté royal du 15 7^{bre} 1895, concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 1, 2, 9 et 11 ;

Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance fait connaître que, dans les frais de l'instruction gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;

En exécution de l'arrêté royal précité article 2,

Arrête :

Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année scolaire 1898 à 1899 est fixé comme suit :

Désignation des écoles	Noms et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits			
			Masc.	Fém.	Total	
Ecoles communales	Renier Victor Leclercq, la veuve	Garçons Filles				
Enfants admis de droit (article 1 ^{er} de l'A.R. du 15 7 ^{bre} 1895)			51	16	67	
Enfants admis facult.(article 9 de l'A.R. du 15 7 ^{bre} 1895)			"	7	7	

La présente liste sera adressée en double expédition à la Députation permanente avec deux copies des listes de chaque école.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Maximilien Lecluselle se plaint que le nommé Nicolas Brosteau a fait construire un escalier et fait un dépôt de pierres sur un terrain vague situé entre sa demeure et celle de son susdit voisin et ce par la raison que cette maçonnerie et le dépôt lui empêchent l'entrée dans son atelier avec un véhicule quelconque ;

p. 96.

Et par laquelle il demande fasse constater officiellement l'infraction et prendre ensuite les mesures nécessaires pour rendre libre cet espace de terrain communal.

Considérant qu'il y a lieu de s'assurer du bienfondé de la déclaration susdite ;

Le Conseil décide qu'il se rendra sur les lieux le dimanche 11 X^{bre} courant à deux heures de l'après-midi.

Cette affaire terminée,

Le Conseil passe ensuite à la formation de son budget pour l'année 1899.

Après examen des diverses sommes qui doivent y figurer pour assurer les divers services de la commune, ces allocations sont votées et inscrites dans la catégorie des recettes ou des dépenses auxquelles elles appartiennent.

Pendant la discussion du budget, il a été donné lecture de la lettre de M. le Curé de Malonne tendante à ce qu'il y soit inscrit une somme à payer comme subside de la commune à l'école ménagère établie à l'école des religieuses.

Il est également donné lecture d'une lettre du frère procureur du pensionnat de Malonne tendante à ce que la commune intervienne dans les frais de fournitures classiques des enfants indigents qui fréquentent les écoles primaires de son établissement.

Après diverses explications entre les membres de l'assemblée, il est décidé à l'unanimité qu'il n'y a pas lieu d'accueillir aucune de ces demandes.

Il sera donné avis de ces décisions aux intéressés.

Se constituant ensuite en comité secret, le Conseil passe au vote des traitements des employés communaux qui sont maintenus au taux de 1898, sauf celui du Receveur qui est porté au chiffre de 800 francs à partir du 1^{er} janvier 1898.

L'ensemble du budget est ensuite approuvé comme suit :

En recettes générales à la somme de 2823-35⁸

En dépenses de même espèce à la somme de 27950-84

En recettes pour l'enseignement primaire à la somme de 5288

En dépenses pour l'enseignement primaire à la somme de 5288

En recettes pour les écoles d'adultes à la somme de 645-00

En dépenses de même nature à celle de 645-00

En recettes pour la voirie, à la somme de 13341-84

En dépenses de même espèce à celle de 13341-84

En recettes pour les capitaux à 718-09

En dépenses de même nature à 718-09

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente

p. 97.

pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance des demandes de secours qui lui sont adressées, et, après examen de la situation de chacun des réclamants, décide :

1° Une pension de 7.50 est accordée à la veuve Joseph Hancotte.

2° Une pension de 7.50 est accordée à la veuve Antoine Lambion.

3° Une pension de 5 francs est accordée au sieur Hubert Massin.

Ces pensions prendront cours à partir du 1^{er} X^{bre} 1898.

4° Les demandes de secours présentées par Stanislas Servatin, par Noël Hanse, par l'épouse Gabriel Trussart, par la veuve Joseph Hoppe et par la veuve Célestin Filgosse sont rejetées, ces réclamants ne se trouvant pas dans une situation telle que la caisse communale doive intervenir en leur faveur.

Il sera donné avis de cette décision.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 14 décembre 1898.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

⁸ Il doit manquer un chiffre !

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que M. Baudouin, médecin vétérinaire à Floreffe, demande 3 francs pour visiter les bêtes exposées à la stomatite aphteuse et délivrer le certificat permettant la sortie de ces animaux ;

Considérant que ce prix est réellement exagéré,

Décide :

Le sieur Baudouin sera prié de réduire le prix demandé et de le fixer à 1 franc par visite, qu'il y ait une ou plusieurs bêtes à visiter.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 98.

Séance du 9 janvier 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance de cette commune sollicite un crédit spécial de 91 francs 30 centimes pour pouvoir payer la note du pharmacien des pauvres de 1898 ;

Considérant qu'il résulte de la susdite délibération que la somme inscrite au budget de 1898 pour payer les médicaments pharmaceutiques délivrés aux indigents n'est que de 40 francs, tandis que la note des fournitures s'élève à 491 francs 38 centimes ;

Considérant dès lors que la demande dont il s'agit, parfaitement justifiée ;

Emet l'avis qu'il y a lieu d'approuver la délibération susdite.

Elle sera transmise, avec les pièces y annexées, à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes qui lui sont adressées et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver comme suit :

1° Une note de 86 francs présentée par le sieur Joseph Thirot-Marchal pour fournitures de cercueils aux indigents de cette commune suivant bons émanants du Collège échevinal pendant l'année 1898.

2° Une note de 6 francs 50 centimes présentée par ledit Thirot-Marchal pour réparation de la porte de la sacristie en 1898.

3° Une note de 32 francs 36 centimes due au même pour réparations au bâtiment d'école y compris les fournitures en 1898.

4° Une note de 2 francs 60 centimes présentée par le sieur François Thibaut pour fourniture de deux seaux en zinc pour le service des cantonniers en 1898.

5° Une note de 28 francs présentée par le sieur Alfred Collart, de Namur, pour fourniture d'un pantalon et d'un gilet d'ordonnance pour le garde-champêtre Deton en 1898.

6° Une note de 7 francs présentée par le sieur Chabart, nous disons Poisseroux, pour fourniture de sable pour le canal près du Cabaca

p. 99.

série (?) en 1894.

7° Une note de 14 francs 92 centimes présentée par le sieur Chabart et C^{ie} pour fourniture de pierres de taille pour le puits du Rivage en 1898.

8° Une note de 114 francs présentée par le sieur Julien Chapelle, maçon, pour journées employées à la réparation des murs du presbytère en 1898.

9° Une note de 83 francs 37 centimes présentée par ledit Jules Chapelle pour journées employées à divers travaux, puits, canaux, murs de soutènement, etc. en 1898.

Les huit premières notes seront mandatées et payées aux intéressés. Un crédit spécial de 83 francs 37 centimes sera sollicité de la députation permanente pour payer la neuvième.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la délibération du Collège échevinal de cette commune en date de ce jour et portant nomination du sieur Georges Patigny, instituteur diplômé à Sombrefte, en qualité d'instituteur intérimaire à l'école communale de Malonne ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef ;

Vu l'article 9 de la loi du 17 7^{bre} 1895,

Décide :

Le traitement du sous-instituteur intérimaire susdit est fixé à 1200 francs par année.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente en temps opportun.

Le conseil communal de Malonne prend ensuite connaissance d'une délibération du Conseil de fabrique de l'église de Malonne tendant à obtenir le remboursement d'un capital de de 225 francs due par la famille Ars-Chauvière.

Attendu que la demande de remboursement est parfaitement justifiée par la vente du bien géré ;

Il est décidé qu'il y a lieu de donner un avis favorable à la délibération susdite.

Ladite délibération revêtue d'un avis favorable sera adressé à la Députation permanente.

Le Conseil passe ensuite à l'examen des demandes de secours présentées par divers indigents, et décide :

1° qu'un secours de 15 francs une fois donné sera payé au sieur Eugène Schoumackers qui par suite de maladie se trouve dans une situation des plus misérables.

2° qu'une pension de 5 francs sera payée au sieur Hanse, Noël, par mois, à partir du 1^{er} janvier 1899.

3° qu'une pension de 5 francs sera payée chaque mois à partir

p. 100.

du 1^{er} janvier courant au sieur François Willemotte pour l'assister pendant la maladie de sa fille.

Avis de ces décisions sera donné aux intéressés par les soins du garde-champêtre.

Les autres demandes de pension ou d'augmentation de pension sont rejetées.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Ephrem Lomba tendante à obtenir un tombereau de charbon.

Considérant que le réclamant se trouve dans un état voisin de la misère et que son état ne permet pas qu'il se livre au travail en hiver ;

Il est décidé que le tombereau de charbon réclamé lui accordé ;

Un bon lui sera remis.

Il est ensuite donné lecture d'une demande du sieur Joseph Renier-Massart, Président de la Société des Secours mutuels établie en cette commune, demande tendante à pouvoir disposer de la 2^e salle de l'école des filles pour tenir leurs séances et une petite allocation pour chauffage de la place.

Attendu que l'institution de cette société est très favorable aux classes laborieuses et que la salle demandée est sans emploi ;

Le Conseil décide que la Société susdite pourra disposer de la salle dont il s'agit aussi longtemps que la commune n'en aura pas besoin. En cas de nécessité momentanée, la salle sera également mise à la disposition du Conseil.

Une somme de 10 francs sera inscrite au budget pour le chauffage de la salle et l'allumage du feu.

Se constituant ensuite en comité secret, le Conseil décide qu'une augmentation de 50 francs sera accordée au garde-champêtre et une augmentation de même somme à l'employé de l'état civil à partir du 1^{er} janvier 1899.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 29 janvier 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

p. 101.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

La partie de la séance du 9 janvier courant se rapportant à la Roche du Piroy est déclarée nulle et il ne sera pas faite de procès-verbal relative à cette séance.

Le Conseil prend connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 4^e trimestre de 1899 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 18 janvier courant était de 5849 francs 65 centimes.

Ce document est pris pour notification.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 18 francs due au sieur Léon Marchal, ardoisier à Malonne, pour réparation de la toiture du bâtiment d'école en 1898.

2° Une note de 70 francs pour tunique et pantalons fournis au 2^e garde-champêtre en mai 1898, note due à la maison L. Gauche-Pierson de Namur.

3° Une note de 34 francs 05 centimes due au sieur Camille Jacquet, plombier à Malonne, pour fourniture d'un fond de seau et de zinc pour le puits du Fond de Malonne.

Ces notes seront mandatées et payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Louis Delplace tendante à obtenir un secours sur la caisse communale.

Attendu que ledit Delplace se trouve sans ressource et qu'il y a lieu de lui venir en aide pendant la mauvaise saison ;

Il est décidé qu'une somme de 5 francs sera accordée au réclamant pendant les mois de janvier, février et mars 1899.

Il lui sera donné avis de cette décision sera donné à l'intéressé. (sic !)

Le Conseil entend ensuite la réclamation verbale du sieur Gustave Marchal, tendante à ce que la commune place sa mère dans une autre maison que chez lui ou qu'il reste une somme suffisante pour payer cette pension, en le chargeant de lui trouver une place lui-même.

Après délibération il est décidé qu'une somme de 20 francs sera payée chaque mois à partir du 1^{er} février prochain à la personne que se chargera de la veuve Marchal, mais sous la condition que cette personne ne sera pas l'un de ses enfants. La pension restera fixée à dix francs si c'est un de ceux-ci qui la tient en pension.

Avis de cette délibération sera donné à l'intéressée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Commissaire-voyer cantonal nous proposant

p. 102.

de faire nos adjudications d'entretien de voirie pour un terme de 3 ou 5 ans ;

considérant que ce mode d'adjudication a été mis en pratique il y a quelques années (par) nous disons et qu'il a dû être abandonné par la raison qu'il est impraticable à Malonne, le nombre de mètres cubes de pierres étant variable chaque année ;

Décide :

Le mode d'adjudication de nos chemins sera continué comme par le passé.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative à la Roche du Piroy, et, après examen, décide qu'une réunion avec les Membres de l'administration sera proposée à M. Kermans et à M. Blondet ; Cette réunion est fixée à vendredi 3 février 1899 à 3 heures.

Il sera écrit aux susdits MM. Kermans et Blondet pour les prier de nous faire connaître s'ils acceptent d'assister à cette réunion.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 10 février 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance des notes suivantes qui, après examen, sont approuvées.

1° Une note de 11 francs 55 centimes pour fourniture de chaux pour la réparation des murs du presbytère en 1898, présentée par le sieur Alfred Biernaux, maître de carrière à Malonne.

2° Une note de 5 francs présentée par le sieur Georges Marin, artiste peintre à Malonne, pour peinture de la grille de l'église de Malonne en 1898, y compris la fourniture de la couleur.

Ces sommes seront payées aux intéressés.

Le Conseil prend connaissance d'une note du sieur Be-

p. 103.

noît Thone concernant divers charriages effectués pour le compte de la commune en 1898.

Il résulte de l'examen de cette note qu'elle ne concorde pas avec les indications fournies par le cantonnier Puissant.

Il est décidé en conséquence qu'il y a lieu de demander des renseignements à l'intéressé et au cantonnier et d'ajourner ladite note à la prochaine séance.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Edmond Bonnet tendante à obtenir l'autorisation de voûter le ruisseau au lieu dit le Fond de Malonne, entre la propriété Marloie et la partie déjà voûtée par l'établissement des Frères.

Cette demande sera d'abord soumise à une enquête de commodo et incommodo.

Le Collège échevinal est chargé de procéder à cette enquête.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Dermine-Noulard prie le Conseil de bien vouloir remplir les formalités nécessaires pour obtenir l'autorisation de faire l'acte concernant l'échange de terrain fait en 1881 entre la veuve Noulard et la commune, formalités qui jusqu'ici n'ont pas été remplies.

Attendu qu'il y a lieu de remplir les formalités d'usage pour pouvoir terminer cette affaire ;

Le Conseil décide qu'un géomètre sera chargé de dresser les plans nécessaires et qu'il sera ensuite fait le nécessaire pour obtenir l'autorisation dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Assemblé à l'effet de s'occuper de la question relative à la roche du Piroy, prend connaissance des deux propositions suivantes :

1^{ère} proposition :

La Société anonyme la Majolique demande que le Conseil résilie les baux du 7 décembre 1896 et du 28 novembre 1898, contenant location de la Roche du Piroy, le locataire actuel, M. Blondet, ayant sous-loué ces baux sans autorisation par contrat du 25 juillet 1898 ; de lui louer ensuite ladite roche pour une période de 30 années, moyennant une somme de 4 francs par tonne de bonnes pierres

extraites et avec un minimum de 1200 francs par année, pendant les 7 premières années, et ensuite une location annuelle de 3000 francs pendant les 23 dernières années et sous les conditions suivantes :

1° que ladite Société établira, dans le délai d'une année à partir de la signature de l'acte de location, sur le territoire de Malonne, une usine qui sera située à partir de la prairie sise derrière la station du Port, au lieu dit Chantraine, en un point à choisir par elle

p. 104.

2° Que ladite Société, dans le cas où la commune aurait un procès avec M. Blondet (au sujet de la résiliation) nous disons : ou ses représentants au sujet de la résiliation susdite, s'engagera à payer tous les frais qui pourraient en résulter pour la commune et pour les dommages et intérêts auxquels celle-ci pourrait être condamnée. # le contrat à intervenir concernant cet engagement devra être garanti par une caution solvable et accepté par la commune (renvoi approuvé)

2^e proposition :

M. Blondet demande à continuer son bail pendant le reste des 7 ans qui restent à courir et de proroger les dix baux pour une période de 23 années, moyennant le paiement d'une somme annuelle de 1500 francs pendant les 7 premières années et d'une somme annuel de 3000 francs pendant les 23 dernières années et sous les conditions suivantes :

1° de construire une usine à Malonne comme il est indiqué dans la première proposition ;

2° de verser comme garantie dans la caisse (communale) nous disons des conciliations une somme de 25.000 francs dont il touchera les intérêts.

Après examen et discussion de chacune de ces propositions, M. le Président les soumet au vote de l'assemblée.

La 1^{ère} proposition obtient 4 voix et la 2^e deux voix.

En conséquence, le Conseil, par quatre voix contre deux, prend les décisions suivantes :

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que M. Blondet, industriel à Ougrée, locataire de la Roche du Piroy, a par contrat du 25 juillet 1898, sous-loué ladite Roche à la Société la Majolique ;

Attendu qu'aux termes de l'article 4 du bail du 7 X^{bre} 1896 et de l'article 6 du bail du 28 Novembre 1898, M. Blondet ne pouvait sous-louer ces baux sans l'autorisation écrite du Conseil communal ;

Attendu qu'il n'a même pas sollicité cette autorisation ;

Attendu qu'aux terme de l'article VI du premier bail et de l'article VIII du second, le locataire qui n'observe pas toutes les conditions des baux peut être résilié de ses droits sur une simple décision du Conseil communal notifiée par le ministère d'un huissier,

Attendu que M. Blondet a contrevenu aux articles 4 du premier bail et 6 du second en sous-louant la carrière sans autorisation ;

Considérant dès lors, qu'il y a lieu de résilier les baux susdits,

Décide :

Les baux du 7 X^{bre} 1896 et du 28 9^{bre} 1898, contenant la location de la carrière dite Roche du Piroy, sont résiliés.

p. 105.

Cette résiliation prendra cours à partir de la notification qui en sera faite à M. Blondet. Celui-ci a dix jours pour se pourvoir contre cette décision devant la Députation permanente du Conseil provincial de Namur.

Expédition de la présente sera notifiée à M. Blondet par le ministère d'un huissier.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les baux du 7 X^{bre} 1896 et du 29 9^{bre} 1898, contenant location à M. Blondet de la carrière dite roche du Piroy ont été résiliés par délibération en date de ce jour ;

Attendu qu'il y a lieu de relouer cette carrière ;

Vu les propositions de la société anonyme la Majolique ;

Considérant que ces propositions sont avantageuses pour la commune puisqu'elles portent une location très élevée et que la création d'une usine au centre de Malonne procurera de la besogne aux ouvriers qui doivent actuellement chercher de l'occupation au loin ;

Décide :

L'autorisation de louer la carrière dite Roche du Piroy comme il est stipulé dans la 1^{ère} proposition ci-dessus à la Société anonyme La Majolique sera sollicitée de la députation permanente ; # l'acte de location à intervenir entre la majolique et la commune ne sera signé qu'après approbation de la résiliation par la députation permanente et les tribunaux, s'il y a lieu. Renvoi approuvé.

Toutes les décisions ci-dessus relatives à la Roche du Piroy ont été prises par 4 voix contre 2. Ont voté pour MM. Chapelle, Baily, Demierbe et Moreau. Ont voté contre MM. Minjeot et Massaux.

Le Conseil s'est assemblé ensuite en comité secret ;

Il prend connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Firmin Borremans sollicite une pension en faveur de sa belle-mère, indigente, sans ressources et à peu près impotente.

Il prend également connaissance d'une lettre de la veuve François Thérasse sollicitant également une pension sur la caisse communale.

Attendu que ces deux personnes se trouvent réellement dans une situation nécessitante,

Il est décidé qu'une pension de 7 francs 50 centimes par mois est allouée à la veuve Sacré, Maximilien, et une de 5 francs à la veuve François Thérasse.

Ces pensions prendront cours le 1^{er} février 1899.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 106.

Séance du 24 février 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la dépêche de M. le Gouverneur de la province de Namur en date du 4 février 1899, N° 637-226, D., nous informant que rien ne s'oppose à ce que la commune mette en adjudication la construction du chemin n° 3 à Beuce, et le voûtement du ruisseau au Malpas, mais qu'il n'y a pas lieu d'autoriser le voûtement du ruisseau au Fond de Malonne, ce dernier travail devant faire l'objet d'un travail d'ensemble pour le voûtement de tout le ruisseau ;

Considérant que le chemin de Beuce est d'une absolue nécessité, mais que le ruisseau n'a pas plus besoin d'être couvert que la partie décrétée au Fond de Malonne,

Décide à l'unanimité :

Les travaux à faire au chemin de Beuce seront mis en adjudication aussitôt que la commune sera d'accord avec le propriétaire de l'emprise de terrain nécessaire à l'élargissement.

Décide également par 7 voix contre une, celle de M. Demierbe, qu'il y a lieu d'ajourner la partie du projet formant le 2^{ème} lot concernant le voûtement du ruisseau au Malpas.

Le Collège échevinal est chargé de procéder à l'adjudication susdite.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Note de 117 francs présentée par le sieur Tonne benoît pour divers charriages effectués pour l'entretien de la voirie et puits en 1898.

2° Note de 21 francs 25 centimes présentée par le sieur Pierre Notte pour réparation de la fontaine à Insevaux (Trois Fontaines) en 1898.

3° Note de 23.45 présentée par le sieur Chapelle, Julien, pour réparation de la fontaine à Insevaux (Trois Fontaines) en 1898.

Un crédit spécial de 141 francs 12 centimes sera sollicité de la Députation permanente pour payer la note renseignée sous le n° 1 et une partie de la note du sieur Julien Chapelle approuvée le 9 janvier dernier.

Les notes renseignées sous les n° 2 et 3 seront payés aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la Société d'harmonie de Malonne sollicite l'autorisation de disposer de la salle servant à la distribution des prix pour y donner un concert, et offrant 20 francs au Bureau de Bienfaisance de cette commune.

p. 107.

Attendu que rien ne s'oppose à ce que la société puisse disposer de ladite salle ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'accueillir la susdite demande.

Il sera donné avis de ces décisions aux intéressés.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance des demandes lui adressées pour obtenir l-de secours sur la caisse communale par les sieurs Schoumakers Firmin et Caroline Demembre.

Après examen de la situation respective de chacun de ces indigents, il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir leurs réclamations.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 28 février 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph (Baily) nous disons Minjeot, échevin, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'un projet de cession par l'Etat à la commune de Malonne d'une bande de terrain sise à Beauce, d'une contenance de 93 centiares et devant servir pour l'élargissement du chemin N° ...

Après examen de l'acte de cession et du plan qui l'accompagne, le Conseil décide qu'il y a lieu d'approuver le plan et autorise le Collège échevinal à signer l'acte dont il s'agit.

Les pièces, après signature, seront retournées à M. le Receveur de l'enregistrement des domaines.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par le sieur Wesmaël-Charlier pour fournitures classiques pour les écoles des garçons pendant l'année, et après examen décide qu'il y a lieu de l'approuver.

Elle sera mandatée et payée à l'intéressé.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance d'une lettre du nommé Nicolas Dargent, tendante à obtenir un secours sur la caisse communale.

Après examen de la situation de cet indigent, il est décidé qu'une pension mensuelle de 5 francs lui sera payée mensuelle-

p. 108.

ment à partir du 1^{er} février courant.

Il lui sera donné avis de cette décision.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative à l'habitation du bâtiment d'école par l'instituteur :

Attendu que, depuis bientôt deux ans, M. Renier, instituteur en chef, a quitté le bâtiment d'école pour aller habiter au Fond de Malonne ; que, malgré les ordres qui lui ont été donnés, il n'a pas voulu réintégrer son logement ;

Considérant que cette non obéissance aux ordres de l'administration constitue un acte d'insubordination ;

Considérant qu'il y a lieu à mettre fin à cet état de chose ;

Il est décidé que M. Renier sera invité de nouveau à habiter le bâtiment d'école d'une manière réelle et effective et non être un simulacre d'habitation.

Une peine disciplinaire lui sera infligée s'il n'est pas rentré lors de la prochaine séance du Conseil.

Avis lui sera donné de la présente décision.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 29 Mars 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Renier, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance des notes suivantes :

1° Une note de 7 francs présentée par le sieur Fernand Marchal, tonnelier à Malonne, pour fourniture d'un seau pour le puits du Rivage en Mars 1899.

2° Une note de 6 francs présentée par le sieur Alexandre Delaitte-Duvivier, industriel à Namur, pour fourniture de 100 kilogrammes de ciment pour la réparation de la fontaine d'Insevaux, dite « Les Trois Fontaines » en janvier 1899.

3° Une note de 0.45 centimes présentée par le sieur Maximilien Lecluselle, maréchal-ferrant à Malonne, pour fourniture d'un écrou à la grille du canal du Malpas en août 1898.

4° Une note de 0.75 centimes présentée par ledit Lecluselle pour fourniture de boulons et autres fournitures pour le puits du Rivage en 1898.

5° Une note de 14 francs 60 centimes présentée par le susdit Lecluselle

p. 109.

pour fourniture aux écoles communales en 1898.

6° Une note de 4 francs 30 centimes présentée par la maison Balon-Vincent de Namur, pour (fournitures) nous disons reliure du mémorial administratif, recueil de lois et séance du Conseil provincial de 1897.

7° Une note de 148 francs 48 centimes pour impression des listes électorales et fourniture d'imprimés pour révision de ces listes en 1898, présentée par ladite maison Balon-Vincent de Namur.

8° Une note de 6 francs 20 centimes présentée par la susdite maison Balon-Vincent pour affiches relatives à la vente de la coupe de mol bois ordinaire de 1899, faite en 9^{bre} 1898.

9° Une note de 5 francs 60 centimes présentée par la même maison pour fourniture d'affiches pour la location de la carrière du Richir en 1898.

10° Une note de 77 francs 99 centimes, présentée par la même maison pour fournitures pour fourniture de tous les imprimés nécessaires pour l'élection du Conseil provincial en 1898.

11° Une note de 49 francs 32 centimes présentée par la susdite maison Balon-Vincent de Namur, pour fourniture d'imprimés pour la formation des listes pour les Conseil électoral des Prud'homme et impression des listes susdites ;

Après un sérieux examen de chacune de ces notes, celles-ci sont approuvées et seront payées aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du sieur Edmond Bonnet, tailleur d'habits, tendante à obtenir l'autorisation de voûter la partie du ruisseau qui se trouve en face de sa propriété au fond de Malonne ;
Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet, et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite contre le projet ;
Vu la réclamation arrivée après la clôture de l'enquête par laquelle le sieur Gabriel Marloye réclame une prise d'eau dans la partie du ruisseau dont le voûtement est sollicité ;
Considérant que cette réclamation est sans valeur par la raison que le sieur Marloye peut faire une prise d'eau dans sa partie de ruisseau et que le sieur Bonnet n'est nullement obligé de lui fournir cette servitude ;
Vu l'article 31 du règlement général sur les cours d'eau ;
Considérant que rien ne s'oppose à la construction du voûtement dont il s'agit, lequel d'ailleurs sera un embellissement et une facilité pour la voirie ;
Emet l'avis qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée.
Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Commissaire-voyer qui sera prié d'y joindre le plan nécessaire et de transmettre le tout à la Députation.

p. 110.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre en date du ... Mars 1899 de M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint, relative à l'adjudication des pierres pour l'entretien de la voirie.
Après diverses explications, le Conseil décide qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire jusqu'au 5 avril prochain, date à laquelle le Commissaire se trouvera à Malonne ; il pourra ainsi être prise une décision de commun accord avec ce fonctionnaire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication passé le 22 Mars courant par devant Maître Ernest Richard, notaire à Namur, et contenant vente d'une parcelle de terrain au sieur Mathieu Remy pour le prix de 72 francs ;

Attendu que le prix de vente est égal au prix de l'estimation qui en a été faite ;

Arrête :

L'acte susdit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation définitive à la députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite de deux lettres, l'une de la veuve Joseph Hoppe et l'autre de Jean-Baptiste Bocquia, par lesquels ces deux personnes informent l'administration qu'elles résilient les portions qu'elles tiennent en location de la commune en vertu du bail du 26 mars 1893, portions portant les n^{os} 8 et 43.

Considérant qu'il résulte de l'article 6 du bail susdit que les locataires ont droit de résiliations au bout de la 3^e et de la 6^e année moyennant avertissement par écrit donné six mois à l'avance ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'accepter les résiliations dont il s'agit pour le 1^{er} 8^{bre} 1899.

Ces deux portions seront remises en location par adjudication publique.

Le Conseil s'occupe ensuite d'un changement à faire à un chemin dans la Vecquée partant du lieudit « Le Coin » et allant vers la nouvelle route militaire, changement réclamé par les habitants de l'endroit.

Après avoir consulté l'atlas de voirie et le plan cadastral et avoir constaté que le chemin dont il s'agit ne figure pas comme chemin communal, il est décidé qu'il n'y a pas lieu de s'occuper du changement demandé, afin de ne pas attirer l'attention des agents forestiers qui pourraient supprimer le susdit chemin s'ils venaient à remarquer qu'il n'est pas dû.

M. le Président expose ensuite à l'assemblée la nécessité qu'il y a de remédier à la situation existante à la fontaine dite « Chanlart »

p. 111.

qui, par suite des travaux qui y ont été faits, il y a quelques années, ne donne plus de l'eau en suffisance pour les besoins des habitants qu'elle doit alimenter.

Après divers pourparlers au sujet du système à prendre pour ramener toute la source pour les besoins des habitants, il est décidé que ladite fontaine sera rétablie comme elle était dans le passé, tout en y exécutant les embellissements et facilités possibles, sans nuire toutefois à la sortie de la source.

Le Conseil ensuite de la réclamation des habitants, décide ensuite qu'il sera approfondi un puits au Trieux à un endroit où une source sort de terre dans la propriété du sieur Namèche-Demierbe. Ce travail sera fait par les soins des cantonniers.

Le Conseil s'occupe également de la nécessité qu'il y a de faire réparer l'aqueduc du chemin n° 8 au Broctia, de faire élargir et améliorer ledit chemin et décide qu'il sera écrit à la députation permanente pour être autorisé à faire faire les études et les plans nécessaires pour l'exécution de ce travail.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un projet de restauration des autels de la Vierge et de St Berthuin, du banc de communion et d'autres parties de l'intérieur de l'église de Malonne. Il prend également connaissance d'une demande de subside pour aider la fabrique à solder la dépense à résulter du projet susdit.

Considérant que la restauration dont il s'agit est indispensable et que les ressources de la fabrique sont insuffisantes ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver le projet susdit et d'accorder un subside de 1000 francs sur les fonds communaux.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance de la lettre de la veuve Leclercq, tendante à obtenir une majoration de la pension qu'elle reçoit de la commune d'Auvelais.

Attendu que cette veuve est complètement impotente et ses enfants non encore en âge de travail ; que cette famille aussi a la charge de la vieille mère dénuée elle-même de toute ressource ;

Le Conseil décide qu'il sera proposé à la commune d'Auvelais de porter la pension à 30 francs à partir du 1^{er} avril 1899.

En cas d'acceptation par ladite commune, ladite somme sera payée mensuellement à l'intéressée.

Il décide également que la pension payée à la veuve Schoufflaire sera payée à partir du 1^{er} Mars courant, au taux mensuel de 7 francs 50 centimes et celle de Noël Hance portée à 10 francs à partir de la même date.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 112.

Séance du 5 avril 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal d'adjudication passé ce jourd'hui par devant le Collège échevinal et contenant ouverture des soumissions déposées pour l'amélioration du chemin n° 3 à Beauce ;

Vu le montant de ces soumissions dont la plus basse, celle de M. Pierre Ladry, de Flawinne, s'élève à 5780 francs ;

Vu le montant du devis s'élevant à 5921 francs 93 centimes ;

Considérant que le sieur Pierre Ladry et sa caution nous paraissent offrir les garanties désirables pour la bonne exécution de la besogne ;

Considérant que la soumission du sieur Ladry déclaré adjudicataire, représente bien le prix du travail ;

Décide :

Le projet d'adjudication susdit est approuvé à l'unanimité des Membres présents.

Il sera adressé avec les autres pièces du projet à la députation permanente aussitôt que les formalités d'enregistrement ont été remplies.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 21 avril 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, l'assemblée prend connaissance d'une lettre par laquelle M. Lardinois, inspecteur provincial des chemins vicinaux nous fait connaître que la députation permanente

p. 113.

a décidé qu'il n'y a pas lieu d'autoriser les études de la citerne du Cabaca demandées par lettre du Collège échevinal en date du 24 9^{bre} dernier, pour la raison que les eaux de ladite citerne seraient contaminées et présenteraient des dangers pour les usages domestiques, mais que la commune serait engagée à rechercher de commun accord avec le service voyer un autre moyen présentant les garanties nécessaires pour alimenter d'eau potable le hameau du Cabaca.

Cette lettre est prise pour notification, et il sera écrit à M. Lardinois pour le prier d'envoyer sur les lieux un agent voyer chargé de rechercher le moyen préconisé par la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le bail du 4 Mai 1890, contenant location du herdal de Beauce écherra le 31 octobre prochain et qu'il y a lieu de le remettre en adjudication en temps opportun,

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de relouer le herdal susdit, par une adjudication qui sera publique et affichée dans la commune.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Commissaire-voyer nous prie de faire l'adjudication de l'entretien de la voirie dans un délai très rapproché pour que les rechargements puissent s'effectuer avant l'hiver.

Considérant qu'il y a lieu d'essayer le mode d'entretien recommandé par M. le Commissaire ;

Le Conseil décide que les recharges seront mises en adjudication sans retard. Le Collège échevinal est chargé de rédiger un avant-projet de cahier de charges, comprenant deux lots.

Le Conseil après examen approuve ensuite :

1° Le compte de la fabrique de l'église de Malonne pour l'exercice 1898.

2° le compte de la fabrique de l'annexe du Curnoloo pour 1898.

3° le budget de la Fabrique de l'église de Malonne pour 1900.

Ces documents seront adressés pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il existe des travaux qui, par leur nature, ne peuvent faire l'objet d'une adjudication ;

Vu la lettre N° 312 du 3 avril 1899 nous informant que les demandes de crédits spéciaux doivent être présentées avant le 1^{er} juin de chaque année ;

Considérant qu'il y a lieu de demander un crédit spécial pour l'exécution des travaux dont suit la désignation et l'évaluation :

1° Transport des terres à provenir du curement des fossés : 150.00

p. 114.

Transport des terres provenant du nettoyage des chemins :	120 francs
Transport des terres amenées par les pluies et les orages dans les chemins :	80 francs
Réparation des perrés	50 francs
Réparation des aqueducs	100 francs
Total cinq cents francs.	

Décide :

Un crédit spécial sera sollicité de la Députation permanente pour payer la dépense éventuelle des travaux susdits en 1899.

Ce crédit sera prélevé sur l'allocation inscrite à l'article ... du titre 10 du budget de 1899 pour travaux de voirie.

(Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance) nous disons Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. Le curé de Malonne demande qu'il soit exécutés divers travaux presbytère et consistant en réparation de l'orifice de la citerne avec placement d'un nouveau couvercle et couleurs à mettre sur les châssis des fenêtres.

Considérant que ces travaux sont nécessaires pour la bonne conservation de la maison presbytérale et que la dépense est insignifiante,

Il est décidé que les travaux réclamés seront exécutés

Le Collège échevinal est chargé de faire faire le travail.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de la Société nationale des chemins de fer vicinaux informant l'administration que l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de ladite société aura lieu le mardi 25 avril courant, et nous indiquant l'ordre du jour qui y sera discuté.

Après diverses explications, il est décidé qu'il ne sera délégué personne pour assister à l'assemblée susdite.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée du refus du sieur Pierre Ladry de faire les travaux d'amélioration du chemin de Beau dont il est adjudicataire.

Considérant que l'adjudication a été régulière et que le sieur Ladry est solvable ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de le mettre en mesure d'exécuter la besogne ou de la faire exécuter à son compte.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la dame Marie Massaux, veuve Defosse, demande un secours sur la caisse communale pour subvenir aux besoins de sa famille.

Après examen de la situation de cette famille, le Conseil décide qu'une pension mensuelle de 7 francs 50 centimes lui sera payée à partir du 1^{er} Mai 1899.

p. 115.

Le Conseil ajourne ensuite la demande d'augmentation de pension présentée par la veuve Bodson Nicolas. Il sera pris une décision à cet égard lors de la révision de la liste des pensions payées aux indigents.

Le Conseil prend ensuite connaissance du recours fait à la députation permanente par M. Blondet au sujet de la résiliation de la roche du Piroy et décide qu'il sera répondu à ce recours.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 12 Mai 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 1^{er} trimestre de l'année 1899 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 1^{er} Mai courant était de 4116 francs 06 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification. Il sera déposé aux archives de la commune et une copie adressée à M. le Commissaire d'arrondissement, et une autre remise à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Flawinne,⁹

Attendu qu'il résulte d'une circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique que les livres classiques doivent être approuvés par le Conseil de perfectionnement de l'enseignement primaire ;

Attendu cependant, pour éviter de trop grandes dépenses, que les Conseils communaux peuvent adopter ceux de ces livres qui servent dans les écoles en ce moment ;

Considérant que les ouvrages suivants servent dans nos écoles des garçons sans être revêtus d'aucune adoption ;

1° cours harmonique complet de langue française, par Henry et Defoin.

2° cours pratique de calcul mentale et de système métrique à l'usage du degré inférieur des écoles primaires par V. Bienfait.

Considérant que ces livres peuvent servir dans nos écoles,

p. 116.

Les livres renseignés ci-dessus seront adoptés dans nos écoles.

Avis de cette décision sera donné au personnel enseignant de notre commune.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que, par acte passé le 22 Mars dernier par devant le notaire Richard de Namur, la commune a vendu au sieur Mathieu Remy, de cette commune, une parcelle de terre d'une contenance de 2 ares 25 C^{es} de terrain sise à Pinchon, pour le prix de 72 francs ;

Considérant que par ordonnance (de la D) je dis du 21 avril dernier B N° 642219, la députation permanente de Namur a décidé qu'il n'y avait pas lieu d'approuver cet acte par la raison que la vente n'avait pas reçu une publicité suffisante ;

Considérant que la dite vente a été affichée aux trois lieux ordinaires des publications de la commune à partir du mardi 14 Mars 1899 et que cet espace a été suffisant pour porter à la connaissance de tous la date fixée pour la vente dont il s'agit ;

Attendu qu'il n'y a pas à notre connaissance de loi ni de règlement fixant les délais d'affichage ;

Décide :

Il est formé un recours à sa Majesté le Roi contre la décision susdite de la députation permanente.

Expédition de la présente délibération accompagnée de la décision subvisée de la Députation sera adressée(à la Députation) nous disons à Sa Majesté le Roi.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant le partage de la Vecquée,

Après divers pourparlers entre les Membres de l'assemblée ;

Décide :

Il y a lieu de demander une somme de 50.000 francs en échange de nos droits usagers de la Vecquée, et dans le cas où notre demande ne serait pas admise, de nous accorder la partie de bois située à la droite de la route de Bois-de-Villers à Salzinne.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. l'Inspecteur forestier.

Le Conseil communal ajourne ensuite à une prochaine séance l'affaire relative au recours de M. Blondet, concernant la roche du Piroy, et de l'(autorisation de se défendre en justice.

Le conseil communal de Malonne, constitué en comité secret et siégeant à huis clos,

⁹ Que vient donc faire le Conseil de Flawinne dans cette affaire ?

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 8 Mai courant, portant nomination du sieur Georges Patigny, instituteur diplômé à Sombreffe, en qualité d'instituteur intérimaire à l'école des

p. 117.

garçons de cette commune ;

considérant qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef ;

vu l'article 9 de la loi du 15 7^{bre} 1893 ;

Décide :

Le traitement de l'instituteur intérimaire est fixé à 1200 francs.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation avec les autres pièces exigées.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage chaque année de procéder, à l'époque de la bonne saison, à la révision de la liste des indigents qui recevront des secours de la caisse communale ;

Après examen de la position des indigents inscrits sur les listes des secours et ceux qui demandent à y être inscrits,

Arrête la liste suivante :

1	François, Louis	15 francs
2	Namèche, Joseph, la veuve	5 "
3	Servais, Désiré, la veuve	5 "
4	Paquet, Félix, la veuve	7 50
5	Laurent, Alexandre, la veuve	10 "
6	Leclercq, Augustin, la veuve	5 "
7	Hoppe, Caroline	15 00
8	Alaf, Jacques	10 "
9	Bodson, Nicolas, la veuve	7 50
10	Marqique, Maximilien, la veuve	7 50
11	Scoufflaire, Victorien, la veuve	10 "
12	Renier, Augustine	7 50
13	Demembre, caroline	5 "
14	Hancotte, Amand	5 "
15	Petit, Dieudonné	5 "
16	Lesire, Barthelemy	5 "
17	Jacques, Auguste	5 "
18	Paquet, Louis	10 "
19	Marneffe, Antoine, la veuve	7 50
20	Sacré, Maximilien, la veuve	7 50
21	Hance, Noël	10 "
22	Georges, l'épouse, pension de ses enfants	10 "
23	Marchal, Joseph, la veuve id.	5 "
24	Pieters, Emile, la veuve id.	7 50
25	Beaufays, Alfred, la veuve id.	7 50
26	Servais, Jules, la veuve id.	7 50
27	Leclercq, Maximilien, la veuve id.	30 "
28	Delahaut, Alexandre, pension de Paul Paulus	5 "

p. 118.

29	Paquet, Félix, la veuve, pension de l'enfant Paquet	10 "
30	Généraux, Jules, pension de l'enfant Mathieu Delvigne	10 "
31	Marchal, Alfred, pension de l'enfant Jules Delvigne	15 "
32	Ernoux, Vincent, (pension de l'enfant) location Rasquin	8 "
33	Libaux, Jean-François, la veuve, pension de l'enfant Marique	10 "
34	Pirson, J ⁿ B ^{te} , pension de Marneffe Thérèse	15 "

35	Chapelle, Alfred, pension de ses enfants	10 "
36	Charlot, Luis, location de l'épouse Beau père	6 "
37	Marchal, Victor, la veuve, pension d'elle-même	10 "
38	Defosse, Victor, la veuve, pension de ses enfants	7 50

Toutes les autres pensions sont supprimées. Les pensions ci-dessus seront payées à partir du 1^{er} Mai 1899.

Les indigents rayés sont informés de leur radiation.

Les demandes de secours présentées par le sieur Maillen, enfant de la fille Patigny, par le sieur Schoumaker et Istasse sont rejetées.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 26 Mai 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Gouverneur de la province de Namur N° 642.262 du 19 avril dernier, nous priant de lui adresser nos observations au sujet du recours que M. Blondet a adressé à la Députation permanente concernant la résiliation des baux de la roche du Piroy ;

Vu le recours susdit ;

Vu la réponse à ce recours, dont la tenure suit :

A Messieurs le Président et Membres de la députation permanente de Namur,
Messieurs,

M. Blondet a envoyé à votre collègue un recours contre la décision du Conseil communal du 10 février 1899, recours qu'on nous communique et auquel nous répondons de la façon suivante :

1° M. Blondet prétend n'avoir pas cédé son bail

p. 119.

L'affirmation est audacieuse.

La députation a sous les yeux le contrat passé le 25 juillet 1898 entre M. Blondet et la Société anonyme la Majolique.

Ce contrat constitue une véritable cession du bail que M. Blondet tenait de la commune.

De par ce contrat, l'exploitation de la carrière ne se fera plus dorénavant par M. Blondet, mais se fera par la concessionnaire de M. Blondet, la Société anonyme la Majolique.

De par le projet de contrat consenti par M. Blondet à la Majolique, un tiers est substitué à M. Blondet dans le droit d'exploiter la carrière et ce, au mépris de la volonté de la commune et au mépris du texte de l'article 4 du bail du 7 X^{bre} 1896 et de l'article 6 du bail du 28 9^{bre} 1898, articles conçus dans les mêmes termes.

Par son contrat, M. Blondet vend à la Majolique le droit de jouissance de la carrière qu'il tient de ses baux avec la commune et il réalise cette vente en violant les articles 4 et 6 des baux primitifs.

Et faisons remarquer que cette vente est désastreuse pour la commune, elle doit entraîner, si elle est maintenue, la perte de la chose louée, sans compensation pour les finances communales.

Le bail interprété comme le fait M. Blondet constituerait à son profit la vente de la carrière louée ; si M. Blondet a le droit de réaliser le contrat qu'il a fait avec la Majolique, il fera disparaître à son profit moyennant de grosses redevances qu'il mettra en poche et moyennant une redevance très minime qu'il paiera à la commune la chose louée.

Le contrat Blondet Majolique est en effet destructif de la chose cédée, et à la fin de l'exploitation de la Majolique, la commune serait privée de son capital carrière tout en n'ayant touché qu'une bien faible redevance, ces qui est absolument contraire aux intentions des parties, lors de la signature de bail de la commune à BLondet.

Le fait est que M. Blondet demeure engagé vis-à-vis de la commune n'empêche pas la cession défendue, prohibée par le bail, d'exister.

Dans toute sous-location défendue ou autorisée, le locataire principal demeure tenu vis-à-vis du propriétaire, ce qui n'empêche pas qu'en cas de sous-location, la chose du propriétaire n'est plus aux mains de celui à qui le propriétaire a voulu la confier, mais aux mains d'un tiers; ce que dans l'espèce, la commune propriétaire a défendu, défense qui a été acceptée par le locataire (articles 4 et 6 des baux

Si le contrat Blondet-Majolique était maintenu, Blondet ne peut plus exploiter; ce droit, il l'a cédé à la Majolique. Comment M. Blondet peut-il soutenir n'avoir pas contrevenu aux articles 4 et 6 de ses contrats.

2° M. Blondet affirme avoir agi avec l'assentiment de la commune.

Le contrat fait la loi des parties. Blondet produit-il l'autorisation

p. 120.

écrite de la commune de sous-louer ?

non, dès lors il n'a pas l'autorisation voulue pour la convention qu'il a signée, et il n'est pas dans le vrai de son affirmation.

Les parties, en rédigeant leur convention, ont voulu les discussions, les enquêtes, les malentendus, les procès; pour céder le bail, il faut, ont-ils dit, l'autorisation écrite du bailleur; Blondet, qui a accepté et signé cette convention, ne produit pas d'autorisation écrite, et au surplus, la commune nie énergiquement les faits tels que les articule M. Blondet.

Replaçons-les en quelques mots sous leur vrai jour; les administrateurs communaux n'ont jamais approuvé ni expressément ni tacitement l'acte posé par M. Blondet. Si les autorités communales l'avaient approuvé, était-il rien de plus simple que de faire approuver cet acte par écrit.

M. Blondet a eu à différentes reprises des entrevues avec des administrateurs de la Majolique ou avec M. Parentani. M. le bourgmestre a assisté à certaines d'entre elles; M. Blondet eut toujours soin de ne pas dévoiler la valeur industrielle de la Roche, non plus que ses projet de vendre la carrière à la Majolique et comment pourrait-on dire que M. Blondet faisait le bonheur de la commune en lui donnant 245 francs par année.

Et les habitants de la commune qui, à un moment donné, ont pu pétitionner pour M. Blondet, ignoraient ses intentions soigneusement cachées, intentions spoliatrices au détriment de la commune.

Il est clair que la commune qui refuse, moyennant une redevance ridicule, d'aliéner sa carrière, peut y consentir, avec autorisation des activités supérieures, moyennant une redevance qui représente par son importance un prix de vente... mais à condition de toucher elle-même ce prix de vente et on ne peut lui reprocher de faire avec la Majolique ce qu'elle défend à M. Blondet de faire lui-même.

3° M. Blondet affirme que le vote du Conseil a été irrégulier.

Il devrait l'établir. Ce n'est pas vrai. L'ordre du jour portait décision à prendre au sujet de la location de la Roche du Piroy. C'était suffisant; on ne pouvait ni ne pouvait indiquer d'avance la décision qui serait prise. Quant à l'obligation relative au vote du conseiller Moreaux, elle est ridiculement fausse. M. le conseiller Moreau le déclare formellement #aisni que tous les autres conseillers approuvé et le procès-verbal de cette séance [...] la séance suivante a été approuvé par tous les membres du Conseil, ce qui n'aurait pu avoir lieu si le vote de M. Moreau n'avait pas lui été relaté.

Dans sa réponse à M. Blondet, la Majolique dit ceci: «La Majoli-

p. 121.

que accueille donc la proposition de la commune de Malonne etc ;

nous protestons : c'est la Majolique qui nous fait des offres que nous acceptons, sous réserves de l'approbation de l'autorité supérieure.

Dans une réponse à la Majolique, M. Blondet termine en disant que la commune et la Majolique s'enrichiront d'un bien mal acquis ; c'est d'ailleurs en accusant la commune d'injustice que M. Blonde termine son recours à votre collège. Cette péroraison est chaleureuse mais manque de vérité.

Comment ! nous possédons une carrière qui est presque unique en Belgique. M. Blondet nous offre 245 francs, en abusant d'une ignorance bien pardonnable à nous, conseillers dévoués aux intérêts de la commune, mais peu au courant des découvertes nouvelles ; puis au mépris des conventions signées par lui, il vend notre propriété ; il marche à [...] sur les conditions du bail, et parce que nous usons du droit que nous donne la non observance des clauses (not) acceptée par notre locataire, il crie à l'injustice ! Allons donc ! mais devrions-nous nous contenter de nous ainsi laisser prendre par un os qu'on nous jette à ronger une véritable fortune par nos administrés ; nous usons des moyens qui nous sont donnés par nos conventions pour retrouver ce dont nous avons été dépouillés par un excès de silence de la part de M. Blondet, qui était peut-être très ingénieux.

La question pour nous est une question de droit, de justice, de loyauté ; nos intérêts sont en jeu, nous exigeons le respect de (la chose jugée) conventions faites entre la commune et M. Blondet, nous espérons, Messieurs, que, reconnaissant que la loyauté et le droit sont pour nous, que nous ne sommes complices que d'une chose, les intérêts de la commune, vous ratifierez notre décision du 10 février 1899, convaincus que ne faites qu'approuver non seulement ce qui était le droit de la commune, mais son devoir tout entier.

Décide par 4 voix contre 2 abstentions :

La réponse susvisée sera adressée à la Députation en réponse au recours de M. Blondet, adressé à ce collège concernant la résiliation des baux de la Roche du Piroy.

Se sont abstenus, M. Minjeot et Malherbe.

Ils ont motivé leur abstention comme suit :

Le premier s'est abstenu pour la raison qu'il a voté contre la résiliation dans la séance du 10 février, et le second pour la raison qu'il n'assistait pas à cette dernière séance du 10 février dernier.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que, par délibération du 10 février 1899, la commune a résilié les baux du 7 X^{bre} 1896 et du 28 9^{bre} 1898 contenant location de la Roche du Piroy à M. Blondet, pour cause de s/location non autorisée,

p. 122.

Attendu que M. Blondet assigne de ce chef la commune en paiement d'une somme de 300000 francs à titre de dommages intérêts ;

Considérant qu'il y a lieu de se défendre contre cette action en justice ;

Décide par 4 voix contre deux abstentions :

Le Collège échevinal est chargé de défendre la commune en justice contre l'action intentée.

Nomme l'avocat Huart pour défendre ses intérêts.

Se sont abstenus MM. Minjeot et Malherbe. Ils justifient leurs abstentions, le 1^{er} par la raison qu'il n'a pas voté la résiliation et le second par la raison qu'il n'était pas présent à la séance du 10 février 1899.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal du 17 Mai 1899, passé devant le Collège échevinal et contenant adjudication des pierres pour l'entretien de la voirie de l'année 1899, au montant de 2815 francs ;

Attendu que les adjudicataires nous paraissent offrir les garanties nécessaires pour la bonne exécution de la besogne et que les chemins auxquels les pierres sont destinées ont besoin de réparations ;

Attendu que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance de la besogne,

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer d'arrond^t honoraire.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par la dame Devignon-Chapelle, Hubert, la veuve, pour journées occupées chez Alexis Preud'homme pendant la maladie de sa femme et se montant à 30 francs.

Cette note est approuvée et sera payée à l'intéressée.

Le Conseil se constitue ensuite en comité et prend connaissance des demandes de pensions ou d'augmentation de pensions qui lui sont adressées.

Après examen de la situation des réclamants, il est décidé

1° Que la pension du sieur Dieudonné Petit, est portée à 7.50 à partir du 1^{er} juin 1899.

2° Que la pension de 15 antérieurement payée au sieur Jⁿ B^{te} Gillain est rétablie à partir du 1^{er} Mai 1899.

3° Qu'une pension de 30 francs est accordée à l'épouse Sautois pendant sa maladie et à partir du 1^{er} Mai 1899.

4° Que la pension de la veuve Marchal, Victor, sera portée à 25 francs pour le mois de juin 1899 et sera remise à 10 francs les

p. 123.

mois suivants. Il sera fait des démarches pour placer cet indigente à l'hospice des petites-Sœurs des Pauvres.

5° Qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les demandes de pension présentées par le sieurs Hubert Devignon et Alexis Preud'homme.

Il sera donné avis de ces décisions aux intéressés.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 2 Juin 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle M. le docteur Riffart prie l'administration communale de bien vouloir

1°) Exposer en vente publique les parcelles de bois communal situées au lieu dit « Tienne de Mon Chapelle », reprises au cadastre sous la section A n° 395, 392 et partie 394°.

2°) Décider la suppression d'une partie du chemin n° 107 qui traverse la susdite propriété depuis le terrain de la veuve Louis Malherbe jusqu'à la rencontre du sentier n° ... et la suppression dudit sentier n° ...

Considérant que rien ne s'oppose à ce que la demande susdite soit approuvée,

Décide :

Il sera ouvert une enquête de commodo et incommodo sur le projet de vente du susdit bien et sur la suppression d'une partie du chemin N° ... et du sentier N° ...

Il sera également procédé à l'expertise desdits biens.

MM. Schayès et Lessire, Jacques sont chargés de faire l'expertise dont il s'agit.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 124.

Séance du 30 Juin 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, échevin, Joseph Renier, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les actes de location avenus le 19 juin dernier par devant le Collège échevinal, l'un contenant location du herdal de Beauce, pour le prix de 68 francs ; l'autre contenant location du 8^e et du 43^e lot de l'adjudication du 26 mars, résiliés par les locataires, et ce pour le prix de 28 francs ;

Considérant que les locataires présentent les garanties désirables sous le rapport du paiement de leurs fermages et que le prix de rendage, bien que considérablement diminué, en ce qui concerne le second bail, peut encore être considéré comme suffisamment rémunérateur,

Décide :s

Les actes de location susdits sont approuvés. Il seront adressés pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance du compte du Bureau de bienfaisance pour l'exercice 1898, et, après examen, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été réglé par l'établissement intéressé le 12 juin dernier comme suit :

En recettes générales à la somme de 1578-52 et en dépenses à celle de 1158 frs 38.

Ledit compte avec les pièces y annexées, sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Julien Massaux réclame contre son imposition d'un troisième cheval au rôle de voirie de 1899.

Considérant en effet que le réclamant ne possède que deux chevaux, et qu'en conséquence il y a lieu de rayer le troisième ;

Le Conseil décide que l'imposition du susdit Massaux sera réduite de 5 francs.

Il lui sera donné avis de cette décision ainsi qu'au Receveur communal.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle l'épouse Pierre Cavalier informe l'administration que sa même (sic !) âgée de 85 ans, impotente et sans ressources, se trouve à sa charge, renvoi approuvé. et par laquelle elle prie qu'il soit venu en aide à cette indigen-

p. 125.

Considérant que cette vieille personne ne possède pas de ressources et que ses enfants ne possèdent pas eux-mêmes les moyens de la secourir efficacement ;

Considérant que cette indigente a son domicile de secours à Auvélais du chef d'une résidence de plus de 15 années ;

Le Conseil décide qu'une pension de 15 francs lui sera payée à partir du 1^{er} juillet 1899.

Il sera donné avis de cette décision à Auvélais et les sommes avancées lui seront réclamées à la fin de chaque trimestre.

Le Conseil prend ensuite connaissance

1° D'une note de 6 francs 12 centimes pour fourniture de piquets pour le marquage des fosses du cimetière et présentée par Joseph Bouly.

2° D'une note présentée par le même pour déplacement et remplacement d'un chassis à la maison du garde-champêtre Wazée, au montant de 70 centimes.

3° D'une note de 9 francs présentée par le même pour fourniture d'un cercueil pour Prosper Lefèvre.

Après examen ces notes sont approuvées.

Elles seront payées aux intéressés.

Il ajourne ensuite une note du sieur Arnould Modestus et une autre note du sieur Jean Delahaut , pour fourniture de pierres faites pour la fosse Fond du Ry à la Basse Fontaine. Cet ajournement est décidé pour la raison que les prix des notes ne sont pas indiqués.

Il ajourne également des notes présentées par les sieurs Chabart et Alexandre Lesse pour fourniture et transport de [...] pour la Roche du Piroy. Cet ajournement est décidé parce qu'avant de les payer il y a lieu de savoir à qui incombe le payement, la commune n'ayant rien commandé.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu qu'une concession a été accordée à la dame veuve Joseph Baily dans le cimetière de Malonne par acte passé le 12 juin 1899 ;

Attendu que par suite d'erreur dans le mesurage, celui-ci a été calculé à 4 m. 98 d. au lieu de 4 m. 82 dé. Qu'il contient en réalité ;

Considérant que par suite de cette erreur, la dame Baily a payé en trop une somme de 8 francs, dont 6 frs 40 à la commune et 1 f. 60 au Bureau de Bienfaisance ;

Considérant qu'il y a lieu de restituer cette somme ;

Décide :

La somme de 8 francs susdite sera remboursée à la veuve Baily ; les 4/5 par la commune et le 1/5 restant par le Bureau de Bienfaisance.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un projet de vente d'une partie de terrain et de suppression de sentier au lieu dit Tienne de Mon Chapelle.

Considérant que le prix d'expertise n'est porté qu'à 25 francs l'are ;

p. 126.

ce qui porterait le prix de vente à 2487 frs 25 centimes, ce qui à raison de 3% donnerait un revenu annuel de 74 fr 61, alors que le prix de location de ce bien est de 115 par année ;

Considérant dès lors que la commune ne peut vendre à ce prix ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'ajourner le projet de vente susdit.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que le chemin N° 6 au lieudit le Petit Bois le long de la propriété du sieur Louis Samson s'est élargi sur toute la longueur de ladite propriété au moyen d'une emprise de terrain de 38 m.c. 66 d.c.

Considérant que le chemin à cet endroit est très étroit et qu'il y a lieu de conserver l'emprise du sieur Samson pour laisser au chemin sa largeur actuelle ;

Considérant que le sieur Samson réclame une somme de 58 francs pour prix de cette emprise, soit 1 fr 50 par mètre carré,

Décide :

La somme de 58 francs susdite sera payée au susdit Samson.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Ministre des finances du 7 avril 1899, nous transmise le 11 du même mois par M. l'Inspecteur des eaux et forêts à Namur et relative aux cantonnements des droits usagers de la Vecquée ;

Considérant que le Gouvernement est décidé à éteindre les droits usagers qui gèrent cette forêts ;

Considérant que, pour éviter l'action de la Justice il y a lieu d'arriver à une entente amiable ;

Revu notre délibération du 12 Mai 1899, concernant cette entente,

Décide :

L'Etat belge sera prié d'accorder à la commune de Malonne, en échange des droits usagers de la Vecquée, un capital d'une importance telle qu'il rapporte à la commune une rente annuelle de mille francs calculée au taux de trois pour cents l'an.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. l'Inspecteur des Eaux et Forêts à Namur.

Le Conseil se forme en comité secret et, après examen de la situation de la veuve Marchal, Victor, décide que la pension dont elle jouira à partir du 1^{er} juillet prochain est portée à 15 francs par mois.

Il lui sera donné avis de cette décision.

La séance étant redevenue publique, M. le Président donne connaissance à l'assemblée de la nécessité qu'il y a d'établir un petit réservoir au lieudit le Petit Ry, afin de procurer, en temps de sécheresse de l'eau aux habitants des Tiennes et du Richir ;
Après divers pourparlers, il est décidé que le réservoir dont il s'agit

p. 127.

sera exécuté sans avoir recours à l'adjudication.

Le Collège est chargé de l'exécution de ce travail.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la carrière dite Roche du Piroy a été résiliée au sieur G. Blondet et qu'il y a lieu de la remettre en adjudication ;

Considérant qu'il y a lieu de rédiger les conditions du cahier des charges auquel cette adjudication sera faite ;

Arrête :

La carrière du Piroy sera mise en adjudication publique sous les clauses et conditions suivantes :

Article I^e Le bail sera consenti pour un terme de vingt-six années qui prendront cours à partir de l'approbation de l'adjudication par la Députation permanente et sans résiliation de la part du preneur ni de la part de la commune bailleuse ; la reconduction tacite ne pourra avoir lieu.

Article II Les frais à résulter de la présente adjudication , timbres et enregistrement sont supportés par l'adjudicataire et payables dans les dix jours de la signification de l'approbation du bail par la Députation permanente.

Article III. L'adjudicataire ne pourra, sans l'autorisation écrite du Conseil communal, ni céder ni sous-louer, en tout ou en partie, la carrière objet du présent bail.

Article IV. Il prendra la carrière dans l'état où elle se trouve et sans garantie de mesure ; le plus ou le moins indiquée restera à son profit ou à sa perte ; la contenance de ladite carrière est d'environ 85 ares 80 centiares.

Article V. En cas de non-paiement aux époques fixées ou de non accomplissement d'une ou de plusieurs autres conditions du bail, la commune aura le droit de résilier le bail et de réclamer des dommages et intérêts. Cette résiliation aura lieu sur une simple résolution du Conseil communal notifiée par le ministère d'un huissier. Le preneur pourra, dans les dix jours de la signification, se pourvoir contre cette décision par devant la députation du Conseil provincial.

Article VI. Le preneur restera responsable envers les tiers des dommages ou dégâts que l'exploitation de la carrière pourrait occasionner soit aux personnes, soit aux propriétés, et la commune ne pourra jamais être inquiétée de ce chef ;

Article VII. Le preneur devra payer à la commune une somme de deux cent cinquante francs par kilomètre de chemin qui serviront au transport des pierres, et dans le cas où cette somme serait reconnue insuffisante pour l'entretien des chemins employés, la commune aura le droit de lui imposer une taxe spéciale comme il est indiqué par l'article 23 de la loi du 6 août 1841 ;

Article VIII. Le preneur devra laisser un passage pour piétons, charrettes et autres véhicules quelconques, le long de la carrière louée et du côté du Nord. Il devra également laisser un même passage depuis le chemin près de la maison Alaf

p. 128.

pour aboutir à la propriété du sieur...

Article IX l'adjudicataire devra dans les six mois qui suivent l'approbation du bail par la députation permanente avoir construit une usine d'une force de 100 chevaux au moins pour la fabrication des produits où la pierre du Piroy sera employée comme matière première. Cette usine devra être établie sur le territoire de Malonne à un endroit à son choix, ~~mais situé à partir de la prairie par de la station du port jusqu'au lieudit Chantraine.)~~

Article X L'adjudicataire devra, avant le jour fixé par l'adjudicateur prendre l'engagement par écrit de payer tous les frais qui pourront résulter du procès intenté à la commune par M. Blondet ou à

intenter à M. Blondet, par la commune au sujet de la carrière du Piroy, et de payer en outre tous les dommages et intérêts auxquels la commune pourrait être condamnée à payer à M. Blondet du chef dudit procès.

Article XI Les enchères auront lieu sur la mise prix fixée comme suit :

A quatre francs par tonnes de pierres extraites à partir de l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre 1915.

A deux francs cinquante centimes par tonne de pierres à partir du 1^{er} janvier 1916 jusqu'à la fin du bail.

Article XII quel que soit le nombre de tonnes extraites, le locataire doit payer à la commune une redevance minimum annuelle de douze mille francs, à partir de l'entrée en jouissance jusqu'au 31 X^{bre} 1905 ; de 10.000 francs à partir du 1^{er} janvier 1906 jusqu'au 31 X^{bre} 1915 et de 8.000 francs à partir du 1^{er} janvier 1906 jusqu'à la fin du présent bail ;

Article XIII Le paiement de la redevance minimum annuelle aura lieu par anticipation, c'est-à-dire que le premier paiement aura lieu dans le mois de l'entrée en jouissance, le second le premier mois de la seconde année du bail et ainsi de suite jusqu'à la fin dudit bail.

Article XIV le paiement de la somme dépassant le montant du minimum annuel et provenant des pierres extraites au-delà de la quantité nécessaire pour arriver au minimum, aura lieu à la fin de chaque année # exploitation du bail approuvé et sera réglé par le marquage de l'employé que la commune se réserve le droit de placer sur la carrière pour opérer le contrôle des pierres extraites. Ce règlement pourra cependant se faire de toute autre manière si la commune le croit convenable.

Article XV Le paiement de la somme fixée pour l'entretien des chemins sera également payé à la fin de chaque année d'exploitation du bail.

Article XVI Tous les paiements auront lieu entre les mains et au domicile du Receveur communal en bon argent coursable en Belgique.

Article XVII Le contrat de location cessera ses effets de plein droit avant le terme (fixé) qui lui a été assigné s'il était constaté par la Direction des mines de la province de Namur que la carrière ne contient plus de pierres propres à servir de matières premières à la confection de produits céramiques.

p. 129.

Article XVIII Seront seuls admis à surenchérir ceux qui seront porteurs d'un titre constatant dans une banque de Namur un dépôt régulier de 5000 francs en garantie de l'exécution de leurs engagements.

Article XIX L'adjudicataire, s'il en est requis, devra fournir une caution solvable pour l'assurance du paiement et de l'accomplissement d'autres charges résultant de l'adjudication.

Cette caution sera discutée et acceptée par le Receveur communal, s'il est présent ; en cas d'absence du receveur ou en cas de contestation, il sera statué sur la caution pour le Collège échevinal. Elle sera solidairement et principalement obligée avec l'adjudicataire et, par le seul fait de son cautionnement, elle est censée avoir renoncé à tout bénéfice de droit qu'elle aurait pu réclamer et nommément à celui de [...].

Article XX L'adjudication ne sera définitive qu'après avoir été homologuée par le Conseil communal et approuvée par la Députation permanente.

~~(Article XXI Les habitants de la commune auront le droit d'extraire ou de faire extraire les pierres qui pourraient leur être nécessaire pour leurs bâtises. Ces pierres devront être enlevées dans le mois de leur extraction. Elles ne pourront être extraites dans le siège d'extraction occupés par le locataire pour autant que cette extraction ne soit pas possible ailleurs.~~

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation.

Le Conseil s'étant ensuite constitué en comité secret, décide que la pension mensuelle payée à la veuve Marchal restera fixée à 15 francs.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 5 juillet 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, échevin, J. Malherbe, M. Massaux, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'aliénation d'une partie du terrain communal au lieudit « Tienne Mon Chapelle », repris du cadastre sous le numéro A 395, 392° et partie de 394° et mesurant ensemble 99 ares, 33 centiares

Vu les plans des dites parcelles

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été faite contre ledit projet

p. 130.

Vu le procès-verbal d'expertise portant l'évaluation du bien à 25 francs l'are, soit en totalité 2.488 francs 25 centimes

Considérant que cette expertise, à notre avis, ne représente pas la valeur du bien à aliéner

Décide :

La députation permanente est priée de nous autoriser à vendre par adjudication publique le bien dont il s'agit, mais à un prix qui ne sera pas inférieur à 38 francs 07 centimes l'are

Il sera laissé une bande de terrain sans être vendue, sur toute la longueur du bien à vendre à l'Est et au Nord, pour y établir un chemin qui remplacera le chemin n° 107 traversant ledit terrain, chemin dont le déplacement est projeté parce que commence la partie prenant au terrain de la veuve Malherbe

Cette bande de terrain aura 2 mètres de largeur.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente avec les pièces et plans à l'appui et par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de déplacement du sentier n° 107 et d'une partie du chemin du même numéro ;

Considérant que ce passage pourrait être, à notre avis, reporté en haut de la propriété communale ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer cantonal pour le prier de dessiner le plan relatif à ce projet et, aussitôt les plans dressés, il sera procédé à une enquête de commodo et incommodo sur le projet de déplacement dont il s'agit.

Le Conseil, s'étant formé en comité secret, décide qu'une pension mensuelle de 15 francs sera payée au sieur Benoît Santois et ce pendant les mois de juillet et août. Renvoi approuvé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 25 juillet 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Joseph Renier, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de la commission chargée d'organiser les réjouissances publiques qui auront lieu sur la place du Fond à l'occasion

p. 131.

de la kermesse du mois d'août prochain ; demande tendante à l'obtention d'un subside ;
attendu que cette commission ne possède pas les fonds nécessaires pour parer aux dépenses que nécessitent ces réjouissances et qu'il y a lieu de lui venir en aide,

Décide :

Un subside de 75 francs est alloué à la commission des fêtes du Fond pour les aider à l'organisation des réjouissances à l'occasion de la kermesse.

Un crédit spécial sera sollicité de la députation permanente. Ce crédit sera prélevé sur l'excédent des recettes figurant au budget de 1899.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse pour le 2^{ème} trimestre de l'année 1899 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 24 juillet 1899 était de 8527 francs 18 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification. Il sera déposé aux archives communales et une copie sera adressée à M. le Commissaire de l'arrondissement, et une autre copie remise au receveur de la commune.

Le Conseil, après avoir entendu les explications de M. Demeuse, décide que les prix à distribuer aux élèves à l'occasion des vacances prochaines seront achetées par les instituteurs MM. Patigny et Demeuse, M. Renier étant en congé pour cause de maladie n'ayant pu intervenir dans cette affaire.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte communal pour l'exercice 1898 ;

Vu le titre I^{er} chapitre I^o des recettes générales ; le titre IX, chapitre I^{er} et chapitre II^o des recettes pour la voirie,

Considérant que la somme de 1.05 reprise au N^o3 du titre 1^{er}, chapitre I^{er} est le résultat d'une erreur, comme somme portée en trop à l'état du receveur de l'enregistrement, et que les individus repris au titre IX sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances, et que, malgré les avis réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui pour la plupart sont irrécouvrables ;

Il y a lieu de faire disparaître # les redevances – approuvées – portées : 1^o au titre I^o chapitre I^o, N^o 3 ; ° au titre IX, chapitre 1^{er}, N^o 20, 26, 29, 30, 31, 43, 46, 48, 49, 50, 51, 58, 76, 82, 90, 91, 94 et 95 ;

Chapitre II, N^{os} 29, 93, 99, 100 et 103 ; lesquelles redevances sont renseignées au compte par une croix placée en regard du nom de chaque retardataire à rayer.

Ledit compte est ensuite approuvé comme suit :

1^o En recettes générales à la somme de 29484 frs 21 centimes

2^o En dépenses de même nature à la somme de 17981 frs 89 centimes

p. 132.

3^o En recettes pour la comptabilité des capitaux à 718 frs 09 centimes ;

4^o En recettes pour le service de l'enseignement à 5792 frs 52 centimes ;

5^o En dépenses de même nature à la somme de 5279 frs 09 centimes

6^o En recettes pour le service des écoles gardiennes à 640 frs ;

7^o En dépenses de même espèce à la même somme ;

8^o En recettes pour le service de la voirie à 6885 francs 65 centimes ;

9^o En dépenses pour le même service à 4589 francs 90 centimes

Le compte susdit avec toutes les pièces y annexées sera adressé à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement de Namur.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance d'une lettre par laquelle M. Nicolas Dargent prie le Conseil de lui verser une somme mensuelle à titre de secours.

Considérant que le réclamant ne se trouve pas dans une situation telle qu'il doit être secouru par la caisse communale ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder le secours réclamé.

Il est également donné lecture d'une lettre par laquelle la nommée Caroline Hoppe demande que le Conseil charge quelqu'un pour la soigner chez elle, ses infirmités et son grand âge ne lui permettant plus de vaquer à ses besoins.

Après quelques pourparlers, il est décidé qu'il n'y a pas lieu de déférer à cette demande. Il sera fait des démarches pour placer cette indigente aux Petites Sœurs des Pauvres, si toutefois elle veut consentir à entrer dans cet établissement.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 1^{er} août 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Bailly, échevin, M. Massaux, Joseph Renier, Xavier Demierbe, Joseph Malherbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la commune se propose de vendre par adjudication publique une partie de terrain communal traversée par le sentier n° 107, au lieu dit Tienne Mon Chapelle,

p. 133.

Considérant qu'afin de donner une plus grande valeur à cette partie de terrain, il y a lieu de supprimer la partie du chemin n° 107 qui la traverse, et de remettre ce chemin tout le long du même terrain communal conformément au plan ci-joint.

Considérant que M. Lacroix consent à laisser établir gratuitement sur sa propriété le point C à l'extrémité Ouest une partie du chemin,

Vu le procès-verbal d'expertise,

Vu les plans des lieux,

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenu à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été faite concernant le déplacement projeté,

Considérant que le changement projeté ne présente aucun inconvénient pour la circulation publique, Décide :

La députation permanente est priée de nous autoriser à faire le changement dont il s'agit.

Les travaux à effectuer pour la suppression de la partie du chemin n° 107 et de son remplacement par le chemin à créer seront effectués par l'acquéreur du terrain dont la vente est projetée.

Expédition de la présente délibération sera adressée avec les pièces y annexées à la Députation permanente par l'entremise de M. le commissaire-voyer.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication publique contenant location de la carrière dite « Roche du Piroy » en date du 26 juillet dernier et advenu par le notaire Richard du Piroy (sic !).

Considérant que cette location est faite conformément au cahier des charges approuvé par le Conseil et par la députation permanente ;

Attendu que la Société anonyme « La Majolique », locataire de ladite carrière, nous paraît offrir les garanties désirables pour l'exécution des clauses et du paiement de la location ;

Décide :

Le bail contenant location de la carrière du Piroy est approuvé.

Il sera adressé pour approbation définitive à la Députation permanente du Conseil provincial.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. Kerremans, administrateur délégué de la Société anonyme La Majolique demande à ce qu'il lui soit accordé l'autorisation

nécessaire pour retirer les deux sommes de 5000 francs déposées à la banque centrale de Namur à titre de cautionnement en vue de convenir à l'adjudication de la roche du Piroy.

p. 134.

Après explication, il est décidé qu'il y a lieu d'autoriser la reprise de la somme de 5000 francs déposée par M. Alexandre Denuit, de la Hesdre, mais que l'autorisation de reprendre les 5000 francs déposés par la Majolique ne peut être accordée en ce moment. Cette autorisation ne pourra être donnée que lorsque cette Société aura versé dans la caisse communale la somme de 12000 francs, montant de la 1^{ère} année de location de la Roche du Piroy.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Isidore Poskin informe le Conseil qu'il a vendu son cheval sur la fin d'octobre 1898 et qu'en conséquence ce cheval ne pourra pas être imposé à la taxe de voirie 1899.

Considérant qu'il résulte des renseignements réclamés que le susdit Poskin a réellement vendu son cheval ;

Il est décidé que le réclamant sera exempté de la cotisation 1899. Ce cheval sera rayé du rôle s'il y est inscrit.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° Une note de 3 francs 30 centimes pour frais occasionnés par le sieur Mathieu Deton en allant rechercher à Moustier les instruments du Commissaire-voyer nécessaires pour faire les études au chemin de Babin.

2° Une note de 36 francs 90 centimes due au sieur Henri Lessire pour badigeonnage des écoles communales en 1899, y compris les fournitures.

3° Une note de 45 francs présentée par les sieurs Schayès et Lesire pour expertise du chemin n° 107 à détourner et d'une parcelle de terrain y adjoignant.

4° D'une note de 2 francs 40 centimes présentée par le sieur François Thibaut pour réparation de la pompe du rivage.

Ces notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Joseph Chapelle tendant à pouvoir supprimer le sentier N° ... qui traverse sa propriété au lieudit « Le Broctia ».

Considérant que ce sentier est d'une utilisation incontestable pour les habitants de l'endroit, et que ce serait les priver d'une aisance en le supprimant ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder la suppression du chemin dont il s'agit.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

M. le Président donne ensuite à l'assemblée connaissance à l'assemblée de l'état déplorable dans lequel se trouvent les écoles

P. 135.

communales et de la nécessité qu'il y a de les faire restaurer et de se procurer de nouveaux pupitres pour les enfants.

Après divers pourparlers entre les membres du Conseil au sujet de cette question, il est décidé qu'il y a lieu de charger un homme compétent pour dresser un devis et un cahier des charges concernant les travaux à exécuter.

M. Joseph Renier, employé à Malonne, est chargé de faire ce travail.

Il sera également pris des renseignements au sujet de l'acquisition des pupitres.

Le Conseil se forme ensuite en comité secret.

Il prend d'abord connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Gustave Marchal informe l'assemblée que sa mère est allée habiter Bruxelles et que la somme réclamée pour sa pension est de 25 francs.

Considérant que la commune paie une somme de 15 francs par mois pour cette indigente et qu'il est du devoir de ses enfants de faire également quelque chose pour leur mère et de payer eux-mêmes les 10 francs de surplus,

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'augmenter la pension de la veuve Marchal, pension qui reste ainsi fixée à 15 francs.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Ambroise Moreau tendante à ce que la commune intervienne dans les frais que nécessite l'opération chirurgicale qu'il se propose de faire faire à sa fille et qui, d'après lui, doit coûter environ 80 francs ;

Considérant que le sieur Moreau n'est pas indigent et que l'assister dans cette circonstance serait poser un précédent qui aurait certainement des suites compliquées,

Il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire à une prochaine séance.

Avis de ces deux dernières délibérations seront donnés aux intéressés.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 23 août 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

p. 136.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province en date du 13 juin 1892, relatives aux centimes additionnels à percevoir par les communes sur le principal des contributions foncières et personnelles et du droit de patentes pour faire face à leurs dépenses générales,

Vu l'article 76 de la loi communale,

Arrête :

Article 1^{er} : pour faire face aux dépenses générales, il sera perçu en 1900 le nombre de centimes ad^{els} indiqués ci-après, savoir :

Nombre de centimes	Contrib. financière	Contr. personnelle	Patente
1° Centimes déjà autorisés, non compris ceux qui figurent au rôle pour l'entretien des chemins vicinaux. 2° centimes nouveaux dont la per ^{ion} est demandée pour un terme d'une année à prendre cours à partir du 1 ^{er} janvier 18900 (sic !)	17	17	10
Total des centimes à percevoir en 1900 pour faire face aux dépenses générales	17	17	10

Article 2. Expédition de la présente délibération sera adressée en double à M. le Gouverneur de la province pour être soumise à approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que les ressources ordinaires de la commune sont insuffisantes pour pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux en 1900 ;

Que dès lors il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 14 de la loi du 10 avril 1841 :

Considérant que le produit des prestations prévues par cet article 14 atteindra le chiffre de 1486 francs 50 centimes ;

Vu le paragraphe de ce même article 14, N° 4, lequel permet de voter concurremment, avec les prestations natures, des centimes spéciaux qui doivent contribuer pour un tiers au moins dans la dépense totale, c'est-à-dire au minimum pour la moitié de la somme citée plus haut ;
Fixe à treize le nombre de centimes additionnels spéciaux) affecter aux chemins vicinaux en 1900.

p. 137.

Ces centimes seront calculés sur le principal de la contribution foncière et personnelle et du droit de patente.

Une expédition de la présente délibération sera adressée à l'autorité supérieure.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le ramonage des cheminées des maisons de la commune vient d'être effectué et qu'il y a lieu d'accorder une indemnité de 40 francs au ramoneur qui a effectué ce travail ;

Considérant qu'aucune allocation ne figure au budget 1899 pour solder cette besogne ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de demander un crédit spécial à la députation permanente, Décide :

Un crédit spécial de 40 francs est sollicité pour payer le ramonage des cheminées en 1899.

Ce crédit spécial sera prélevé sur l'excédant de recettes générales figurant au budget de l'exercice en cours.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 58 de la loi du 28 juin 1822 et le N° 19 de l'article 2^{bis} de la loi du 30 juillet 1881 sur la contribution personnelle ;

Considérant qu'aux termes de ces articles des lois précitées, il y a lieu de désigner dans le sein de l'administration communale deux membres pour faire partie de la commission chargée des experts et des contreexperts de la contribution personnelle et des répartitions des patentes pour l'année 1900 ;

Décide :

Les sieurs Joseph Baily et Maximilien Massaux sont désignés pour faire partie de la commission dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Receveur des Contributions à Floreffe.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle l'institutrice communale Madame Leclercq-Jacquet prie le Conseil d'apporter certains aménagements à son local, notamment en une construction de cuisine derrière ses bâtiments.

Après examen de la situation, il est décidé que la réclamation est adoptée.

Ces aménagements seront compris dans la restauration projetée du bâtiment d'école.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Mathieu Deton, tendante à ce qu'il lui soit acheté une

p. 138.

tenue d'ordonnance complète.

Cette demande est acceptée et la dépense à en résulter sera inscrite au budget de 1900.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance d'une demande des deux cantonniers communaux tendante à obtenir une augmentation de salaire.

Considérant que ces ouvriers ne gagnent que 650 francs par année, ce qui ne constitue pas une rémunération convenable pour le travail qu'ils sont appelés à faire ;

Il est décidé que le traitement de chacun des cantonniers est porté à 750 francs par année à partir du 1^{er} janvier 1900, soit une augmentation annuelle de 100 francs.

Le Conseil prend ensuite connaissance :

1° D'une demande du sieur Noël Hance, tendante à obtenir une augmentation de pension n ;

2° D'une demande analogue du sieur Jacques Alaf ;

3° Et d'une demande de pension du sieur Ephrem Lomba.

Après examen de la situation respective de chacun des réclamants , il est décidé que la pension du sieur Hance est portée à 15 francs par mois et celle du sieur Alaf à 20 francs. Une pension mensuelle de 5 francs est allouée au sieur Lomba.

Cette décision sortira ses effets à partir du 1^{er} 7^{bre} prochain.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Ambroise Moreau demande qu'il lui soit alloué une certaine somme pour l'aider à payer l'opération chirurgicale qui a été faite à sa fille et que sa situation ne lui permet pas de payer à lui seul.

Considérant que le sieur Moreau ne se trouve pas dans une situation telle que l'assistance publique doivent lui être accordé et que, du reste, la commune ne peut intervenir dans la circonstance actuelle sans poser un précédent qui entraînerait l'administration dans une voie déplorable,

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de faire droit à la lettre dont il s'agit.

Il est également décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande d'augmentation de pension présentée par le sieur Gaston Marchal en faveur de sa mère.

Ces diverses décisions seront portées à la connaissance des intéressés.

La séance redevient publique.

p. 139.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article de la loi du 20 7^{bre} 1884 (15 7^{bre} 1895) sur l'enseignement primaire ;

Considérant qu'une école gardienne serait d'une grande utilité à Malonne ;

Décide par cinq voix contre une :

Il est créé une école gardienne à Malonne. Elle sera ouverte à partir du 1^{er} janvier (1890) nous disons 1900.

Elle sera soumise au programme et au règlement adoptés par l'Etat en faveur des écoles gardiennes.

Il sera procédé à la nomination d'une institutrice dans une prochaine séance.

Ont voté pour MM. J. Minjeot, J. Baily, M. Massaux, X. Demierbe et A. Moreau. A voté contre Th. Chapelle.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 30 août 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Joseph Minjeot, échevins, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte en date de ce jour avvenu devant le notaire Richard de Namur et contenant vente par le Collège échevinal d'une parcelle de terrain communal sise au lieudit Tienne Mon Chapelle, aux sieurs Oscar Lacroix, de St-Gilles, et Jacques Marneffe de Malonne, pour le prix de 3546 francs 08 centimes ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver cet acte ;

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 140.

Séance du 20 7^{bre} 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1900 au montant de 1486 francs 50 centimes ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que les dites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail l'exécutent mal et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la commission compétente et demande que les prestations qui y sont imposées soient converties en argent payables en une fois du 1^{er} août au 1^{er} 8^{bre} 1900.

Expédition du rôle susdit avec la présente délibération sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un plan relatif à un projet d'aliénation d'un excédant de chemin situé au lieu dit le Fond de Malonne, joignant le chemin n°1 et la propriété du sieur Bonnet, mesurant 1 are 35 centiares.

Après examen, ce plan est approuvé. il sera soumis à une enquête de commodo et incommodo et M. Chapelle, bourgmestre, est chargé de remplir cette formalité.

MM. François (Rifflart) je dis Toisoul et Joseph Rifflart sont désignés pour faire l'évaluation de l'excédant dont il s'agit.

Le Conseil prend également connaissance d'un plan relatif à l'acquisition d'une partie de terrain située à Insevaux, [...] dans la cour des écoles, mesurant 75 centiares et appartenant au sieur Lambert Noulard.

Après examen, ledit plan est approuvé et il sera soumis à une enquête de commodo et incommodo. M. le bourgmestre est chargé de procéder à cette enquête et les susdits Rifflart et Toisoul sont chargés de procéder à l'évaluation.

p. 141.

Le Conseil prend ensuite connaissance des plans, devis et cahier des charges relatifs au projet d'amélioration du chemin partant du pensionnat et aboutissant à Buzet par Babin N^{os} 4 et 30 de l'atlas.

Après examen de toutes les pièces concernant ledit projet, il est décidé qu'il y a lieu de le soumettre à l'enquête de commodo et incommodo prescrite par la loi et de nommer deux

experts chargés de l'évaluation des emprises qui devront être incorporées dans le chemin à améliorer.

M. le Bourgmestre est chargé de remplir les formalités relatives à l'enquête de commodo et incommodo.

Messieurs Julien Massaux et Dieudonné Riffart sont chargés de l'évaluation des emprises mais sous la condition que leur travail ne s'élève pas à une somme supérieure à 30 francs.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un devis relatif à un projet de construction d'une citerne au lieu-dit le Cabaca au montant de 4977 francs 9 centimes et dressé par M. Loze, commissaire-voyer cantonal.

Considérant que ce devis est absolument trop élevé ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de l'approuver et qu'un autre devis sera dressé pour arriver à un chiffre qui ne sera que d'environ 2000 francs au maximum.

M. Joseph Dotraux, entrepreneur des travaux publics, est chargé de dresser ce devis.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. Ernest Lesire, Président de la commission des fêtes qui auront lieu sur la place publique du Malpas, lettre tendante à l'obtention d'un subside ;

Considérant qu'un subside de 75 francs a été accordé pour les fêtes qui ont eu lieu sur la place du Fond lors de la kermesse du mois d'août dernier et qu'il y a lieu d'accorder la même somme pour la fête qui aura lieu au Malpas à l'occasion de la fête d'octobre prochain,

Décide :

Une somme de 75 francs est allouée à titre de subside à la Commission des fêtes qui auront lieu sur la place du Malpas à l'occasion de la kermesse d'octobre.

Un crédit spécial de cet import sera sollicité de la Députation permanente pour payer cette dépense.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget de 1899.

Le conseil communal de Malonne,

p. 142.

Considérant que dans la séance du 23 août dernier il a été créé une classe gardienne pour les enfants de 3 à 6 ans, et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont jouira l'institutrice qui sera chargée de donner les cours ;

Décide :

Le traitement de l'institutrice à nommer à l'école gardienne de Malonne est fixé à 700 francs par année.

Ce traitement sera inscrit au budget de 1900.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition de deux parties de terrain mesurant ensemble 3 ares 11 centiares, appartenant à M. Arthur de Moriamé, situé dans l'île de Beauce, et devant servir d'emprise pour l'élargissement du chemin n° 3, de Beauce à la station de Flawinne ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition ne s'est présentée contre ledit projet ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de 311 francs, soit à raison de 10.000 francs l'hectare ;

Vu les plans des lieux dressés le 24 avril dernier par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Considérant que ces parties de terrains sont absolument nécessaires pour l'élargissement du chemin susdit,

Décide :

La Députation permanente sera priée de nous accorder l'autorisation nécessaire pour acheter le terrain dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la commune par acte du 30 août dernier, a vendu une partie de terrain communal aux sieurs Oscar Lacroix et Jacques Marneffe pour le prix de 3546 francs 08 centimes et qu'il y a lieu de placer cette somme pour lui faire rapporter des intérêts en compensation du prix de location produit par ces terrains ;

Considérant qu'une somme de 718 francs figure en recette au chapitre 6 du budget 1899 et qu'il y a lieu de prélever sur cette (comm) somme une somme suffisante pour pouvoir acheter un titre de la dette publique belge d'une valeur de 4000 francs,

Décide :

p. 143.

Il sera fait acquisition d'un titre belge de 4000 francs , qui sera payé au moyen de la somme de 3546 francs 08 centimes, provenant de la vente du terrain ci-dessus désigné et d'une autre somme prélevée sur l'excédant des recettes figurant au titre VI du budget de 1899.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du sieur Jules Schmidt, sollicitant l'autorisation de construire une maisonnette en planches sur le terrain communal dit «Clinchant ».

Considérant que ledit Schmidt se trouve dans l'impossibilité de trouver une demeure pour abriter sa famille ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée.

Cette autorisation ne lui donne aucun droit de propriété sur le bien communal et pourra toujours lui être retirée.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre en date du 14 septembre courant par laquelle M. Pierre Ladry, de Flawinne, entrepreneur des travaux d'amélioration du chemin de Beauce, prie l'administration communale de bien vouloir reculer le délai d'achèvement des travaux jusqu'à la date du 1^{er} 9^{bre} prochain.

Considérant que le sieur Ladry a dû fournir une grande quantité de pierres non prévues au cahier des charges et que ces fournitures ont demandé un certain temps en plus ;

Considérant cependant que la date du 1^{er} 9^{bre} 1899 est trop reculée ;

Le Conseil décide que les travaux devront être terminés pour le 20 8^{bre} prochain.

Il sera donné avis de cette décision au sieur Pierre Ladry.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle la jeunesse de Malonne sollicite un subside pour les fêtes qui auront lieu sur la place du Fond de Malonne à l'occasion du la kermesse du 15 8^{bre} prochain.

Considérant qu'un subside de 75 francs a été alloué pour les fêtes sur la place du Fond lors de la kermesse et qu'il ne peut être alloué de nouveau un second subside ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande dont il s'agit.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance des demandes de secours présentées par la veuve Joseph Riffart, Alexis Preudhomme et Benoît Sautois.

p. 144.

Les deux premières demandes sont ajournées à la prochaine séance, et la troisième accueillie et le sieur Sautois continuera à jouir de la pension lui allouée.

Avis de ces décisions sera donné aux intéressés.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 2 octobre 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Joseph Malherbe, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret et siégeant à huis-clos,

Vu la lettre en date du 28 septembre 1899 par laquelle M. Victor Renier donne sa démission d'instituteur en chef de l'école communale des garçons de cette commune ;

Considérant que M. Renier est en droit, du chef

De ses années de service et de son âge, de donner sa démission,

Décide :

La démission de M. Renier est acceptée.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Gouverneur de la province et avis sera donné à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 28 7^{bre} 1899 par laquelle M. Victor Renier # donne sa démission, renvoi approuve, instituteur en chef aux écoles communales des garçons de Malonne, démission acceptée dans la séance de ce jour ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Vu la demande adressée par M. Célestin-Louis Demeuse en obtention de cette place ;

Vu la copie du diplôme constatant que le postulant a subi les épreuves prescrites par la loi sur l'enseignement primaire ;

Vu les articles 66 et 84 de la loi du 30 Mars 1836 ;

Vu l'article de la loi sur l'enseignement primaire du 15 7^{bre} 1895 modifiant celle du 20 7^{bre} 1884 ;

p. 145.

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Célestin Louis Demeuse, né à Profondeville le 12 novembre 18 75¹⁰, actuellement sous-instituteur à Malonne, a obtenu l'unanimité des suffrages,

Nomme en conséquence le susdit sieur Demeuse instituteur en chef aux écoles communales de Malonne.

Son entrée en fonction est fixée au 3 8^{bre} 1899.

Expédition de la présente nomination sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

¹⁰ Le 3^{ème} chiffre ressemble à un i ou un 9, mais ni l'un ni l'autre ne conviennent

Considérant que dans la séance de ce jour, il a été procédé à la nomination de M. Demeuse en qualité d'instituteur en chef aux écoles communales des garçons et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef ;

Vu l'article 7^d de la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Décide le traitement de M. Demeuse, casuel compris est fixé à 1500 francs par année à partir de ce jour ;

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que dans la séance de ce jour il a été procédé à la nomination de M. Demeuse, sous-instituteur, comme instituteur en chef aux écoles des garçons de Malonne et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Vu la demande de M. Georges Patigny, actuellement instituteur intérimaire à l'école des garçons de Malonne, en obtention de la place vacante ;

Vu la copie du diplôme constatant que le postulant a subi les épreuves prescrites par la loi sur la matière ;

Vu les articles 66 et 84 de la loi du 30 Mars 1836 ;

Vu l'article de la loi sur l'enseignement primaire du 15 7^{bre} 1895 modifiant celle du 20 7^{bre} 1884 ;

Procède par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit. Il résulte du dépouillement des votes que le sieur Georges Patigny, né à ..., actuellement instituteur intérimaire à Malonne, a obtenu l'unanimité des suffrages, et est en conséquence nommé sous-instituteur aux écoles communales des garçons de Malonne.

Expédition de la présente nomination sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

p. 146.

Attendu que dans la séance de ce jour, il a été procédé à la nomination du sieur Georges Patigny en qualité de sous-instituteur aux écoles communales des garçons et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef ;

Vu l'article 7^d de la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Décide le traitement de M. Georges Patigny est fixé à 1100 francs par année à partir de ce jour ;

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est d'usage de procéder chaque année à l'approche de l'hiver à la révision de la liste des personnes qui reçoivent des secours sur la caisse communale ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu à procéder à ce travail,

Procède à la révision et de cette liste et après examen de la situation des indigents, arrête la liste des pensions comme suit :

1.	Beaupère, Gustave, l'épouse, location de sa maison	6.00
2.	Rasquin, François	8.00
3.	Marneffe, Thérèse, pension	15.00
4.	Marique, Max. J ^h , pension	10.00

5.	Delvigne, Jules, l'enfant,	pension	15.00
6.	Delvigne, Mathieu, l'enfant	"	10.00
7.	Paulus, l'enfant	"	5.00
8.	Paquet, l'enfant	"	10.00
9.	Defossé, Victor, la veuve	"	7.50
10.	Leclercq, Max., les enfants	"	30.00
11.	Servais, Jules, les enfants	"	7.50
12.	Beaufays, les enfants	"	7.50
13.	Pieters, les enfants	"	7.50
14.	Marchal, Joseph, les enfants	"	5.00
15.	Georges, l'épouse, les enfants	"	10.00
16.	François, Louis	"	15.00
17.	Paquet, Félix, la veuve	"	7.50
18.	Laurent, Alexandre, la V ^{ve}	"	10.00
19.	Leclercq, Augustin, la V ^{ve}	"	5.00
20.	Hoppe, Caroline	"	15.00
21.	Bodson, Nicolas, la veuve	"	7.50
22.	Marique, Max. la V ^e	"	7.50
23.	Scoufflaire, Victorien, la V ^e	"	10.00
24.	Renier, Augustin	"	10.00
25.	Demembre, Caroline	"	5.00

p. 147.

26.	Hancotte, Armand	pension	5.00
27.	Lesire, Barthélemy	"	5.00
28.	Jacques, Auguste	"	5.00
29.	Paquet, Louis	"	10.00
30.	Sacré, Maximilien la V ^e	"	7.50
31.	Hance, Noël	"	15.00
32.	Marneffe, Antonin, la veuve	"	7.50
33.	Lambot, Ephrem	"	5.00
34.	Marchal, Victor	"	15.00
35.	Beguïn, Désiré, la V ^e	"	15.00
36.	Servais, désiré, la V ^e	"	5.00
37.	Batardy, Nicolas, la V ^e	"	10.00

Les pensions ci-dessus prendront cours à partir du 1^{er} 8^{bre} courant.

Toutes les autres pensions sont rayées.

La pension payée à benoît Sautois est ajournée à une prochaine séance, le Conseil voulant être renseigné sur l'état de santé de sa fille et sur sa résidence actuelle.

La demande de pension de la veuve J^{le} Riffart est ajournée à la prochaine séance.

Ces affaires terminées, la séance devient publique et il est donné lecture d'une lettre par laquelle M. Renier, ex-instituteur à Malonne demande s'il peut disposer :

1° des $\frac{3}{4}$ de la somme portée au budget communal de 1899 pour frais de nettoyage des classes pendant le même exercice ;

2° des $\frac{3}{4}$ de la somme portée au même budget pour frais de chauffage des écoles de la même année ;

Statuant sur le premier cas,

Considérant que le sieur Renier a été chargé de l'entretien des écoles pendant les 3 premiers trimestres de l'année,

Il est décidé qu'il y a lieu de lui payer les $\frac{3}{4}$ de la somme.

Statuant sur le 2° cas,

Considérant que le sieur Renier n'a fourni le chauffage que pendant le 1^{er} 3^{tr}e 1899 et que le chauffage est voté pour 2 3^{tr}es.

Il est décidé qu'il y a lieu de payer la $\frac{1}{2}$ de la somme seulement.

Avis de cette décision sera donné à M. Renier.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 148.

Séance du 10 novembre 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, Joseph Renier, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné lecture d'une lettre de quelques habitants de Malonne protestant contre l'autorisation accordée au sieur Jules Schmidt, de construire une baraque en planches sur la propriété communale dit « Clinchant ».

Considérant que cette construction, où elle est placée, ne peut nuire en aucun cas à qui que ce soit ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de retirer l'autorisation accordée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 47 du code forestier,

Arrête, sous l'approbation de la députation permanente du conseil (communal) nous disons : provincial,

La totalité de la coupe de bois communal dit « Taille-des-Sarts » sera vendue par adjudication publique au profit de la caisse communale ;

Expédition de la présente délibération sera adressée en triple à la Députation permanente par l'entremise de M. le garde général du ressort.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget de la fabrique de l'église de Malonne et de celui de l'annexe du Curnoloo pour l'année 1900 ;

Après examen ces deux examens sont approuvés tels qu'ils ont été dressés par l'établissement intéressés.

Lesdits budgets seront adressés à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le Conseil passe ensuite à l'examen du budget du bureau de bienfaisance pour l'année 1900 et décide qu'il y a lieu de le régler de la manière indiquée par l'établissement intéressé.

Il sera adressé pour approbation à la députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentées par le bureau de bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement

p. 149.

de M. Auguste Chapelle, membre sortant au 31 décembre 1899.

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province en date du 20 novembre 1899 F. N° 654.145 ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 Mars 1836,

Arrête :

Le sieur Auguste Chapelle, cultivateur, ayant obtenu 6 suffrages sur 7 votants, est nommé membre du bureau de bienfaisance en remplacement de lui-même.

Expédition de la présente résolution, accompagnée par les présentations faites par le Bureau de bienfaisance et par le Collège échevinal, sera adressée en double à la Députation permanente du Conseil provincial.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de la dame veuve Gabriel Renier, meunière en cette commune, tendante à pouvoir obtenir l'autorisation un pont sur le ruisseau en face de sa maison de résidence au Fond de Malonne ;

Vu le plan du pont projeté ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite contre le projet ;

Vu l'article 31 du règlement général sur les cours d'eau ;

Considérant que rien ne s'oppose à la construction du pont dont il s'agit ;

Emet l'avis qu'il y a lieu (d'approuver) nous disons d'accorder l'autorisation demandée.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. Renier, ex-instituteur en cette commune, relative au partage de la somme inscrite au budget de 1899 pour chauffage des classes ;

Après examen de la question et après avoir revu la décision prise dans la dernière séance, il est décidé que la somme dont il s'agit sera payée dans la proportion de 4/7 à M. Renier et de 3/7 à M. Demeuse.

Il sera donné avis de cette décision à M. Renier.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 3° trimestre de l'année 1899 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 27 octobre dernier était de 9973 francs 34 centimes.

Ces procès-verbal est pris pour notification.

p. 150.

Il sera déposé aux archives de la commune et une copie en sera adressée à M. le Commissaire de l'arrondissement, et une autre copie sera remise à M. le Receveur communal.

Il est ensuite donné lecture de deux lettres par lesquelles le sieur Pierre Ladry, entrepreneur du chemin de Beauce, demande à l'administration s'il peut placer la partie du garde-corps manquant au chemin susdit et, dans l'affirmative, si elle consent à payer ce surplus au prix renseigné au devis.

Le Conseil, après examen de l'affaire, décide qu'il y a lieu d'autoriser l'entrepreneur à placer ladite partie de garde-corps, travail qui lui sera payé au prix du devis relatif aux travaux de l'entreprise.

Il sera donné avis de cette décision à l'entrepreneur.

Le conseil communal de Malonne,
Considérant que notre école d'adultes se compose de deux classes, l'une tenue par M. Renier, l'autre par M. Demeuse ;

Considérant que M. Renier est démissionnaire et que le nombre d'élèves qui fréquentent ces écoles n'est pas suffisant pour maintenir ces deux classes ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de supprimer une des deux classes ;

Décide

La classe de l'école d'adultes tenue par M. Renier est supprimée et la classe de M. Demeuse sera organisée de telle sorte qu'elle puisse recevoir les élèves de toutes les divisions.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Revu notre délibération en date du 1^{er} août dernier au sujet de la restauration des écoles communales et le renouvellement des pupitres qui garnissent les classes ;

Considérant qu'une personne de la commune avait été chargée de dresser les plans, devis et cahier de charges des travaux à exécuter, mais que cette personne n'a pas rempli les obligations qu'elle avait acceptées,

Considérant dès lors qu'il y a lieu de charger un architecte de l'exécution des documents nécessaires pour la réalisation du projet,

Décide :

Le Collège échevinal chargera un architecte à son choix

p. 151.

de dresser les plans, devis et cahier de charges de l'amélioration et de la restauration de nos écoles et de l'ameublement scolaire à remplacer celui existant.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre séance du 23 août 1899, il a été créé une classe gardienne à annexer aux écoles primaires communales ;

Considérant que l'ouverture de cette école est fixée au 1^{er} janvier 1900 et qu'en conséquence il est nécessaire de procéder à la nomination d'une institutrice pour la diriger,

Décide

La place d'institutrice gardienne sera annoncée dans les journaux, la Lutte et L'Ami de l'ordre, de Namur.

Le Collège échevinal est chargé de ces annonces.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 85 francs pour fourniture d'un costume au garde-champêtre, due aux sieurs Demeuse et Marée de Namur.

2° Une note de 11 francs 25 centimes pour fourniture de 9 mètres cubes de pierres pour le réservoir du Fond des Riz, due à Arnould.

3° Une note de 6 francs 87 centimes due au sieur Jean Delahaut, pour fourniture de 5 m 50 c. de pierres pour le réservoir du Fond des Riz.

4° Une note de 6 francs due au sieur Delvigne, docteur en médecine à Malonne, pour constatation de décès des sieurs Regnéry et Defossé, retirés à l'état de cadavre des eaux de la Sambre sur le territoire de Malonne.

5° Une note de 58 francs due au sieur Julien Chapelle pour travaux et réparation aux puits et fontaines en 1899.

6° Une note de 62 francs pour construction d'aqueducs au chemin de la Campagne et du Bransart, due au susdit Julien Chapelle.

7° Une note de 16 francs 18 centimes due au sieur François Thibaut, maréchal-ferrant, pour travaux de maréchallerie exécutés à l'église de Malonne en 1899.

8° Une note de 15 francs due au sieur Camille Jacquet pour quote-part de la commune dans l'acquisition d'une pompe placée pour le puits du Rivage.

9° Une note de ... frs ... centimes due au sieur Jean Chabart, pour livraison de pierres pour réparation des fontaines en 1899.

10° Une note de ... frs ... centimes due au susdit Chabart pour livraison de pierres pour construction d'aqueducs à la voirie.

11° Une note de 7 francs 50 centimes due au sieur E. Dombret

p. 152.

pour fourniture d'un képi pour le garde-champêtre.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil décide ensuite qu'il n'y a pas lieu de payer une note de 2 francs pour transport de bornes pour la Roche du Piroy et une autre note de 7 francs 50 centimes pour fourniture desdites bornes, la 1^{ère} due au sieur Lesire Alexandre, et la 2^e au sieur Chabart.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et prend connaissance des demandes de secours qui lui sont adressées.

Après examen, il est décidé :

Qu'une somme mensuelle de 15 francs est allouée au sieur Benoît Sautois.

Qu'une somme mensuelle de 1 francs est allouée à la veuve Julien Dotraux.

Que la pension de 15 francs payée à la nommée Hoppe Caroline est portée à 18 francs.

Que la pension de 7 francs 50 centimes payée à la nommée Marique, Maximilien, la veuve, est portée à 10 francs.

Que la pension de dix francs payée à la veuve Laurent, Alexandre, est portée à 15 francs.

Qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les demandes d'augmentation de pension réclamées par la fille Thérèse Marneffe et par les enfants Louis Paquet.

Et enfin qu'il y a lieu d'ajourner la demande de secours du sieur Louis Chapelle-Laurent.

Il sera donné avis de ces décisions aux intéressés.

La séance redevient publique.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition d'une partie de terrain mesurant 75 centiares, contigüe à la cour des écoles à Insevaux et appartenant à M. Lambert-Noulard, de Bruxelles (?), cadastrée 5^{ème} A N° 167^a (partie) ;

Vu le plan des lieux ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition ne s'est produite contre ce projet ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de 1 franc le mètre carré, soit 75 francs en totalité ;

Considérant que cette partie de terrain est nécessaire à la commune pour la cour des écoles communales ;

p. 153.

Décide :

La Députation permanente est priée de nous accorder l'autorisation d'acquérir la parcelle de terrain.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'aliénation d'une partie d'excédant de largeur de chemin mesurant 135 centiares, située au Fond de Malonne, entre la propriété du sieur Burnet et le chemin communal n° 1 ;

Vu le plan des lieux ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition ne s'est présentée contre l'aliénation projetée ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de soixante-quinze francs en totalité ;

Considérant que rien n'empêche la vente de cet excédant,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous autoriser à aliéner à dire d'expert l'excédant dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 15 de la loi électorale du 12 septembre 1899 et l'article 149 du code électoral ;

Considérant qu'aux termes de ces articles il y a lieu de fixer les montants des jetons de présence à payer aux Présidents et assesseurs et secrétaires des bureaux électoraux de l'élection communale du 15 octobre dernier ;

Décide :

Il sera payé une somme de 5 francs au président du bureau principal, et à chacun des assesseurs et secrétaire de ce bureau et une somme de 2 francs 50 centimes au Président et assesseurs et secrétaires du bureau secondaire.

Le Collège échevinal est chargé de mandater cette somme.

Le Conseil s'occupe ensuite de la formation du budget communal pour l'exercice 1900. Après examen des diverses sommes qui doivent y figurer, il est procédé au vote des articles et au vote des traitements des employés commune.

Le vote sur l'ensemble est ensuite remis à la prochaine séance.

Pendant le vote des traitements des employés, il est décidé que le traitement du garde-champêtre M. Warzée est portée à 750 francs

p. 154.

à partir du 1^{er} janvier 1900.

Les traitements susdits ont été votés en comité secret.

Le conseil communal de Malonne,

Après avoir pris connaissance d'une proposition de M. Blondet, tendant à abandonner le procès qu'il a intenté à la commune, moyennant le paiement d'une somme annuelle de 1500 francs jusqu'au 31 X^{bre} 1905 ;

Attendu que M. Blondet avait loué la Roche du Piroy à la commune mais, malgré la cause formelle qu'ayant cédé son bail à la Majolique, la commune a résilié ledit bail ;

Considérant que la commune a reloué ladite carrière pour le prix de 1200 francs pendant la 1^{ère} période, 1000 francs pour la 2^e et 800 francs pour la 3^e ;

Considérant que sans M. Blondet la valeur de la roche ne serait très probablement pas encore connue et que par suite, la commune ne réaliserait pas un pareil bénéfice ;

Considérant dans ces conditions que M. Blondet a bien mérité une récompense ;

Décide par 6 voix contre une abstention :

Une récompense annuelle de 1500 francs sera payée à M. BLondet pendant toute la période du bail de la Roche du Piroy, c'est-à-dire à partir de 4 avril 1899 jusqu'au 31 X^{bre} 1905.

Cette somme ne sera due à M. Blondet que pour autant que la commune sera en possession de la location de 12000 francs due annuellement par la Majolique ou toute autre société qui lui succéderait.

Le Collège échevinal est autorisé à passer la convention nécessaire avec M. Blondet, et sous les conditions qu'il [...] devra prendre pour les garanties de la commune.

L'acte à intervenir devra être approuvé par le Conseil et par la Députation permanente.

M. Minjeot, qui s'est abstenu, a motivé son abstention par les motifs que n'ayant pas voté la résiliation du bail, il n'a pas à intervenir dans cette affaire.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 11 X^{bre} 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien

p. 155.

Massaux, Joseph Renier, Xavier Demierbe, Auguste Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est d'abord donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Commissaire-voyer nous prie d'adjudger pour un terme de 3 ans les pierres nécessaires pour le rechargement des chemins ;

Considérant que ce mode d'adjudication n'est pas convenable par la raison qu'il est impossible de prévoir à l'avance la quantité de pierres qui seront nécessaires pour les rechargements à venir ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'adopter ce mode d'adjudication.

Avis de cette décision sera donné à M. Loze.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que M. Renier, Victor, a donné sa démission d'instituteur par lettre du 28 septembre dernier et qu'il demande sa pension de retraite ;

Considérant que la demande de pension susdite doit être soumise à l'avis de l'administration communale,

Décide :

Il est émis un avis favorable à ladite demande.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement de Namur.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Gouverneur nous demandait si nous maintenons le nombre d'ouvriers que nous avons renseignés comme faisant partie du Conseil des Prud'hommes ;

Considérant qu'il a été nommé un nombre de 30 ouvriers et que ce chiffre était exact à l'époque où il a été donné,

Le Conseil décide qu'il y a lieu de maintenir le chiffre renseigné.

Avis de cette décision sera donné à M. le Gouverneur en réponse à sa lettre.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Note de 14 francs due au sieur Joseph Renier pour transport de charbon pour l'indigent Alexis Prud'homme, un voyage par année depuis 1895, soit 5 voyages à 2.30.

2° Note de 5 francs due au sieur Renier pour fourniture de pétrole pour l'éclairage des écoles d'adultes en 1899.

3° Note de 93 francs pour (l'éclairage) nous disons : le nettoyage des

p. 156.

des classes de l'école des garçons en en 1899 du 1^{er} janvier au [...] 8^{bre} 1899.

4° Note de 64 francs due au sieur Théodule Remy pour fourniture de charbon pour les classes de l'école des garçons en 1899.

5° Note de 17 francs 15 centimes pour fourniture de chauffage pour les écoles d'adultes en 1899, due au même.

6° Note de 9 francs 51 centimes due au sieur Wesmael-Charlier pour fourniture de mobilier classique pour les classes de l'école des garçons en 1899.

7° Note de 123 francs 90 centimes pour restauration du logement de l'instituteur en 1899, due au sieur Henri Chapelle.

Ces notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note de 115 francs 70 centimes présentée par le sieur Wesmael-Charlier pour fournitures classiques du 1^{er} janvier au 1^{er} août 1899.

Cette note paraissant exagérée, il est décidé qu'il y a lieu de l'ajourner et qu'il sera fait une demande chez l'imprimeur pour s'assurer que les fournitures ont bien été faites.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Renier-Massart prie le Conseil de porter à 10 francs la somme à lui payer comme jeton de présence en qualité de président du 1^{er} bureau électoral de l'élection communale du 15 octobre 1899.

Considérant que la besogne du président est de beaucoup plus importante que les membres du bureau ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de porter à 10 francs le jeton de présence à lui payer.

Cette somme sera payée à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de création d'un cimetière à la Gueule du Loup, commune de Malonne, projet émanant de l'administration communale de Namur ;

Vu le plan du cimetière projeté ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été faite contre le projet ;

Considérant que l'établissement du susdit cimetière ne peut aucunement nuire aux habitants de la commune,

Décide :

Il est émis un avis favorable à la création du cimetière dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération avec les pièces y annexées sera adressée (à la Députation permanente pour) nous

p. 157.

disons au Conseil communal de Namur.

Le Conseil s'occupe ensuite du projet de construction d'une citerne au lieudit le Cabaca et, après examen du devis de ces travaux, décide qu'il y a lieu d'y adjoindre un cahier des charges qui sera approuvé par la Conseil avant de mettre les travaux en adjudication.

Le Conseil prend ensuite connaissance du contrat intervenu ce jour entre le Collège échevinal, agissant en vertu de l'autorisation lui accordée par notre délibération du 10 9^{bre} dernier, et M. Blondet, industriel à Ougrée, contrat accordant à ce dernier une récompense annuelle de 1500 francs par année à partir du 4 août 1899 jusqu'au 31 décembre 1905, et ce à titre d'ancien locataire de la roche du Piroy, comme ayant fait connaître la grande valeur de cette pierres.

Considérant que ce contrat est rédigé conformément aux intentions du Conseil,

Il est décidé à l'unanimité qu'il y a lieu de l'approuver.

Ledit contrat sera adressé, aussitôt les formalités d'enregistrement remplies, à la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre séance du 1^{er} avril dernier, il a été décidé que la Société anonyme La Majolique serait autorisée à retirer le cautionnement de 5000 francs versé par elle à la banque centrale pour garantir ses obligations relatives à la location de la roche du Piroy, aussitôt que la commune serait en possession de la 1^{ère} année du prix de location de ladit roche ;

Considérant que la société La Majolique a versé à notre Receveur communal le montant de la première année de location,

Arrête :

Le Collège échevinal est autorisé à donner les pouvoirs nécessaires à la Banque centrale pour payer la somme de 5000 francs susdite, mais sous la condition que cette somme sera payée à notre receveur communal pour former le complément de ce qui reste dû sur le prix de la 1^{ère} année de la location de la Roche du Piroy.

Ces affaires terminées,

p. 158.

Le conseil communal de Malonne, siégeant à huis-clos et assemblé en comité secret,

Considérant que dans notre séance du 23 août dernier il a été créé une école gardienne pour les enfants des deux sexes à Malonne ;

Considérant qu'il y a lieu de nommer une institutrice pour diriger cette classe, mais qu'avant de la nommer à titre définitif, il y a lieu de s'assurer que cette classe sera fréquentée,

Considérant dans ce cas qu'il y a lieu de nommer une institutrice gardienne intérimaire pour une année ;

Vu les demandes nous adressées en obtention de cette place ;

Vu les copies des diplômes qui constatent que les postulantes ont subi les épreuves prescrites par la loi sur la matière ;

Vu la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des votes que la demoiselle Louise Paquet a obtenu 4 voix, la demoiselle Marie Vander Gucht, 3 voix, la demoiselle Ambroisie Defaux une voix ;

Aucune des postulantes n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage entre Louise Paquet et Marie Vander Gucht, qui ont obtenu le plus de voix.

Il résulte du dépouillement des votes que la nommée Louise Paquet a obtenu 5 voix et Marie Vander Gucht 3 voix ;

En conséquence nommée Louise Paquet institutrice gardienne intérimaire pour une année à Malonne, comme ayant obtenu la majorité absolue des suffrages.

Son entrée en fonction est fixée au 1^{er} janvier 1900.

Expédition de la présente nomination, avec les pièces y annexées, sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que dans notre séance de ce jour il a été procédé à la nomination d'une institutrice gardienne intérimaire pour une année et qu'il y a lieu de fixer le traitement annuel dont elle jouira de ce chef,

Décide :

Le traitement annuel de mademoiselle Louise Paquet, institutrice intérimaire à Malonne, est fixé à 700 francs comme il a été décidé dans notre séance du 20 7^{bre} dernier.

Il prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1900, date de l'entrée en fonction de la titulaire.

p. 159.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente.

La séance redevenue publique, il est passé au vote définitif des articles du budget communal de 1900 et ensuite au vote de l'ensemble dudit budget qui est approuvé comme suit :

En recettes générales 42111 francs 87 centimes.

En dépenses de même espèce à 34718 francs 35 centimes.

En recettes et en dépenses pour l'enseignement primaire à la somme de 5105 francs.

En recettes et en dépenses pour l'école d'adultes à 327 : 50 centimes.

En recettes et en dépenses pour l'école gardienne à 1021 francs.

En recettes pour la voirie à la somme de 12400 frs et en dépenses à la même somme.

En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 37597 francs et en dépenses à celle de 37597 francs 50 centimes.

Pendant le vote définitif des traitements des employés communaux, il a été décidé, en comité secret, que le traitement du secrétaire communal serait augmenté de 5 pour cent conformément à l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1894, modifiant l'article 111 de la loi communal.

Le traitement est donc porté à 1260 francs par année à partir du 1^{er} janvier 1900 # il est également décidé que le traitement du sous-instituteur est porté à 1200 francs à partir du 1^{er} janvier 1900. Renvoi approuvé.

Pendant la discussion du budget des écoles il a été donné lecture d'une lettre du Frère directeur de l'Etablissement de Malonne priant le Conseil de voter une somme de 202 francs pour les fournitures classiques des élèves indigents qui fréquentent les écoles de son établissement.

Attendu que cette demande est basée sur le fait que la loi sur l'enseignement primaire oblige la commune à payer 2 francs de fournitures classiques à chacun des élèves des écoles adoptées ;

Considérant que les écoles des Frères ne sont pas adoptées et que par conséquent la commune n'est nullement obligée de payer la somme réclamée ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande de M. le Directeur de l'établissement susdit.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Le Conseil décide ensuite qu'il y a lieu de renvoyer au Bureau de bienfaisance les demandes de secours lui adressées par les indigents de la commune, cet établissement étant chargé à partir du 1^{er} janvier 1900 de la bienfaisance publique en ce qui concerne les secours et pensions à accorder à la classe nécessiteuse.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance

p. 160.

les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 27 décembre 1899.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Minjeot, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Malherbe, A. Moreau, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que l'acte de location de la carrière de la taille des Sarts, en date du 8 avril 1897, porte que la société Malevez et C^{ie}, locataire de ladite carrière, devront payer annuellement une somme de 100 francs et que dans le cas où cette somme serait reconnue insuffisante, la commune pourrait imposer une taxe spéciale conformément à l'article 23 de la loi du 10 avril 41.

Considérant que la somme de 100 francs actuellement payée est loin d'être suffisante et qu'il y a lieu de faire application de la taxe prévue par le bail susdit ou de s'entendre amiablement avec la société au sujet de la somme supplémentaire à payer ;

Considérant que la Société offre une somme de 100 francs à payer chaque année comme taxe extraordinaire, ce qui ferait une somme de 200 francs à payer par elle pour dégradations à la voirie ;

Considérant que cette somme peut être considérée comme acceptable ;

Décide :

La somme de 100 francs offerte par la Société Malevez et C^{ie} est acceptée. Cette taxe prendra cours à partir du 1^{er} janvier 1900 et sera payée à chacune des échéances du bail. Le prorata du 1^{er} janvier 1900 au 1^{er} juin 1900 sera payé à cette dernière date.

Il sera donné avis de cette décision au receveur communal, chargé du recouvrement des fonds de la commune.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte du 18 X^{bre} avvenu devant le Collège échevinal et portant adjudication du mol bois de la Vecquée et de la coupe de bois de la Taille des Sarts, au montant de 15 francs pour le mol bois et de 345 francs pour la taille des sarts

p. 161.

Considérant que le prix du mol bois augmenté des droits à 20 % se monte à 18 francs, soit un franc en dessous de l'estimation ; que le prix de vente de la coupe de la Taille des Sarts augmenté des droits de 20 % se monte à 415 francs, soit une diminution de 235 francs ;

Considérant qu'à notre avis la somme de 415 francs représente bien la valeur du bois vendu et que l'estimation faite par les agents forestiers est certainement de beaucoup trop élevée ;
Considérant que les adjudicataires paraissent offrir les garanties désirables sous le rapport du paiement de leurs portions,

Décide :

L'acte d'adjudication susdit est approuvé et il sera adressé à la Députation permanente aussitôt les formalités d'enregistrement remplies.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le cantonnier Gustave Puissant, en faisant les fosses d'inhumation dans le cimetière, perd un temps considérable et que, par suite de cette perte, la voirie est en retard et laisse à désirer ;

Considérant qu'il y a lieu de changer ce service communal en nommant un fossoyeur spécial ;

Considérant que cette place a été annoncée au public par voie d'affiches et qu'il y a lieu de procéder à cette nomination ;

Vu la demande nous adressée en obtention de cette place ;

Procédant à la nomination dont il s'agit par bulletins secrets et à la majorité absolue des suffrages, il résulte du dépouillement des votes que le sieur François Laurent a obtenu l'unanimité des suffrages.

En conséquence nomme le susdit François Laurent fossoyeur à Malonne.

Il devra prendre son service à partir du 1^{er} janvier 1900 et il sera payé au prix du tarif fixé par le Conseil communal dans sa séance du 17 mai 1897.

Les fosses d'indigents lui seront payées à raison de 2 frs 25 chacune et pour n'importe l'âge des décédés à inhumer.

il sera donné avis de cette décision aux intéressés, les sieurs Laurent et Puissant.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Note de 22.50 due au sieur Joseph Thiot pour travaux au puits du rivage.

p. 162.

2° D'une note de 29 francs due au même pour réparation des cloches de l'église de Malonne.

3° D'une note de 4 francs pour façon d'une caisse destinée au cubage des pierres destinées au rechargement de la voirie et due au susdit Thiot.

4° Une note de 98 francs 44 due au même pour restauration du bâtiment de l'instituteur.

5° Une note de 50 francs pour fourniture de cercueils aux indigents décédés en 1899, due audit Thiot.

6° Une note de 55 francs 05 centimes due au sieur Marchal Léon pour réparation de la toiture de l'église.

7° Une note de 3 frs 50 centimes pour réparation de la pompe des écoles due au sieur François Thibaut.

8° Une note de 2.75 due au même pour travail au puits du Tombois.

9° Une note de 31 francs due au sieur Julien Chapelle pour travaux à la fontaine du Tombois.

10° Une note de 8 francs due au même pour construction d'un aqueduc à la voirie dans le chemin dit : ruelle du Moulin.

11° Une note de 13 francs due audit Chapelle pour travaux de réparations aux écoles de la commune.

12° Une note de 115 francs 70 centimes due au sieur Wesmael-Charlier pour fournitures classiques pour les écoles des garçons en 1899.

13° Une note de 124 francs due au sieur Camille Jacquet, pour réparation des corniches de l'église de Malonne.

14° Une note de 79-15 due au même pour réparation de la pompe de l'école des garçons. Ces diverses notes seront mandatées et payées aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Renier (prie le) nous disons demande à ce qui lui soit payée la somme qui lui revient, comme traitement du chef d'école d'adultes pour le 3^e 3^{tr}e de 1899.

Après explications et après avoir pris connaissance du règlement de ces écoles, il est décidé qu'il y a lieu de payer la somme réclamée, soit 75 francs.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 163.

Procès-verbal d'installation de quatre membres du Conseil communal de Malonne.

L'an 1900, du mois de janvier le cinquième jour, à cinq heures du soir, se sont réunis ensuite de la convocation et sous la présidence de M. Thomas Chapelle, bourgmestre :

M. Thomas Riffart,

M. Alexandre Chapelle,

M. Clément-Joseph Charlot,

M. Alfred Wéry,

Nommés membres du Conseil communal le 15 octobre 1899.

Il leur a d'abord été donné lecture de l'ordonnance de la Députation permanente du ..., ... 1899 validant les élections susdites.

MM. les Conseillers ont ensuite successivement prêté entre nos mains le serment prescrit par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1860 (article 61 de la loi communale) et conçu en ces termes :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge. »

Après quoi nous leur avons déclaré qu'ils sont installés dans leurs fonctions et ont signé avec nous

Riffart Th., Alexandre Chapelle, Wéry Alfred, Charlot Clément, Th. Chapelle.

Avant de lever la séance, le tableau de rang d'ordre des conseillers a été dressé conformément à l'article 107 de la loi communale :

1° Chapelle, Thomas, bourgmestre-président.

2° Baily, Joseph, Conseiller, nous disons échevin.

3° Maximilien Massaux, conseiller.

4° Renier, Joseph, conseiller.

5° Moreau, Auguste, conseiller.

6° Riffart, Thomas, conseiller.

7° Chapelle, Alexandre, conseiller.

8° Charlot, Clément-Joseph, conseiller.

9° Wéry, Alfred, conseiller.

A Malonne, les jour, mois et an que dessus.

Le bourgmestre-président

Th. Chapelle.

Séance du 5 janvier 1900.

Sont présents Messieurs Thomas V-Chapelle, Bourgmestre-Président,

p. 164.

Joseph Baily, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Thomas Riffart, Alexandre Chapelle, Clément-Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire (ministérielle du 6) nous disons de M. le Gouverneur de la province du 6 X^{bre} 1899 ;

Vu l'article 2 de la loi communale ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à l'élection de l'échevin de la 1^{ère} série, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Thomas Riffart a obtenu 5 voix, le sieur Auguste Moreau une, le sieur Alexandre Chapelle une et le sieur Alfred Wéry une, un bulletin nul.

Le sieur Thomas Riffart ayant obtenu la majorité absolue des suffrages (5 voix sur 9 votants, est en conséquence nommé échevin de la 1^{ère} série pour le terme de 8 ans.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Gouverneur de la Province de Namur.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne, les jours, mois et an que dessus.

Le Secrétaire J. Legrain Le bourgmestre-président Th. Chapelle

Séance du 5 janvier 1900, tenue en exécution de l'article 9 de la loi du 30 X^{bre} 1887.

L'an 1900, du mois de janvier le cinquième jour, M. Thomas Riffart, appelé aux fonctions d'échevin a prêté entre nos mains le serment exigé par la loi du 1^{er} juillet 1860 et conçu en ces termes :

« je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge. »

De quoi nous avons rédigé le présent acte, que M. Thomas Chapelle¹¹ a signé avec nous les jours mois et an que dessus.

Riffart Th. Th. Chapelle

Séance du 5 janvier 1900.

Sont présents MM. Thomas Chapelle, bourgmestre-président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Clément-Joseph Charlot, Alexandre

p. 165.

Chapelle, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance dont la rédaction est approuvée.

¹¹ On suppose que le secrétaire aurait dû inscrire « Riffart » au lieu de « Chapelle » !

Le Conseil prend connaissance du plan, du devis et du cahier des charges relatifs à la restauration des écoles communales et au renouvellement partiel du mobilier classique.

Après examen de chacun de ces documents, il est décidé qu'avant de statuer sur ce projet, il y a lieu de se rendre dans les écoles et d'examiner sur les lieux les travaux à exécuter et les parties du mobilier à renouveler.

Comme suite à cette résolution, le Conseil se rendra demain dimanche 6 janvier courant dans les susdites écoles à l'effet de procéder à l'examen dont il s'agit.

Le projet avec les modifications à faire s'il y a lieu sera remis à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 28 janvier 1900.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alexandre Chapelle, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 4^e trimestre de l'année 1899 et du quel il résulte que l'encaisse de la commune à la date du 8 janvier courant était de seize mille neuf cent quatre-vingt-trois francs quatre-vingt-quatre centimes, somme qui, ajoutée aux dépenses faites, est égal au montant des recettes effectuées.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune. Une copie en sera adressée à M. le Commissaire de l'arrondissement et une autre copie à M. le Receveur communal.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes dont la désignation suit et, après les avoir sérieusement examinées, décide qu'il y a lieu de les approuver.

p. 166.

1° Une note de 134 francs 26 centimes présentée par le sieur Henri Lesire pour tapissage des locaux de l'instituteur en chef lors de son entrée en fonction.

2° Une note de 18 francs 25 centimes présentée par le sieur Maximilien Lecluselle pour travaux de maréchallerie aux écoles communales en 1899 y compris certaines fournitures.

3° Une note de 3 francs 10 centimes présentée par ledit Maximilien Lecluselle pour fourniture d'une ferraille pour la grille de l'école des garçons en 1899.

4° Une note de 22 francs 50 centimes présentée par le sieur Désiré Chapelle pour journées employées avec les cantonniers au rechargement de la voirie en 1899.

4° Une note de 17 francs 50 centimes présentée par le sieur Nestor Chapelle pour journées employées avec les cantonniers au rechargement de la voirie en 1899.

5° Une note de 24 francs présentée par le sieur Fernand Hubin pour journées de cheval employées au transport des graviers provenant du curage des ruisseaux en 1899.

6° Une note de 12 francs présentée par le sieur Joseph Namèche, pour journées de cheval employées au transport des pierres et de chaux aux trieux, de dalles à la fontaine du Tombois et de pierres au chemin du cimetière.

7° Une note de 36 francs 50 centimes présentée par le sieur Joseph Boigelot pour journées de cheval employées à divers transport pour le compte de la commune.

8° Une note de 106 franc 50 centime présentée par le sieur Tonne Benoît pour journées de cheval employées à divers transport pour le compte de la commune.

9° Une note de 1 franc 50 centimes par le sieur Alphonse Raucq pour journées nous disons pour un voyage de pierres à la fontaine Saint-Berthuin.

10° Une note de 41 francs 60 centimes pour livraison d'ardoises pour le compte de la commune et d'un voyage de charbon pour l'indigent Prud'homme en 1899 présentée par Théodule Remy.

11° Une note de 67 francs 90 centimes due (par A) nous disons à Auguste Demine pour fourniture de briques pour la restauration des puits et fontaines en 1899.

12° Une note de 15 francs 80 présentée par le sieur Haout-Remy pour fourniture de deux lampes belge pour la classe d'adultes en 1899.

13° Une note de 45 francs présentée par le sieur Désiré Chaudoir pour fourniture d'une cheminée en marbre pour le local de l'institutrice en 1899.

p. 167.

14° Une note de 63 francs présentée par le sieur Joseph Detraux pour fourniture de ciment pour la réparation de diverses fontaines en 1899.

15° Une note de 2.25 présentée par le même pour fourniture de mortier pour la réparation des écoles en 1899.

16° Une note de 405 francs 70 centimes présentée par M. l'avocat Louis Huart, de Namur, pour les honoraires dans les procès qu'il a plaidés pour le compte de la commune.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes, âgés de 6 ans au moins et de 14 ans au plus à la date du 1^{er} octobre 1899 et fréquentant les écoles communales ;

Vu l'article 3 de la loi organique de l'instruction primaire (dispositions coordonnées des lois du 20 septembre 1884 et du 15 septembre 1895) ;

Vu l'arrêté royal du 15 septembre 1895 concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 1, 2, 9 et 11 ;

Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance fait connaître que, dans les frais de l'instruction gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;

En exécution de l'arrêté royal précité, article 2,

Arrête :

Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année 1899-1900 est fixé comme suit :

Désignation des écoles	Noms et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits		
			masculin	féminin	total
Ecoles communales	Demeuse Louis Leclercq-Jacquet, la v ^{ve}	Garçons Filles			
Enfants admis de droit (article de l'Ar. R. du 15 7 ^{bre} 1895			67	22	89
Enfants admis facultativement (article 9 de l'A. R. du 15 7 ^{bre} 1895			9	3	12

La présente sera adressée en double expédition avec deux copies des listes de chaque école, copie de la déclaration du Bureau de bienfaisance à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 19 novembre 1899 par laquelle le sieur Auguste Chapelle-Bacq sollicite une concession de terrain dans le cimetière de

p. 168.

cette commune de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur 1 mètre ... centimètres de longueur soit une superficie de 2 mètres 58 centimètres, à l'effet d'y faire construire un caveau de famille ;

Vu le règlement général sur la vente des concessions en date du 4 juillet 1876, modifié par celui du 6 avril 1884 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Attendu que rien ne s'oppose à ce que cette concession soit accordée,

Décide :

La concession demandée est accordée sous la condition que le concessionnaire versera dans la caisse communale une somme de 100 francs ... centimes et une autre somme de 25 francs ... centimes dans celle du Bureau de bienfaisance de cette commune.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions du règlement ci-dessus rappelé.

Ces affaires terminées,

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Arthur Moriamé fait remarquer qu'on a oublié de construire un aqueduc au chemin n°3, au lieu dit Beauce, pour l'exploitation des terrains situés à proximité dudit chemin.

Considérant que l'aqueduc dont il s'agit n'a pas été prévu lors de l'amélioration du chemin, et que ledit aqueduc est absolument indispensable ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de faire exécuter ce travail et charge le Collège échevinal de faire le nécessaire aussitôt que la saison sera devenue favorable.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Stéphane prie le Conseil d'examiner le projet d'amélioration de la partie du chemin n° 3 située entre la Sambre et la route de Namur à Châtelet, et celui d'établissement d'un pont sur la Sambre entre Malonne et Floriffoux en aval de la ferme de la Lache.

Considérant que le projet concernant le chemin n° 3 n'améliorerait nullement celui-ci puisqu'il est impossible de diminuer la pente et que le pont demandé ne rendrait que peu ou point de service à la commune de Malonne ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas à s'occuper de ces projets.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de restauration des écoles communales et de la fourniture de mobiliers scolaires ;

Vu les plans dressés par M. Lange, ingénieur-architecte

p. 169.

à Namur ;

Vu le devis estimatif au montant de 8746 francs 16 centimes ;

Vu le cahier des charges contenant les conditions d'adjudication ;

Considérant qu'il y a lieu de demander l'autorisation de mettre ce projet en adjudication et de solliciter des subsides de l'Etat et de la province afin de mettre la commune en mesure de faire face à la dépense,

Décide :

L'autorisation de mettre ces travaux et ces fournitures en adjudication est sollicitée de l'autorité supérieure et des subsides en rapport avec l'importance de la besogne sont sollicités de l'Etat et de la Province.

Expédition de la présente délibération, avec les pièces et plans sus-visés, sera adressée en double à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement. Le Conseil prend ensuite connaissance d'un projet d'amélioration des chemins n° 4 et 30 du Fond de Malonne à Buzet par Babin ;

Après examen du plan et des autres pièces du dossier, il est décidé qu'il y a lieu de faire faire des études afin de voir s'il n'y a pas possibilité d'éloigner le chemin de la demeure du sieur Edmond Hubin à la carrière, et de le faire aboutir au chemin n° 1 entre les écoles communales et l'ancien moulin Noulard, au lieu de le faire par le chemin du dessus.

Il sera écrit à M. le commissaire-voyer afin de le prier de faire les études nécessaires et de dresser les plans, si le projet peut être exécuté.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. le Commissaire-voyer l'invite à procéder sans retard à l'adjudication des pierres nécessaires pour le rechargement des chemins en 1900.

Après divers pourparlers au sujet de cette question, il est décidé que l'adjudication dont il s'agit sera faite aussitôt que les conseillers se seront rendus sur les lieux afin de voir les chemins dans lesquels il devra être mis des pierres.

Il est ensuite donné lecture d'une délibération du Bureau des marguilliers du conseil de fabrique de l'église de Malonne en date du 7 janvier dernier et relative à un échange d'obligations du Crédit communal.

Considérant que cet échange est favorable au susdit bureau,

p. 170.

Le Conseil décide qu'il y a lieu de donner un avis favorable à l'échange dont il s'agit.

Les pièces seront adressées à M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un projet de restauration de l'extérieur de l'église de Malonne.

Après explications, il est décidé que les réparations nécessaires seront exécutées à la journée au commencement de la bonne saison.

Le Conseil, après lecture, approuve ensuite une délibération du Bureau de bienfaisance de Malonne en date du ... janvier courant, fixant le traitement du receveur dudit bureau à partir du 1^{er} janvier 1900.

Ladite délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 28 janvier¹² 1900.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Joseph Baily, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

¹² C'est peut-être bien février plutôt que janvier !

Le conseil communal de Malonne,
Considérant que la commune de Malonne est en possession d'une somme de 33.333 francs 33 centimes provenant de la vente des droits usagers de la Vecquée et qu'une autre somme de 11.667 francs se trouve également sans emploi dans la caisse communale, ce qui constitue une somme de 45.000 francs disponible ;
Considérant qu'il y a lieu de faire produire des intérêts à la somme susdite ;
Décide :
Il sera fait acquisition d'un titre belge de la Dette publique 3 % d'un capital de 45.000 qui sera payé au moyen de la somme précitée.
Expédition de la présente délibération sera adressée en double

p. 171.

à la Députation permanente pour approbation.
Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.
Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 11 Mars 1900.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne

Considérant qu'il résulte des renseignements donnés par M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint que le chemin n° 3 dans l'île de Beauce n'est pas exécuté conformément au plan ni dans les conditions du devis et cahier des charges de l'adjudication ;

Considérant que le sieur Pierre Ladry, entrepreneur de l'amélioration de chemin, invité à plusieurs reprises à terminer les travaux et à les mettre en état de réception provisoire, ne fait absolument rien et ne tient aucun compte des invitations de l'administration communale ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de faire achever les travaux à ses frais,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous accorder l'autorisation de faire achever et de mettre en état de réception provisoire, aux frais de l'entrepreneur, les travaux d'amélioration du chemin n° 3 situé dans l'île de Beauce, et ce au moyen d'une adjudication publique qui sera faite d'après un devis et cahier des charges à dresser par MM. les agents provinciaux chargés du service de voirie.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer.

Avis de cette décision sera donné à l'entrepreneur M. Ladry.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 6 francs due au sieur Francis Laurent, fossoyeur

p. 172.

pour deux journées de travail dans le cimetière communal pour l'arrangement des fosses d'inhumation antérieures à 1900.

2° Note de 3 francs 75 centimes du sieur Alfred Marchal pour fourniture de sable pour la réparation des fontaines en 1899.

3° Note de 7 francs 85 centimes pour affiches concernant les travaux d'hygiène présentée par la maison Balon-Vincent.

4° Note de 1 fr 50 centimes de la même maison pour fourniture de livrets de mariage.

5° Note de 6 francs 20 centimes pour affiches relatives à l'adjudication du chemin n° 3 à Beauce due à la maison susdite.

6° Note de 6 francs 20 centimes due audit Balon-Vincent pour affiches relatives à la location de terrains du 19 juin 1899.

7° Note de 3 francs due au même pour fourniture de 4 livrets pour le garde-champêtre Warzée en 1899.

8° Note de 3 francs 25 centimes due au même pour reliure du mémorial administratif, recueil des lois et séances de la députation permanente de l'année 1898.

9° Note de 2 francs 75 centimes pour affiches annonçant la rentrée des classes en 1899 due à ladite maison Balon.

10° Note de 8 francs 70 centimes due à la même maison pour 50 affiches relatives à l'enquête de commodo et incommodo tenue à propos du chemin de Babin.

11° Note de 7 francs pour affiches relatives à la vente de bois du 18 X^{bre} 1899 due à la même maison

12° Note de 265 francs 61 centimes due à ladite maison pour fourniture d'imprimés pour révision de la liste électorale en 1899 et pour l'élection communale du 15 8^{bre} 1899 et impression des listes électorales de la même année.

13° Note de 49 francs 60 centimes pour peinture des bancs-pupitres, tableau et estrade de la classe gardienne en 1900, due au sieur Henri Chapelle.

14° Note de 45 francs 55 centimes due à M. l'avoué Lebrun pour frais relatifs au procès Blondet.

15° Note de 18 francs 79 centimes pour frais relatifs à l'acquisition du terrain Moriamé pour l'élargissement du chemin de Beauce, due à M. le notaire Delvigne nous disons Richard de Namur.

16° Note de 7 francs pour fourniture de sable pour la fontaine Chanlard et aqueduc de la campagne.

Toutes les notes ci-dessus seront payées aux intéressés, sauf celle reprise sous le n° 15 qui, avant d'être payée, devra être soumise à l'approbation de la Députation permanent.

p. 173.

Le Conseil s'occupe ensuite du projet de restauration de l'église de Malonne et notamment d'une dépêche de M. le Gouverneur de la province relative à ce projet.

Considérant qu'une partie des travaux sont déjà exécutés et que ce qui reste à faire ne saurait être mis en adjudication,

Il est décidé que les travaux de restauration de l'église seront exécutés à la journée.

Il sera donné avis de cette décision à M. le Gouverneur.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du Conseil d'administration de la société des secours mutuels «La Prévoyance » tendante à obtenir un subside de la commune afin de lui venir en aide et la mettre en mesure de faire face à leurs dépenses ;

Considérant que cette société est destinée à venir en aide à la classe ouvrière et à lui procurer assistance en cas de maladie ;

Décide par 4 voix contre 3 :

Un subside de 300 francs est accordé à la Société susdite.

Un crédit spécial de cet import sera sollicité de la députation permanente.

Ont voté pour MM. T. Chapelle, A. Moreau, J. Charlot et A. Wéry.

Ont voté contre MM. T. Riffart, M. Massaux et A. Chapelle.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, par délibération du 11 X^{bre} dernier, il a été procédé à la nomination d'une institutrice gardienne pour une année ;

Considérant que la délibération dit que c'est une institutrice intérimaire, mais que le mot intérimaire est impropre, que c'est institutrice provisoire qu'elle doit dire puisqu'il s'agit d'une première nomination ;

Vu la lettre de M. le Commissaire d'arrondissement nous incitant à délibérer sur cette question ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer le mot intérimaire par le mot provisoire,

Décide :

La délibération du 11 décembre susdite est modifiée en ce sens que le mot intérimaire qui y est énoncé est remplacé par le mot provisoire.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à M. le commissaire pour exécution.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une réclamation du sieur Boigelot-François, Pierre, tendante à ce qu'il soit donné

p. 174.

ordre à la veuve Boigelot-Delahaut, Thomas-Joseph, de couper les arbres qui se trouvent dans la terre de sa propriété longeant le chemin allant à la maison du sieur Ernest Boigelot, et du susdit Boigelot-François, Pierre.

Considérant que pour donner semblable ordre à la veuve susdite, il est nécessaire également de faire couper tous les arbres qui se trouvent dans la même situation parmi toute la commune, ce qui, vu le grand nombre de ces arbres, causerait un très grand préjudice aux habitants de Malonne,

Considérant cependant qu'il se trouve quelques arbres qui gênent absolument le passage des voitures et que les branches de beaucoup d'autres gênent également la circulation,

Il est décidé que les arbres et les branches gênant le passage des véhicules seront coupées sans retard.

Il sera également donné des ordres pour qu'à partir de ce jour, il ne soit plus laisser croître ni planter des arbres le long des chemins qu'à la distance prescrite par la loi.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 11 Avril 1900.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alexandre Chapelle, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal du 2 avril dernier contenant adjudication par le Collège échevinal de la fourniture, transport et concassage de pierres pour l'entretien de la voirie en 1900, 1901 et 1902, au montant de 2155 francs ;

Attendu que les adjudicataires nous paraissent offrir les garanties désirables pour la bonne exécution des travaux et que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance de la besogne,

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé et il sera adressé à la Députation permanente aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

p. 175.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 178 francs 26 centimes due au sieur Joseph Thiroit pour fournitures et travail pour l'appropriation des bancs pour la classe gardienne en 1899.

2° Une note de 2 francs pour voyage du garde-champêtre à Auvélais pour y reprendre les instruments du commissaire-voyer pour l'étude du chemin de Bain.

3° Une note de 176 francs 95 centimes due par la commune à la maison Bister-Bois d'Enghien, pour fournitures classiques pour les écoles des garçons en 1899.

4° Une note de 35 francs 96 centimes due à la même maison pour fourniture de mobilier classique pour l'école des garçons en 1899.

Ces notes seront payées aux intéressés et, pour ce qui concerne celle reprise sous le N° , un crédit spécial sera sollicité de la Députation permanente avant d'en mandater le montant.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Chapelle demande l'autorisation de supprimer et d'acheter à dire d'expert le sentier n° 141 partant du hameau du Broctia et aboutissant à la commune de Wépion.

Considérant que ce sentier est nécessaire et que sa suppression obligerait les habitants à faire un certain détour en suivant le grand chemin,

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'autoriser la suppression du sentier dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre du sieur Léopold Leurquin tendante à être dispensé de payer sa cotisation de voirie pour 1899 et 1900, comme ayant quitté Malonne au mois de juillet dernier.

Considérant que le réclamant a été inscrit au rôle de 1899 et qu'il a habité la commune pendant un temps suffisant pour payer sa cotisation,

Il est décidé que le susdit Leurquin doit payer la cotisation de 1899 et doit être rayé pour 1900, comme ayant quitté la commune avant le 1^{er} janvier de ladite année.

Avis de cette décision sera donné au receveur, qui est chargé de faire le nécessaire pour récupérer la somme due.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle 41 ouvriers de la commune prient l'administration communale de bien vouloir voter un subside destiné à supporter les frais d'un voyage qu'ils se proposent de faire pour aller manifester à Bruxelles en faveur

p. 176.

du projet de loi sur les pensions ouvrières.

Après divers pourparlers entre les Membres de l'assemblée, il est procédé au vote sur cette demande.

Deux membres ont répondu oui et six ont répondu non.

En conséquence, il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accorder le subside réclamé.

Ont voté contre MM. T. Chapelle, T. Riffart, M. Massaux, J. Renier, A. Chapelle et A. Moreau.

Ont voté pour MM. J. Charlot et Wéry.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de la Société nationale des chemins de fer vicinaux nous informant que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de ladite Société aura lieu le mardi 24 avril courant, nous priant de nommer un délégué pour y assister et nous faisant connaître l'ordre du jour qui y sera discuté.

Après diverses explications entre les membres de l'assemblée, il est décidé qu'il n'y a pas lieu de nommer un délégué quelconque.

Le Conseil prend ensuite connaissance de demandes de crédit spécial par lesquelles le Bureau de Bienfaisance sollicite l'autorisation de payer une somme de ... francs ... centimes due au pharmacien pour fourniture de médicaments pharmaceutiques en 1899 aux indigents de Malonne et une autre somme de 10 francs due à M. le docteur Kaisin pour visite à la femme Sautois, atteinte d'une maladie qui nécessite une opération chirurgicale.

Ces demandes sont approuvées et elles seront adressées à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture du procès-verbal de vérification de la caisse communale du 1^{er} trimestre de l'année 1900 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 2 avril courant étant de 13679 francs 98 centimes, somme qui, ajoutée aux dépenses, est égale aux recettes effectuées.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune. Une copie en sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement, et une autre au receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'ensuite de réclamation, le Collège échevinal a différé jusqu'ici l'envoi à la Députation permanente du procès-verbal de la séance du 11 Mars dernier concernant l'octroi d'un

p. 177.

subsidi de 300 francs à la Société mutualiste La Prévoyance établie en cette localité ;

considérant qu'il y a lieu de prendre l'avis du Conseil relatif à cet envoi ;

considérant qu'il n'existe aucun motif pour ne pas envoyer cette délibération à l'approbation de l'autorité supérieure, puisque les Membres du Conseil qui veulent réclamer contre ladite délibération peuvent adresser leur réclamation à M. le Gouverneur de la province,

Décide :

Le procès-verbal dont il s'agit sera adressé à M. le Gouverneur par l'entremise de M. le Commissaire, et une protestation signée par les membres T. Riffart, A. Chapelle, M. Massaux et J. Renier, sera jointe à l'envoi.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il existe une partie de terrain mesurant 38 ares 79 centiares dans le bois communal dit Le Tronquois et complètement entouré par ledit bois ;

Considérant que ce terrain déprécie considérablement la propriété de la commune ;

Considérant que le propriétaire, M. Joseph Renier, à la céder à la commune pour le prix de 800 francs et que le prix demandé est à peu près la valeur du bien susdit ;

Décide :

Le terrain dont il s'agit sera acheté par la commune.

Le Collège échevinal est chargé de faire dresser les plans, de la faire expertiser et de faire procéder à l'enquête de commodo et incommodo, formalités indispensables pour cette acquisition.

M. Jh Renier est chargé de dresser les plans et MM. Joseph Riffart et François Toisoul, cultivateurs, chargés d'en faire l'expertise.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une délibération du Conseil de fabrique de l'église de Malonne priant l'administration communale de bien vouloir voter un nouveau subside de 1000 francs pour la restauration des travaux projetés à l'intérieur de l'église de Malonne.

Considérant que, dans notre séance du 29 Mars 1899, il a été voté un subside de 1000 francs et que nous considérons cette somme comme suffisante pour la part de la commune dans la dépense à résulter des travaux projetés ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'augmenter le subside dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à M. le Curé.

Le conseil communal de Malonne,

p. 178.

Considérant que, par délibération du 19 8^{bre} 1898, il a été décidé de créer une citerne à eau au lieu dit le Cabaca dans un terrain appartenant à ...

Considérant que le plan et le devis des travaux à exécuter, dressés par M. le Commissaire-voyer, n'ont pas été admise par le Conseil comme présentant une dépense exagérée ;

Considérant qu'un nouveau devis fait par les soins du sieur Joseph Dotraux, entrepreneur à Malonne et admis par le conseil, n'a pu être approuvé par M. le Commissaire-voyer du canton, pour la raison que les indications y renseignées ne sont pas suffisantes et qu'aucun plan n'y est annexé ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de faire dresser un plan et un nouveau devis ;

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de faire dresser le plan et devis de la citerne projetée. Il fera en même temps les démarches nécessaires pour l'acquisition du terrain destiné à servir d'emprise à ladite citerne et remplira les formalités administratives indispensables aux (adjudication) nous disons acquisitions des biens par la commune, tels que confection des plans, expertise et enquête.

M. J^h Renier sera chargé de faire les plans et Messieurs Joseph Marchal et Anatole Jacques, cultivateurs, de procéder à l'évaluation du bien à acquérir.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, pour arriver à une bonne fréquentation de la nouvelle école gardienne créée en cette commune, il est nécessaire d'accorder des encouragements aux élèves qui la fréquentent ;

Considérant que comme il s'agit d'enfants en âge peu avancés, des jouets et des bonbons sont ce qu'il y a de mieux à distribuer aux élèves ;

Considérant dès lors qu'il est du devoir de l'administration communale de voter une petite somme pour la dépense à résulter de l'acquisition à faire ;

Décide :

Le Collège échevinal est chargé d'acheter des bonbons et des jouets pour une somme de trente francs, bonbons et jouets qui seront distribués à divers intervalles aux élèves de la classe gardienne.

Cette somme sera inscrite au budget de la commune pour l'exercice 1901 et ne pourra être payée au fournisseur qu'après la formation dudit budget ;

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance

p. 179.

les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 6 juin 1900.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Bailly, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de la société anonyme régionale des transports par automobiles, tendante à pouvoir établir un service de transport de Malonne (Port) à Fosses (station) par Floreffe et Sart-Saint-Laurent ;

Vu l'article 8 de l'arrêté royal du 2 août 1893 ;

Considérant que l'établissement de ce service ne peut gêner en rien la circulation de la commune et qu'il n'y a aucune réclamation,

Décide :

Il est émis un avis favorable sur la demande dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée avec les pièces y annexées à M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'aux termes de l'arrêté royal du 17 avril 1900, il doit être procédé à un recensement général de la population au 31 décembre prochain et qu'il y a lieu de procéder sans retard aux opérations préliminaires du numérotage des maisons ;

Vu les prix nous adressés par les différents peintres de la commune ;

Considérant que le prix le plus bas est celui du sieur Alexis Roland,

Décide :

Le susdit Alexis Roland est chargé du numérotage des maisons à raison de 11 centimes par maison numérotée.

Ces numéros devront être faits en chiffres noirs sur un fond peint en blanc et se suivre sans intervalle de la 1^{ère} maison du 1^{er} hameau jusqu'à la dernière du dernier hameau et conformément à une liste qui sera remise au peintre chargé du travail.

Ce dernier devra tenir une liste des maisons numérotées, contenant les noms des propriétaires et des locataires quand il y aura lieu.

p. 180.

Le prix du travail ne sera payable qu'après avoir été reçu et trouvé convenable par l'administration communale.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du sieur Auguste Lemaître tendante à pouvoir être autorisé à voûter une partie du ruisseau devant une maison sise au Fond-de-Malonne près de l'église et lui appartenant ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'une réclamation est présentée contre le voûtement projeté, comme préjudiciable à l'intéressée, la Veuve Gabrielle Renier, meunière à Malonne ;

Considérant que cette réclamation ne nous paraît pas assez sérieuse pour empêcher le travail projeté ;

Vu l'article 31 du règlement général sur les cours d'eau ;

Considérant dès lors que rien ne peut s'opposer au voûtement susdit,

Emet un avis favorable sur la demande dudit sieur Auguste Lemaître.

Expédition de la présente délibération avec le dessin concernant le projet, sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer du canton.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre de M. le Commissaire de l'arrondissement de Namur, nous priant de faire compléter dans le sens du rapport de l'inspection scolaire, le projet de restauration de nos écoles et d'y joindre un projet de cahier des charges concernant la fourniture du mobilier scolaire ;

Vu le rapport susdit,

Il est décidé que M. l'architecte auteur du projet sera prié de fournir les pièces réclamées et de compléter ledit projet dans le sens des indications demandées.

Le Conseil prend ensuite connaissance du compte du Bureau de bienfaisance pour l'exercice 1899, et, après examen, décide qu'il y a lieu de donner un avis favorable tel qu'il a été réglé par l'établissement intéressé le 23 Mai dernier comme suit :

En recettes générales à la somme de 1292 francs 34 centimes, et en dépenses de même espèce à celle de 1082 francs 29 centimes.

Ledit compte avec les pièces y annexées sera adressé à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Ces affaires terminées :

Le conseil communal de Malonne, siégeant à huis-clos,

Vu les deux listes de candidats présentés par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement du sieur Louis Batardy, membre démissionnaire ;

p. 181.

Procédant, en conformité de l'article 66 de la loi du 30 Mars 1836 par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination du Membre du Bureau de bienfaisance, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Ernoux, Joseph, a obtenu 4 voix, le sieur Victor Renier 3, un bulletin blanc.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage. Le dépouillement des voix donne 4 voix au sieur Victor Renier, 3 au sieur Ernoux, Joseph, un bulletin nul.

En conséquence, le sieur Victor Renier, ayant obtenu la pluralité des voix, est nommé membre du Bureau de bienfaisance.

Expédition de la présente, avec les listes de présentations et la démission du sieur Batardy sera adressée en double à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre en date du 11 avril dernier, de M. le Commissaire-voyer, nous faisant connaître qu'il résulte du nivellement fait par lui que la modification projetée au chemin de Babin, modification consistant à faire aboutir le chemin près de l'ancien moulin Noulard au lieu de suivre l'ancien chemin d'Insevaux, ne peut être admise pour la raison que la rampe serait de 8 m 30 pour cent et que par suite, la commune ne recevrait aucun subside ni de l'Etat, ni de la province.

Considérant qu'il résulte de la topographie des lieux que le chemin de Babin, dont l'amélioration est projetée doit nécessairement aboutir au chemin n° 1, soit au-dessus, soit en-dessous du moulin et que par conséquent le projet par l'ancien chemin d'Insevaux doit être abandonner pour se raler au nouveau projet, alors même que la commune n'obtiendrait aucun subside ;

Il est décidé que ledit chemin sera modifié de manière à le faire aboutir près dudit moulin Noulard.

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de venir faire les études nécessaires, en le priant de faire le possible pour que la commune puisse être subsidiée pour ces travaux.

On décide également qu'en attendant l'arrivée du Commissaire, une députation des membres du Conseil se rendra sur les lieux pour faire le nivellement de la rampe que pourra avoir le chemin depuis le moulin jusqu'à la maison Goyet.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 16 Mai dernier par laquelle la dame Veuve Jacques Ramoisiaux sollicite une concession de terrain dans le cimetière de cette commune, de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur un

p. 182.

Mètre de largeur, et celle de la Dame veuve Chapelle-Simon du 20 mai dernier, tendante à l'obtention d'une même concession de 2 mètres de longueur sur un mètre de largeur.

Vu le règlement général sur les concessions à accorder dans le cimetière en date du 4 juillet 1876, modifié par celui du 6 avril 188 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Attendu que rien ne s'oppose à ce que ces concessions soient accordées,

Décide :

Les deux concessions demandées sont accordées sous la condition que chacune des concessionnaires versera dans la caisse communale une somme de 100 francs et dans celle du Bureau de Bienfaisance de cette commune une autre somme de 25 francs.

Elles devront en outre se conformer au règlement ci-dessus rappelé.

Le Collège échevinal est autorisé à passer les actes de concession dont il s'agit.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Thomas Ernoux, employé au chemin de fer, demeurant à Jambe, réclame une amélioration des abords d'une fosse à eau qui se trouve à proximité d'une maison qu'il possède à la Basse Fontaine, commune de Malonne.

Après divers pourparlers entre les membres de l'assemblée, pourparlers qui soulèvent la question de principe, c'est-à-dire d'examiner s'il y a lieu de faire améliorer toutes les fosses de la commune qui se trouvent dans la même situation. M. le conseiller Charlot propose de soumettre cette question au voix.

M. le Président, ayant fait droit à cette proposition, le vote du Conseil donne six voix contre et deux voix pour.

En conséquence, la proposition est rejetée et par suite la réclamation susdite du sieur Ernoux.

Ont voté contre MM. Chapelle, Baily, Riffart, Moreau, Chapelle et Renier. Ont voté pour MM. Charlot et Wéry.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la délibération du 11 mars dernier demandant l'autorisation de faire achever aux frais par l'entrepreneur et par voie d'adjudication publique les travaux d'amélioration du chemin n° 3 à Beauce ;

Considérant que cette demande a été approuvée par la Députation permanente le 11 Mai dernier ;

Vu la lettre du 20 Mai même mois de M. le Commissaire nous informant que nous pouvons faire l'adjudication des travaux,

Décide :

L'adjudication de l'achèvement des travaux d'amélioration

p. 183.

du chemin N° 3 à Beauce aura lieu aussitôt que possible et après réception du devis et cahier des charges des travaux à exécuter ;

M. le commissaire-voyer # sera prié Renvoi approuvé de nous adresser ces dernières pièces sans retard.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du 16 avril dernier et signée par un certain nombre d'habitants de la Haute Fontaine et par laquelle ceux-ci prient le Conseil d'intercéder auprès du Gouverneur afin d'obtenir que le chemin des servitudes dits « Voie-Quenette » situé dans le bois de la Vecquée et conduisant de la route militaire au lieu dit « Le Coin » dépendant du hameau dit « Haute Fontaine » soit approprié pour desservir leurs habitations respectives.

Considérant que l'appropriation de ce chemin rendrait un grand service aux signataires de la lettre susdite ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de faire de sérieuses démarches pour donner satisfaction à cet égard aux habitants du Coin.

Il est ensuite donné connaissance des notes suivantes qui, après examen, sont approuvées :

1° Une note de 69 francs 40 centimes présentée par le sieur Borremans-Chapelle, vitrier à Malonne, pour vitre placées aux fenêtres des écoles en 1899.

2° Une note de 33 francs 04 centimes présentée par l'institutrice gardienne pour fournitures classiques aux élèves de son école en 1900.

3° Une note de 226 francs présentée par le sieur Julien Chapelle comme frais de surveillance du chemin n° 3 à Beauce en 1899.

Les deux premières notes seront immédiatement payées aux intéressés, et, pour ce qui concerne la 3°, aucune allocation n'étant inscrite au budget, il sera adressé une demande de crédit spécial avant de faire le paiement.

Il est ensuite donné lecture de deux lettres de la demoiselle Paquet, institutrice gardienne, tendante à être autorisée à pouvoir acheter quelques objets concernant le mobilier classique pour son école.

Considérant que ces objets sont de première nécessité ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation réclamée.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressée.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle un certain nombre d'habitants du Fond de Malonne attirent l'attention du Conseil sur la situation de la fontaine située près de la

maison du sieur Victor Acuilas et demandant qu'elle soit nettoyée et approfondie de manière à fournir de l'eau aux habitants.

Considérant que cette fontaine est la seule source où les ménages de l'endroit peuvent se procurer de l'eau potable ;

Il est décidé qu'il y sera fait immédiatement l'amélioration

p. 184.

Le Collège est chargé de faire exécuter les travaux à la journée.

Il est enfin donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Prosper Mazure offre de vendre pour le prix de 1500 francs une partie de terrain située au Richir joignant la Grande Carrière.

Considérant que ce terrain n'est nullement nécessaire pour l'exploitation de la carrière et que, de l'avis des gens compétents, il ne contient pas de pierres propres au commerce de la pierre de taille ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de faire l'acquisition du terrain dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 6 juillet 1900.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, (conseiller) nous disons échevin, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'autorisation qui lui a été accordée par M. le Ministre de la Guerre de bâtir dans la zone de servitude du fort de Malonne, ainsi conçue :

« le Ministre de la Guerre,

Vu la requête en date du 28 novembre 1899 par laquelle l'administration communale de Malonne demande l'autorisation d'exécuter les travaux décrits ci-après sur une parcelle dont cette commune est véritable et unique propriétaire, parcelle située au lieudit « Trieux » section B du plan cadastral sur la route de Malonne à Namur, à environ 240 mètres du pied du glacis saillant II du fort de Malonne ;

Murer et voûter une fontaine par une construction en pierres avec voûte en briques, complètement enterrée, qui aurait 3 mètres de largeur, 8 mètres de longueur et 3 m 50 de profondeur sous clef et 2 m 25 à la naissance de la voûte ;

Vu le rapport du Colonel directeur du génie de la 4^e circonscription militaire à Namur, en date du 21 juin 1900 N° 45841 ;

p. 185.

Vu le décret du 8-10 juillet v1791, l'arrêté du 4 juin 1815 et la loi du 20 mars 1870,

Décide :

Article 1^{er} : l'administration communale de Malonne est autorisée à exécuter les travaux décrits ci-dessus sous les conditions suivantes auxquelles elle devra, avant de mettre la main à l'œuvre, s'engager par délibération du Conseil communal ;

1° A faire démolir entièrement cette construction et à rétablir les lieux dans leur état primitif, le tout aux frais de la commune et à la première réquisition du département de la Guerre ;

2° A souffrir que, même sans aucun avertissement préalable,, d'après les circonstances du service dont l'appréciation appartient à l'autorité militaire, cette autorité fasse effectuer la démolition d'office et aux frais de la commune, et cela sans qu'il soit besoin d'acte de mise en demeure, sans devoir recourir à aucune formalité quelconque (judiciaire ou tout autre), et sans que personne puisse s'y opposer, ni élever aucune prétention ni réclamation à des dommages-intérêts de ce chef ;

4° A permettre aux agents du génie militaire de visiter en tout temps (depuis le lever jusqu'au coucher du soleil) les constructions autorisées, et de pénétrer dans l'intérieur des bâtiments afin de s'assurer si, pendant ou après l'exécution, la commune n'a pas outrepassé ou modifié la tolérance de bâtir qui lui a été accordée ;en cas de contravention dûment constatée de ce chef l'autorité militaire aura le droit d'appliquer la disposition du # 2 ci-dessus.

3° à reconnaître que la présente autorisation n'est accordée qu'à titre de simple tolérance et que la démolition ne peut dans aucun cas donner lieu à une indemnité quelconque.

5° A délivrer au Commandant du génie de la place de Namur-Sud, dans un délai de 15 jours au plus tard, à partir de celui où ce chef de service lui aura remis, contre récépissé, la présente décision, trois expédition de la délibération préindiquée et un plan coté de la construction autorisée daté et signé par l'administration communal, lequel plan restera déposé au bureau du génie.

Article 2° la présente décision sera considérée comme nulle et non avenue si la commune n'a pas exécuté les constructions autorisées dans le délai d'une année à partir de la date de la délibération du Conseil communal. # Bruxelles le 4 juillet 1900 /signé/Constant d'Alkenate (?) renvoi approuvé. »

Déclare par la présente accepter sans réserve aucune les conditions de démolition auxquelles l'autorisation de bâtir lui a été accordée à titre de simple tolérance, il déclare en outre reconnaître que, dans

p. 186.

aucun cas de quelque manière qu'elle s'opère, cette démolition ne peut donner lieu à une indemnité quelconque à son profit.

Ainsi fait et signé en trois expéditions originales qui ont été remises au Commandant du génie de la place de Namur-Sud.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 2° trimestre de l'exercice 1900, duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 13 juillet courant était de 6252 francs 76 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et des copies en seront adressées à M. le Receveur communal et à M. le Commissaire de l'arrondissement de Namur.

Le Conseil prend ensuite communication :

1° D'un état nominatif des membres amovibles du Conseil de fabrique de l'église de Malonne au 1^{er} avril dernier et de la composition du bureau des marguilliers de ladite fabrique à la même date.

2° D'un procès-verbal de la séance du Conseil de fabrique de la même église en date du 1^{er} avril dernier contenant nomination des membres.

3° D'un procès-verbal de la séance du bureau des marguilliers en date du 1^{er} avril 1900 de la fabrique susdite et contenant nomination de Président, secrétaire et trésorier.

Copie de ces documents seront adressées à M. le Gouverneur de la province de Namur.

Le Conseil approuve ensuite après examen :

1° Le compte de la fabrique de l'église de Malonne pour 1899.

2° Le budget du même établissement pour l'année 1901.

3° Le compte de la fabrique de l'annexe du Curnoloo pour 1899.

4° Le budget du même établissement pour l'année 1901.

Ces documents avec les pièces y annexées seront transmis à la Députation permanente, pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition d'une partie de terrain sise au lieudit le « Tronquoi » dans le bois communal, mesurant 38 ares 79 centiares et appartenant au sieur Victor Renier-Bajart, de cette commune ;

Vu le plan des lieux dressé par M. Joseph Renier, géomètre-juré à Malonne :

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de 800 francs ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et de laquelle il résulte qu'aucune

p. 187.

réclamation n'est survenue contre le projet ;

considérant que le bien à acquérir est situé dans le bois communal et complètement entouré par celui-ci ; que ce bien a en conséquence une grande valeur pour la commune et que le propriétaire consent à le céder pour le prix d'évaluation qui est certainement peu élevé ;

considérant dès lors que cette acquisition est très avantageuse pour la commune,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous autoriser à acquérir à prix d'expertise le bien dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la nommée Anne Hancotte, épouse Brosteau, prie le Conseil de lui vendre une partie de terrain vague qui est située derrière sa maison au Malpas et destinée à servir d'aisance à ladite maison ;

Considérant qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que le bien susdit soit vendu ;

Il est décidé qu'il sera fait exécuté les plans nécessaires et qu'aussitôt les plans en possession du Collège, il sera procédé à l'enquête de commodo et incommodo prescrite par la loi, et l'expertise du bien à vendre.

Messieurs Joseph Charlot et Mathieu Hoppe, cultivateurs sont chargés de faire ladite expertise.

Le Conseil se constitue en comité secret et s'occupe des plaintes formées par les parents au sujet de la manière dont # l'institutrice renvoi approuvé remplir ses fonctions à l'école, à savoir qu'elle commence ses classes après (l'ouverture) nous disons après les heures d'ouverture ; qu'elle s'absente sans autorisation et ne surveille pas les élèves pendant les récréations ;

Après avoir entendu les explications de l'institutrice ;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble des faits et des explications entendues, que les griefs reprochés à l'institutrice sont fondés, mais qu'il y a lieu d'être, pour cette fois-ci seulement, tolérants à son égard ;

Il est décidé qu'il ne sera donné aucune peine disciplinaire à l'institutrice et qu'on se contentera de lui recommander de remplir ses devoirs plus exactement dans la suite.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

p. 188.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 3 août 1900.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, T. Riffart, (conseiller) nous disons échevin, A. Chapelle, A. Moreau, Joseph Charlot, A. Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance de la proposition suivante développée par M. le Conseiller Wéry et émanant de M. le Conseiller Charlot ;

« Le conseil communal de Malonne, »

« Considérant que le vote plural est contraire au principe de l'égalité politique, qu'il favorise
« la bourgeoisie au détriment de la classe ouvrière ; que ce système est inique, odieux en ce
« qu'il accorde des votes supplémentaires aux possesseurs de la fortune et qu'il froisse ainsi
« les sentiments d'égalité humain ; »

« Considérant que le vote plural donne lieu aux fraudes les plus scandaleuses dans la
« confection des listes électorales et qu'il peut malgré la volonté contraire de la majorité des
« électeurs, éterniser le parti clérical au pouvoir ; »

« Considérant en outre que le vote plural est contraire est contraire au principe
« constitutionnel qui affirme que tous les Belges sont égaux devant la loi ; »

« Le Conseil communal de Malonne émet le vœu que les Chambres décrètent le suffrage
« universel pur et simple et inscrivent cette réforme d'égalité et de justice dans la
« constitution. »

Après avoir développé cette proposition, M. Wéry prie monsieur le Président de la soumettre aux votes de l'assemblée.

M. le Président prend la parole et fait remarquer que les Conseillers communaux sont institués pour gérer les intérêts de la commune et non pour s'occuper de politique, et procède ensuite au vote sur la proposition qui est rejetée par quatre voix contre une. Ont voté contre MM. T. Chapelle, T. Riffart, A. Moreau, A. Chapelle. A voté pour M. A. Wéry.

Le Conseil communal, statuant ensuite sur une proposition du Conseil M. Charlot, tendante à nommer un comité chargé de la surveillance des écoles communales, décide qu'il y a lieu de donner un avis favorable à cette proposition, et en conséquence, nomme membres de ce comité Messieurs T. Riffart et

p. 189.

Joseph Bailly, échevins, et A. Moreau, Conseillers.

Le comité s'occupera spécialement de la bonne tenue et de la fréquentation des écoles communales, et s'assurera que l'enseignement donné est conforme au programme et au

niveau de ce qu'il doit être pour mettre nos écoles à la hauteur des meilleurs établissements similaires.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. le Conseiller Wéry, concernant l'état de malpropreté du ruisseau de Malonne dont les eaux sont contaminées par les immondices et autres saletés qui y sont continuellement déversées par l'établissement des frères ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures pour mettre fin à cet état de choses, le Conseil décide qu'il y a lieu de nommer une commission qui sera chargée de se rendre chez les Frères pour les prier de prendre les mesures nécessaires pour que les immondices de leur établissement cessent d'être conduits dans le ruisseau.

En cas où ils refuseraient de faire le nécessaire, il leur sera dressé procès-verbal chaque fois qu'une infraction sera constatée.

LL. T. Chapelle, T. Riffart, A. Chapelle et A. Wéry sont nommés membres de la commission dont il s'agit.

Il est également donné lecture d'une lettre par laquelle M. Demeuse, instituteur en chef de l'école des garçons prie le Conseil de bien vouloir décider que le théâtre des écoles communales sera restauré et remis en bon état et ce pour la date fixée pour la distribution des prix de 1900 et de l'autoriser en outre à louer aux frais de la commune des costumes pour les enfants qui jouent la pièce de comédie à ladite distribution.

Considérant que les distributions solennelles des prix sont toujours favorables au prestige des écoles, mais que pour être réussies elles doivent être rehaussées par un certain luxe du théâtre et des costumes des acteurs ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'autoriser le Collège échevinal à faire le nécessaire à cet égard.

La somme qui sera dépensée pour les frais à résulter de ce chef seront inscrites au budget communal de 1901.

M. le Conseiller Charlot entre en séance.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte communal de l'exercice 1899 ;

Vu le titre IX, chapitre I^{er} et chapitre II des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus repris au titre précité sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances et que, malgré les avis

p. 190.

réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui, pour la plupart sont irrécouvrables ;

Décide :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances portées au titre IX, chapitre 1^{er} N° 2 – 3 – 3 – 4 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 -11 – 12 – 16 – 18 – 21 – 25 – 27 – 32 – 33 – 37 – 38 – 40 – 41 – 43 – 44 – 48 – 52 – 55 – 58 – 64 – 68 – 73 – 77 – 81 – 83 – 86 – 87 – 89 – 99 – 101 et 107 ; chapitre II N° 7 – 34 – 38 – 45 – 66 – 77 – 80 – 91 – 94 – 108 – 122 et 127 ; lesquelles redevances sont renseignées au compte par une petite croix placée en regard de chaque retardataire à rayer.

Ledit compte est ensuite approuvé comme suit :

1° En recettes générales, à la somme de ...

En dépense de même nature à celle de ...

2° En recettes pour la comptabilité des capitaux, à la somme de ...

En dépense pour le même service à celle de ...

3° En recettes pour le service de l'enseignement primaire, à la somme de ...

En dépenses pour le même service, à celle de ...

4° En recette pour le service des écoles d'adultes, à la somme de ...

En dépenses pour le même service à celle de ...

5° En recettes pour le service de la voirie communale à la somme de ...

En dépenses pour le même service à celle de ...¹³

Expédition du présent compte avec les pièces y annexées sera adressé à la Députation permanente aussitôt que les formalités d'affichage auront été remplies.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 22 août 1900.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'une note présentée par le sieur Dombret, casquetier à Namur, pour fourniture d'un képi pour le garde-champêtre Warzée, au montant de 10 francs.

p. 191.

Cette note est approuvée et sera payée à l'intéressé.

Il approuve également après en avoir pris connaissance une note de 11 francs 35 centimes due au garde-champêtre M. Deton pour pareille somme payée par lui pour frais de transport de Beauce au cimetière communal du nommé Arthur Carrèze, retiré des eaux de la Sambre en 1900.

Ladite note sera aussi payée audit Deton.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la Commission organisatrice des fêtes qui auront lieu sur la place du Fond, à l'occasion de la kermesse, prie le Conseil de bien vouloir voter une somme de 75 francs pour lui venir en aide dans la dépense à résulter des dites fêtes.

Considérant qu'il est d'usage depuis quelques années à Malonne de voter des subsides en faveur des fêtes communales ;

Il est décidé par 7 voix contre une qu'il y a lieu d'accorder le subside réclamé.

Ont voté pour MM. T. Chapelle, J. Baily, T. Riffart, A. Moreau, A. Wéry, J. Charlot, J. Renier. A voté contre M. A. Chapelle.

Le Collège échevinal est autorisé à mandater la somme dont il s'agit.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les sieurs Joseph Waha et Adelin Fradeaux (?) informe l'administration communale qu'il résilie le bail du 14 février 1898, contenant location de la carrière du Richir, résiliation donnée pour le 14 février 1901.

Considérant que, d'après l'article du cahier des charges de la location, les adjudicataires peuvent résilier au bout de la troisième ou de la sixième année, moyennant avertissement donné par écrit six mois avant l'expiration de chacun de ces triennats ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'accepter la résiliation qui lui est donnée et que la carrière dont il s'agit sera réexposée en location en temps opportun.

¹³ Il paraît bien que Monsieur le Secrétaire n'avait pas l'habitude de se relire !

Le conseil communal de Malonne,
 Vu la lettre par laquelle le sieur Louis Prémont, chef du dépôt des postes, nous fait connaître qu'il va quitter le Malpas pour aller habiter au Fond de Malonne près du pensionnat des Frères et par laquelle il nous prie en même temps de délibérer sur les inconvénients qui pourraient provenir de ce changement,
 Considérant que le bureau de dépôt est mieux situé au Malpas qu'au fond de Malonne, pour la raison que le Malpas est plus au centre de la commune et partant, plus à même de rendre des services aux habitants de Malonne ;
 Décide par 7 voix contre une :

p. 192.

Il n'y a pas lieu de changer le bureau du dépôt des postes du Malpas.
 Ont voté pour MM. T. Chapelle, J. Baily, T. Riffart, J. Renier, A. Moreau, J. Charlot,. A voté le changement M. A. Wéry.
 Expédition de la présente délibération sera adressée à Louis Prémont.
 Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle plusieurs habitants des Trieux prie l'administration communale de bien vouloir décider la création d'une fosse à eau ou la construction d'un réservoir au lieu dit le Trieux, près de la maison du sieur Louis Namèche.
 Après diverses explications, il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner cette question jusqu'à ce qu'une commission ait été viser les lieux, afin de voir ce qu'il y a à faire.
 MM. Baily, Riffart, Charlot et Chapelle sont nommés pour faire partie de la commission susdite.
 M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une demande verbale du sieur Jean martin, tendante à pouvoir acheter à dire d'experts deux parties d'excédants de largeur de chemin situés entre sa propriété à la Roche et les chemins n° 5 et N° 51 ;
 Considérant que ces excédants peuvent être distraits de la voirie sans aucun inconvénients ;
 Le Conseil décide en principe qu'il y a lieu d'aliéner les biens dont il s'agit.
 Il sera en conséquence écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de dresser les plans nécessaires.
 Il sera ensuite procédé à l'enquête de commodo et incommodo et à l'expertise du bien à vendre.
 Messieurs Joseph Charlot et Mathieu Hoppe sont chargés de l'expertise susdite.
 Le conseil communal de Malonne,
 Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la Province de Namur, en date du 13 juin 1892, relative aux centimes additionnels à percevoir par les communes sur le principal des contributions foncières et personnelles, et du droit de patente, pour faire face aux dépenses générales ;
 Vu l'article 76 de la loi communale du 30 Mars mil huit cent trente-six ;
 Arrête :
 Article 1^{er} Pour faire face aux dépenses générales, il sera perçu en mil neuf cent et un le nombre de centimes additionnels ci-après,
 Savoir :

p. 193.

Nombre de centimes	Contribution foncière	Contribution personnelle	Droit de patente
1° Centimes, déjà autorisés, non compris ceux qui figurent aux rôles pour l'entretien des chemins vicinaux, ni ceux dont le	"	"	"

terme de perception expire le 31 décembre 1900 2° Centimes nouveaux dont la perceptions est demandée pour un terme de une année à prendre cours le 1 ^{er} janvier 1901.	17	17	10
Total des centimes à percevoir en 1901 pour faire face aux dépenses générales	17	17	10

Article II° Expédition de la présente délibération sera adressée en double à M. le Gouverneur de la province pour être soumise à approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de restauration des écoles communales et de la fourniture de mobilier scolaire ;

Vu les plans dressés par M. Lange, Ingénieur architecte à Namur ;

Vu le cahier des charges et le devis, ce dernier au montant de 10274 francs 89 centimes ;

Considérant qu'il y a lieu de demander l'autorisation de mettre ce projet en adjudication et de solliciter des subsides afin de mettre la commune en mesure de faire face à la dépense ;

Décide :

L'autorisation de mettre les travaux et les fournitures en adjudication est sollicitée de l'autorité supérieure.

Des subsides en rapport avec l'importance de la dépense sont sollicités de l'Etat et de la Province.

Expédition de la présente délibération, avec les pièces composant le projet, sera adressée en double à la Députation permanente.

Attendu que les revenus ordinaires de la commune sont insuffisants pour pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux en 1901 ;

Que dès lors il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 14 de la loi du 10 avril 1841 ;

Considérant que le produit des prestations prévues par cet article 14 atteindra le chiffre de 1552 francs 25 centimes ;

Vu le paragraphe de ce même article 14, N° 4, lequel prescrit de voter concurremment, avec les prestations en nature, des centimes spéciaux qui doivent contribuer pour moitiés au moins dans la dépense totale, c'est-à-dire au maximum pour la moitié de la somme citée plus haut,

Fixe à treize (13) le nombre de centimes additionnels spéciaux

p. 194.

À affecter aux chemins vicinaux en 1901.

Ces centimes seront calculés sur le principal de la contribution foncière et personnelle et du droit de patente.

Une expédition de la présente délibération sera adressée à l'autorité supérieure.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans la séance du 10 Novembre 1899, le traitement de M. Georges Patigny, s/instituteur, a été portée à 1200 francs par année à partir du 1^{er} janvier 1900 et que ce traitement a été inscrit au budget de la même année ;

Considérant que la délibération jointe au budget s'est probablement égarée et que, par suite, le traitement de 1000 francs a été rayé et remplacé par celui de 1100 francs ;

Considérant qu'il y a lieu de régulariser cette affaire ;

Décide :

La délibération du 10 Novembre dernier sera adressée pour approbation, et un crédit spécial de 100 francs sera sollicité de la Députation permanente pour payer l'augmentation accordée.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget communal de 1900.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1900 prescrivant qu'un recensement général de la population aura lieu au 31 décembre 1900 et que ce recensement sera précédé du numérotage des maisons et autres bâtiments ;

Considérant que ce numérotage a été effectué par le sieur Alexis Boland, au prix de 11 centimes par maison ou bâtiment, numéro, ce qui a occasionné une dépense de 84 francs 59 centimes¹⁴ ;

Considérant qu'il y a lieu de payer l'ouvrier mais qu'il n'existe au budget de 1900 aucune allocation permettant de faire ce paiement ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de demander un crédit spécial,

Décide :

Un crédit spécial de 84 francs 59 centimes est sollicité de la Députation permanente pour payer le numérotage dont il s'agit.

p. 195.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget communal de 1900.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

M. le Conseiller Charlot développe ensuite sa proposition relative à la confection des copies du budget communal destinées à être remises aux conseillers.

Après diverses explications au sujet de cette question, il est décidé que le budget de l'exercice de 1901 et des exercices suivants seront imprimés aux frais de la commune et remis à chacun des conseillers communaux.

Cette impression sera faite aussitôt après la réception des budgets approuvés par la Députation.

Le même conseiller développe également une proposition tendante à ce qu'il soit décidé que les travaux de la commune soient exécutés en régie et non plus par adjudication publique comme cela s'est fait jusqu'à ce jour et qu'il soit fixé un minimum de salaire pour le paiement des journées des ouvriers ;

Au cours des explications échangées au sujet de cette question, il est fait remarquer que ni l'Etat ni la Députation n'accordent des subsides qu'aux travaux faits par adjudication, qu'ainsi l'adoption de la première partie de la proposition serait gravement nuisible aux intérêts de la commune, mais que, pour ce qui concerne la seconde partie, rien n'empêche de l'approuver.

Ensuite des explications, l'auteur de la proposition et les autres membres de l'assemblée déclarent se rallier à la 2^{ème} partie de la proposition et il est décidé que le Conseil, quand il le jugera convenable, inscrira un minimum de salaire pour les journées d'ouvriers dans les cahiers des charges adjudicataires des travaux de la commune.

¹⁴ Ce qui nous donne 769 maisons ou bâtiments.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 3 octobre 1900.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

p. 196.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 58 de la loi du 28 juin 1822 et le N° 19 de l'article 2^{bis} de la loi du 30 juillet 1881, sur la contribution personnelle ;

Considérant qu'aux termes de ces articles de lois précités, il y a lieu de désigner dans le sein de l'administration communale, deux membres pour faire partie de la commission chargée de la nomination des experts et des contre-experts de la contribution personnelle et des répartitions des patentes pour l'année 1901.

Décide :

Les sieurs Joseph Baily et Thomas Riffart sont désignés pour faire partie de la Commission dont il s'agit.

Expédition de la présente sera adressée à M le Receveur des contributions à Floreffe.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1901, au montant de 1552 francs 75 centimes ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail exécutent mal la besogne et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la Commission instituée à cet effet, et demande que les prestations soient converties en argent, payable en une fois du 1^{er} août au 1^{er} 8^{bre} 1801.

Expédition dudit rôle, revêtu de la demande de correction,, sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par le sieur Romedenne-Lecaille, Imprimeur-libraire à Floreffe, pour fourniture de prix aux élèves de l'école gardienne en 1900.

Considérant que cette note ne donne pas le détail des fournitures et qu'ainsi il est impossible de la vérifier,

Il est décidé qu'il y a lieu de l'ajourner.

Le fournisseur sera prié de donner les détails des objets livrés.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 79 francs 12 centimes due au notaire Richard de Namur, pour frais relatifs à l'acte de vente avenu le 14 7^{bre} der-

p. 197.

nier portant vente à la commune d'un terrain appartenant au sieur Victor Renier.

2° Une note de 16 francs 02 centimes due au susdit notaire Richard pour relatifs à l'acte d'échange du 10 juillet 1897 entre la commune de Malonne et l'établissement des Frères au sujet de la construction du chemin du Fond de la Navenne.

3° Une note de 119 francs 47 centimes, due au sieur Léon Marchal-Badoux pour fournitures et travaux faits à la toiture de l'église de Malonne en 1900.

4° Une note de 90 francs 53 centimes due au sieur Marchal-Badoux susdit pour fournitures et travaux faits à la toiture de l'école en 1900.

5° Une note de 4 francs due au sieur Auguste Goreux de Floreffe pour fournitures et transports d'un quart de mètre de chaux pour réparation du puits du Piroy en 1900.

6° Une note de 35 francs due au sieur Henri Chapelle réparation du théâtre des écoles en 1900, y compris les décorations et fournitures.

7° Une note de 15 francs pour fourniture de mortier et journées d'ouvriers pour la confection d'aqueducs, l'un à Beauce, l'autre à Inseprez due au sieur Joseph Chapelle, maçon à Malonne.

8° Une note de 132 francs 15 centimes pour fournitures et travaux pour restauration de la fontaine à l'agasse en 1900 due au même.

9° Une note de 4 francs due à la demoiselle Louise Chapelle pour nettoyage des écoles lors de la distribution des prix et diverses fournitures en 1900.

10° Une note de 47 francs 29 centimes pour réparations exécutées à l'escalier de la porte d'entrée de l'église en 1900, y compris certaines fournitures, due au susdit Joseph Chapelle.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Jean Chabart et C^{ie} sollicite l'autorisation de changer un petit sentier qui traverse la carrière qu'il loue à la commune, sise à Insevaux ;

Considérant que le sentier susdit gêne l'exploitation de la carrière en ce sens qu'il empêche l'extraction des pierres où celles-ci sont les meilleures et en plus grande quantité ;

Considérant que ce changement peut se faire sans gêne aucune pour la bonne circulation,

Décide :

Le susdit Chabart et C^{ie} sont autorisés à faire le changement projeté sous la condition que le sentier sera établi de telle manière qu'il ne soit pas plus difficile que dans l'état où il est actuellement, et qu'il ne présente pas de danger pour la circulation.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

p. 198.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, dans la séance du 11 décembre 1899 il a été procédé à la nomination d'une institutrice gardienne provisoire pour une année à partir du 1^{er} janvier 1900 ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre une décision à l'effet de savoir s'il y a lieu de maintenir l'école et de nommer une institutrice titulaire ;

Considérant que la fréquentation de l'école a été assez bonne et qu'il y a lieu de la maintenir et de nommer une institutrice effective ;

Décide à l'unanimité qu'il sera procédé dans la prochaine séance à la nomination d'une institutrice gardienne effective avec entrée en fonction au 1^{er} janvier 1901.

Cette place ne sera ni affichée ni annoncée dans les journaux.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de (restauration) nous disons d'amélioration des chemins n° 4 et 30 d'Insevaux à Buzet par Babin ;

Vu la modification faite au tracé en ce qui concerne la partie prenant à la grande carrière et aboutissant à la route près du moulin Lambert Noulard ;

Vu les plans, devis et cahier des charges ;

Considérant qu'il y a lieu de remplir les formalités préliminaires d'usage en ce qui concerne la partie du chemin dont le plan a été modifié ;

Décide

Le plan tel est actuellement dressé est approuvé.

Il sera procédé à l'enquête de commodo et incommodo prescrite par la loi et à l'expertise des emprises nouvelles des terrains à acquérir.

M. le bourgmestre est délégué pour procéder à l'enquête de commodo et incommodo et MM. Dieudonné Riffart et Julien Massaux, cultivateurs, sont désignés pour faire l'expertise des emprises.

Une somme de cinq francs est votée pour solder les experts.

Avis de cette décision sera donné aux experts.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une réclamation du sieur François Laurent, au sujet du prix des fosses du cimetière ;

Considérant qu'il résulte de cette réclamation que la partie de terrain du cimetière où se font actuellement les inhumations est remplie de pierres et que par suite, le fossoyeur éprouve des difficultés pour exécuter son travail ; que ce travail lui de-

p. 199.

mande un temps beaucoup plus long et qu'ainsi il y a lieu d'augmenter le prix des fosses d'inhumation.

Considérant qu'il y a lieu en conséquence de faire un nouveau tarif ;

Il est décidé que les fosses d'inhumation dans le cimetière seront payées comme suit à partir du 1^{er} 9^{bre} 1900 :

4 francs par fosse pour les personnes âgées de plus de 12 ans dont les funérailles seront faites avant dix heures du matin ou après l'heure de midi ;

5 francs pour des personnes dont les funérailles seront faites à partir de 10 heures jusque midi ;

1 franc 50 par fosse des enfants âgés de moins de 12 ans ;

3 francs par fosse de toutes les personnes indigentes, quelle que soit leur âge (sic !) ;

Ce nouveau tarif sera porté par voie d'affichage à la connaissance du public.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 29 octobre 1900.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Maximilien Massaux, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que par acte du 26 juillet 1899, la Société anonyme « La Majolique » de Bruxelles a loué la carrière communale dite « Roche du Piroy » pour le prix de 12.000 francs ; minimum ;

Considérant qu'aux termes de l'article ... des conditions du bail le prix de location est payable par anticipation ;

Considérant que malgré les réclamations du Receveur communal, le rendage prenant cours le ... 1900 n'est pas encore payé

Considérant dès lors qu'il est du devoir de la commune d'attirer la société locataire en justice pour la forcer à payer la somme de 12000 francs due ;

Décide :

La Société anonyme la « Majolique » sera poursuivie devant les

p. 200.

tribunaux pour le recouvrement de la somme de 12000 francs qu'elle doit à la commune comme prix de location de la roche du piroy prenant cours le ...

copie de la présente délibération sera remise à M. l'avocat Huart, chargé de faire les poursuites susdites.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle la commission organisatrice des fêtes qui ont eu lieu sur la place du Malpas à l'occasion de la kermesse d'octobre, prie le Conseil de bien vouloir voter une somme pour lui venir en aide dans la dépense à résulter des dites fêtes ;

Considérant qu'il est d'usage depuis quelques années à Malonne de voter des subsides pour les fêtes communales et qu'une somme de 75 francs a été votée pour la fête au Fond de Malonne ;

Considérant qu'il y a lieu d'accorder la même faveur pour la fête du Malpas ;

Le Conseil décide qu'un subside de 75 francs est accordé pour la fête dont il s'agit.

Le Collège échevinal est chargé de mandater cette somme au nom de M. le Président et trésorier de la commission des fêtes.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 3^e trimestre de l'année 1900 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 9 8^{bre} courant était de 7738 francs 54 centimes.

Ce document est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives communales et des copies en sera adressée (sic !) à M. le Commissaire de l'arrondissement de Namur et à M. le Receveur communal.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Note de 52 francs 20 centimes due au sieur Camille Jacquet, pour réparation de la toiture de l'église de Malonne en 1900 y compris les fournitures.

2° Note de 172 francs 75 centimes due audit Jacquet, pour réparation de la toiture des écoles y compris les fournitures en 1900.

3° Note de 3.75 due au sieur Mathieu Deton pour voyages à Morlanwez au sujet de M. Patigny, sous-instituteur.

4° Note de 12 francs 50 centimes pour fourniture de pierres pour la fontaine du cimetière en 1900 due à Chabart et C^{ie}.

5° Note de 26 francs 25 centimes pour fourniture de dalles et pierres pour l'aqueduc des Calenges en 1900, due audit Chabart et C^{ie}.

6° Note de 27 francs 84 centimes pour fourniture de deux seuils pour les aqueducs du nouveau chemin de Beauce en 1900 dues aux mêmes

p. 201.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la liste des contribuables qui sont en retard de payer leurs cotisations de voirie ;

Considérant que ces contribuables, malgré les avis réitérés du receveur, ne s'acquittent pas de ce qu'ils doivent de ce chef à la commune et que rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés ;

Considérant qu'il y a lieu de les attirer en justice pour les obliger à payer ;

Décide :

Les retardataires dont les noms suivent seront attirés en justice pour le recouvrement des sommes renseignées en regard de leurs noms dans la liste suivante :

années	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	totaux		Observation
Wétrin-Ernoux Nicolas	7.50	2.50	"	"	"	7.50	7.50	25	"	
Boland-Chapelle Alexandre	"	"	1.25	"	1.25	1.25	1.25	6	25	
Wéry-Thirot, Théophile	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	15	"	
Biernaux-Linard, Alfred	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50	
Hoppe Alfred	"	"	2.50	"	2.50	2.50	2.50	10	"	
Michaux-Detry, Florent	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50	
Acusilas-G_Frékin, Victor	"	"	"	1.25	1.25	2.50	2.50	7	50	
Bodson-Renier – J ⁿ B ^{te}	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	"	
Boigelot-Binamé, Alexis	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	"	
Dupuis-Dewez, Aimé	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	"	
Lebrun-Sacré, Joseph	"	"	"	1.25	1.25	1.25	1.25	5	"	
Lesire-Dosimont, Joseph	"	"	"	7.50	6.25	2.50	2.50	18	75	
Renier-Chapelle, Constant	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	"	
Renier-Leprêtre, Gabrielle, V ^{ve}	"	"	"	7.50	7.50	7.50	7.50	30	"	
Renier-Tasiaux, Louis, la V ^{ve}	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	"	

Baily-Beaufays, Félicien	"	"	"	"	"	1.25	1.25	2	50	
Baily-Chapelle, Ferdinand	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Boigelot-Riboux, Pierre	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Boutefeu-Hancotte, Elie	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Brosteau-Hancotte, Nicolas	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Culot, Laurent	"	"	"	"	1.25	1.25	1.25	3	75	
Decauwert-Hoppe, Louis	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Dotreppe-Bocquia J ^h	"	"	"	"	1.25	1.25	"	2	50	
Hancotte, Théodule	"	"	"	"	2.50	"	"	2	50	
Lecallié, Félix	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Marchal-Thirot, Pierre Gabriel	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Patiny-Chapelle, Zacharie	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Riffart, Ferdinand et sœur	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Riffart-Lambion, Lambert	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	

p. 202.

années	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	totaux		Observation
Remy-Wéri, Mathurin	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Thirot-Marneffe, Frédéric	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Wéry, Marie-Louise	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Wuart-Namèche, Jacques	"	"	"	"	2.50	"	"	2	50	
[...] Camille V ^{ve}	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50	
Etienne Camille	"	"	"	"	3.25	"	"	3	25	

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. Le Receveur communal qui est chargé de faire les démarches nécessaires ;

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget du bureau de bienfaisance pour l'année 1901 et, après examen, il est décidé qu'il y a lieu de l'ajourner à la prochaine séance ; le subside réclamé à la commune paraissant exagéré, le Conseil désire voir la liste des indigents secourus avant de donner son avis.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant la restauration des écoles communales et la fourniture de mobiliers scolaires ;

Vu la lettre de M. le Commissaire d'arrondissement en date du 22 8^{bre} courant, nous faisant connaître qu'un arrêté de la Députation permanente du Conseil provincial de Namur du même mois N° B 676347 nous autorise à mettre en adjudication le projet susdit, sous la condition que l'administration communale se mette d'accord avec l'architecte provincial pour la date d'adjudication,

Vu l'arrêté susdit,

Décide :

Le Collège échevinal est autorisé à mettre les travaux d'amélioration et la fourniture de mobiliers en adjudication, sous la condition de se mettre d'accord pour la date avec l'architecte et que cette adjudication n'aura pas lieu avant que le conseil ait décidé l'article à ajouter au cahier des charges concernant un minimum de journées à payer par l'entrepreneur aux ouvriers.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de vente de deux parties d'excédant de largeur de chemin, sis au lieudit « La Roche » entre les chemins n° 5 et sans numéro, et la propriété du sieur Jean Martin, mesurant un are quarante-trois centiares ;

Vu les plans des lieux dressés par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

p. 203.

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de 36 francs 30 centimes en totalité ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'est survenue au sujet de la vente projetée ;

Considérant que les excédants dont l'aliénation est projetées ne sont d'aucune utilité et que, par conséquent, rien ne s'oppose à ce qu'ils soient vendus, et qu'il y a avantage pour la caisse communale,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous autoriser à vendre à dire d'experts les excédants dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération avec les pièces et les plans y annexés sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

M. le Bourgmestre, ayant un intérêt direct avec la question suivante, s'est retiré de la salle de séance pendant la délibération prise sur cet objet, et la séance est présidées par l'échevin Bailly ;

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'acquisition d'une partie de terrain sise au lieudit « Le Piroy » (Malonne, mesurant 2 ares 39 centiares 10, appartenant au sieur Thomas Chapelle, et destiné à l'élargissement du chemin n° 7 ;

Vu le plan dressés par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de 181 francs 98 centimes ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été soulevée contre l'acquisition projetée ;

Considérant que le terrain est absolument nécessaire pour l'élargissement d'une partie du chemin n° 7 ;

Décide :

La Députation permanente sera priée de nous autoriser à acquérir le bien dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double avec les pièces et plans susvisés à la Députation permanente.

M. le Bourgmestre rentre dans la salle des séances et reprend la présidence de l'assemblée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 23 de la loi du 10 avril 1841 sur la voirie vicinale ;

Attendu qu'aux termes de cet article de loi, le propriétaire ou l'entrepreneur d'une exploitation quelconque peut être appelé à l'en-

p. 204.

retien des chemins qu'il dégrade par ses transports et ce au moyen de subventions spéciales proportionnées aux dégradations occasionnées ;

considérant que les transports des pavés que M. Trussart fait dans la commune sont d'une importance telle qu'ils occasionnent une détérioration assez importante aux chemins qu'ils empruntent en cette commune ;

considérant dans ce cas qu'il est de justice d'appeler M. Trussart à l'entretien des chemins dont il s'agit, conformément à la loi ;

Décide :

Le sieur Trussart sera invité à verser chaque année dans la caisse communale une somme de 50 francs à titre de subvention spéciale pour dégradation à la voirie.

Il sera écrit dans ce cens à M. Trussart et en cas de refus de sa part il sera procédé à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de construction et d'amélioration du chemin N° 4 et 30 d'Insevaux à Buzet par Babin ;

Vu le plan dressés par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le devis estimatif des travaux s'élevant à la somme de 16541 francs 46 centimes ;

Vu le cahier des charges du projet ;

Considérant que les chemins à améliorer est absolument nécessaire ;

Décide :

L'autorisation de mettre les travaux en adjudication sera sollicitée de l'autorité supérieure.

Des subsides seront sollicités de la Province et du Gouvernement, pour mettre la commune en mesure de faire face à la dépense.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation avec les pièces composant le projet.

Il est ensuite (donné lecture d) nous disons procédé à la nomination de délégués qui sont chargés des négociations concernant l'acquisition des emprises nécessaires pour l'amélioration du chemin de Babin susdit.

Les conseillers MM. Moreau et Charlot, et le secrétaire Legrain sont nommés délégués et chargés desdites négociations.

Le Conseil s'occupe ensuite du projet de construction d'un réservoir aux Trieux, et, après diverses explications, décide que ladite citerne sera construite à l'emplacement désigné pri-

P 205.

mitivement.

M. Massaux est chargé de faire le plan et le devis des travaux à exécuter.

Il est ensuite décidé qu'il y a lieu d'ajourner la nomination des agents recenseurs pour les recensements de l'agriculture et de la population ; que le puits de Chepson sera nettoyé ; que la fontaine d'Aoust sera réparée et que la somme de trente francs sera payée à M. A. Chapelle à titre de gratification pour déplacement, et surveillance du chemin de Beauce.

Le conseil communal de Malonne, siégeant à huis clos,

Vu la délibération du Collège échevinal en date du 13 octobre dernier portant nomination du sieur Albert Piette, instituteur diplômé à Lesves, en qualité de sous-instituteur intérimaire à Malonne, à l'école des garçons, en remplacement du sieur Georges Patigny, malade ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef ;

Vu l'article 9 de la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Décide :

Le traitement du sous-instituteur intérimaire est fixé à 1200 francs par année.

Expédition de la présente (nomination) nous disons délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentées par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement de M. Baily, membre sortant au 31 décembre 1900 ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province en date du 26 8^{bre} 1900 F. N° 677.664 ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 Mars 1836,

Arrête :

Le sieur Joseph Baily, charron, ayant obtenu 6 voix sur 6 votants est nommé membre du Bureau de bienfaisance.

Expédition de la présente résolution, accompagnée des présentations faites par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal sera adressée en double à la Députation permanente pour information.

M. le conseiller Charlot a refusé de prendre part au vote et M. Baily s'est abstenu.

Le conseil communal de Malonne, siégeant à huis clos et assemblé en comité secret,

p.206.

Considérant que, par délibération du 11 décembre 1900, il a été procédé à la nomination d'une institutrice gardienne provisoire pour une année, et que cette année finira le 31 décembre 1900 ;

Considérant que la classe gardienne est assez bien fréquentée et qu'il y a lieu de procéder à la nomination d'une institutrice gardienne définitive ;

Vu la demande nous adressée en obtention de cette place, par la demoiselle Louise Paquet, institutrice gardienne provisoire ;

Vu la copie du diplôme qui constate que la postulante a subi les épreuves prescrites par la loi sur la matière ;

Vu la loi du 15 septembre 1895 ;

Procédant par un scrutin secret à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des votes que la dite demoiselle Paquet a obtenu 7 voix. Un bulletin blanc.

En conséquence nomme la susdite Louise Paquet institutrice gardienne à Malonne.

Son entrée en fonction est fixée au 1^{er} janvier 1901.

Expédition de la présente nomination, avec les pièces y annexées, sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans la séance de ce jour, il a été procédé à la nomination de la demoiselle Louise Paquet comme institutrice gardienne à l'école communale de Malonne, et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont elle jouira en cette qualité ;

Vu l'article 7^d de la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Décide :

Le traitement de la demoiselle Paquet est fixé à 775 francs par année à partir du 1^{er} janvier 1901.

Ce traitement sera inscrit au budget dudit exercice.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil passe ensuite à la formation du budget communal pour l'exercice 1901.

Après examen des sommes qui sont supposées nécessaires, il est procédé au vote de chacune des allocations à y inscrire.

Il se constitue ensuite en comité secret pour le vote des traitements des employés communaux qui restent fixé au chiffre de 1900.

Le vote sur l'ensemble du budget est ajourné à la prochain-

p. 207.

ne séance.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 21 novembre 1900.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Maximilien Massaux, Joseph Renier, A. Chapelle, A. Moreau, J. Charlot, A. Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que par acte du 26 juillet 1899, la commune de Malonne a loué pour le prix minimum de 12.000 francs, payables par anticipation à la Société anonyme la « Majolique » la carrière dite du Piroy ;

Considérant que le terme de location prenant cours le 26 juillet 1900 n'est pas payé et que la commune ne peut parvenir à se faire payer, la société locataire étant en liquidation ;

Considérant qu'il résulte de la lettre du 17 7^{bre} courant de M. l'avocat Huart, que les liquidateurs de la société consentent à payer à la commune une somme de 8.000 francs à la condition que la résiliation du bail sera acceptée ;

Considérant que la commune n'a rien à espérer d'une société en liquidation et que le bail ne peut plus être considéré comme sérieux ;

Considérant qu'il y a lieu d'accepter les 8000 francs proposés et d'accepter la résiliation du bail ;

Décide :

Le Collège échevinal est autorisé à signer la résiliation du bail susdit, sous la condition qu'il sera payé à la commune une somme de 8000 francs avant la fin décembre prochain.

L'acte à intervenir entre le Collège échevinal et les liquidateurs ne sera valable qu'après avoir été approuvé par la Députation permanente.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 208.

Séance du 2 décembre 1900.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le Conseil va mettre en adjudication la restauration des écoles avec fourniture de mobilier et qu'il va également demander l'autorisation de mettre en adjudication les travaux de construction du chemin de Babin ;

Considérant que dans notre séance du 22 août dernier, il a été décidé que les minimas de salaire seraient inscrits dans les cahiers des charges de chacune des adjudications faites par la commune ;

Décide :

Les minimums des salaires seront inscrits dans les cahiers des charges suivants, comme suit :

Adjudication concernant la restauration de l'école et fourniture de mobiliers :

Maçons 40 centimes à l'heure – Peintres 35 centimes à l'heure.

Manœuvres et terrassiers 35 centimes à l'heure.

Adjudication du chemin du Babin :

Maçons 40 centimes à l'heure.

Terrassiers ordinaires 30 centimes à l'heure.

Ouvriers pour l'arrochement de la route 35 centimes à l'heure.

Le Conseil décide ensuite qu'il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de dresser les plans nécessaires à l'acquisition des emprises de terrains nécessaires pour la construction du chemin de Babin.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du sieur Joseph Minjeot par laquelle il nous fait connaître qu'il ne consent à vendre son étang que pour une somme de 1500 francs et se réservant en outre la faculté de laisser boire ses vaches quand elles viennent à la pâture.

Après quelques observations entre les membres de l'assemblée, il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire à une prochaine séance.

Le Collège échevinal est chargé de s'entendre avec le sieur Minjeot afin de voir s'il y a possibilité d'arranger l'affaire.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget de l'exercice

p. 209.

1901 du bureau de bienfaisance et, après examen, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été réglé par l'établissement intéressé.

Il sera adressé à la Députation permanente pour approbation par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande des sieurs Dermine Noulard, Mazure Ernest et autres, tendante à ce que la commune fasse établir une pompe pour prendre l'eau au ruisseau à proximité de leurs demeures ;

Considérant que l'administration communale est en pourparlers avec l'établissement des Frères au sujet du voûtement de tout le ruisseau du Fond de Malonne, avec un système de distribution d'eau potable dans le hameau, et que par conséquent, il n'y a pas lieu de prendre une décision à ce sujet en ce moment ;

Décide qu'il y a lieu d'ajourner la demande des habitants dont il s'agit.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Note de 11 francs 25 centimes présentée par le sieur Julien Chapelle pour journées employées à la réparation du puits au Piroy.

2° Note de 50 francs due au sieur Romedenne-Lecaille de Floreffe pour fournitures pour l'école gardienne en 1900.

3° Note de 2.75 présentée par le sieur François Thibaut, pour fourniture pour les corniches des écoles en 1900.

4° Note de 2.25 présentée par le même pour réparation de la porte du cimetière en 1900.

Et 5° Note de 3.50 pour fourniture de ferraille pour le puits du Fond de Malonne en 1900.

Ces notes seront payées aux intéressés.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les sapins de la 1^{ère} sapinière du bois communal dit « Le Tronquois » sont arrivés à une grosseur qui permet de les exploiter et qu'en conséquence il y a lieu de les mettre en vente ;

Considérant qu'il en est de même pour les sapins qui se trouvent à l'entrée et à l'intérieur du cimetière communal,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous autoriser de vendre par adjudication publique au profit de la caisse communale, les sapins ci-dessus désignés.

Expédition de la présente délibération sera adressée (en double) nous disons en triple à la Députation permanente par l'entremise de M. le Garde général du ressort.

p. 210.

Le Conseil prend ensuite connaissance des totaux du budget communal formé dans la séance du 29 octobre dernier et qui sont les suivants :

Recettes générales 48406-36

Dépenses générales 39827-35

Recettes pour l'enseignement 5411-97

Dépenses de même espèce 5411-97

Recettes pour l'école d'adultes 392.50

Dépenses de même nature 392.50

Recettes écoles gardiennes 1026-00

Dépenses même espèce 1026-00

Recettes pour la voirie 16399-30

Dépenses pour le même objet 16399-30

Capitaux – recettes 1111-04

Capitaux dépenses néant

Après examen, l'ensemble du budget est mis aux voix et approuvé à l'unanimité des membres présents.

Ledit budget sera adressé en quadruple expédition à l'autorité supérieure par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le conseil communal, siégeant à huis clos, et constitué en comité secret,

Considérant qu'il doit être procédé au 31 décembre courant à un recensement général de la population ;

Considérant qu'il y a lieu de nommer un agent pour faire ce travail ;

Vu les demandes nous adressées par les postulants ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Valentin Borremans a obtenu 3 voix, le sieur Arthur Bodson 3 et le sieur Auguste Renard une.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue à ce premier scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Il résulte du dépouillement des votes que le sieur Valentin Borremans a obtenu 4 voix et le sieur Arthur 3.

En conséquence, nomme le susdit Borremans agent recenseur comme ayant obtenu la majorité absolue des suffrages.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Commissaire de l'arrondissement pour information.

Avis de cette nomination sera également donné à l'intéressé.

Cette nomination terminée,

p. 211.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'un recensement de l'agriculture doit avoir lieu chaque année au 31 décembre et qu'il est nécessaire de nommer un agent chargé de faire ce travail ;

Vu les demandes nous adressées par les postulants à cette place ;

Procédant par un bulletin secret et à la majorité absolue des suffrages, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Auguste Renard a obtenu 4 voix et le sieur Arthur Robson 3.

En conséquence nomme le sieur Auguste Renard agent recenseur pour l'agriculture comme ayant obtenu la majorité absolue des suffrages.

Expédition de la présente nomination sera adressée pour information à M. le Commissaire de l'arrondissement.

Avis sera également donné à l'intéressé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 9 janvier 1901.

Sont présents Messieurs T. Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Alexandre Chapelle, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte de location de la Grande Carrière du Richir en date du 3 décembre 1900 adjudgé par le Collège échevinal au sieur Théodule Hancotte, maître de carrières à Malonne, sous la caution du sieur Louis Demeuse, instituteur audit Malonne, pour le prix de 110 francs par année ;

Considérant que le prix de location, bien que considérablement diminué, peut encore être considéré comme représentant la valeur locative de la carrière et que le locataire nous apparaît offrir les garanties sous le rapport du paiement et de la bonne exploitation de la carrière ;

Décide :

L'acte de location dont il s'agit est approuvé.

Il sera approuvé nous disons adressé pour approbation à la députation permanente par l'entremise de m. le Commissaire de l'

p. 212.

arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance des actes d'adjudication du 4 janvier courant, concernant la restauration des écoles communales et de la fourniture de mobiliers scolaires adjugés le premier au sieur Joseph Charlier de Flawinne pour 5930 francs, et le second adjugé au sieur Joseph Chaput de Mazy, pour 3779 francs 18 centimes.

Considérant que les prix d'adjudication représentent à notre avis la valeur des travaux à exécuter et que les soumissions admises sont les plus avantageuses ;

Il est décidé qu'il y a lieu de les approuver.

Elles seront adressées pour approbation à la Députation permanente aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

Le conseil communal de Malonne,

Vu notre délibération en date du 21 9^{bre} dernier autorisant le Collège échevinal à signer la résiliation du bail du 26 juillet 1899, contenant location de la Roche du Piroy à la Société anonyme la Majolique et ce, sous la condition que ladite société paiera à la commune une somme de 8000 francs à titre d'indemnité de résiliation.

Vu l'acte de résiliation du bail susdit intervenu le 22 décembre 1899 entre le Collège échevinal et les liquidateurs de la Société la Majolique ;

Vu la lettre de M. Blondet donnant son acquiescement (sic !) à l'acte de résiliation ;

Considérant que cet acte est régulièrement dressé et suivant les conditions de notre délibération du 21 9^{bre} prérappelé ;

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la députation permanente aussitôt les formalités d'enregistrement remplies.

Ces affaires terminées,

Le Conseil prend connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Note de 46 francs 20 centimes due au sieur Chabart et C^{ie} pour fourniture de dalles, perré et borne pour un aqueduc à la fontaine et bornage de la propriété Berlaiment.

2° Note de 10 francs 40 centimes due au sieur Note de due au sieur Alfred Biernaux, pour fourniture de chaux pour réparation des fontaines en 1899.

3° Note de 11 francs 25 centimes due au sieur Note de due au sieur Joseph Chapelle pour travaux exécutés aux aqueducs à la Fontaine.

4° Note de 3 francs 75 centimes due au même travaux exécu-

p. 213.

tés à la fontaine Daoust.

5° Note de 50 francs 54 centimes due au sieur Henri Lesire pour badigeonnage des écoles en 1900, y compris les fournitures en 1900.

6° Note de 65 francs 64 centimes due au sieur Waha et C^{ie} pour fourniture de pierres taillées pour la construction d'une gargouille au Malpas.

7° Note de 22 francs due au sieur Thone Benoît pour charriage de matériaux pour la réparation du puits près de la maison Acuilas et de celui du Piroy en 1900.

8° Note de 162 francs 25 centimes due au sieur Thone susdit pour charriages divers effectués pour l'amélioration de la voirie en 1900.

Ces notes seront payées aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la commune a acquis en 1900 du sieur Victor Renier une parcelle de terrain mesurant 39 ares 79 centiares sise dans le bois communal dit le Tronquoi et complètement entourée par celui-ci ;

Considérant qu'il y a lieu de reboiser cette partie de terrain par la raison que ce reboisement contribuera considérablement à l'embellissement (sic !) du bois et que la location de ce bien serait impossible à cause des ravages que les lapins occasionnent à la récolte ;

Attendu que le moment de faire ce reboisement est arrivé et que, par conséquent, il y a lieu de solliciter l'autorisation nécessaire,

Décide :

La Députation est priée de nous accorder l'autorisation dont il s'agit.

Ce reboisement sera fait conformément aux conditions qui nous seront présentées par l'administration des Forêts et avec les essences de bois les plus convenables, bouleaux, charmes, chênes et hêtres.

Un subside en rapport avec l'importance de la besogne est sollicité de la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'apôstille de M. le Gouverneur de la Province de Namur nous communiquant une demande de la Société de musique la « Phalange » tendante à obtenir un subside sur les fonds provinciaux ;

Vu le tableau de renseignements joint à l'apostille susdite ;

Considérant # que ladite société (renvoi approuve) est à peu près composée d'ouvriers et par conséquent se trouve dans l'impossibilité de se procurer les fonds qui lui sont nécessaires pour payer le chef chargé de la direction et de donner des leçons aux jeunes membres ;

p. 214.

Décide :

Il donne un avis favorable à la demande de subside dont il s'agit.

Le tableau de M. le Gouverneur rempli conformément à la décision qui précède sera retourné à M. le Gouverneur.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Contrôleur du cadastre nous faisant connaître que le 1^{er} et le 3^e volume de la matrice cadastrale de cette commune sont à relier et que les feuilles 9^{ème} A 1^{ère} et B 2^e sont en fait hors d'usage et doivent être renouvelées au plus tôt,

Considérant que l'examen de ces documents constate que le travail demandé par M. le Contrôleur est absolument nécessaire ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Directeur des Contributions pour l'exécution de ce travail, et une demande de subside sera adressée au Gouvernement pour nous aider à supporter la dépense à en résulter.

La question relative à l'exécution d'une citerne au lieu dit les « Trieux » est ensuite examinée.

Le 1^{er} projet, l'acquisition du terrain de M. J. Minjeot, formant étang, est d'abord discutée. Mise aux voix, elle est écartée à l'unanimité des suffrages et ce pour le motif que le propriétaire veut conserver le droit d'y pouvoir faire boire son bétail, ce qui est un inconvénient pour la qualité des eaux.

Le 2^e projet consistant à construire une citerne sur un terrain communal est ensuite examiné, et de commun accord, il est décidé qu'une commission des membres du Conseil se rendra sur les lieux pour choisir la place qui conviendrait le mieux pour servir d'emplacement à la dite citerne.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Curé prie l'administration de bien vouloir décider que les réparations qui sont nécessaires au presbytère seront faites au plus tôt, le bâtiment n'étant plus habitable tel qu'il est actuellement.

Après avoir entendu les explications de M. le Bourgmestre et de M. l'échevin Riffart, qui ont été inspecter les lieux, il est décidé que les réparations réclamées seront faites aussitôt que possible.

Ces travaux n'étant pas de nature à être mis en adjudication, seront exécutés à la journée sous la direction de M. l'échevin des travaux publics.

Le conseil communal de Malonne,

p. 215.

Vu la lettre de M. Georges Bertouille relative à un échange de terrain qui a eu lieu entre lui et la commune il y a quelques années, et par laquelle il demande que les formalités nécessaires soient remplies afin de pouvoir passer l'acte d'échange ;

Considérant en effet qu'un échange de terrain a été fait entre la commune et le susdit Bertouille et que, vu son peu d'importance, il avait été convenu qu'aucune formalité ne serait remplie pour épargner des frais ;

Considérant que puisque l'un des échangeurs tient à se mettre en règle, il y a lieu de régler la situation,

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de dresser les plans nécessaires et, aussitôt les plans en possession du Collège échevinal, il sera procédé à l'enquête de commodo et incommodo prescrite par la loi et à l'expertise des biens à échanger.

Le Conseil, sur la proposition de M. le conseiller Charlot, décide ensuite qu'il sera écrit à l'administration communale de Floreffe pour la prier de faire réparer le chemin longeant la commune de Malonne depuis chez M. Louis Etienne jusqu'au bout de la propriété Roussel au Broctia.¹⁵

Sur la proposition du même conseiller, il est décidé qu'il sera écrit à l'administration des chemins de fer vicinaux pour la prier d'organiser le tram d'ouvriers passant le matin à Malonne, à partir du 15 Mars de chaque année et d'organiser un autre train pour les ouvriers qui partiraient à 7 heures du soir de Namur, le train de 8 heures du soir partant est absolument trop tard pour être favorable aux travailleurs.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 20 janvier 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes âgés de 6 ans au moins et de 14 ans au plus à la date du 1^{er} octobre 1900

p. 216.

et fréquentant les écoles communales,

vu l'article 3 de la loi organique de l'instruction primaire (dispositions coordonnées des lois du 20 septembre 1884 et du 15 7^{bre} 1895) ;

vu l'arrêté royal du 15 septembre 1895 concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 1, 2, 9 et 11 ;

vu la délibération par laquelle le Bureau de bienfaisance de Malonne fait connaître que, dans les frais de l'instruction gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;

en exécution de l'arrêté royal précité article II,

Arrête :

Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année scolaire 1900 à 1901 est fixée comme suit :

Désignation des écoles	Nom et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits		
			Masc.	Fém.	Total
Ecole communale	Demeuse Louis Leclercq Max La V ^{re}	Garçons Filles			
Enfants admis de droit (art. 1 ^{er} de l'A.R. du 15 7 1895)			70	25	914
Enfants admis facultativement (art. 9 de l'A.R. du 15 7 1895)			12	2	

¹⁵ Actuellement, cela doit être le « chemin de Maulenne ».

La présente délibération sera adressée en double expédition avec les copies des listes de chaque école et une copie de la délibération du bureau de Bienfaisance à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne assemblé en comité secret et siégeant à huis clos ;

Vu la lettre par laquelle le sieur Georges Patigny, sous-instituteur à Malonne, donne sa démission de ses fonctions ;

Considérant qu'il y a lieu d'accepter cette démission,

Décide :

La démission du sieur Georges Patigny est acceptée.

Il devra rester à la disposition de l'administration pendant le temps prescrit par le règlement, si celle-ci le juge nécessaire.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le sieur Georges Patigny a, par lettre du 16 janvier courant, donné sa démission de sous-instituteur et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Sur la proposition de M. le conseiller Charlot, la question de soumettre cette nomination à un référendum des pères de famille

p. 217.

est rejetée par 7 voix contre une, celle de M. Charlot.

Décide ensuite que la nomination dont il s'agit aura lieu le dimanche 3 février prochain.

Il est également décidé par 5 voix contre 3 que cette vacance sera publiée dans le journal l'Opinion libérale. Les 3 opposants ont voté pour que cette publication soit faite dans le journal le Peuple.

Cette place sera également portée à la connaissance des habitants de Malonne par voie d'affiches.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 3 février 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, J. Renier, Alexandre Chapelle, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre séance du 9 janvier dernier il a été décidé qu'il y a lieu de faire remplacer deux feuillets du plan cadastral, section A 1^{ère} feuille et S^{on} B 2^{ème} feuille et faire relier le 1^{er} et le 3^{ème} volume de la matrice ;

Considérant qu'à la suite de ce vote, M. Durieux, contrôleur du cadastre, est venu examiner les plans et les registres et qu'il résulte de son examen qu'il y a également lieu de faire renouveler la feuille S^{on} D et de faire relier le 2^e, 4^e et 5^e volume ;

Considérant en effet qu'il résulte de la vérification de ces documents que la recommandation de M. le contrôleur nous paraît devoir être admise ;

Décide en conséquence que la feuille S^{on} D sera remplacée et les 2^e, 4^e et 5^e registre de la matrice seront reliés en même temps que le 1^e et 2^e.

Il sera donné avis de cette décision à M. le Directeur des Contributions à Namur.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le 22 décembre 1900, il a été passé entre le Collège échevinal et les liquidateurs de la Société anonyme la Majolique

p. 218.

une convention relative à la résiliation du bail de la Roche du Piroy, moyennant le paiement à la commune d'une somme de 8000 francs ;

Considérant que cette pièce a été enregistrée provisoirement au montant de 2 francs 40 centimes, mais que les droits d'enregistrement définitif doivent s'élever à la somme de 492 francs 52 centimes ;

Considérant qu'il résulte de l'avis nous adressé par l'avocat Huart que les liquidateurs susdits consentent à payer la moitié des frais et que par suite la commune n'aura que la moitié des frais à sa charge ;

Considérant que l'acte de résiliation a déjà été approuvé par le Conseil dans sa séance du 9 janvier dernier, mais qu'il n'a pas été adressé à l'approbation de la députation parce que les frais d'enregistrement sont trop élevés pour être payés par la commune ;

Considérant que rien n'empêche plus de faire approuver cette convention puisque les liquidateurs consentent à payer la moitié des frais,

Décide :

La convention dont il s'agit sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note de 3 francs 20 centimes due au sieur Camille Jacquet, plombier à Malonne, pour réparations et fournitures aux gouttières de l'église en 1900.

Les frais de cette note se rapportant à l'église du Piroy ne sont pas approuvés, étant à la charge de la fabrique et non à celle de la commune.

Il prend également connaissance d'une note de 64 francs due au sieur Théodule Remy pour fourniture d'ardoises pour la restauration de l'église de Malonne.

Il approuve également, après examen :

Une note de 8 francs 50 centimes due au sieur Célestin Patiny pour fourniture de 500 briques pour la réparation du puits du Piroy.

Une note de 9 francs trente-huit centimes due à Thomas Bastin pour concassage de 7 m ½ de pierres, à 1 fr 25 le mètre, pour la réparation du chemin dans la Vecquée en 1900.

Une note de 14 francs 38 centimes due à Félix Dermine pour concassage de 11 m ½ de pierres pour la réparation du chemin au Fond de Betronveau en 1900.

Une note de 21 francs 95 centimes pour travaux de maéchallerie et fournitures pour la réparation du puits du Piroy à Lecluselle.

Une note de 19 f 60 c due au susdit Lecluselle pour travaux de maréchallerie avec fournitures aux écoles en 1900, relatif au mobilier scolaire.

Note de 17 francs 05 centimes due au même pour travaux et four-

p. 219.

nitures aux écoles en 1900 et relatifs à l'entretien du bâtiment.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que la somme de 100 francs inscrite au budget communal comme traitement du garde-champêtre auxiliaire n'a pas été payée au titulaire depuis le 1^{er} juillet 1897, bien que les mandats aient été signés comme si les paiements avaient été faits ;

Attendu que ces mandats, avec autorisation du Conseil, ont été payés au secrétaire et que celui-ci a dépensé cet argent pour payer des travaux décrétés par l'administration communale mais non autorisés par l'autorité supérieure ;

Vu le compte des sommes reçues et des sommes payées comme suit :

2 ^e trimestre 1897		Payés avec les mandats ci-contre	
Mandat du cantonnier	50.00	Terrain Samson au Petit Bois	54.00
Mandat fictif au nom de Rifflart	8.00	Nettoyage de la salle communale après l'autopsie de la femme Bolle	4.00
Total	58.00	Total	58.00

Vu l'article 7^e de la loi sur l'enseignement primaire du 15 septembre 1895, modifiant celle du 20 septembre 1884 ;

Procède par un scrutin et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit.

Il résulte du dépouillement des votes que le susdit Piette, Albert-Ghislain, # né à Lesves le 18 juin 1877, actuellement sous-instituteur intérimaire à Malonne – renvoi approuvé. a obtenu l'unanimité des suffrages et est en conséquence nommé sous-instituteur à l'école des garçons à Malonne.

Son entrée en fonction est fixée au 4 février 1901.

Expédition de la présente nomination avec les pièces y annexées sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne assemblé en comité

p. 221.

secret et siégeant à huis-clos,

attendu que dans sa séance de ce jour il a été procédé à la nomination de M. Piette, Albert-Ghislain, en qualité de sous-instituteur à l'école communale des garçons et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef ;

vu l'article 7^e de la loi du 15 7^{bre} 1895 ;

Décide :

Le traitement de M. Piette, Albert-Ghislain, est fixé à la somme de 1200 francs par année.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double expédition à la Députation permanente pour approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 8 Mars 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de partage entre Malonne et Floreffe de l'entretien du chemin dit entre les deux pays et limitrophe entre les deux communes ;

Attendu qu'il résulte des explications de M. l'échevin des travaux publics que ce partage consiste en ce que l'entretien de la partie de chemin à prendre depuis babin jusqu'au Piroy sera à la charge de la commune de Malonne et la partie à prendre à Babin jusqu'au dessous des <champs de Malonne sera à la charge de la commune de Floreffe.

Considérant que ce partage nous paraît équitable et que l'entretien du chemin sera meilleur qu'avec le système suivi jusqu'à ce jour, pour la raison que chaque commune sera responsable de sa partie ;

Décide :

Le partage dont il s'agit est approuvé tel qu'il est (approuvé) nous disons propose pour un terme de 15 ans.

Il sera donné avis de cette décision à la commune de Floreffe qui sera priée de prendre une résolution analogue.

p. 222.

Un acte de transaction concernant ce partage sera passé entre les deux communes intéressées.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 4^e trimestre de l'année 1900 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 21 janvier 1901 était de 8554 francs et 2 centimes.

Ce document est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et des copies seront adressées à M. le Commissaire de l'arrondissement et à M. le Receveur communal.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle divers habitants de Malonne prient le Conseil de bien vouloir faire exécuter les travaux nécessaires pour améliorer un chemin qui dessert les terrains du hameau dit le Broctia qui, dans l'état où il se trouve actuellement, est tout à fait impraticable.

Considérant que le chemin dont il s'agit est d'une grande utilité pour l'exploitation de tous les terrains environnants et qu'il a besoin d'une amélioration convenable ;

Le Conseil décide qu'il y sera construit un empierrement de 250 mètres de longueur à partir du groupe des maisons du Broctia. Le restant du chemin sera empierré sur les exercices suivants.

Cet empierrement sera fait sur une largeur de deux mètres cinquante centimètres et sur l'épaisseur ordinaire ;

Le Collège échevinal le mettra en adjudication, mais celle-ci ne sera pas soumise à l'approbation de l'autorité supérieure et sera payée à l'aide de la somme de 2000 francs qui sera sollicitée comme crédit spécial pour travaux de voirie en 1901.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il survient chaque année certains travaux qui, par leur nature, ne peuvent faire l'objet d'une adjudication ;

Considérant que les demandes de crédits spéciaux doivent être adressées avant le 1^{er} juin de chaque année pour ces sortes de travaux ;

Considérant qu'il y a lieu de demander un crédit spécial pour l'exécution des travaux dont suit la désignation et l'évaluation :

1° Transport des terres provenant du curement des fossés, des acottements et du curage du ruisseau 500 francs.

p. 223.

2° Réparation d'un chemin au Broctia 900 francs

3° Transport des terres dans les chemins par suite de pluies ou d'orages 100 francs

4° Réparation des perrés 250 francs

5° Réparation des aqueducs 200 francs

6° Concassage des pierres 50 francs

Total deux mille francs.

Décide :

Un crédit spécial de cet import est sollicité de la Députation permanente pour payer la dépense éventuelle à résulter des travaux susdits.

Ce crédit sera prélevé sur les allocations portées aux articles 3 et 4 du titre X du budget de 1901.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver.

1° Une note de 19 francs 50 centimes due au sieur Michel et C^{ie} pour fourniture de matières premières pour l'enseignement des travaux manuels à l'école des filles en 1900.

2° Une note de 17 francs 45 centimes due aux sœurs Demoiselles Monnoyer pour fourniture des matières premières pour l'enseignement des ouvrages manuels à l'école des filles en 1900.

3° Une note de ... francs ... centimes due au sieur Casterman pour fournitures classiques pour les écoles nous disons pour l'école des filles en 1900.

4° Une note de 54 francs 10 centimes due au sieur Wesmael-Charlier pour fournitures classiques aux écoles des filles en 1900.

5° Une note de 22 francs due au sieur JosephThirot pour travaux et fournitures pour le puits du Piroy en 1900.

6° Note de 40 francs due au sieur Alfred Bister-Bois d'Enghien, pour fourniture de tableaux pour l'école gardienne en 1900.

7° Une note de 8 francs 90 centimes due au sieur Wesmael-Charlier pour fournitures classiques à l'école gardienne en 1900.

8° Une note de 41 francs 75 centimes due au sieur Bister-Bois d'Enghien fournitures classiques pour l'école gardienne en 1900.

9° Une note de 4.75 due au sieur Picard-Balon pour reliure du recueil des lois, procès-verbaux des séances du conseil Provincial administratif de 1898.

10° Une note de 4 francs 75 centimes pour reliure des mêmes documents en 1899, due au même libraire.

11° Une note de 156 francs 11 centimes pour fourniture des imprimés nécessaires pour la révision des listes électorales en 1900 et impression des listes.

p. 224.

due au même libraire.

12° Une note de 66 francs 30 centimes due au même pour fournitures pour l'élection législative de 1900.

13° Une note de 50 francs 08 centimes pour fourniture d'imprimés nécessaires pour la révision de la garde civique en mars 1900 due au susdit libraire.

14° Une note de 60 centimes due audit Picard-Balon pour fourniture de 20 livrets de mariage en 1900.

15° Une note de 6 francs pour fourniture d'affiches pour travaux aux écoles en 1900 due au même.

16° Une note de 6 francs 10 centimes pour affiches relatives à une location de terrain communal en 1900 nous disons d'une carrière en décembre 1900 due au même.

17° Une note de 8 francs 80 centimes due au même pour imprimés relatifs aux pension de vieillesse en 1900 due au même.

18° Une note de 3 francs pour fourniture de 4 livrets pour le garde-champêtre en 1900 due au même.

19° Une note de 8 francs 20 centimes due au même pour fourniture de billets de logement aux militaires lors des manœuvres en 1900.

20° Une note de 4 francs 60 centimes due au sieur Marchal-Badoux pour réparation de la toiture de l'église y compris certaines fournitures en 1900.

21° Une note de 18 francs 60 centimes pour frais relatifs à un acte d'acquisition d'une partie de terrain pour l'élargissement d'un chemin au Piroy, terrain acquis au sieur Chapelle, Thomas, en 1900, note due au notaire Richard.

Les notes reprises sous les numéros de 1 à 20 seront mandatées et payées. Celle reprise sous le N° 21 sera adressée à la Députation permanente pour approbation et payée ensuite au notaire intéressé.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle les habitants de Beauce demandent à ce qu'il soit établi un service d'éclairage public au passage du pont du déversoir et à celui de l'écluse, afin d'éviter les accidents qui y arrivent de temps à autre.

Après divers pourparlers, il est décidé qu'une commission des membres du Conseil se rendra sur les lieux afin d'examiner la nécessité qu'il peut y avoir d'établir le service d'éclairage réclamé.

Messieurs les Conseillers Charlot et Wéry sont déclarés nous disons nommés à cette fin.

Ces affaires terminées,

p. 225.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Gouverneur de la Province de Namur du 4 février dernier D. n° 683.869 nous faisons connaître que, par dépêche N° 31908 du 30 janvier 1901, M. le ministre de l'agriculture l'a informé que le projet d'amélioration du chemin n° 4 d'Insevaux à Babin ne donne lieu de sa part à aucune observation.

Considérant qu'en conséquence de la lettre précédente, la commune procéder à l'adjudication des travaux d'amélioration dudit chemin.

Considérant qu'avant de faire cette adjudication, il est cependant nécessaire que la commune soit en possession des emprises nécessaires à l'établissement dudit chemin ;

Vu les plans desdites emprises et le procès-verbal d'expertise, plans qui sont approuvés ;

Décide :

Il sera procédé à une enquête de commodo et incommodo concernant l'acquisition des terrains dont il s'agit.

En attendant l'accomplissement de cette formalité, le Collège est chargé de faire le nécessaire auprès des propriétaires des terrains pour les amener à signer des promesses de vente contenant en même temps autorisation de commencer les travaux avant l'achat définitif des terrains.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 14 avril 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les murs de clôture du cimetière communal sont dans un état de détérioration tel qu'il est absolument nécessaire d'y travailler sans retard ;

Considérant qu'il résulte des explications de M. le Conseiller

p. 226.

Chapelle que pour faire un bon travail, il est nécessaire que celui-ci soit exécuté en régie ;

Décide :

Les parties de murs du cimetière détériorées seront réparées convenablement et l'entière des murs seront ensuite recrépis au bon mortier fait au broyeur.

M. le Conseiller Chapelle est chargé de faire exécuter le travail à la journée et procurer les matériaux nécessaires à son exécution.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre 58^{bis} en date du 22 Mars dernier par laquelle M. le garde générale des Eaux et Forêts du ressort de Namur fait connaître que la commune est autorisée à faire approprier pour l'usage des habitants le chemin de la Vecquée dit « la voie Quenette ».

Considérant que cette autorisation est subordonnée à la condition que la commune signera une reconnaissance stipulant qu'elle ne réclamera jamais ledit chemin comme sa propriété, et que c'est seulement pour servir aux habitants que l'appropriation de ce chemin a été faite ;

Considérant que la commune doit se déclarer satisfaite dès que le passage est assuré aux habitants ;

Le Conseil décide que le Collège échevinal est autorisé à signer au nom de la commune de Malonne la reconnaissance dont il s'agit.

L'adjudication des travaux d'appropriation dont il s'agit aura lieu à une date qui sera fixée ultérieurement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que par suite de résiliation de bail, la carrière dite « Roche du Piroy » est actuellement sans locataire ;

Considérant qu'il y a lieu de la remettre en adjudication,

Décide :

La Roche du Piroy sera réexposée en location par les soins du notaire Richard sous les conditions du cahier des charges qui a servi à la location du 26 juillet 1899, sauf les (conditions) nous disons les modifications suivantes :

1° La location aura lieu pour un terme de 12 ans au lieu de 26 ans.

2° Les articles 9 et 10 du cahier des charges sont supprimés.

3° L'article 11 dudit cahier des charges est modifié comme suit :

« les enchères auront lieu sur la mise à prix de trois francs par tonnes de pierres extraites à partir de l'entrée en jouissance jusqu'à la fin du bail.

p. 227.

4° L'article 12 est également modifié comme suit :

Quel que soit le nombre de tonnes de pierres extraites, le locataire devra payer à la commune une redevance minimum annuelle de deux mille francs à partir de l'entrée en jouissance jusqu'à la fin du bail.

5° En cas de résiliation du bail ou de transaction quelconque, tous les frais seront à la charge des adjudicataires.

Des avis annonçant cette location seront publiés dans les journaux Le Soir, l'Etoile Belge, La Chronique des travaux des travaux publics et le moniteur des Intérêts matériels.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative au ruisseau de Malonne, dont les eaux sont contaminées par les déversements que les riverains font dans son cours.

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures à l'effet de remédier à cet état de choses ;

Après examen des divers moyens qu'il conviendrait d'employer, il est décidé, sur la proposition de M. le Conseiller Charlot, que des ouvriers seront chargés de boucher toutes les issues du ruisseau par lesquels les déversements se font. Ce travail se fera depuis la maison de la veuve Piraprez jusqu'au dessus de la brasserie des frères.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, dans la dernière séance, il a été décidé que les propriétaires des emprises qui doivent entrer dans l'amélioration du chemin de babin seraient invités à signer des promesses de vente contenant en même temps autorisation de commencer les travaux avant la vente définitive à la commune ;

Considérant qu'il reste encore quelques propriétaires qui n'ont pas encore signé,

Décide :

Il sera fait une dernière demande auprès des retardataires pour les inviter à signer une promesse de vente au prix de l'expertise.

En ce qui concerne la partie du sieur Mazure, il sera écrit à M. Wéry-Colle pour le prier d'intervenir dans la transaction comme étant intéressé dans l'affaire en sa qualité de propriétaire d'une hypothèque grevant à peu près la totalité du bien.

M. le conseiller Wéry quitte la séance.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un plan relatif à un échange de terrain entre le sieur Georges Bertouille et la commune.

Considérant que l'échange est nécessaire pour l'amélioration du chemin,

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver le plan et de soumettre

p. 228.

Le projet à une enquête de commodo et incommodo comme le prescrit la loi sur la matière.

Messieurs François Toisoul et Joseph Riffart, cultivateurs à Malonne, sont nommés experts pour l'évaluation des biens à échanger.

Le Conseil prend ensuite connaissance :

1° d'un état et déboursés présentés par M. l'avocat Huart, pour règlement de l'affaire relative à la résiliation du bail de la Roche du Piroy et s'élevant à la somme de 250 francs, dont 1/8° est à la charge de M. Blondet en 1891.

2° Note de 18 francs présentée par le sieur Victor Gillain pour reliure de cinq registres du cadastre en 1891.

3° Note de 51 francs 40 centimes présentées par le sieur Jean Chabart pour fourniture de borne, dalles, et marches pour les fontaines en 1891.

4° Note de 1 franc présentée par le garde-champêtre Warzée pour frais faits lors du transport à Namur de l'indigent Tamignaux.

Après examen, les trois premières notes sont approuvées, la 4^e est réduite à 50 centimes, la commune ne payant pas les frais occasionnés par ses employés pour leurs voyages à Namur.

Ces notes seront mandatées et payées aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre N° 2433 en date du 30 Mars dernier, par laquelle M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint nous fait connaître que M. Ladry, entrepreneur du chemin de Beauce, fait une demande de remise de l'amende qui lui a été infligée pour retard dans la construction des travaux ;

Considérant que le sieur Ladry mis plusieurs fois en demeure de commencer les travaux, a toujours refusé de s'exécuter et que le retard lui complètement imputable ;

Attendu que l'administration est priée de donner son avis ;

Décide qu'il y a lieu de donner un avis défavorable à la demande de remise dont il s'agit.

Il sera donné avis de cette décision à M. le commissaire-voyer.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Chenu, ingénieur de la compagnie intercommunale des eaux de l'agglomération bruxelloise nous fait connaître que nous sommes redevables à ladite compagnie d'une somme de 86 francs 58 centimes pour remise sur la somme payée pour l'emprise faite dans le Tronquoi pour le canal d'amenée des eaux du Bocq.

Considérant qu'il résulte du mesurage fait par M. Guenot, géomètre du cadastre, que l'emprise susdite n'a que 11 ares 29

p. 229.

centiares et que nous avons été payé pour 16 ares, et que nous sommes en conséquence redevables de la différence en raison de la clause F de l'acte de **vente** ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu à remboursement ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de rembourser la somme de 86 francs 58 centimes dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à notre receveur communal.

Le Conseil prend ensuite connaissance du compte de la fabrique de l'église de Malonne pour l'exercice 1900.

Après examen, ledit compte est approuvé par 6 voix contre deux noms, messieurs Chapelle et Charlot.

Cette approbation est toutefois donnée sous la condition que le déficit existant au compte ne tombera pas à la charge de la commune.

Le Conseil passe également à l'examen du compte de 1900 de la fabrique de l'église du Curnoloo et décide par 5 voix contre 2 qu'il y a lieu de l'approuver.

Ont voté contre l'approbation Messieurs Chapelle et Charlot.

Les comptes dont il s'agit seront adressés à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Ces affaires terminées,

M. le conseiller Charlot donne connaissance à l'assemblée des résultats de la visite qu'il a été chargé de faire avec M. le conseiller Wéry, au sujet de la demande des habitants de Beauce concernant l'éclairage de l'entrée du pont de l'écluse et du déversoir, résultat favorable à l'adoption de la demande.

Après délibération concernant cette question, M. le Président la soumet au vote de l'assemblée.

Six membres votent contre la proposition, un membre vote pour.

Ont voté contre MM. Riffart, Massaux, Renier, A. Chapelle, Moreau et T. Chapelle. A voté pour M. Charlot.

Avis de cette décision sera adressé aux intéressés.

Le Conseil, sur la proposition de M. Charlot, décide que les affiches ayant un intérêt communal seront placardées à Beauce comme aux autres endroits de la commune.

Il décide également sur la proposition du même conseiller qu'une demande de crédit spécial de 1500 francs pour entretien et construction de puits, citernes et fontaines, sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Le conseil communal de Malonne,

p. 230.

Considérant que dans notre séance du 3 Mars dernier, il a été décidé qu'il y a lieu de faire améliorer le chemin d'aisance qui dessert les terrains du Broctia et que cette amélioration sera faite par voie de régie ;

Considérant qu'il résulte des renseignements fournis par M. le Commissaire que la dépense à provenir de ces travaux ne sera pas admise en compte et qu'il faut nécessairement recourir à une adjudication régulière ;

Considérant qu'il résulte également des renseignements du susdit fonctionnaire que le chemin dont il s'agit pourra être considéré comme ayant un intérêt agricole et que la commune pourra recevoir les subsides accordés pour cette espèce de travail.

Considérant dès lors qu'il y a lieu de se conformer à la loi,

Décide :

Il sera écrit à M. le Gouverneur pour le prier de nous accorder l'autorisation de faire faire les études et les plans nécessaires pour l'amélioration du chemin dont il s'agit.

Il sera également prié de nous autoriser à faire les études et les plans pour l'amélioration d'une partie du chemin communal n° 8, allant de la Basse Fontaine au Broctia et desservant le chemin susdit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la loi sur les accidents du travail faite en faveur de la classe ouvrière ;

Considérant qu'il est du devoir de la commune de faire assurer les ouvriers travaillant pour son compte et de payer elle-même les primes d'assurance ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un minimum comme chiffre d'assurance ;

Décide :

Les ouvriers travaillant pour le compte de la commune seront assurés contre les accidents du travail et les primes payées par la commune.

Le chiffre minimum de ces assurances est fixé à 3000 frs.

Un crédit spécial de 52.50 centimes pour payer les primes d'assurance est sollicité de la Députation permanente.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget 1901.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Maximilien Lecluselle demande à pouvoir se construire à ses frais un mur de soutènement qui se trouve sur la propriété communale derrière sa maison de résidence.

p. 231.

Après divers pourparlers au sujet de cette demande, il est décidé qu'une commission formée des membres du Conseil se rendra sur les lieux et indiquera au réclamant ce qu'il y a lieu de faire.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 5 mai 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Alfred Wéry, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil passe à l'examen du compte du bureau de bienfaisance pour l'exercice 1900 et, après vérification de toutes les sommes qui y sont inscrites, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été arrêté par l'établissement intéressé le 26 avril dernier et comme suit :

En recettes générales à la somme de 5000-84

En dépenses de même nature à celle de 5714-95

Ledit compte avec les pièces y annexées sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une partie des travaux de restauration de nos écoles ne sont pas compris dans l'adjudication du 4 janvier dernier, et que ces travaux sont cependant absolument nécessaires ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de les faire exécuter et de les comprendre dans l'adjudication comme travaux supplémentaires,

Décide :

Les travaux nécessaires pour la restauration des écoles, non compris dans l'adjudication sus-rappelée, seront exécutés et compris dans l'adjudication comme travaux supplémentaires.

M. le Conseiller A. Chapelle de faire exécuter les dits travaux.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 5000 francs a été inscrite au budget de 1901 pour entretien des puits, fontaines, citernes et réservoirs ;

Considérant que cette somme a été ramenée à celle de 3300 francs par la Députation permanente ;

p. 232.

Considérant que la somme de 5000 francs votée par le Conseil n'est pas élevée pour payer les travaux auxquels elle est affectée ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de voter un crédit spécial pour parfaire la différence,

Arrête :

Un crédit spécial de 1500 francs est sollicité de la Députation permanente pour parfaire la somme de 5000 francs alloués pour l'entretien des fontaines, puits, réservoirs et citernes.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales au budget communal de 1901.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note au montant de 25 francs présentée par le sieur Joseph Renier pour divers mesurages et plans faits pour le compte de la commune.

Après examen, cette note est approuvée et sera mandaté à l'intéressé.

Un crédit spécial sera sollicité au besoin de la députation pour solder cette dépense. Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales figurant au budget de 1901.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 1^{er} 3^{tr}e de l'année 1901 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 1^e Mai 1901 était de 14583 francs 68 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives communales et une copie adressée à M. le Commissaire d'arrondissement et une autre copie remise à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les charriages de terres, pierres et graviers provenant des réparations faites aux noues, aux aqueducs, déblayement d'acottements, nettoyage des fossés, curage du ruisseau, ont été jusqu'ici faits à la journée, mais que la commune trouve des difficultés pour faire le paiement, part la raison que la députation refuse d'admettre les mandats en compte ;

Considérant dans ce cas que ce qu'il y a de plus pratique, c'est de mettre les charriages en adjudication pour une année ;

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de faire l'adjudication dont il s'agit après que celle-ci ait été annoncée par voie d'affiches.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre séance du 4a avril courant, il a été

p. 233.

de faire réparer les murs du cimetière et que, pour assurer la bonne exécution de la besogne, les travaux seraient exécutés en régie ;

Considérant que cette restauration nécessitera une dépense approximative de 1000 francs ;

Considérant qu'il n'existe aucune allocation au budget de 1901 pour payer cette dépense,

Décide :

Un crédit spécial de 1000 francs est sollicité de la Députation permanente pour couvrir la dépense dont il s'agit.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant de recettes générales figurant au budget communal de 1901.

Le conseil échevinal de Malonne,

Vu la lettre de M. l'Inspecteur relative à la collection des tableaux concernant l'enseignement de l'agriculture ;

Considérant qu'il résulte de cette lettre que la collection à fournir par l'entrepreneur du mobilier est insuffisante et qu'il y a lieu, avant d'en faire l'acquisition, de s'assurer de l'importance de la collection ;

Considérant que, pour faire un bon choix, il est nécessaire d'envoyer quelqu'un à Bruxelles ;

Décide :

M. Louis Demeuse, instituteur en chef de l'école de Malonne, est chargé de se rendre à Bruxelles à l'effet de se rendre personnellement compte de ce que sont les collections dont il s'agit, et de voir ce qui convient pour les classes de la commune.

Les frais en surplus de la somme portée au cahier des charges de l'adjudication seront payés comme frais supplémentaires.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'établissement d'un chemin partant d'Insevaux et allant à Buzet (Florefe) par Babin ;

Vu la nomenclature des propriétaires des emprises de terrains nécessaires à l'établissement de ce chemin et les plans desdites emprises dressés par M. Loze, commissaire-voier d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal d'estimation des emprises ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été faite contre le projet ;

Vu la loi du 27 Mai 1870 sur les formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il y a lieu d'acquérir les terrains nécessaires

p. 234.

à l'établissement du chemin susdit,

Décide :

L'autorité supérieure est priée de nous autoriser à acquérir à l'amiable et à prix d'expertise et au besoin à exproprier pour cause d'utilité publique les parcelles de terrain nécessaires à l'établissement du chemin dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée avec les pièces susvisées en double à l'autorité supérieure par l'entremise de M. le Commissaire-voier d'arrondissement adjoint.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 24 mai 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Joseph Renier, Maximilien Massaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, A. Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte de location de la carrière dite « Roche du Piroy » passé le 13 mai 1901 par devant le notaire Ernest Richard de Namur, et contenant location de ladite carrière au sieur Victor Poulet, directeur de la société anonyme des carrelages et produits céramiques de Chimay, ayant son siège à Forges-lez-Chimai, pour le prix minimum de 2000 francs ;

Considérant que le prix de location, bien que sensiblement diminué, peut considéré comme suffisamment rémunérateur, surtout si l'on considère que ce prix n'est qu'un minimum, susceptible d'être augmenté en raison de l'importance du nombre de tonnes extraites ;

Considérant que la société locataire nous paraît offrir les garanties nécessaires sous le rapport du paiement du prix de location,

Décide :

L'acte de location dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'échange d'un excédant de sentier d'une contenance

p. 235.

de 123 mètres carrés avec une partie de terrain cadastrée S^{on} B N° 498^e contenant 30 mètres carrés, appartenant au sieur Bertouille, échange destiné à l'élargissement du sentier n° 76 aux Trieux ;

Vu le plan des lieux dressé par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation n'a été faite contre l'échange projeté ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à trente francs pour chacune des parties à échanger ;

Considérant que cet échange est nécessaire pour l'élargissement du susdit sentier,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous autoriser à faire l'échange dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double avec les pièces susvisées à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer.

Les frais à résulter de cet échange seront partagés entre les deux parties en cause et ce, par moitié.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre en date du 28 Mars dernier par laquelle des habitants du Piroy demande à ce que le chemin dit entre-les-Deux-pays, limitrophe entre Malonne et Floreffe, soit élargi au tournant à la bifurcation de la route dite route royale.

Considérant en effet que le passage pour chariot en cet endroit est difficile et même dangereux,

Il est décidé qu'il sera acheté une partie de terrain au sieur Alexis Massaux pour élargir le tournant.

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer d'ardⁿ adjoint pour le prier de faire les plans de la parcelle à acquérir.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 18 Mai courant par laquelle le sieur Louis Bouzet sollicite une concession de terrain dans le cimetière communal d'une contenance de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur 2 mètres de largeur ;

Vu le règlement général sur la matière du 4 juillet 1876, modifié par celui du 4 avril 1884 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Attendu que rien ne s'oppose à ce que cette concession soit accordée,

Décide :

La concession demandée est accordée, sous la condition que le

p. 236.

concessionnaire versera dans la caisse communale une somme de 200 francs et dans celle du Bureau de Bienfaisance une autre somme de 50 francs.

Il devra en outre se conformer aux conditions du règlement ci-dessus rappelé.

Le Collège échevinal est autorisé à passer l'acte de concession dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant la construction d'une citerne au lieu dit le « Clinchant »,

Vu le plan, le devis et le cahier des charges des travaux à exécuter, le devis au montant de 1014 francs

Décide par 5 voix contre deux :

La Députation est priée de nous accorder l'autorisation de construire une citerne au lieu dit le « Clinchant » et de mettre les travaux en adjudication.

Ont voté pour MM. Riffart E., Chapelle A., J. Charlot, A. Wéry et Th. Chapelle. Ont voté contre MM. Massaux et Renier.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement adjoint.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il est nécessaire de commencer le ramonage des cheminées de la commune et qu'il y a lieu de payer une indemnité à l'ouvrier qui effectuera ce travail ;

Considérant qu'une somme de 40 francs a été payée en 1899, mais qu'il y a réclamation de la part du ramoneur qui demande une majoration de 10 francs ;

Considérant que la somme de 50 francs réclamées n'est pas exagérée ;

Considérant qu'il n'existe aucune allocation au budget de 1901 pour payer cette somme et qu'il y a dès lors lieu de demander un crédit spécial,

Décide :

Une somme de 50 francs sera payée pour le ramonage des cheminées en 1901 et un crédit spécial de cet import est sollicité de la députation pour solder ce paiement.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant de recettes générales figurant au budget de 1901.

Il sera mis des avis dans les endroits de la commune les plus apparents informant les habitants qu'à part la suie, le ramonage n'a droit à aucune indemnité du chef du ramonage.

p. 237.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Note de 137 francs 50 centimes pour journées employées à la réparation des murs du cimetière communal due au sieur Joseph Chapelle, maçon à Malonne.

2° Note de 30 francs pour fourniture de mortier pour le cimetière due à la Compagnie de Floreffe.

3° Note de 57 francs 60 centimes due au sieur Derenne-Deldine pour fourniture de deux poutrelles pour la consolidation du plafond de l'école des filles.

Ces notes seront payées aux divers intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un état présenté par le Receveur communal concernant des dépenses faites par la commune, payées par le Receveur et non admises au compte par la Députation.

Après examen de cet état, il est décidé qu'il sera demandé un crédit spécial pour payer le montant ou plutôt pour régulariser la situation ; déduction sera faite d'une somme de 500 francs ... centimes due par le Receveur pour intérêts d'un livret de la Caisse d'Épargne perçu par lui et non porté au compte et d'une autre somme de 311 francs pour une note due au notaire Richard, figurant audit état.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne, siégeant à huis clos et constitué en comité secret ;

Considérant que dans sa séance du 9 janvier dernier le Collège échevinal de Malonne a nommé comme surveillant des travaux de restauration de nos écoles le sieur Joseph Chapelle, maçon à Malonne, et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira de ce chef,

Décide :

Le traitement du susdit surveillant est fixé à 150 francs pour toute la durée des travaux.

Un crédit spécial de cet import sera sollicité de la Députation permanente pour solder le traitement dont il s'agit.

Ce crédit sera prélevé sur le montant des recettes générales formant excédant au budget de 1901.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil Alexandre Chapelle étant parent au degré prohibitif avec le surveillant est sorti de la salle des séances pendant la délibération qui précède.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 238.

Séance du 24 juin 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 12 juin courant N° 34252 par laquelle M. l'Inspecteur provincial des chemins vicinaux nous fait connaître que, dans sa séance du 7 même mois, la Députation permanente a décidé de ne pas accueillir notre demande de crédit spécial de 1000 francs, objet de notre délibération du 5 Mai dernier ;

Considérant que les travaux de restauration des murs de clôture du cimetière, outre que leur nature ne permettait guère de les mettre en adjudication, étaient de la dernière urgence ; que ces murs tombaient en divers endroits et que les plaintes et les réclamations des habitants ont pour ainsi dire obligé le Collège échevinal à faire commencer les travaux avant d'avoir obtenu l'autorisation sollicitée ;

Considérant qu'on a agi de bonne foi et dans l'intérêt de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de payer les ouvriers qui ont exécuté les travaux, lesquels ouvriers attendent après leurs salaires ;

Décide :

La députation permanente est priée de revenir sur sa ... du 7 juin courant, et de nous accorder le crédit spécial demandé.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, dans notre séance du 29 Mars 1899, il a été décidé d'accorder un subside de 1000 francs à la fabrique de l'église de Malonne pour la restauration de l'intérieur de ladite église ;

Considérant que les travaux sont complètement terminés et qu'il y a lieu, pour le commune, de payer le subside accordé ;

Considérant qu'il n'existe aucune allocation au budget communal pour payer cette somme et qu'il y a lieu de solliciter un crédit spécial,

Décide :

Un crédit spécial de 1000 francs est sollicité de la Députation permanente pour payer le subside dont il s'agit.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales

p. 239.

du budget de 1901.

Le Conseil, après examen, décide qu'il y a lieu d'approuver les notes suivantes :

1° Une note de 32 francs 75 centimes due au sieur Camille Jacquet, plombier à Malonne, pour gouttières placées à la maison presbytérale en 1901.

2° Une note de 2.50 due au même pour réparation de la toiture du puits du Rivage en 1901.

3° Une note de 33 francs 20 centimes pour fourniture de dalles pour réparation d'un aqueduc près de ;la maison de Jacq. Simon et d'un autre aqueduc au Brensart, y compris le charriage, note due au sieur Chabart et C^{ie}.

4° Une note de 25 francs due au sieur Renier, Arthur, pour fourniture de zinc pour le cimetière en 1901.

Ces notes seront mandatées et payées aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre en date du 14 juillet courant, par laquelle M. le Directeur de l'établissement des Frères demande que la commune fasse transporter les bornes en pierres qui proviennent du garde-corps du ruisseau et qui sont déposées près de la porte d'entrée de M. l'aumônier du susdit établissement.

Considérant que ces bornes peuvent être utilisées pour la reconstruction d'un garde-corps au lieu dit « Wé-do-Po », ouvrage qui est absolument nécessaire ;

Il est décidé que les bornes dont il s'agit seront transportées sans retard à l'endroit.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une demande verbale des sieurs Félix Baily et Alexandre Beaufays, locataires du herdal de Beauce, demande tendante à ce qu'il leur soit fait une remise sur le prix de location, et ce pour la raison que Madame Servais à passé avec ses chevaux dans le bien loué, ce qui a détruit la récolte croissante ;

Attendu qu'aux termes de l'article 3 du bail de location, les occupants ne peuvent s'opposer au droit de passage dans le herdal et que, par conséquent, cette servitude ne leur donne droit à aucune remise ; qu'au surplus, ce charriage ne leur a guère été préjudiciable puisqu'il a été fait avant la pousse de l'herbe ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder la remise demandée.

Il sera donné vis de cette décision aux intéressés.

M. l'échevin des travaux publics donne ensuite connaissance à l'assemblée du résultat de ses démarches auprès du sieur Hypolite

p. 240.

Montreux et relatives à l'acquisition de son terrain sur lequel la commune se propose d'établir une citerne à eau pour les habitants du Cabaca.

Considérant qu'il résulte des explications données le sieur Montreux se montre d'une exigence telle en ce qui concerne le prix de vente de son terrain qu'il sera très difficile de s'entendre avec lui.

Après délibération à cet égard, il est décidé que M. l'échevin des travaux public s'abouchera avec la veuve Joseph Chapelle à l'effet de voir s'il n'y aurait pas moyen de s'entendre avec elle pour lui acheter un emplacement où pourrait être établie la susdite citerne.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que depuis bon nombre d'années, il est question de faire les travaux nécessaires pour donner de l'eau aux habitants de Chepson au moyen d'une citerne à y construire ;

Considérant que, de l'avis de beaucoup de personnes, il serait préférable d'y construire un puits au lieu d'une citerne ;

Considérant que M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint est également d'avis qu'on pourrait y avoir de l'eau au moyen d'un puits ;

Considérant qu'un puits est de beaucoup préférable à une citerne ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de faire les études nécessaires pour l'exécution de ce travail.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal d'adjudication des charriages en date du 10 juin courant, et duquel il résulte que le sieur Ferdinand Hubin, charretier à Malonne, est déclaré adjudicateur comme ayant mis le plus bas prix, soit 7 francs par jour, par véhicule et par cheval.

Considérant que ce prix est avantageux pour la commune ; que le sieur Hubin est à même de bien effectuer la besogne ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver l'acte dont il s'agit.

Ledit acte sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrond^t adjoint.

Cette affaire terminée, la parole est donnée à M. le Conseiller Charlot pour développer les deux interpellations qui figurent à l'ordre du jour.

Abordant la première, il demande où en est le projet relatif à l'adjudication des travaux d'amélioration du chemin du Babin et dit qu'il désirerait connaître l'époque à laquelle cette adjudication pourra avoir lieu.

Le projet d'acquisition des emprises de terrains nécessaires à cette acquisition a été adressé le 15 Mai dernier à la Députation

p. 241.

permanente pour approbation et le Collège ne peut adjuger les travaux avant d'être en possession des terrains. Aussitôt mes terrains achetés, il sera procédé à l'adjudication des travaux dont il s'agit.

M. Charlot demande ensuite à M. le Bourgmestre ce qui a été fait au sujet du sentier communal N° 107 sur lequel M. a fait élever une construction en maçonnerie, et s'il n'a rien été fait jusqu'ici, comme il le présume, ce qu'il compte faire pour rendre ce sentier libre à la circulation.

M. le Bourgmestre répond que jusqu'à ce jour, il n'a rien été fait, sauf une démarche près de M. Lacroix, et qu'avant de mettre cette affaire en avant, il tenait à consulter le Conseil.

Après divers pourparlers entre les membres de l'assemblée, il est décidé que M. Lacroix sera attrait en justice, mais qu'avant d'envoyer la plainte, le Collège se procurera l'acte de vente du 30 août 1899 et les deux plans y annexés. Aussitôt en possession de ces pièces, le Conseil sera convoqué pour les examiner, voir notre droit.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 13 juillet 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le conseil s'occupe de la question relative à la suppression d'une partie du sentier N° 107 par le sieur Lacroix, nouveau propriétaire de la partie de cette section supprimée en 1899 et prend connaissance de l'acte du 30 août 1899 contenant modification dudit sentier.

Attendu que les plans joints à l'acte ne sont pas encore en notre possession et qu'il est nécessaire de connaître la vraie interprétation de l'article 34 de la loi du 10 août 1841, le Conseil décide qu'il y a lieu d'ajourner à la prochaine séance la décision à prendre sur cet objet.

Le Collège échevinal est chargé de demander l'avis de l'avocat de la commune au sujet de l'article 34 de la loi susdite.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les nommés Louis V-Chapelle, Joseph Riffart et la V^e Alexandre Baily prient le

p. 242.

Conseil de les autoriser à supprimer la partie du sentier N° 101 qui traverse leurs propriétés respectives au lieu dit « Petit-Bois » et à remplacer cette partie de sentier par le prolongement de la partie du terrain restant à l'Est du terrain du sus-dit Joseph Riffart, le long de la propriété Lambion.

Considérant qu'à notre avis, rien n'empêche de consentir au changement demandé ;

Le Conseil décide qu'il sera ouvert une enquête de commodo et incommodo sur la demande dont il s'agit.

M. le Bourgmestre est délégué pour faire l'enquête susdite.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte communal de l'exercice 1900 ;

Vu le titre IX, chapitre 1^{er} des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus repris au titre précité sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances et que, malgré les avis réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui, pour la plupart sont irrécouvrables,

Décide :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances portées au titre IX, chapitre 1^{er} N^{os} 24, 27, 40, 45 et 58 ; Chapitre II, N^{os} 3, 5, 6, 11, 13, 20, 21, 23, 26, 50, 51, 60, 73, 75, 78 et 88 ; lesquelles redevances seront renseignées au compte par une petite croix placée en regard du noms de chaque retardataire à rayer.

Ledit compte est ensuite approuvé comme suit :

1° En recettes générales à la somme de 34636 francs 36 centimes.

En dépenses de même nature à la somme de 27318 francs 78 centimes.

2° En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 34408 francs #07 centimes approuvé, et en dépenses à celle de 41034 francs 76 centimes.

3° En recettes pour l'enseignement primaire à 4455 francs 57 centimes.

En dépenses de même espèce à 5416 francs 82 centimes.

4° En recettes pour l'école d'adultes à 399 francs 91 centimes et en dépenses à 1208 francs 73 centimes.

Et 6. Les recettes pour la voirie à la somme de 18852 francs 66 centimes et en dépenses à celle de 5322 francs 22 centimes.

Expédition de la présente délibération avec le compte dont il s'agit et les pièces y annexées sera adressée en double à la Députation pour approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 243.

Séance du 26 juillet 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le sieur Oscar Joseph Lacroix, ingénieur à Saint-Gilles a, sans droit et sans aucun espoir d'autorisation, barré au moyen d'une construction en maçonnerie et d'une porte en bois la partie du sentier n° 107 longeant le terrain appartenant au sieur Joseph Malherbe n'a pas été vendue ni concédée au sieur Lacroix ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de revendiquer les droits de la commune,

Décide :

Il sera intenté une action judiciaire au sieur Lacroix pour l'obliger à remettre le #partie approuvé sentier susdit dans son état primitif et ainsi le rendre à la circulation ;

Des dommages et intérêts lui seront réclamés pour le préjudice causé à la commune.

En cas de refus de la part du susdit Sieur Lacroix, il sera donné suite à la résolution du Conseil sans nouvelle délibération.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Victor Poulet, locataire de la Roche du Piroy, demande que ladite carrière soit délimitée du côté de la maison Delahaut ;

Considérant qu'il y a lieu de terminer cette affaire et qu'il n'existe aucune autre limite que celle existant au cadastre ;

Il est décidé que la commune reprendra ses limites telles qu'elles sont figurées au cadastre.

Il sera écrit à M. le Géomètre du cadastre pour le prier de venir mettre les bornes entre la commune et le sieur Delahaut.

p. 244.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'arrêté royal du 4 Mai 1901, N° 2924/1624 approuvant notre délibération du 9 janvier dernier tendante à obtenir l'autorisation de reboiser une partie de terrain communal se trouvant dans le Tronquoy, d'une superficie de 38 ares 79 centiares.

Vu la lettre de M. le Garde général du ressort, nous fait connaître que le Gouvernement interviendra par voies de subside pour la ½ de la dépense et qu'il pense que la province interviendra également, pour un tiers, mais sous la condition que les prescriptions du devis du 21 février dernier seront strictement observées ;

Considérant que par sa lettre reprise ci-dessus, le garde général nous propose de faire exécuter le travail lui-même, dans affirmative, de l'informer si nous pouvons mettre à l'automne prochain une somme de 88 francs 20 centimes à sa disposition.

Considérant que les agents forestiers sont plus à même que nous d'exécuter ce travail et que, en l'exécutant eux-mêmes, il ne pourront rien nous reprocher et qu'ainsi nous serons assurés d'obtenir les subsides promis,

Décide :

Le reboisement dont il s'agit sera confié à M. le Garde général du ressort, et la somme de 88 francs 20 centimes lui sera adressée à sa 1^{ère} réquisition.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que les revenus ordinaires de la commune sont insuffisants pour pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux en 1902 ;

Que dès lors il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 14 de la loi du 10 avril 1841 ;

Considérant que le produit des prestations prévues par cet article 14 atteindra le chiffre de 1591 francs 50 centimes ;

Vu le § 4^e de ce même article 14, lequel prescrit de voter concurremment avec les prestations en nature des centimes spéciaux qui doivent contribuer pour un tiers au moins dans la dépense totale, c'est-à-dire au minimum pour la moitié de la somme citée plus haut ;

Fixe à treize (13) le nombre des centimes additionnels spéciaux à affecter (à la contribution financière et personnelle et au droit de patente) nous disons aux chemins vicinaux en 1902.

Ces centimes seront calculés sur le principal de la contribution financière et personnelle et du droit de patente.

Expédition de la présente délibération sera adressée à l'autorité supérieure.

p. 245.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la Province de Namur en date du 13 juin 1892, relative aux centimes additionnels à percevoir par les communes sur le principal des contributions foncières et personnelles et du droit de patente, pour faire face à leurs dépenses générales ;

Vu l'article 76 de la loi communale,

Arrête :

Article 1^{er}, pour faire face aux dépenses générales, il sera perçu en 1902 le nombre de centimes additionnels ci-après savoir :

Nombre de centimes	Contribution foncière	Contribution personnelle	Droit de patente
1 ^o Centimes déjà autorisés non compris ceux qui figurent au rôle des chemins vicinaux, ni ceux dont le terme de perception expire le 31 X ^{bre} 1901.			
2 ^o Centimes nouveaux dont la perception est demandée pour un terme de une année à prendre cours à partir du 1 ^{er} janvier 1902.	17	17	10
Total des centimes à percevoir en 1902 pour faire face aux dépenses générales	17	17	10

Article 2 Expédition de la présente délibération sera adressée en double à M. le Gouverneur pour être soumise à approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 2^{ème} 3^{tr}e de l'année 1901 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 24 juillet courant était de 12384 francs 67 centimes.

Ce procès-verbal étant régulièrement dressé est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives communales et des copies en seront adressées à M. le Commissaire d'arrondissement, et à M. le Receveur de la commune.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que ce serait une innovation utile et encourageante de donner des diplômes aux élèves de la première classe qui ont fini leurs études primaires et ont acquis les connaissances inscrites au programme des écoles ;

Considérant que ce genre de récompense est déjà en usage dans un grand nombre de communes ;

p. 246.

Décide :

Des diplômes de capacité seront remis par le Collège échevinal aux élèves de la 1^{ère} classe qui auront subi avec succès les épreuves déterminées par le programme des écoles communales.

Le Collège échevinal est autorisé à disposer de la somme nécessaire à l'acquisition de ces diplômes.

Cette somme sera payée au moyen d'un prélèvement à faire sur l'allocation inscrite au budget de 1901, comme traitement du cantonnier, nous disons du garde-champêtre auxiliaire.

M. l'échevin Baily s'entendra avec M. L'imprimerie V. Gillain pour la confection des diplômes, si toutefois la somme à payer lui paraît raisonnable. Il pourra en faire imprimer une cinquantaine.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la loi du 19 Mars 1866, modifiant l'article 23 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux ;

Considérant qu'aux termes de la loi susvisée le propriétaire ou l'entrepreneur d'une exploitation quelconque peut être appelé à intervenir dans l'entretien des chemins que ses transports dégradent, et ce, au moyen de subventions spéciales proportionnées aux dégradations occasionnées auxdits chemins ;

Considérant que les transports de terre plastique qui se font pour le compte de M. Camille Henroz sur les chemins du Fond de la Navenne et du Fond de Malonne, sont d'une importance telle qu'ils occasionnent des dégradations considérables aux chemins susdits ;

Considérant dans ce cas qu'il y a lieu d'appeler M. Henroz à l'entretien des chemins qu'il emploie et ce, conformément à la loi,

Décide :

M. Camille Henroz # sera invité approuvé à payer une somme annuelle de 150 francs à partir du 1^{er} août prochain comme subvention spéciale pour dégradation occasionnées à la voirie communale.

En cas de non acceptation pour lui, il sera procédé à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Il sera écrit dans ce sens à M. Henroz.

Avant de lever la séance, il est décidé qu'il sera porté à l'ordre du jour de la prochaine séance :

- 1° la création d'une place de surveillant de la carrière du Piroy et, éventuellement, la nomination du titulaire.

Cette place sera affichée aux endroits de publication ordinaire.

- 2° décision à prendre au sujet de la somme de 150 francs allouées au budgets pour fêtes communales.

p. 247.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 19 août 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que par délibération en date du 26 juillet écoulé, il a été décidé que le sieur Oscar Lacroix, ingénieur à Saint-Gilles, serait attrait en justice s'il refusait de démolir le barrage en maçonnerie qu'il a fait construire sur le chemin n° 107 pour en empêcher la circulation.

Considérant qu'il résulte du rapport de MM. Baily et Riffart qui se sont abouchés avec M. Lacroix, qu'il refuse de démolir le barrage qu'il a fait exécuter ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de mettre la délibération susdite à exécution ;

Décide par 7 voix contre une, celle de M. le Bourgmestre,

Il sera donné suite à la Délibération du 26 juillet dernier susdite.

Les pièces seront remises à M. Huart, avocat de la commune.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant la création d'une citerne avec pompe au lieudit « Clinchant » ;

Vu le cahier des charges, le devis, ce dernier au montant de 2755 francs ;

Vu les plans de ladite citerne ;

Décide :

L'autorité supérieure est priée de nous autoriser à mettre les travaux en adjudication et de nous accorder des subsides en rapport avec l'importance de l'adjudication.

Expédition de la présente délibération avec les pièces sus-visées sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation et exécution.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant la création d'un puits avec pompe aux lieux dits « Les trieux, le Fond de Malonne et Chepson » ;

p. 248.

Vu le cahier des charges et le devis, ce dernier au montant de 3560 francs 86 centimes ;

Vu les plans des lieux et ceux des travaux à exécuter ;

Décide :

L'autorité supérieure est priée de nous autoriser à mettre les travaux en adjudication et de nous accorder des subsides en rapport avec l'importance de l'adjudication.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Camille Henroz fait connaître qu'il refuse de payer une subvention spéciale pour entretien de notre voirie, refus basé sur le fait qu'il a traité aucun entrepreneur pour le transport de ses terres plastiques ;

Considérant qu'aux termes de la loi, le propriétaire d'une exploitation quelconque peut être appelé à l'entretien des chemins que les transports effectués pour son compte dégradent ;

Considérant en conséquence que le refus n'est pas fondé ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de maintenir la résolution prise à l'égard de M. Henroz concernant la subvention spéciale lui imposée ;

Il sera écrit de nouveau à M. Henroz et s'il refuse d'accepter de nouveau d'accepter la cotisation lui imposée, il sera procédé à l'accomplissement des formalités prescrites par la loi.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu qu'aux termes de l'article 9 du cahier des charges du 13 Mai 1901, concernant la Roche du Piroy, le locataire doit payer à la commune une redevance annuelle de 3 francs par tonne de pierres extraites avec un minimum de 2000 francs ;

Considérant que pour déterminer le nombre de tonnes qui seront extraites chaque année, il y a lieu de nommer un surveillant,

Décide :

Une place de surveillant est créée pour la carrière du Piroy.

Le surveillant qui sera nommé prendra son service le 1^{er} 7^{bre} prochain et ne pourra être révoqué que pour cause de négligence ou de malversation. En cas de cessation de l'exploitation de la carrière de quelque durée, le surveillant pourra être démissionné par une décision du Conseil communal.

Le surveillant sera nommé pour une année du 1^{er} 7^{bre} 1901 au 1^{er} 7^{bre} 1902 et devra faire 3 visites au moins chaque jour.

Il lui est alloué un traitement de 20 francs par mois, payable par trimestre.

Ce traitement sera porté au budget de 1902.

Le conseil communal de Malonne, constitué en comité secret et siégeant à huis clos,

p. 249.

Considérant qu'une place de surveillant de la carrière du Piroy a été créée dans notre séance en date de ce jour et qu'il y a lieu de procéder à la nomination du titulaire qui la remplira pour le terme d'une année du 1^{er} 7^{bre} prochain au 1^{er} 7^{bre} 1902 ;

Vu la demande nous adressée en obtention de cet emploi ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Jules Samson, receveur communal, a obtenu 6 voix et le sieur Victor Borremans, négociant, une ;

Nomme en conséquence le susdit Samson surveillant de la carrière du Piroy, comme ayant obtenu 6 suffrages sur 7 votants. M. le Conseiller #Charlot n'ayant pas pris part au vote renvoi approuvé.

Expédition de la présente nomination sera adressée pour approbation à la Députation permanente en même temps que les délibérations créant la place et portant fixation du traitement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 150 francs figure à l'article 72 du titre 2 du budget communal de 1901 à titre de subsides pour les fêtes communales ;

Considérant qu'il est infiniment préférable de donner cette somme aux Sociétés de musique de la commune que de la donner à la kermesse,

Décide :

La somme de 150 francs sera payée par tiers à la Société d'harmonie ouvrière, à la société d'harmonie la Phalange malonnoise et à la société chorale du Fond de Malonne, sous la condition que ces sociétés donneront un concert sur la place du Fond de Malonne à la kermesse du mois d'août et sur la place du Malpas à la kermesse du mois d'octobre.

Ces concerts auront lieu à deux heures de l'après-midi le dimanche de chacune des fêtes et seront remis au dimanche suivant en cas de mauvais temps.

La société qui jouera la première à la fête du mois d'août, jouera la dernière à la fête du mois d'octobre. La société chorale jouera en second lieu à chacune des fêtes.

Avis de cette décision sera donné à chacune des sociétés.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande des sieurs Louis Chapelle, Joseph Riffart et Alexandre Baily, la veuve, tendante à pouvoir supprimer la partie du sentier n° 101 qui traverse leur propriété au lieudit le Petit Bois, et à remplacer cette partie supprimée en prolongeant la partie dudit sentier non supprimée tout au long du terrain de Benjamin Lambion sur le terrain du susdit Joseph Riffart jusqu'à la rencontre du chemin du

p. 250.

Petit-Bois N° 6.

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition, ni réclamation ou observation n'ont été faites contre la suppression et changement projetés ;

Vu l'atlas des chemins vicinaux ;

Considérant que la suppression de la partie du sentier telle qu'elle est demandée, et que le remplacement de cette partie tel qu'il est proposé ne portera aucun préjudice à personne et que la bonne circulation ne pourra qu'y gagner,

Décide :

La partie du sentier n° 101 traversant les propriétés des sieurs Chapelle, Baily et Riffart susdits sera supprimée et (le sentier) et la partie de ce sentier supprimée sera continuée sur la propriété du sieur Riffart, longeant le terrain Lambion jusqu'à se rencontrer avec le chemin n° 6.

En échange de cette suppression et de ce changement, les trois propriétaires intéressés cèderont à la commune le terrain nécessaire pour élargir le chemin n° 6 en face de leurs propriétés respectives.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Les formalités relatives à l'approbation par l'autorité supérieure de la résolution qui précède ne seront remplies que plus tard s'il y a lieu.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 13 7^{bre} 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu notre délibération en date du 19 août dernier priant l'autorité supérieure de nous autoriser à mettre en adjudication la construction d'une citerne avec pompe au lieu-dit « Clinchant » et de nous accorder des subsides pour ces travaux ;

Vu l'apostille de M. le Commissaire-voyer en date du 2 7^{bre} courant ;

p. 251.

nous informant qu'aucune espèce d'autorisation ne nous est nécessaire pour procéder à cette adjudication et que ni le gouvernement ni la province n'accordent pas de subside pour ce genre de travaux ;

considérant en conséquence qu'il y a lieu de prendre une résolution au sujet de savoir ce qui va être fait au sujet de cette adjudication ;

considérant qu'il résulte des renseignements qui paraissent authentiques que les habitants, malgré leurs promesses, refusent aujourd'hui d'intervenir pour payer la pompe ; qu'ils ne sont même plus

d'accord au sujet de l'établissement de cette citerne et que le sieur namèche refuse même de céder la partie de terrain nécessaire pour l'emplacement ;

Considérant dans ce cas qu'il y a lieu d'ajourner l'adjudication dont il s'agit,

Décide :

L'adjudication des travaux de construction d'une citerne avec pompe à Clinchant est ajournée.

Cette affaire sera remise à l'ordre du jour du Conseil quand on sera d'accord sur ce projet.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la loi du 2 juin 1836 sur les recensements généraux et les registres de populations ; vu l'arrêté royal du 30 décembre 1900, pris en exécution de cette loi et, notamment, l'article 27 de cet arrêté et l'article 78 de la loi communale,

Ordonne

Article premier. Toute personne belge ou étrangère qui vient établir sa résidence habituelle à Malonne, doit se présenter à la maison communale pour réclamer son inscription sur les registres et fournir les renseignements nécessaires à cet effet. Si elle a résidé précédemment dans une commune belge, elle doit produire le certificat de changement de résidence (modèle n° 2 institué par l'arrêté royal du 30 décembre 1900), délivré par l'administration communale de la dernière résidence, contenant, tant pour elle que pour les personnes composant son ménage, les indications suivantes : nom et prénoms, lieu et date de naissance, lien de parenté avec le chef de famille ou position dans le ménage, état civil, nationalité, profession, domicile légal et, le cas échéant, seconde résidence avec mention de la commune déclarée comme résidence principale.

Les déclarations doivent être faites dans les quinze jours du départ de la dernière résidence.

L'obligation de se présenter à la maison communale ne cesse pas par l'expiration de quinzaine ainsi fixé.

Ledit certificat, en ce qui concerne les étrangers arrivant

p. 252.

dans le pays et qui vient se fixer à Malonne, peut être remplacé par un passeport ou une autre pièce d'identité.

Mes personnes revenant de l'étranger doivent s'adresser à l'administration du lieu de leur dernière résidence en Belgique pour obtenir le certificats de changement de résidence.

Article deux. Tout habitant qui veut transférer sa résidence, soit dans une autre commune du royaume, soit dans un autre pays, doit, avant son départ, en faire la déclaration à l'administration communale et fournir les renseignements nécessaires pour la rédaction du certificat de changement de résidence.

Article trois. Toute personne habitant la commune qui y change de demeure doit, dans la huitaine, en faire la déclaration à la maison communale.

Article quatre. Les déclarations de résidence ou de demeure sont faites par le chef de ménage pour toutes les personnes qui vivent en commun avec lui, y compris les ouvriers et les domestiques à demeure.

Article cinq. Tout chef de famille ou de ménage reçoit, au moment de son inscription, une carte d'inscription qu'il est tenu de reproduire à chaque changement de résidence ou de demeure et à chaque déclaration de naissance, de décès ou de mariage.

Cette carte qui sera toujours tenue au courant des mutations, sera délivrée gratuitement.

Article six. Les propriétaires, usufruitiers des maisons, les locataires principaux ou leurs chargés d'affaires qui donnent en location des parties de maisons, appartements ou chambres, doivent, dans les trois jours de l'entrée des occupants, notifier verbalement ou par écrit à l'administration communale l'arrivée de ces personnes, en indiquant leurs noms et prénoms. La même formalité doit être remplie lors du départ de celles-ci endéans le même délai.

Semblable obligation incombe aux maîtres ou patrons à l'égard des domestiques, ouvriers ou employés habitant chez eux.

Article sept. Le bureau de population est ouvert à la maison communale les lundi et vendredi de 10 heures à midi.

Article huit. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies conformément à l'article 6 de la loi du 22 juin 1836, d'une amende qui ne peut excéder 25 francs.

Expédition du présent règlement sera adressé en double à M. le Gouverneur de la province de Namur.

Le Conseil prend ensuite connaissance du plan et du devis concernant le projet d'amélioration du chemin du broctia.

p. 253.

Considérant qu'il résulte de la lettre de M. le Commissaire-voyer qu'il est préférable pour faire ce travail que nous soyons autorisés à améliorer en même temps le chemin N° 8 allant de la Basse-Fontaine au Broctia ;

Considérant que l'autorisation de faire les études pour l'amélioration de ce dernier chemin a été adressée à la Députation le 1^{er} juillet dernier, mais que jusqu'ici nous n'avons encore reçu aucune réponse ;

Considérant qu'il y a lieu d'attendre cette dernière autorisation pour faire les deux travaux en même temps approuvé, ce qui diminuera de beaucoup le prix d'adjudication ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner ledit projet.

Il sera écrit à M. le Gouverneur pour lui rappeler notre demande en autorisation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale de 1902 au montant de 1593 francs 50 ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent que d'être faites en nature, et ce, par les motifs que les individus convoqués pour le travail l'exécutent mal et ne font presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit tel qu'il a été dressé par la commission ad hoc et demande que les prestations qui y sont imposées soient converties en argent, payables en une fois du 1^{er} août au 1^{er} octobre 1902.

Expédition dudit rôle, revêtu de la demande de conversion, sera adressée pour approbation à la Députation permanente, par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative à l'acquisition des emprises nécessaires pour l'amélioration du chemin de Babin, et, après divers pourparlers, décide qu'il sera fait une dernière démarche auprès de ceux qui, jusqu'ici, ont refusé de signer les promesses de vente.

En cas de nouveau refus, il sera procédé immédiatement à l'expropriation des emprises leur appartenant.

Il est ensuite décidé que les vieux pupitres des écoles et les vieux bois provenant de la restauration des écoles seront mis en vente publique avant la rentrée des classes et si possible le dimanche vingt-neuf septembre courant.

Cette vente aura lieu par lots, et au comptant sans autres frais.

Le Collège échevinal est chargé de procéder à ladite vente.

p. 254.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 27 octobre 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance du budget de la fabrique de l'église du Curnoloo, et, après examen des sommes y inscrites, tant en recettes qu'en dépenses, et par sept voix émet un avis favorable à son approbation.

M. le Conseiller Charlot a refusé de prendre part au vote sur cet objet.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget de l'exercice 1902 de la fabrique de l'église de Malonne et, après examen des sommes qui y sont inscrites, en recettes et en dépenses, décide par 7 voix qu'il y a lieu d'émettre un avis favorable à son approbation.

M. Charlot a encore refusé de prendre part au vote.

Lesdits budgets seront adressés à l'approbation de la Députation permanente par la voie ordinaire de la correspondance.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 3^e trimestre de l'année 1901 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 4 8^{bre} courant, était de 8126 francs 10 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et des copies en seront adressées à M. le Commissaire de l'arrondissement et au Receveur de la commune.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget du Bureau de Bienfaisance pour l'exercice 1902, et après examen, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été arrêté par l'établissement intéressé dans sa séance du 1 8^{bre} 1901.

Il sera adressé pour approbation à la Députation perma-

p. 255.

nente par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, dans la séance du 4 avril dernier, il a été décidé de faire approprier un chemin dans le bois domanial de la Vecquée, di la voie Quenette ;

Vu le cahier des charges des travaux et le devis contenant les conditions ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre les travaux en adjudication et de fixer le minimum des salaires des ouvriers ;

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de mettre lesdits travaux en adjudication aussitôt que possible.

Le minimum des salaires à payer par l'entrepreneur aux ouvriers est fixé comme suit : 40 centimes à l'heure pour les maçons et 35 centimes à l'heure pour les terrassiers.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Victor Poulet, locataire de la carrière du Piroy, prie le Conseil d'autoriser le Receveur communal de lui accorder l'autorisation de retirer le certificat de dépôt de cautionnement qu'il a remis à M. le Notaire Richard de Namur, pour pouvoir prendre part à l'adjudication de la roche susdite.

Considérant qu'il n'existe aucune raison pour refuser d'accorder l'autorisation réclamée,

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'autoriser le Receveur communal aux fins que dessus.

Avis de cette décision sera donné audit Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que, par délibération en date du 26 juillet dernier, il a été décidé d'imposer une taxe spéciale pour dégradations occasionnées à la voirie à M. Camille Henroz, industriel à Jambe.

Considérant que cette taxe a été fixée au taux annuel de 50 francs ;

Considérant qu'il résulte d'une lettre en date du 5 8^{bre} dernier du sieur Camille Henro qu'il n'a transporté que 109 mètres cubes en 1901 ;

Considérant dans ce cas et pour arriver à une entente amiable qu'il y a lieu de diminuer la taxe,

Décide :

La taxe spéciale de voirie à imposer à M. Henroz est fixée 50 francs à partir du mois d'août 1901,

p. 256.

Si M. Henroz refuse d'accepter, il sera imposé par voie d'expertise, conformément aux lois sur la matière.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une assignation par laquelle le sieur Oscar Lacroix de Bruxelles nous attrait en justice à l'effet de nous faire condamner à lui payer des dommages et intérêts pour lui avoir vendu une partie de sentier communal non conforme au plan produit.

Considérant que le plan produit lors de l'accomplissement des formalités relatives à la demande d'autorisation est le même que celui qui a servi à la vente, et que ledit plan confectionné par M. le Commissaire-voyer n'a pas été changé par l'administration communale ; que par conséquent il n'y a pas lieu d'accorder des dommages et intérêts audit Lacroix et que par conséquent, il y a lieu de se défendre en justice ;

Il est décidé que le Collège échevinal prendra les mesures nécessaires pour défendre ses intérêts.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes des candidats présentés par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement de M. Robson, membre sortant du Bureau de Bienfaisance au 31 X^{bre} 1901 ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province de Namur en date du 9 novembre 1901, F. N° 702.865 ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 mars 1836 ;

Arrête :

Le sieur Arthur Robson, cultivateur, ayant obtenu 6 suffrages contre 2 donnés au sieur Joseph Legrain, maçon, est renommé membre du Bureau de bienfaisance.

Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal sera adressée en double à la Députation permanente pour information.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre D. N° 700.866, en date du 14 octobre dernier, relative au recensement de l'agriculture au 31 X^{bre} 1090 ;

Considérant qu'il résulte de cette lettre que les agents recenseurs nommés une première fois doivent, à moins

p. 257.

de révocation justifiée pour négligence ou incapacité, être maintenus dans leurs fonctions les années qui suivent leur première nomination ;

Considérant que le sieur Auguste Renaud, qui a fait le recensement en 1900, s'est très bien acquitté de son travail, et qu'il y a lieu de le maintenir pour celui de 1901 ;

Décide à l'unanimité que le sieur Auguste Renaud susdit est de nouveau désigné pour faire le recensement en 1901.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé et à M. le Gouverneur de la province de Namur.

Il est ensuite donné lecture des assignations signifiées aux sieurs Victor Bajard-Renier, cultivateur à Malonne, à son épouse Marie Bajard et Louis Wéry-Colle, docteur en médecine à Fosse et relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique des parcelles de terrains leur appartenant et devant servir d'emprise pour l'élargissement et l'amélioration du chemin du Babin.

Ces assignations sont prises pour notification.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu qu'il y a contestation au sujet d'une partie de terrain figurant au cadastre de la commune et dont le sieur Félix Delahaut réclame la propriété, terrain situé derrière la maison de ce dernier et joignant la roche du Piroy et le sentier, contenant un are 62 centiares ;

Attendu qu'il résulte de l'acte de vente avenu par devant le notaire Tilleux en date du 2 avril 1852, N° 7633 du répertoire et produit par le susdit Delahaut, que le terrain lui appartient comme ayant été vendu à son père par la commune ;

Attendu qu'il résulte de cet acte que le bornage est à la charge dudit Delahaut,

Décide :

Le droit de propriété du bien contesté appartient au sieur Félix Delahaut et la commune met fin à toutes ses prétentions à cet égard ;

L'intéressé sera prié d'en faire faire le bornage comme le prescrit l'acte de vente. Le Bourgmestre ou son délégué devra être présent au bornage.

Le Conseil passe ensuite à la formation du budget communal pour l'exercice 1902.

Après examen des sommes qui sont supposées nécessaires,

p. 258.

pour assurer les divers services, il est procédé au vote de chacune des allocations à y inscrire.

Il se constitue ensuite en comité secret pour le vote des traitements des employés communaux.

Pendant le vote de ces traitements, M. le Conseiller Charlot propose d'accorder une allocation de 100 francs au sous-instituteur et à l'institutrice gardienne.

Cette proposition mise aux voix est rejetée par parité des voix, ayant obtenu 4 oui et 4 non.

Le conseiller Charlot propose ensuite de porter le traitement des cantonniers à 900 francs par année, c'est-à-dire à 3 francs par journée de travail.

Cette proposition est rejetée par 7 voix contre une.

Il est ensuite proposé de porter le traitement des ouvriers à 775 francs par année à partir du 1^{er} janvier 1902 et de supprimer la somme inscrite pour réparation de leurs outils.

Cette dernière proposition est adoptée à l'unanimité.

La séance redevenue publique, il est procédé au vote sur l'ensemble du budget qui est approuvé comme suit :

1° En recettes ordinaires et extraordinaires à la somme de 24450 francs et à 28216 francs 60 centimes comme dépenses.

2° En recettes et en dépenses pour l'enseignement primaire à 6193 francs 73 centimes ;

3° En recettes et en dépenses pour les écoles d'adultes à la somme de 392 francs 50 centimes.

4° En recettes et en dépenses pour l'école gardienne à la somme de 1291 francs 23 centimes.

5° En recettes et en dépenses pour ce qui concerne la voirie vicinale à la somme de 18373 francs 28 centimes.

Expédition dudit budget avec les délibérations relatives à l'augmentation des traitements des cantonniers sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

le Conseil autorise ensuite le sieur ... ouvrier à Wépion, de prendre quelques déchets de pierres, environ 20 mètres, provenant de la carrière des Marlares, et de les transporter pour la réparation d'un chemin situé sur le territoire de Wépion et servant aux habitants de Malonne pour l'exploitation de leurs propriétés. Renvoi approuvé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 8 décembre 1901.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

p. 259.

Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Gouverneur de la province de Namur en date du 12 novembre dernier, nous priant de lui faire connaître s'il est vrai que des habitants de Wépion ont fait prendre des pierres dans un bien communal de Malonne et, dans l'affirmative, de lui soumettre la délibération autorisant cet enlèvement ;

Considérant qu'il est d'usage, depuis un temps immémorial à Malonne, que les habitants se procurent dans les carrières non louées les pierres nécessaires pour la construction de leurs maisons, et que le sieur ... profitant de cette tolérance, a fait extraire des pierres aux lieux dits les « Marlaires » pour restaurer sa maison ; qu'après l'exécution des travaux il lui restait quelques déchets de pierres et que, pour s'en débarrasser, il les a donnés ou vendus à vil prix à des ouvriers qui avaient entrepris la réparation d'un chemin à Wépion ;

Considérant que lesdits ouvriers se sont adressés à l'administration pour enlever ces pierres, et qu'ils y ont été autorisés par délibération du 27 octobre dernier, et ce par la raison que le chemin à réparer, bien que situé sur le territoire de Wépion, sert davantage aux habitants de Malonne qu'à ceux de ladite commune ;

Considérant que la commune de Malonne, vu le peu d'importance de la chose, n'a pas demandé l'autorisation nécessaire et qu'il y a lieu de réparer cette négligence ;

Arrête :

La délibération du 27 octobre précitée sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. le Gouverneur de la Province de Namur D,N° 702.476 en date du 9 novembre dernier nous informant que M. le ministre de l'agriculture # approuve notre projet de construction de puis avec pompe et qu'il renvoi approuvé ne donne lieu à aucune observation de sa part, et qu'en vue d'aider à la réalisation, son Département allouera un subside égal au tiers de la Dépense telle qu'elle sera déterminée par l'adjudication des travaux ;

Considérant qu'il résulte de ladite lettre que la province allouera de son côté un subside égal au sixième de la dépense.

p. 260.

Considérant dès lors que rien ne s'oppose à l'adjudication des travaux ;

Décide :

Les travaux dont il s'agit seront mis en adjudication aussitôt que possible et après les formalités d'annonces d'usage.

Un minimum de salaire pour les ouvriers sera inscrit au cahier des charges comme suit :

Ouvriers maçons, 50 centimes, ouvriers terrassiers travaillant au creusement des puits 60 centimes.

Ouvriers occupés aux treuils et aux autres travaux à exécuter au jour 35 centimes, par heure de travail.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal passé le 12 novembre dernier par devant le Collège échevinal et portant adjudication d'un projet de création d'un chemin dans la Vecquée au montant de 125 francs ;

Considérant que le sieur Joseph Delahaut, adjudicataire des travaux nous paraît capable de bien remplir la besogne et que le prix d'adjudication est en rapport avec l'ouvrage à exécuter ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver le procès-verbal dont il s'agit.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer adjoint.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Maloteau, locataire de la ferme dite la maison blanche prie le Conseil de le dispenser de payer sa cotisation de voirie pour 1902 et de le remplacer par le nouveau fermier qui le remplacera au mois de mai prochain.

Considérant que le Conseil n'a pas à intervenir dans cette affaire et qu'il appartient à l'intéressé de s'entendre à ce sujet avec son remplaçant ;

Il est décidé qu'il ne sera pas donné suite à la réclamation de l'intéressé.

Il lui sera donné avis de cette décision.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes, âgés de 6 ans au moins et de 14 ans au plus à la date du 1^{er} octobre 1901 et fréquentant les écoles communales ;

Vu l'article 3 de la loi organique de l'instruction primaire (dispositions coordonnées des lois du 20 7^{bre} 1884 et du 15 7^{bre} 1895) ;

Vu l'arrêté royal du 15 7^{bre} 1895 concernant les admissions gratuites

p. 261.

dans les écoles (communales) primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 2, 9 et 11 ;

Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance fait connaître que, dans les frais de l'instruction gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;

En exécution de l'arrêté royal précité, article II,

Arrête :

Article 1^{er} Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année 1901-1902 est fixé comme suit :

Désignation des écoles	Noms et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits		
			masculin	féminin	totaux
Ecoles communales	Demeuse Louis Leclercq Maximilien, la veuve	Garçons	72		
		Filles		30	
Enfants admis de droit (article de l'Ar. R. du 15 7 ^{bre} 1895			72	30	102
Enfants admis facultativement (article 9 de l'A. R. du 15 7 ^{bre} 1895			14	3	17

Article II la présente délibération sera adressée en double expédition, avec deux copies de la liste de chaque école et une copie de la Délibération du Bureau de Bienfaisance à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance concernant l'amélioration des chemins n° 8 allant de la Basse-Fontaine au Broctia, traversant les campagnes et aboutissant au sentier d'Inseprez à Marlagne.

Après avoir examiné les plans et les devis, il est décidé qu'il y a lieu de les approuver et de soumettre les projets à l'enquête de commodo et incommodo prescrite par la loi.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 30 9^{bre} dernier par laquelle M. le Directeur général de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux invite notre commune à souscrire une nouvelle intervention de 7000 francs pour permettre d'effectuer les travaux de parachèvement de la ligne Profondeville-Namur-Saint-Gérard, y compris l'embranchement vers Namur-Citadelle ;

p. 262.

Considérant que la commune, par sa délibération du 31 8^{bre} 1890 a décidé d'intervenir jusqu'à concurrence d'une somme de 50000 francs, et qu'elle ne s'est pas engagée à voter de nouvelles sommes ;

Décide :

Il n'y a pas lieu de 7000 francs la part d'intervention de la commune dans le capital de la ligne dont il s'agit, y compris celle de Namur-citadelle.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Directeur général en lui retournant le dossier relatif à cette affaire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 47 du code forestier ;

Arrête, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial ;

La totalité de la coupe de bois dit le Tronquois appartenant à la commune, sera vendue par adjudication publique au profit de la caisse communale.

Expédition de la présente délibération sera adressée en triple expédition à la Députation permanente par l'entremise de M. le Garde général du ressort.

Il est ensuite décidé qu'il sera écrit à M. Gusnot, géomètre du cadastre, pour le prier de venir 1^e constater la largeur du chemin créé par M. Lacroix, longeant sa propriété à Chepson. 2^e Fixer les limites de terrains appartenant à Félix Delahaut, joignant la Roche du Piroy, et 3^e pour tracer la limite entre le bois du Tronquois et la propriété de M. de Dorlodot.

Il est également décidé qu'il sera fait des travaux de réparation au chemin allant du Malpas au Chepson et, entre autres, la construction d'un barrage pour garantir les passants du danger qui existe en haut, par suite de l'extraction des pierres.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une apostille par laquelle M. le Commissaire de l'arrondissement nous prie de faire disparaître le déficit existant au budget de 1902 en ce qui concerne la comptabilité générale.

Après examen des sommes dont le montant peut être diminué, il est décidé que les subsides accordés aux indigents, la somme portée pour frais d'indigents, celles pour l'entretien des fontaines, de l'église, et celles pour frais de procédure seront diminuées proportionnellement de manière à rétablir l'équilibre.

Une somme de trente francs pour frais des élections du

p. 263.

Conseil des Prud'hommes et une somme de 8 francs pour achat d'un képi au garde-champêtre seront inscrites audit budget.

Ledit budget sera retournée à M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et siège à huis-clos.

Il prend connaissance d'une lettre par laquelle M. Piette, sous-instituteur, demande une augmentation de traitement.

Il est également donné lecture d'une lettre par laquelle M. Demeuse, instituteur en chef, demande une augmentation de 100 francs pour chacun des membres du personnel enseignant.

Après délibération, M. le Président met alternativement ces deux demandes aux voix, qui sont rejetées l'une et l'autre par quatre voix contre une, celle de M. Charlot.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Le Conseil s'occupe ensuite de la formation du tableau de population et décide que la nomination de l'employé qui sera chargé du travail sera annoncée par voie d'affiches dans la commune.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 24 janvier 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wary, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal contenant adjudication de la coupe de bois du Tronquoy, d'une partie des sapins du même bois et des sapins se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur du cimetière, adjudication faite le 13 janvier 1902 par devant le Collège échevinal, au montant de 1260 francs ;

Attendu que l'estimation de l'administration forestière était de 1593 francs 80 centimes ;

p. 264.

Considérant que le montant de l'adjudication augmenté des frais de 20 pour cent s'élève à 1480 francs ;

Considérant que malgré la différence de prix il y a lieu de l'approuver, une nouvelle adjudication ne pouvant donner un résultat plus favorable ;

Arrête :

L'acte dont il s'agit est approuvé, et il sera adressé à la Députation permanente aussitôt les formalités d'enregistrement remplies et par l'entremise de M. le Garde général du ressort.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal d'adjudication du 15 janvier courant des puits avec pompes, avenu devant le Collège échevinal au montant de 2792 francs pour les puits et de 1343 pour les pompes ;

Considérant que le prix d'adjudication, bien plus élevé que le devis, représente bien la valeur du travail ;

Considérant que les entrepreneurs nous paraissent offrir les garanties désirables pour la bonne exécution de la besogne,

Décide :

Les procès-verbal susdit est approuvé.

Il sera dressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 4^e trimestre de l'année 1901, duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 15 janvier courant était de 7648 francs 48 centimes.

Le procès-verbal, étant régulièrement dressé, est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et des copies en seront adressées à M. le Commissaire d'arrondissement et à M. le Receveur communal.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Une note de 32 francs 87 centimes due au sieur Camille Jacquet, plombier à Malonne, pour fourniture de zinc pour la cuisine de l'école communale en 1901, et travaux de réparation.

2° Une note de 167 francs 20 centimes pour réparation du plancher des écoles en 1901, y compris des fournitures, note due au sieur Joseph Thiroit-Marchal.

3° Une note de 52 francs due au sieur Théodule Remy

p. 265

pour fourniture d'ardoises pour l'église en 1902.

4° Une note de 45 francs 90 centimes pour fourniture et placement de carreaux aux habitations et aux fenêtres des écoles en 1901 et due au sieur Borremans, Valentin.

5° Une note de 4 francs 70 centimes due au sieur Maximilien Lecluselle pour fournitures et réparations aux écoles en 1901.

6° Une note de 21 francs 70 centimes pour fournitures et travaux au puits du Piroy en 1901. Due au susdit Lecluselle.

7° Une note de 29 francs 40 centimes due au même pour fournitures et réparations du bâtiment d'école en 1901.

8° Une note 8 francs 70 centimes pour livraison d'un grille un canal du Fond de Malonne près du Presbytère, due au sieur Thibaut François.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une délibération du Bureau de Bienfaisance de cette commune portant demande d'autorisation de recevoir, au moyen d'un capital à fixer par la loi, le remboursement d'une rente annuelle de 160 francs due par les héritiers de la famille Schayès-Lien en vertu d'un acte du 3 août 1895.

Considérant que le Bureau de Bienfaisance, bien que le remboursement lui soit préjudiciable, ne peut cependant pas refuser de l'accepter ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver la délibération dont il s'agit.

Ladite délibération revêtue de l'avis favorable du Conseil et accompagnée de la demande de remboursement, et de l'acte constitutif, sera adressée pour approbation à la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la liste des personnes qui sont en retard de payer leurs cotisations de voirie ou l'échéance de leur location ;

Considérant que ces contribuables, malgré les avis réitérés du Receveur, ne s'acquittent pas de ce qu'ils doivent à la commune et que rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés ;

Considérant qu'il y a lieu de les attraire en justice afin de les obliger à payer,

Décide, par six voix contre une, celle de M. Wéry, et une abstention, M. Charlot :

Les retardataires dont les noms suivent attrait en justice pour le recouvrement des sommes renseignées

p. 266.

Noms et prénoms des contribuables	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	Totaux	
1 Boland-Chapelle, Alexandre	"	"	1.25	1.25	"	1.25	1.25	1.25	1.25	7	50
2 Michaux-Detry, Florent	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	15	00
3 Boigelot-Binamé, Alexis	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
4 Renier-Chapelle, Constant	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
5 Wéry, Théophile	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	2.50	12	50
6 Thirot-Marneffe, Frédéric	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	2.50	10	00
7 Etienne, Camille	"	"	"	"	"	3.25	"	"	7.50	10	75
8 Boigelot-Patiny, Jules	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
9 Chapelle, Joseph	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
10 Dotraux-Liétard, Joseph	"	"	"	"	"	"	2.50	"	2.50	5	00
11 Hancotte-Marchal, Joseph	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
12 Moreau-Meus, Amboise	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
13 Lion, Mathieu	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
14 Pochet-Danvoye, Joseph	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
15 Philippart, Arthur	"	"	"	"	"	"	2.50	"	"	2	50
16 Piot, Joseph	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	"	5	00
17 Poulet-Kinaux, Constant	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	2.50	7	50
18 Renier-Leprêtre, Gabriel	"	"	"	"	"	"	7.50	7.50	7.50	22	50
19 Bocquia-Leurquin, Jean	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
20 Brandt, Jean	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
21 Chapelle-Ferry, Joseph	"	"	"	"	"	"	"	2.50	"	2	50
22 Close, Alexandre	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
23 Decauwert-Hoppe, Louis	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
24 Decauwert-Hoppe, Louis	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
25 Doumont-Provis, Ambroise	"	"	"	"	"	"	"	2.50	"	2	50
26 Ernoux-Adam, Joseph	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
27 Ernoux-Henrion, Mathieu	"	"	"	"	"	"	"	2.50	"	2	50
28 Ernoux-Lesire, Camille	"	"	"	"	"	"	"	2.50	"	2	50
29 François-Boigelot, J ⁿ J ^h dit Jules	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
30 Henrard, Toussaint	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
31 Jacques-Thirot, Anatole	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
32 Lefevre, Désiré	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
33 Malevez-Charlot, Ernest	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00
34 Noël-Leblanc, Frédéric	"	"	"	"	"	"	"	2.50	2.50	5	00

35 Namur-Chapelle, Julien	”	”	”	”	”	”	”	2.50	2.50	5	00
36 Puissant-Namèche, Mathieu	”	”	”	”	”	”	”	2.50	2.50	5	00
37 Schayès-Méla(rd, Zachharie	”	”	”	”	”	”	”	17.50	12.50	30	00
38 Tonne, Benoît	”	”	”	”	”	”	”	7.50	7.50	15	00
39 Thirion-Montuy, Antoine	”	”	”	”	”	”	”	2.50	2.50	5	00
40 Delisse, Bernard, échéance de sa location du 1 ^{er} 8 ^{bre} 1899 : 26 francs											

p. 267.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Receveur communal qui est chargé de faire les démarches nécessaires pour le recouvrement de ces sommes.

Comme conséquence de la délibération qui précède, M. Charlot fait la proposition suivante , consistant à la suppression du rôle de voirie de tous les ouvriers dispensés par la loi de payer la contribution personnelle et ne payant pas d'autres contributions.

Cette proposition mise aux voix par M. le Président, est rejetée par six voix contre deux, celles de Messieurs Wéry et Charlot.

M. Charlot demande ensuite qu'il soit inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance le projet de suppression du rôle de voirie pour tous les noms indistinctement. Cette demande est acceptée à l'unanimité des membres présents.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle un certain nombre d'habitants du Fond de Malonne demandent que la partie de terrain communal sise au Rivage, actuellement occupée par M. Alexandre Remy, soit remise à la disposition de tous et ainsi servir d'aisance à tout le voisinage.

Considérant qu'il y a lieu de déférer à la demande susdite, le Conseil décide qu'il sera écrit à M. Gusnot, géomètre du cadastre, pour le prier de venir rétablir les limites du terrain communal de de celui des riverains.

Les limites établies, cette aisance sera remise à la disposition du public.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Hancotte-Culot demande à ce que la commune expose en vente publique une partie de terrain, ancienne carrière abandonnée, sise au Malpas, derrière les maisons des sieurs Nicolas Brosteau et Frédéric Noël, terrain qu'il pourrait acheter pour déverser les débris d'une carrière qu'il se propose d'ouvrir dans sa propriété.

Considérant que la vente de ce bien soulèverait des réclamations de la part des habitants du voisinage et qu'au surplus, il a encore une certaine utilité ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de vendre le bien dont il s'agit, mais que le sieur Joseph Hancotte sera autorisé à y mettre des débris pendant 3 ans, et ce à l'endroit qui sera désigné.

Une convention sera signée et remise à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

p. 268.

Vu la lettre par laquelle divers propriétaires demandent qu'il soit procédé à la suppression n° 101 allant du Petit-Bois à Curnoloo par Champ Ha et que les possesseurs des terrains sur lequel il est établi cèdent en échange le terrain nécessaire à l'élargissement du chemin n° 114 allant de la route du Petit-Bois aux maisons du Champ Ha.

Considérant que le sentier dont la suppression est demandée n'est d'aucune utilité et que l'élargissement du chemin n° 114 constituerait une bonne opération pour les habitants de l'endroit ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de se rendre sur les lieux et de dresser les plans nécessaires.

Le chemin à élargir sera de 3 mètres 50 centimètres et la fosse à eau du Champ Ha supprimée.

Il est ensuite décidé qu'il sera écrit à M. le Commissaire pour le prier de faire les études nécessaires pour l'élargissement partiel du chemin n° 6 au Petit-Bois et le changement du fossé de la partie depuis la maison du sieur Jacques Simon jusqu'à la propriété du sieur Joseph Riffart.

Ces diverses affaires terminées,

Le Conseil se constitue en comité secret et siège à huis clos.

Il prend connaissance d'une lettre par laquelle le sieur François Warzée, garde-champêtre, sollicite une augmentation de son traitement.

Après divers pourparlers au sujet de cette demande, il est décidé qu'il y a lieu de l'ajourner jusqu'après l'approbation du budget communal de 1902 par la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que, d'après la loi, il doit être procédé au renouvellement du tableau de population de la commune ;

Considérant que le tableau de population doit contenir les n^{os} des folios du casier judiciaire et que pour ce faire, le casier judiciaire doit être refait à neuf par ordre alphabétique.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la nomination de l'agent qui sera chargé de faire le travail ;

Vu les lettres adressées en obtention de cet emploi,

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Auguste Renard a obtenu 5 voix et le sieur Valentin Borremans 3 voix.

p. 269.

Nomme en conséquence le susdit Renard comme agent chargé de la confection du tableau de population et du nouveau casier judiciaire.

Il est décidé qu'un traitement de 200 francs est alloué pour ce travail.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 21 février 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

Président, Joseph Bailly, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wary, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil, sur la proposition de M. le Conseiller Charlot, décide qu'il sera écrit au Bureau de Bienfaisance pour le prier de venir en aide au sieur Victor Massinon au moyen d'un secours mensuel qui ne sera pas inférieur à 13 francs et ce pour le mettre en mesure d'élever ses trois enfants en bas-âge.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la construction du chemin n° 3 à Beauce, objet de l'adjudication du 19 Mai 1899, a nécessité des travaux en plus non repris au devis estimatif, pour une somme de 645 francs 07 centimes ; que les travaux en moins s'élèvent à 124 francs 16 centimes et que par conséquent, déduction faite du rabais s'élevant à 12 francs 50 centimes, la somme restant à payer à l'entrepreneur M. Ladry, est de 508 francs 41 centimes ;

Considérant qu'il y a lieu de payer cette dernière somme et que pour ce faire, il est nécessaire de solliciter un crédit spécial,

Décide :

Un crédit spécial de 508 francs 41 centimes est sollicité de la Députation permanente pour payer les travaux dont il s'agit.

p. 270.

Ce crédit sera prélevé sur l'allocation inscrit au titre X article 5 du budget communal de 1901.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Une note de 41 francs 78 centimes présentée par le sieur Ernest Culot, maçon à Malonne, pour travaux de réparations aux écoles des filles en 1901, y compris les fournitures.

2° Une note de 8 francs 70 centimes présentée par le sieur Thibaut François, maréchal-ferrant à Malonne, pour fourniture d'une grille pour le canal du presbytère et travaux de placement en 1901.

3° Une note de 37 francs 50 centimes présentée par le sieur Jules Mathias, peintre à Malonne, pour fourniture de couleurs et travaux au presbytère en 1901.

4° Une note de 109 francs 40 centimes pour fournitures et travaux de réparation de la maison d'école en 1901 et présentée par le susdit Mathias.

5° Une note de 8 francs 85 centimes présentée par le sieur Léon Marchal, ardoisier à Malonne, pour réparations de la toiture de la chapelle du Gros-Buisson en 1901 et fournitures.

6° Une note de 50 francs 30 centimes présentée par le susdit Marchal pour réparations de la toiture de l'église de Malonne en 1901, y compris les fournitures.

7° Une note présentée par le sieur Henri Lesire, plafonneur à Malonne, s'élevant à 74 francs pour badigeonnage des classes en 1901, y compris les fournitures.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Auguste Renard, agent recenseur de l'agriculture demande un subside pour le paiement de son travail de recensement, l'indemnité accordée par le gouvernement étant insuffisante.

Attendu qu'il résulte d'une circulaire de M. le Ministre de l'intérieur que le travail de recensement de l'agriculture est insuffisamment payé et que les administrations communales sont invitées à intervenir dans la rétribution à allouer aux agents-recenseurs ;

Il est décidé qu'un subside de 20 francs est alloué au susdit M. Renard.

Le Collège échevinal est autorisé à mandater

p. 271.

cette somme.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle divers habitants de Babin prient l'administration de bien vouloir leur vendre à prix d'expertise la partie du sentier N° ..., située entre le chemin N° ... et le sentier N° ... et traversant les jardins des signataires de la lettre ;

Attendu que le sieur Thomas Beguin, propriétaire d'un terrain traversé par ledit sentier, n'a pas signé la demande et que c'est précisément celui qui pourrait s'opposer à la suppression projetée ;

Attendu en conséquence qu'il est inutile de faire dresser des plans et remplir les formalités avant d'avoir consulté le susdit sieur Beguin ;

Le Conseil # décide, approuvé, que ce propriétaire sera consulté avant de prendre une résolution quelconque au sujet de la suppression dont il s'agit.

Le Collège échevinal est chargé de remplir les démarches nécessaires pour arranger cette affaire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de construction et d'amélioration du chemin agricole dit « de la campagne » au Broctia, et d'une partie du chemin n° 8, partant de la Basse Fontaine et aboutissant au premier ;

Vu les plans dressés par M. le (Gouverneur) nous disons Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu les devis estimatifs s'élevant pour le 1^{er} à la somme de 3777 francs 22 centimes et pour le 2^e à 1445 francs 45 centimes ; soit en totalité à 5222 francs 66 centimes ;

Vu le cahier des charges ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenu à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition n'a été faite contre ledit projet ;

Construction que la construction et l'amélioration de ces chemins sont absolument nécessaires,

Décide :

L'autorisation de mettre les travaux en adjudication est sollicitée de l'autorité supérieure et des subsides sont sollicités du Gouvernement et de la province pour mettre commune en mesure de faire face à la dépense.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il vient d'être décidé qu'il y a lieu de mettre en adjudication les travaux concernant la construction du chemin

p. 272.

agricole « de la campagne » au Broctia et à l'amélioration du chemin n° 8 de la Basse Fontaine aboutissant au premier désigné ;

considérant que la commune n'est pas en possession des terrains qui doivent être enclavé pour l'exécution des travaux projetés et qu'il y a lieu de désigner deux experts pour évaluer les emprises ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de bien vouloir dresser les plans nécessaires qui doivent être joints à la demande d'autorisation d'acquérir les emprises ou d'accepter la cession gratuite qui sera faite par les propriétaires ;

Messieurs Louis Namèche et Louis Etienne, cultivateurs, sont chargés de l'estimation des terrains dont il s'agit.

Le Conseil s'occupe ensuite du projet de suppression du rôle des prestations pour la voirie, objet lis à l'ordre du jour à la demande du conseiller Charlot.

Après examen de la question et la remarque faite par M. le Président, que les recettes du rôle de voirie sont nécessaires pour payer les dépenses, remarque à laquelle M. Charlot répond que lesdites recettes pourraient être remplacées par un impôt sur le revenu, cette question est mise aux voix et rejetée par six voix contre deux, celles de M. Charlot et Wéry.

M. le Président expose ensuite à l'assemblée la situation dans laquelle se trouve le chemin du Babin. Il résulte des explications données que le retard que subit l'adjudication des travaux provient uniquement du fait que la commune n'est pas encore en possession des terrains appartenant aux sieurs Victor Renier et Wéry-Colle, et que ce dernier n'a pas jusqu'ici autorisé la prise en possession avant la fin des formalités relatives à l'expropriation

Considérant qu'il y a urgence à mettre ces travaux en adjudication ;

Le Conseil décide qu'il sera fait des démarches pressantes auprès de M. l'avocat Hamoir, représentant M. Wéry.

Aussitôt l'autorisation obtenue, il sera procédé à l'adjudication des travaux.

Ces affaires terminées,

Le Conseil prend connaissance d'une lettre par laquelle 113 habitants, chefs de famille, la plupart habitant le Fond de Malonne, demandent que le chemin du Fond de Malonne soit amélioré et élargi au moyen d'une emprise à faire dans

p. 273.

le ruisseau et qu'il soit en même temps établi un trottoir pour les piétons et muni d'un garde-corps ; après diverses explications et discussions de la question d'où il résulte que tous les membres de l'assemblée sont disposés à améliorer le chemin, mais que les uns veulent le travail réclamé, et que d'autres sont partisans de l'amélioration du chemin au moyen d'un voûtement du ruisseau, M. le conseiller Charlot propose de soumettre à un référendum populaire pour connaître l'opinion des habitants.

M. le Président soumet cette proposition au vote du Conseil, laquelle est rejetée par 5 voix contre 3.

Ont voté pour MM. Chapelle, Charlot et Wéry, ont voté contre MM. Massaux, Renier, Baily, Riffart et le Président.

Est ensuite soumis au vote de l'assemblée le projet d'amélioration au moyen du voûtement du ruisseau. Ce projet est adopté par cinq voix contre deux non et une abstention.

Ont voté pour MM. Massaux, Renier, Riffart, Baily et le Président.

Ont voté contre MM. Chapelle et Wéry.

S'est abstenu M. Charlot, qui a motivé son abstention parce qu'on a refusé le référendum qu'il a proposé.

En conséquence de ce vote, il sera écrit à M. le Gouverneur pour le prier de nous accorder l'autorisation de faire faire les études et les plans nécessaires à l'exécution des travaux votés.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 15 avril 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, # A. Moreaux, A. Chapelle, Alfred Wéry, conseillers, renvoi approuvé, et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte du Bureau de bienfaisance pour l'exercice 1901 ;

Vu le montant des recettes d'élevant à la somme de 5684 francs 85 centimes ;

Vu le montant des dépenses s'élevant à 5954

p. 274.

21 centimes ;

Vu les pièces de dépenses y annexées ;

Considérant que le compte est régulièrement dressé,

Décide :

Le compte dont il s'agit est approuvé tel qu'il a été arrêté par le receveur et par l'établissement intéressé ;

Il sera adressé avec les pièces y annexées à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'amélioration du chemin n° 8 et de construction du chemin dit « de la campagne » au Broctia ;

Vu la nomenclature des propriétaires des emprises de terrains nécessaires à l'exécution du ce projet et le plan desdites emprises dressé par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal d'estimation desdites emprises ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo qui a été tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition ne s'est produite contre le projet ;

Vu la loi du 27 Mai 1871 sur les formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant qu'il y a lieu d'acquérir à l'amiable et à prix d'expertise les terrains nécessaires et d'accepter ceux que les propriétaires offrent gratuitement pour l'établissement du chemin projeté,

Décide :

L'autorité supérieure est priée de nous autoriser à acquérir et à accepter celles offertes gratuitement les parcelles de terrains nécessaires à l'établissement dudit chemin.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que le bail des terrains communaux prendra fin au 1^{er} octobre prochain, et que, par conséquent, il y a lieu de remettre ces biens en location ;

Considérant qu'il y a lieu d'arrêter le cahier des charges des conditions auxquelles la location sera faite ;

Vu le cahier des charges de la location actuelle ;

Décide :

La location des terrains communaux sera faite aux mêmes conditions que la location précédente, sauf les modifications suivantes :

L'article XXIV est supprimé.

p. 275.

L'article suivant est ajouté au nouveau cahier des charges :

Il sera laissé une bande de terrain à prendre dans la 18^e, 19^e et 20^e portion le long du chemin N° ... au lieu dit Sous les Tiennes, et actuellement occupés par MM. Mathieu Mélard et Pierre Renier. # cette bande de terrain sera d'un mètre de largeur et suivra l'élargissement du chemin. Renvoi approuvé.

Le Collège échevinal est chargé de faire procéder à cette location en temps utile.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Gustave Marchal prie l'administration communal de bien vouloir lui vendre une partie de terrain communal au lieu la Grand Carrière, afin d'y construire une petite maisonnette et de lui prêter de l'argent pour payer celle-ci ;

Considérant que la partie de terrain demandée ne peut être distraite de l'ensemble du bien sans diminuer la valeur de celui-ci, et que la commune ne peut prêter de l'argent, alors qu'elle peut à peine faire face à ses dépenses ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande du sieur Marchal.

Il est également pris une décision négative au sujet de la demande de la veuve Marchal-Noël, qui demande à acheter une petite de terrain pour construire une maison au lieu dit Bauwe.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte de location du herdal de Beuce en date du 19 juin 1899 ;

Vu la demande des locataires du 1^{er} lot, tendant à obtenir une réduction du prix de location ;

Considérant que ce prix est de 60 francs par année et qu'il est évidemment trop élevé surtout que des charriages extraordinaires s'y font fréquemment, ce qui empêche de récolter comme par le passé ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu d'en diminuer le prix ;

Décide :

Le prix annuel de la location du 1^{er} lot du herdal de Beuce est ramené à 35 francs à partir du 1^{er} 9^{bre} 1902 et pour les 6 années restant à courir.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur L. Demeuse, instituteur, prie le Conseil de voter un règlement-programme concernant l'école d'adultes et de prendre une délibération augment la somme à payer pour les effets classiques.

Après avoir entendu les explications de l'instituteur, il est

p. 276.

décidé qu'il y a lieu d'ajourner ces questions.

Le Comité scolaire est chargé de les examiner et de faire rapport au Conseil.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre en date du 24 Mars dernier par laquelle M. le Commissaire-voyer demande au moyen de quelles ressources la commune fera face aux dépenses à résulter du voûtement du ruisseau et de l'amélioration du chemin n° 1, dans la traverse du Fond de Malonne.

Après diverses explications et sur la proposition de M. le Conseiller Moreau, il est décidé qu'il sera répondu à M. le Commissaire que la (dépense) nous disons la somme nécessaire pour couvrir la part de la commune dans la dépense dont il s'agit, sera inscrite au budget communal de 1903.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes qui, après examen, sont approuvées :

1° Une note de 15 francs 46 centimes présentée par la dame veuve Renier, Gabriel, pour fourniture de briques en 1898 pour le puits du rivage et la fontaine des potales.

2° Une note de 75 francs 60 centimes pour travaux de maçonnerie au presbytère de Malonne en 1902, y compris les fournitures, note présentée par le sieur Ernest Culot.

3° Une note présentée par la maison Picard-Balon, s'élevant à 241 francs 70 centimes, pour fourniture des registres de population avec (index) nous disons : fiches.

4° Une note de 158 francs 33 centimes pour imprimés nécessaires pour la révision des listes et impression desdites listes électorales, due à la même maison.

5° Une note de ... francs ... centimes présentée par la susdite maison pour reliure du mémorial administratif de l'année 1900.

6° Une note de Une note de 56 francs 72 centimes due audit Picard-Balon pour imprimés relatifs à la révision des listes du Conseil des Preud'hommes et impression des listes.

7° Une note de 6 francs 88 centimes due à la même maison pour imprimés relatifs à l'inscription des listes de la garde civique en 1901.

8° Une note de 3 francs pour fourniture de livrets pour le garde champêtre en 1901.

Ces notes seront mandatées et payées aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les ferrants adaptés aux pigeonniers servent à capturer les pigeons appartenant à autrui et que

P. 277.

par conséquent il y a lieu d'empêcher cet abus ;

vu l'article 78 de la loi communale ;

arrête le règlement de police suivant :

il est interdit de garnir l'entrée des pigeonniers de filets dits « ferrants » ou d'autres pièges servant à la chasse aux pigeons.

Les contrevenants seront punis d'une amende de 25 francs, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par les propriétaires des pigeons capturés.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour information.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 10 avril 1902 par laquelle la demoiselle Clémentine Jacquet sollicite une concession de terrain dans le cimetière de Malonne d'une contenance de 2 m 50 de longueur sur 3 mètres de largeur.

Vu le règlement général sur la matière du 4 juillet 1876, modifié par celui du 4 avril 1894 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Considérant que rien ne s'oppose à ce que cette concession soit accordée ;

Décide :

La concession demandée est accordée sous la condition que la concessionnaire versera dans la caisse communale une somme de 300 francs et une somme de 74 francs dans celle du Bureau de Bienfaisance.

Il devra en outre se conformer aux conditions du règlement ci-dessus rappelé.

Le Collège échevinal est autorisé à passer l'acte de concession.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 11 juin 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers, renvoi approuvé, et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture

p. 278.

du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte de location des terrains communaux avenue le 9 juin courant par devant le Collège échevinal au montant de 729 francs.

Considérant que le prix est avantageux pour la commune et que les locataires qui sont renseignés à l'acte présentent les garanties désirables sous le rapport du paiement du prix de location et de la bonne culture des terres,

Décide :

L'acte de location dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation définitive à la députation permanente aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 27 Mai dernier par laquelle M. l'Inspecteur des chemins vicinaux nous fait connaître que l'amélioration du chemin du Broctia peuvent être mis en adjudication.

Considérant en conséquence qu'il y a lieu d'adjuger ces travaux, mais que l'adjudication ne pourra cependant se faire avant que la commune soit en possession des emprises nécessaires,

Décide :

L'adjudication des travaux susdits aura lieu aussitôt que le Collège échevinal aura passé l'acte d'acquisition et de donation des terrains à incorporer dans le chemin.

La passation de cet acte aura lieu aussitôt que possible.

Des minimums de salaire à payer aux ouvriers seront inscrits au cahier des charges de l'entreprise et seront les mêmes que ceux inscrits au cahier des charges concernant le chemin de Babin.

Il sera également inscrit au susdit cahier des charges que le livre de paie de l'entrepreneur devra être remis au Collège échevinal pour que celui-ci puisse s'assurer que les minimums exigés sont réellement payés aux ouvriers.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre de M. Stéphane, Directeur de la Société Malevez et C^{ie}, tendant à pouvoir modifier le chemin n° 1 à Insevaux, en construisant un remblai qui permet-

p. 279.

trait de donner accès à la carrière de dolomie ;

vu le plan du remblai proposé ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'il y a opposition au projet projeté de la part de la famille Legrain-Riffart ;

Considérant que le remblai dont il s'agit créerait un grave inconvénient pour la circulation des véhicules ;

Décide :

Il n'y a pas lieu d'accorder l'autorisation demandée tendant à modifier le chemin dont il s'agit.

Avis de cette décision sera donné à M. Stephenne.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note due au sieur Willems de Bruxelles pour fournitures aux écoles.

Considérant que ces fournitures font parties du mobilier scolaire fourni lors du renouvellement du mobilier objet d'une adjudication, et qu'elles doivent être reçues comme fournitures supplémentaires lors de la réception définitive de l'adjudication ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner le paiement de la note susdit.

Il sera écrit à l'architecte et au besoin à M. le Gouverneur pour obtenir la réception définitive de l'adjudication.

Le Conseil approuve ensuite les notes suivantes.

Une note de 2 francs 45 centimes due au sieur Joseph Legrain-Lessire pour fournitures pour les élections législatives du 25 Mai 1902.

Une note de 16 francs 50 centimes pour fournitures de piquets pour les fosses d'inhumation et livraison d'un quart de mètres note due au sieur Joseph Thiroit.

Une note de 6 francs due au même pour fourniture de deux pièces de bois, une pour le puits du Piroy, et une pour la fontaine Lagasse.

Une note de 7 francs 65 centimes pour fourniture de matériaux pour le presbytère due au même.

Une note de 47 francs 71 centimes due au susdit Thiot pour raccommodage des isoires des bureaux électoraux et cloisons.

Une note de 244 francs 89 centimes due au même pour fourniture et façon d'un nouveau bureau électoral, isoire et cloisons.

Une note de 259 francs due au sieur Ferdinand Hubin pour charriages effectués en exécution de l'acte d'adjudication du 10 juin 1901.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés à l'exception de la dernière qui ne le sera que lorsque la commune

p. 280.

sera en possession de la réception des travaux, ainsi que des deux notes dues au sieur Joseph Thiot pour fourniture d'un 3^e bureau électoral et réparation des deux autres pour lesquelles il sera sollicité un crédit spécial, aucune allocation ne figurant au budget et pour solder la dépense de cette fourniture.

Le Conseil prend ensuite connaissance du compte de fabrique de l'église de Malonne pour l'exercice 1901 et, après examen, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été arrêté par l'intéressé.

Il approuve également le compte de la fabrique de l'église du Curnoloo pour le même exercice, de la même manière que l'établissement intéressé l'approuvé.

Ces documents seront adressés à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 16 avril dernier par laquelle le sieur Siméon Tichènes de Malonne sollicite une concession de terrain dans le cimetière de Malonne d'une contenance de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur un mètre de largeur, soit de mètres 50 centimètres de superficie.

Vu le règlement général sur les concessions à accorder dans le cimetière en date du 4 juillet 1876, modifié par celui du 6 avril 188 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Attendu que rien ne s'oppose à ce que cette concession soit accordée,

Décide :

Les deux concessions demandées sont accordées sous la condition que le concessionnaire versera dans la caisse communale une somme de 100 francs et dans celle du Bureau de Bienfaisance de cette commune une autre somme de 25 francs.

Elles devront en outre se conformer au règlement ci-dessus rappelé.

Le Conseil échevinal est autorisé à passer l'acte de concession dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que, par délibération en date du 15 avril dernier, il a été décidé qu'une concession de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur 3 mètres de largeur serait accordée à la nommée Clémentine Jacquet, pour la construction d'un caveau de famille ;

Considérant que par sa lettre du 17 mai dernier, la susdite Clémentine Jacquet nous informe qu'elle ne prendra la conces-

p. 281.

sion demandée que sur 2 mètres de largeur, soit 2 mètres 50 de superficie.

Considérant qu'il y lieu de réduire la concession à deux mètres de largeur au lieu de trois,

Décide :

La concession est accordée sous les dernières dimensions indiquées.

La concessionnaire sera obligée de verser une somme de 200 francs dans la caisse Communale, et une somme de 50 francs dans celle du Receveur du Bureau de bienfaisance.

Le Conseil décide ensuite qu'il y a lieu de mettre en adjudication les charriages pour l'entretien de la voirie en 1902-1903, l'acte d'adjudication actuel étant fini le 31 juin courant ;

Cette adjudication sera affichée aussitôt que possible.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse du Receveur communal pour le 1^{er} trimestre de l'année 1902, duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 2 avril dernier était de 3354 francs 35 centimes.

Ce procès-verbal étant régulièrement dressé est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et des copies en seront adressées à M. le Commissaire d'arrondissement et à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 4 février dernier par laquelle M. le Docteur Delvigne signale à la commission médicale provinciale le danger qui existe pour la salubrité publique la pollution des eaux du ruisseau du Fond de Malonne, pollution attribuée d'après lui aux déversements fréquents des fosses d'aisance de l'établissement des frères dans ledit ruisseau ;

Vu le rapport de M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint constatant qu'il lui est impossible de déterminer d'une manière certaine la cause de la malpropreté du susdit ruisseau ;

Vu la lettre D. N° 713.876 du 24 avril dernier par laquelle M. le Gouverneur de la province prie l'administration communale de prendre les mesures d'hygiène que comporte la situation ;

Considérant que, dans le cas qui nous occupe, il n'y a d'autres mesures à prendre que de faire examiner sérieusement le ruisseau,

Décide :

p. 282.

Le sieur Alexandre Chapelle, conseiller communal, est chargé d'examiner le ruisseau afin de voir, si possible, les causes qui occasionnent la pollution des eaux.

Il se fera accompagner par le cantonnier Gustave Puissant.

Le Conseil décide ensuite qu'il sera construit un petit meuble pour l'installation des fiches concernant le tableau de population et qu'il sera en même temps confectionné un index dudit tableau par les soins d'une personne qui sera choisie par le secrétaire et sous la surveillance de celui-ci.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 18 juillet 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Joseph Baily, échevins, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, conseillers, renvoi approuvé, et Joseph Legrain, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte

Nous disons : La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Vu le compte communal de l'exercice 1901

Vu le titre IX chapitre I et chapitre II des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus repris au titre précité sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances, et que, malgré les avis réitérés de M. le Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés qui, pour la plupart sont irrécouvrables ;

Décide :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances au titre IX chapitre I N^{os} 4, 6, 26 et 33 # 40, 41, 44, 45, 46 et 60; chapitre II, N^{os} 9, 20, 25, 47, 49, 50, # 60, 61,62, 63, 68, 78, 80, 95, 100, 102 et 103 approuvé lesquelles redevances sont renseignées au compte par une petite croix placée en regard du nom de chaque retardataire à rayer.

Ledit compte est ensuite approuvé comme suit :

1° En recettes générales à la somme de 35296 francs 22 centimes.

En dépenses de même nature à la somme de 38904 francs 10 centimes.

2° En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 336 francs 30 centimes et en dépenses à celle de 268 francs 56 centimes.

3° En recettes pour l'enseignement primaire à la somme de 5411 francs 97 centimes.

En dépenses de même espèces à 6499 francs 52 centimes.

4° En recettes pour l'école des adultes à 395 francs ;

p. 283.

En dépenses à celle de 392 francs 50 centimes.

5° en recettes pour l'école gardienne à 1026 francs et en dépenses à celle de 1298 francs 68 centimes.

Et 6° En recettes pour la voirie à la somme de 22.927 francs 97 centimes et en dépenses à celle de 11148 francs 98 centimes.

Expédition de la présente délibération avec le compte dont il s'agit et les pièces y annexées, sera adressées en double à la Députation permanente pour approbation et exécution.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 47 du code forestier,

Arrête, sous l'approbation de la Députation permanente du Conseil provincial :

La totalité de la coupe de bois appartenant à la commune, dite le Fond de la Navinne, formant l'ordinaire de 1903, sera vendue par adjudication publique au profit de la caisse communale.

La présente délibération sera adressée en triple expédition à la Députation permanente pour approbation, par l'entremise de M. le Garde-général du ressort.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal en date du 4 juillet courant, venu devant le Collège échevinal et portant adjudication des travaux de construction et d'amélioration du chemin de Babin, au montant de 18933 francs 46 ;

Considérant que le prix d'adjudication, bien que dépassant le devis de 1941 francs 54 centimes, doit encore être considéré comme représentant bien la valeur des travaux ;

Considérant que l'adjudicataire, M. Emile Chapelle, de Saint-Servais, nous paraît offrir les garanties désirables sous le rapport de la bonne exécution de la besogne,

Décide :

Le procès-verbal dont il s'agit est approuvé sous la condition que l'adjudicataire versera immédiatement de 5000 francs prescrit par l'affiche annonçant l'adjudication.

Faute de verser ce cautionnement, les travaux seront remis en adjudication.

Expédition des pièces du projet seront adressées à la Députation permanente aussitôt le cautionnement versé et par l'entremise de M. le Commissaire-voyer.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal d'adjudication de charriages en date du 30 juin dernier et duquel il résulte que le sieur Ferdinand Hubin, charretier à Malonne, est déclaré adjudicataire comme ayant mis le plus bas prix, soit

p. 284.

7 francs par jour et par cheval.

Considérant que ce prix est très avantageux pour la commune et que le sieur Hubin offre les garanties nécessaires pour la bonne exécution de la besogne ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver le procès-verbal d'adjudication dont il s'agit.

Ledit procès-verbal sera adressé pour approbation à la députation permanente pour approbation par l'entremise de M. le Commissaire-voyer.

Le Conseil prend ensuite connaissance du projet concernant la suppression du chemin n° 101 du Petit-Bois à Curnoloo par Champ-Ha et de l'élargissement du chemin n° 114 au même lieu.

Considérant qu'il résulte de l'enquête de commodo et incommodo que le sieur Joseph Riffart-Chapelle refuse de céder le terrain nécessaire à l'élargissement projeté, et que par suite il n'y a possibilité de faire l'amélioration telle qu'elle est proposée et telle qu'elle figure au plan à moins que de recourir à l'expropriation ;

Considérant en conséquence qu'il n'y a pas lieu de donner suite à ce projet en ce moment ;
Il est décidé d'ajourner le projet dont il s'agit.

Le Conseil prend également connaissance du projet concernant le voûtement d'une partie du ruisseau et de l'amélioration d'une partie du chemin n° 1, dans la traverse du Fond de Malonne, et, considérant que ce travail soulève des observations de la part des habitants¹⁶, qu'il y a lieu d'examiner, décide qu'il y a lieu d'ajourner la décision à prendre à cet égard.

Ces affaires terminées, le Conseil approuve après examen :

1° Une note de dix francs pour achat d'un képi au garde-champêtre Warzée, présentée par la maison Dombret de Namur.

2° Une note de 76 francs 60 centimes due au sieur François Thibaut, maréchal-ferrant, pour diverses fournitures de maréchallerie faites pour les écoles, la voirie et le cimetière.

La première de ces notes sera portée au budget de 1903 et ensuite payée à l'intéressé.

La seconde sera remise à l'intéressé avec prière de faire autant de notes qu'il y a d'objets et sera ensuite payée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le cahier des charges concernant l'adjudication

p. 285.

des puits dont le sieur Joseph Dotraux est l'entrepreneur, porte que les ouvriers ont droit à un minimum de salaire.

Considérant qu'il y a lieu de faire respecter cette clause du cahier des charges,

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de s'assurer que les ouvriers occupés aux travaux susdits sont payés au taux prescrit et, au cas contraire, il sera retenu au sieur Dotraux sur le prix d'adjudication pour parfaire leurs journées.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 22 août 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreaux, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers, renvoi approuvé, et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance d'une lettre du 14 août courant par laquelle M. l'avocat Hamoir nous fait connaître que ses clients Renier et Wéry ne nous ont pas encore accordé la prise de possession des bandes de terrains supplémentaires qui nous sont nécessaires pour l'établissement des fossés au chemin du Babin le long de leurs propriétés respectives, bandes de terrains non prévues au plan dudit chemin, et nous faisant connaître en même temps que, pour obtenir cette prise de possession, nous devons nous engager à payer ces terrains au prix que le tribunal fixera pour ceux contigus et repris aux plans du chemin ;

Considérant que rien ne s'oppose à ce que le Conseil souscrive l'engagement réclamé,

Il est décidé qu'il sera écrit à l'avocat Hamoir pour l'informer que le Conseil consent à payer ces terrains comme il est prescrit ci-dessus et pour le prier de demander la prise de possession à ses clients.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget de la fabrique de l'église de Malonne pour l'exercice 1903 et après examen des sommes

¹⁶ Non non ! c'est bien le texte !

p. 286.

qui y sont inscrites, tant en recettes qu'en dépenses, décide qu'il y a lieu d'émettre un avis favorable à son approbation.

Il prend également connaissance du budget de la fabrique de l'église du Curnoloo et, après examen, décide également qu'il y a lieu d'émettre un avis favorable à son approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes :

1° Une note de 262 francs 30 centimes pour frais de l'expertise du terrain Renier-Bajard présentée par les experts Fichet, Denis et Janquin.

2° Une note de 270 francs 60 centimes pour l'expertise du terrain Wéry présentée par les mêmes experts.

3° Une note de 75 francs 38 centimes pour fournitures et travaux au Presbytère présentée par Léon Machal-Badou.

4° Une note de 88 francs 20 centimes pour travaux de menuiserie à la toiture de l'église du Fond de Malonne, présentée par le susdit Marchal-Badou.

5° Une note de 54 francs 85 centimes pour travaux de menuiserie à la toiture de l'église du Fond de Malonne, présentée par le sieur Thiroit-Marchal.

6° Une note de 12 francs 95 centimes pour fournitures et réparations au bâtiment d'école présentée par le sieur Camille Jacquet.

7° Une note de 145 francs 70 centimes pour fournitures et réparations à l'église du Fond de Malonne présentée par le susdit Camille Jacquet.

Ces notes, étant reconnues exactes et régulièrement dressées, il est décidé qu'il y a lieu de les approuver et de les payer aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 58 de la loi du 28 juin 1822 et le N° 19 de l'article 2^{bis} de la loi du 30 juillet 1881 sur la contribution personnelle ;

Considérant qu'aux termes de ces articles de lois prérappelées, il y a lieu de désigner dans le sein de l'administration communale de deux membres pour faire partie de la commission chargée de la nomination des experts et contre-experts de la contribution personnelle et des répartiteurs des patentes pour 1903,

Décide :

Le sieur Joseph Baily et Thomas Riffart, membres du Conseil, sont désignés pour faire partie de la commission dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le

p. 287.

le Receveur des Contributions à Floreffe.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un acte passé le 21 juillet dernier par devant maître Ernest Richard, notaire à la résidence de Namur, et contenant vente par le sieur Louis Beguin et autres de diverses parties de terrains nécessaires pour l'élargissement du chemin N° 8 et l'établissement d'un chemin dans la campagne du Broctia.

Considérant que les emprises acquises sont nécessaires pour l'élargissement et l'établissement des chemins projetés et que le prix payé est bien en rapport avec la valeur des biens acquis ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver l'acte dont il s'agit.

Le Conseil approuve également l'acte passé le même jour et par devant le même notaire et contenant donation par le susdit Beguin et autres de diverses parcelles de terrains nécessaires pour l'établissement du susdit chemin dit de la campagne du Broctia.

Ces actes seront adressés pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 2^{ème} 3^{tre} de l'année 1902 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 21 juillet dernier était de 3538 francs 97 centimes.

Ce procès-verbal, étant régulièrement dressé, est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et des copies en seront adressées à M. le Commissaire d'arrondissement et à M. le Receveur communal.

Ces affaires terminées,

Le Conseil prend connaissance d'une lettre de la Dame Veuve Denis de Marpent (France), priant le Conseil de bien vouloir prendre à sa charge les frais que nécessitera son traitement à l'hôpital à Bruxelles ou à Louvain pour la guérison d'une maladie des yeux.

Considérant que cette personne a quitté la commune depuis plus de 20 ans et que, par suite, il n'y a plus à intervenir dans les frais que pourrait nécessiter son état d'indigence ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de prendre l'engagement demandé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province de Namur,

p. 288.

en date du 13 juin 1892, relative aux centimes additionnels à percevoir par la commune, sur le principal des contributions foncières et personnelles et du droit de patente, pour faire face à leurs dépenses générales ;

Vu l'article 76 de la loi communale,

Arrête :

Article 1^{er} – pour faire face aux dépenses générales, il sera perçu en 1903 le nombre de centimes additionnels suivant :

Nombre de centimes	Contribution foncière	Contribution personnelle	Droit de patente
1° Centimes déjà autorisés, non compris ceux qui figurent aux rôles pour l'entretien des chemins vicinaux, ni ceux dont le terme de perception expire le 31 X ^{bre} 1902	“	“	“
2° Centimes nouveaux dont la perception est demandée pour un terme de une année à prendre cours à partir du 1 ^{er} janvier 1903.	17	17	10
Total des centimes à percevoir en 1903 pour faire face aux dépenses générales.	17	17	10

Article II^o, Expédition de la présente délibération sera adressée en double à M. le Gouverneur de la province pour être soumise à approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que les revenus ordinaires de la commune sont insuffisants pour pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux en 1903 ;

Que dès lors il y a lieu de faire application des dispositions de l'article 14 de la loi du 10 avril 1841 ;

Considérant que le produit des prestations prévues par cet article 14 atteindra 1608 francs 50 centimes ;

Vu le § 44 de ce même article 14, lequel prescrit de voter concurremment avec les prestations en nature des centimes spéciaux qui doivent contribuer pour un tiers au moins dans la dépense totale, c'est-à-dire au minimum pour la moitié de la somme citée plus haut.

Fixe à treize (13) le nombre de centimes additionnels à affecter aux chemins vicinaux en 1903.

Ces centimes seront calculés sur le principal de la contribution foncière et personnelle et du droit de patente

p. 289.

Expédition de la présente délibération sera adressée à l'autorité supérieure.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il résulte des explications de M. l'Instituteur en chef que l'article 20 du règlement des écoles du 1^{er} Mai 1897 est devenu inutile et qu'il y a lieu de le supprimer ;

Décide :

L'article 25 du règlement dont il s'agit est supprimé.

Il sera donné avis de cette décision à l'inspecteur scolaire et au personnel enseignant.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la commune a décidé l'exécution de divers travaux , construction du chemin de Babin, du chemin du Broctia et de trois puits avec pompes, et que la part incombant à la commune dans la dépense à résulter de ces travaux sera d'environ 20.000 francs ;

Considérant que la commune se trouve dans l'impossibilité de faire face à cette dépense au moyen de ces ressources ordinaires ;

Considérant qu'elle possède une somme de 66.600 francs en rente sur l'Etat belge, 3 % 3^e série et qu'il y a lieu de reprendre une partie de cette somme;

Vu l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte quaucune opposition ne s'est élevée contre ce projet ;

Décide :

L'autorisation de vendre une partie des titre Belge jusqu'à concurrence de 20.000 francs sera sollicitée de l'autorité supérieure.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret et siégeant à huis clos,

Considérant que par délibération du 19 août 1901, il avait été procédé à la nomination d'un surveillant pour la carrière du Piroy et pour une période d'une année partant du 1^{er} 7^{bre} 1901 au 1^{er} 7^{bre} 1902 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle nomination pour une période de même durée à prendre cours le 1^{er} 7^{bre} 1902 pour finir le 1^{er} 7^{bre} 1903 ;

Procède, par un scrutin secret et à la majorité absolue à la nomination dont il s'agit.

Il résulte du dépouillement des votes que le sieur Jules Samson, Receveur communal, a obtenu 8 voix sur 8 votants

p. 290.

En conséquence, le susdit Samson est nommé surveillant de la carrière du Piroy comme ayant obtenu l'unanimité des votes, pour le terme désigné ci-dessus.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret et siégeant à huis clos ;

Considérant que dans notre séance en date de ce jour il a été procédé à la nomination du sieur Jules Samson comme surveillant de la carrière du Piroy pour le terme de une année à prendre cours le 1^{er} septembre 1902, et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira en cette qualité ;

Décide :

Le traitement du surveillant de la roche du Piroy est fixé à 20 francs par mois, payable par trimestre.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 26 septembre 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

Président, Thomas Riffart, échevin, Joseph Renier, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alfred Wery, Alexandre Chapelle, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne,

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance des notes suivantes :

1° Une note de 50 francs due au sieur Omer Boquia, peintre à Malonne, pour décoration de la salle des spectacles de l'école communale en 1902.

2° Une note de 5 francs 25 centimes due au sieur François Thibaut pour fourniture d'une croix en fer pour la chapelle du Gros Buisson en 1902.

3° Une note de 3 francs 25 centimes pour fourniture d'une grille au canal du chemin n° 1 en face de chez Mazure due au susdit Thibaut en 1902.

p. 291.

4° Une note de 13 francs 95 centimes due au même pour travaux et fournitures pour la toiture de l'église en 1902.

5° Une note de 22 francs 00 centimes due au sieur Chabart pour fourniture d'une couverture d'égoût pour le canal du chemin n° 1, en face de la maison Mazure en 1902.

6° Une note de 9 francs 10 centimes pour fourniture d'une couverture ciselée pour la maison de monsieur le Curé due au même.

7° Une note de 27 francs due au susdit Chabart pour journées de tailleur de pierres occupées à la chapelle du Gros Buisson.

Après examen, ces diverses notes sont approuvées et elles seront payées aux intéressés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Simon Grandmaison demande qu'il soit # fait approuvé une enquête à l'effet d'établir les responsabilités au sujet du plan de la route du Babin, plans qui ne renseignent ni fossé ni raccordement, et en même temps au sujet de l'alignement et de l'évacuation des eaux du puits du Fond-de-Malonne.

Attendu que le sieur Grandmaison s'occupe d'une affaire qui ne le concerne aucunement,

Il est décidé qu'il ne sera donné aucune suite ni réponse à sa lettre, les irrégularités qu'il renseigne étant régularisée pour le chemin du Babin et le sont également pour le puits du Fond-de-Malonne.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les rechargements en pierres calcaires qui se font annuellement sur le chemin N° 1, dans la travers du Fond-de-Malonne ne font que de transformer ce chemin en cloaque impraticable et qu'il y a lieu d'essayer de faire ces rechargements avec du bion grès,

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de mettre en adjudication la fourniture, le concassage et le charriage de pierres de grès,

Décide :

L'adjudication de cette fourniture et travaux aura lieu aussitôt que possible.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le chemin de Babin tel qu'il s'exécute par le fond du terrain Waha en ligne droite est abso-

p. 292.

lument trop en pente, fait mauvais effet et présente même du danger à la bifurcation du chemin N° 1 ; qu'il serait absolument préférable qu'il fût établi par le terrain Massart, pour aboutir à l'angle des écoles, parce que cette direction le rendrait moins rampant et lui donnerait un plus bel aspect, et serait en même temps d'un accès plus facile ;

Considérant que, bien que le chemin soit commencé, il est encore temps d'arrêter les travaux, de payer ceux-ci à l'entrepreneur et de le faire dans l'autre direction ;

Considérant que pour ce faire, il y a lieu de s'entendre avec M. le Gouverneur et les agents de la voirie,

Décide :

Il sera demandé une audience à M. le Gouverneur çà laquelle assistera une députation du Conseil communal, qui sera composée de M. le Bourgmestre, de M. l'échevin Riffart, et de MM. les conseillers Chapelle et Moreau.

Il sera également demandé que M. le commissaire-voyer soit présent à l'audience.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que depuis le 17 juillet 1901, il a été décidé de poursuivre le sieur Oscar Lacroix pour avoir empêché par une maçonnerie la circulation du sentier n° 107 au lieu dit « Tienne de Mon Chapelle » et que jusqu'ici le tribunal n'a pris aucun jugement sur cette poursuite ;

Considérant que ce long retard ne peut provenir que de la négligence de l'avocat et de l'avoué de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre fin à un tel état de chose ;

Décide :

Il sera écrit à M. l'avocat et à M. l'avoué que si le procès n'est pas plaidé devant le tribunal dans les 15 jours après la réception de la lettre, ils seront déchargés des affaires de la commune et qu'il sera procédé au choix d'autres défenseurs.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale au montant de 1608 francs 50 centimes et ce pour l'exercice 1903 ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

p. 293.

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail exécutent mal la besogne et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la Commission instituée ad hoc et demande que les prestations qui y sont imposées soient converties en argent, payable en une fois du 1^{er} août au 1^{er} octobre 1903.

Expédition dudit rôle revêtu de la demande de convention sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

M. le Conseiller Charlot fait ensuite remarquer à l'assemblée que le minimum de salaire à payer aux ouvriers pour les travaux de construction du chemin du Broctia est trop bas et qu'il est même fixé en dessous des prix ordinairement payés aux ouvriers.

En conséquence, il propose de fixer ce minimum comme suit :

35 centimes à l'heure pour les terrassiers ordinaires.

40 centimes à l'heure pour les terrassiers empierreurs.

45 centimes à l'heure pour les maçons.

(après diverses explications) nous disons pour rectification :

Il propose également de fixer une amende de 25 francs par ouvriers ou d'un autre chiffre quelconque à infliger à l'entrepreneur qui ne paiera pas les ouvriers au taux fixé par le minimum ci-dessus.

Après diverses explications entre les membres du Conseil, ces deux propositions sont mises aux voix et rejetées par cinq voix contre une, celle de M. Charlot.

Par suite de ce vote, le minimum des salaires reste fixé comme il avait d'abord été arrêté.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Dotraux informe le Conseil que le puits qu'il est chargé de faire à Chepson pour la commune est à la profondeur inscrite au devis de l'entreprise et qu'il est encore totalement à sec et sans aucune apparence d'eau.

Considérant que le susdit Dotraux demande 100 francs par mètre pour continuer à l'approfondir et que de l'avis des ouvriers qui y ont travaillé, il n'y a pas d'espoir d'avoir de l'eau.

Il est décidé que le susdit puits restera à la profondeur

p. 294.

qu'il a actuellement, qu'il sera muré tel qu'il est et qu'on attendra jusqu'à l'an prochain pour l'achever et placer la pompe, afin de s'assurer que ledit tiendra l'eau qui pourra y être amenée par les pluies d'hiver.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé M. Dotraux.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande des habitants du Champ de Malonne, tendante à ce que la pompe du réservoir qui a été enlevée soit remplacée par une nouvelle.

Considérant qu'il y a lieu à faire droit à la demande susdite puisque sans pompe, le réservoir ne sert plus ;

Il est décidé qu'une pompe en plomb ordinaire sera placée sur le réservoir susdit. Elle sera fixée de manière à ce qu'elle ne puisse plus être enlevée, et bien rivées à la masse au moyen de cercles de fer.

Cette pompe sera mise en adjudication dans le plus bref délai possible.

Le Conseil décide ensuite, sur la proposition de M. Charlot, qu'il sera planté des sapins ou d'autres arbustes à essence résineuse au cimetière. Cette plantation sera faite l'hiver prochain et la somme à en résulter sera inscrite au budget de 1903.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 17 octobre 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne,

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Avant d'aborder son ordre du jour, le Conseil, sur la proposition de M. Charlot, décide qu'il sera porté à l'ordre du jour de la prochaine séance le projet d'acquisition de la maison de la dame Veuve Noulard qui serait démolie pour servir à l'agrandissement de la place du Fond de Malonne.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal en date du 1^{er} octobre courant, contenant adjudication

p. 295.

Des travaux de construction et d'amélioration des chemins de la campagne et N° 8 au Broctia, au montant de 5772 francs ;

Considérant que le prix d'adjudication, bien que dépassant le montant du devis d'une somme de 549 francs 34 centimes, doit cependant encore être considéré comme représentant la valeur des travaux ;

Considérant que l'adjudicataire, M. Jules Collard, entrepreneur à Wépion, nous paraît offrir les garanties désirables pour la bonne exécution de la besogne,

Décide :

Le procès-verbal dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'intermédiaire de M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Une note de 60 francs 60 centimes pour la location des costumes pour les élèves lors de la représentation de la pièce de comédie à la fin de l'année scolaire 1901 à 1902. Due au sieur A. Lepère.

2° Une note de 13 francs 90 due au sieur Omer Bocquia pour fourniture de coton écru pour le théâtre des écoles en 1902.

Ces notes seront payées aux intéressés et la dernière sera portée au budget communal de 1903.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre de M. J. Trussart, relative au rechargement du chemin n° 1 au Fond de Malonne, et décide qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire, les prestations (?) du susdit M. Trussart étant absolument trop exagérées.

M. l'échevin des travaux publics est chargé de faire les démarches nécessaires pour trouver de bonnes pierres en grès et il sera en même écrit de nouveau à M. Trussart pour nous donner le prix des pierres à prendre sur la carrière.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre des sieurs Arthur Renier et Joseph Marneffe priant l'assemblée de bien vouloir décider que les travaux de la commune seront mis en adjudication.

Considérant que cette demande est rationnelle, mais qu'il existe cependant certains travaux de réparations qu'il est impossible de faire exécuter autrement qu'à la journée ;

Il est décidé qu'il sera fait droit à la demande susdite dans la mesure du possible et que, pour ce qui concerne les travaux à faire à la journée, ils seront faits par des ouvriers de la commune, tantôt par l'un, tantôt par l'autre.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande par laquelle le sieur Emile Berlaimont prie l'administration communale de lui vendre à prix d'expertise, l'excédant de voirie qui se

p. 296.

trouve entre sa propriété et le chemin à Insevaux.

Après diverses explications, il est décidé que le Collège échevinal se rendra sur les lieux à l'effet d'examiner la partie qui pourra être distraite sans nuire à la largeur du chemin.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 9 novembre 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

Le conseil communal de Malonne,

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal contenant adjudication de la coupe de bois du Fond de la Navenne en date du 27 octobre 1902, au montant de 651 francs, ce qui, avec les frais, s'élève à 781 francs 20 centimes ;

Attendu que l'estimation des agents forestiers n'est que de 760 francs ;

Considérant que le prix de l'adjudication dont il s'agit est bien la valeur de la coupe de bois vendue ;

Arrête :

L'acte de vente susdit est approuvé et il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'intermédiaire de M. le Garde-général du ressort.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une proposition du sieur Zacharie Patiny, consistante à donner à la commune le terrain nécessaire pour l'élargissement du chemin N° 1 au lieu dit Insevaux, entre les maisons du sieur Joseph Renier et la sienne, sous la condition qu'il fera lui-même le travail mais aux frais de la commune.

Considérant que cette proposition est avantageuse pour la commune ;

Il est décidé qu'il y a lieu de l'approuver et de déléguer une députation des membres du Conseil pour aller s'entendre avec le susdit Patiny au sujet des travaux à effectuer et du prix à payer.

MM. Massaux, Moreau et Chapelle sont délégués à cette fin.

Le Conseil prend ensuite connaissance de l'affaire relative à une

p. 297.

partie de terrain située au lieu dit le rivage et objet d'une contestation entre la commune et le sieur Alexandre Remy de Floreffe.

Attendu que le géomètre du cadastre a été chargé de dresser les plans des lieux, mais qu'il ne l'a pas encore fait parvenir à la commune ;

Il est décidé qu'il y a lieu de surseoir à toute décision à ce sujet, jusqu'au moment de la rentrée des plans demandés.

Il est également décidé qu'il y a lieu d'ajourner l'examen de la question relative à la partie de terrain située au Malpas entre la maison Lecluselle et celle de M. Brosteau, les plans que doit envoyer M. Gusnot n'étant pas arrivés.

M. le Conseiller Charlot développe ensuite sa proposition relative à l'achat de la maison des enfants Noulard pour l'élargissement du chemin N° 1 et l'embellissement et l'agrandissement de la place communale du Fond.

Après diverses explications entre les membres de l'assemblée, il est décidé qu'avant de discuter sérieusement cette proposition, il y a lieu de faire des démarches auprès de la Députation permanente pour que le chemin soit décrété de grande communication et repris par la province.

La commune serait disposée à accorder un subside s'il est nécessaire pour l'exécution des travaux.

Ce chemin relierait la route de Chatelet à celle de St Gérard.

Il sera écrit dans ce sens à la Députation permanente.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de M. Emile Berlaimont, tendante à pouvoir acquérir à prix d'expertise l'excédant qui se trouve entre sa propriété et le chemin n° 30 à Insevaux ;

Vu le rapport des membres du Conseil qui ont été délégués pour aller visiter les lieux ;

Considérant qu'il résulte de ce rapport que l'excédant dont il s'agit peut être aliéné, mais qu'il y a lieu de laisser une largeur de 8 mètres au chemin ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire-voyer pour le prier de venir faire les études nécessaires et dresser les plans de l'excédant à vendre.

L'expertise sera faite par le Conseil lui-même.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre séance en date du 18 juillet dernier, il a été décidé d'élargir le sentier n° 114 à Champha ;

Considérant que, d'après les plans dressés, le sentier doit être

p. 298.

élargi en partie sur la propriété du sieur Joseph Riffart-Chapelle ;

considérant que ce propriétaire refuse de céder le terrain nécessaire ;

attendu que l'élargissement projeté peut se faire de cette manière sans aucun inconvénient ;

Décide :

Il sera écrit à M. le Commissaire pour le prier de changer les plans dans le sens ci-dessus, c'est-à-dire en prenant toute l'emprise dans la propriété Puissant.

Ces affaires terminées,

Le Conseil prend connaissance des notes suivantes et, après examen, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Une note de 16 francs 02 centimes due au Notaire Richard de Namur pour frais d'un acte d'échange passé le 10 juillet 1897 et relatif au terrain des frères nécessaire pour la construction du chemin de la Navenne et la partie leur cédée dans le bois longeant leur cour.

Cette note sera payée au moyen de l'argent qui reste sur la somme figurant au budget comme traitement du garde-champêtre.

2° Une note de 71 francs 57 centimes due au même notaire pour frais d'un acte de vente et d'un acte de donation concernant les terrains pour l'élargissement du chemin du Broctia, en date du 21 juillet 1902.

Cette note sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative aux pierrailles que le sieur Alfred Biernaux doit fournir pour le rechargement du chemin du Fond de Malonne.

Après avoir entendu les explications du susdit Biernaux, il est décidé qu'il y a lieu à ajournement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 23 9^{bre} 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux,

p. 299.

Joseph Renier, Auguste Moreau, Joseph Charlot, Alfred Wery, Alexandre Chapelle, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil s'occupe d'abord de la contestation au sujet d'un droit de propriété d'une partie de terrain sise au lieu dit « Le Rivage » sur laquelle le sieur Alexandre Remy a fait construire un mur et des palissades.

Considérant que le Conseil est dans l'impossibilité de déterminer les limites du terrain communal sans l'assistance de géomètre ;

Il est décidé qu'il sera écrit à Messieurs Durieux, contrôleur du cadastre et Gusnot pour les prier de se rendre sur les lieux.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le sieur Nicolas Brosteau a fait construire un mur sur un terrain communal et empêche ainsi le passage et la circulation ;

Considérant que, malgré l'invitation qui lui a été faite, le sieur Brosteau refuse de démolir son travail ;

Considérant qu'il résulte de l'inspection du plan fourni par M. Gusnot, géomètre du cadastre, que le terrain appartient à la commune ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de dresser un procès-verbal au susdit Brosteau et de le poursuivre en justice ;

Décide :

Ledit Brosteau sera mis en contravention pour empiètement sur le domaine communal et poursuivi, s'il y a lieu, devant le tribunal civil.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication avenu devant le Collège échevinal le 10 9^{bre} 1902, concernant le transport, fourniture et concassage de pierres pour le rechargement du chemin du Fond de Malonne au montant de 375 francs pour le 1^{er} lot et de 225 frs pour le second ;

Attendu que les adjudicataires M. Trussart et Boigelot présentent les garanties désirables pour la bonne exécution de la besogne et que le prix d'adjudication représente bien la valeur des fournitures et des travaux,

Décide :

L'acte dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé à la Députation permanente par l'en-

p. 300.

mise de M. le Commissaire voyer d'arrondissement adjoint.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 3^e trimestre de l'année 1902 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 2 novembre courant était de 5869 francs 36 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives communales et des copies en seront adressées à M. le Commissaire d'arrondissement et à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le sieur Alfred Biernaux doit fournir 225 mètres cubes de pierres pour le rechargement du fond depuis la Sambre à Wépion,¹⁷

Considérant qu'il est reconnu que le calcaire ne convient aucunement pour le fond de Malonne et qu'il y a lieu de supprimer ce rechargement sauf pour l'emploi de 25 mètres cubes dans le chemin du Malpas à Wépion ;

Considérant qu'il y a lieu de transiger avec le sieur Biernaux pour le transport des pierres à d'autres endroits pour une somme égale à 600 francs, soit 126 mètres et demi à 5 frs 75,

Décide :

Le sieur Biernaux conduira 126 ½ mètres cubes aux endroits qui lui seront désignés en remplacement des 200 mètres qu'il devait fournir pour le Fond de Malonne.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les habitants avoisinant l'endroit dit la « Grande Carrière » demandent qu'il soit placé une pompe sur l'ancienne fontaine, près de la maison du sieur Louis Waha et qu'il soit construit un réservoir au lieu dit Le petit Ry, près de la maison du sieur Colassin.

Après diverses explications, il est décidé que la pompe destinée au puits de Chepson, qui se trouve sans emploi, sera placée sur la fontaine en question, aussitôt qu'elle sera arrivée.

Quant au réservoir demandé, il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner la résolution à prendre à cet égard.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que l'école d'adultes tenue par M. Demeuse, instituteur en chef, est devenue insuffisante pour le nombre d'élèves qui se présentent ;

Considérant dans ce cas qu'il est indispensable de créer (sic !) une seconde classe d'adultes ;

p. 301.

Vu la demande d'un certain nombre de jeunes gens demandant cette création,

Décide :

Il est créé une seconde classe à l'école d'adultes.

Cette classe sera confiée à M. le sous-instituteur Albert Piette et commencera le 1^{er} décembre prochain.

Elle sera soumise au même programme et au même règlement que la classe existante.

Le traitement de l'instituteur est fixé à 300 francs par année.

Ce traitement et autres frais sera inscrit au budget de 1903.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil procède ensuite à la formation du budget communal pour l'exercice 1903.

Après examen des sommes qui doivent y être inscrites, il est procédé au vote sur ces allocations.

Il se constitue ensuite en comité secret pour le vote des traitements des employés de la commune et décide qu'il y a lieu d'accorder une augmentation de 50 francs à chacun desdits employés, Secrétaire, Receveur, Gardes-champêtres, instituteurs, institutrices et cantonniers.

Ledit budget, avec les délibérations relatives à la création de la nouvelle classe d'adultes et aux augmentations des traitements sera adressée à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 28 décembre 1902.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Alexandre Chapelle, Alfred Wery, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

¹⁷ Il est bien difficile de deviner ce que le secrétaire a voulu écrire !

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle

p. 302.

M. le Gouverneur nous fait savoir que l'intérieur d toutes les classes devront être blanchies au lait de chaux deux fois par année, aux vacances de pâques et aux vacances de septembre.

Considérant que cette mesure est bonne pour l'hygiène des écoles,

Le Conseil décide que le badigeonnage prescrit sera effectué comme le prescrit la circulaire ci-dessus rappelée.

Il sera donné avis de cette décision à M. le Gouverneur.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Lacroix demande à faire un arrangement avec la commune au sujet des chemins qui longent sa propriété et objets du procès que vient de gagner la commune ;

Considérants que les arrangements de M. Lacroix ne sont pas connus et que le Conseil ne peut absolument rien faire sans l'avis de son avocat ;

Il est décidé qu'il sera écrit à l'avocat qui s'occupe de cette affaire, pour le prier de s'aboucher avec M. Lacroix pour s'avoir de quels arrangements il s'agit et de nous donner ensuite son avis sur ce qu'il y a à faire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes de candidats présentées par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement de M. Maximilien Massaux, membre sortant dudit bureau au 31 décembre 1902 ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la Province de Namur en date du 29 octobre 1902 N° 726029, F ;

Vu le résultat du scrutin secret auquel il a été procédé en conformité de l'article 66 de la loi communale du 30 Mars 1836 ;

Arrête :

Le sieur Maximilien Massaux, cultivateur, ayant obtenu l'unanimité des suffrages, est nommé membre du Bureau de Bienfaisance.

Expédition de la présente résolution accompagnée des présentations faites par le bureau de bienfaisance et par le Collège échevinal sera adressée en double à la Députation permanente pour information.

p. 303.

Le conseil communal de Malonne prend ensuite connaissance du budget du bureau de bienfaisance pour l'exercice 1903 et, après examen, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été arrêté par les Membres de cet établissement dans leur séance du 28 9^{bre} 1902.

Ledit budget sera adressé à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note de 48 francs présentée par le sieur Jules Dermine pour fourniture d'une pompe avec accessoires placée sur le réservoir du Champ-de-Malonne ;

Cette note est approuvée.

Sont également approuvées après examen les notes suivantes :

Une note de 29 francs 51 centimes présentée par le sieur Henri Lessire pour badigeonnage des classes en 7^{bre} 1902.

Une note de 70 francs 40 centimes présentée par le sieur Camille Jacquet, plombier, pour travaux et fournitures à la toiture de la chapelle du Gros Buisson en 1902.

Une note de 99 francs due à M. Jusnot, géomètre du cadastre à Namur pour mesurages et plans faits pour le compte de la commune en 1902.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance de deux lettres, l'une de M. Durieu, contrôleur du cadastre et l'autre de M. Jusnot, géomètre du cadastre, relative à la contestation d'une partie de terrain située au Fond de Malonne et joignant le sieur Alexandre Remy ;

Le conseil communal de Malonne,

Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes, âgés de 6 ans au moins et de 14 ans au plus à la date du 1^{er} octobre 1902 et fréquentant les écoles communales ;

Vu l'article 3 de la loi organique de l'instruction primaire (dispositions coordonnées des lois du 20 7^{bre} 1884 et du 15 7^{bre} 1895) ;

Vu l'arrêté royal du 15 7^{bre} 1895 concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 11 et 29 ;

Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance fait connaître que, dans les frais de l'instruction

p. 304.

gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;

En exécution de l'arrêté royal précité, article 2,

Arrête :

Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année 1902-1903 se présente comme suit :

Désignation des écoles	Noms et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits		
			masculin	féminin	total
Ecoles communales	Demeuse Louis Leclercq, la veuve	Garçons	69		69
		Filles	"	18	18
Enfants admis de droit (article de l'Ar. R. du 15 7 ^{bre} 1895)			69	18	87
Enfants admis facultativement (article 9 de l'A. R. du 15 7 ^{bre} 1895)			11	4	15

Article II : La présente sera adressée en double expédition à la Députation permanente avec deux copies de la liste de chaque école et une copie de la délibération du Bureau de Bienfaisance.

Il est ensuite donné lecture de deux lettres émanant l'une de M. Gusnot, géomètre du cadastre, l'autre Durieux, inspecteur dudit cadastre et relative à une partie de terrain en contestation au lieu dit le rivage ;

Considérant qu'il résulte de ces lettres que ces deux fonctionnaires refusent venir sur les lieux par la raison qu'ils considèrent cette affaire comme terminée et qu'en conséquence il y a lieu de surseoir sur la décision à prendre à cet égard ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'ajourner cette question à une séance ultérieure.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les habitants des hameaux de Brensart, Marlaire, Trieux et Campagne de Reumont informe le Conseil que le propriétaire se propose de supprimer un sentier qui traverse le Brensart, en reliant le chemin du Fond de la Navenne avec celui du Trieux et par laquelle lettre ils font remarquer les inconvénients que cette suppression va leur occasionner en les obligeant à faire un très long détour pour aboutir d'un chemin à l'autre.

Considérant qu'il résulte de la lettre susdite que le propriétaire du terrain sur lequel le sentier est

p. 305.

établi consentirait à céder à la commune, moyennant un prix raisonnable, la communication dont il s'agit ;

considérant que cette question ne peut être prise en considération avant que les membres du Conseil ne se soient rendus compte de visu de l'utilité de cette nouvelle création ;
il est décidé en principe qu'il y a lieu à adoption, mais qu'avant de prendre une résolution définitive, il y a lieu de faire une visite sur les lieux.

M. le Président est chargé de convoquer les membres du Conseil afin de visiter l'utilité de ladite création et voir ce qu'il convient de faire à cet égard.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle les habitants du Trieux demandent qu'il soit fait quelques travaux de réfection à la citerne dite de Clinchant, et notamment le cimentage des fissures qui existent dans les parois et par lesquelles s'écoulent les eaux.

Attendu que ce travail est indispensable et qu'il est d'un coût peu élevé ;

Il est décidé que M. le Conseiller Chapelle fera un devis et que les travaux seront mis en adjudication.

M. l'échevin des travaux publics donne ensuite connaissance à l'assemblée de diverses réclamations au sujet du travail des cantonniers.

Après avoir entendu les explications de ces ouvriers, il est décidé qu'il ne sera donné aucune suite aux réclamations susdites, mais qu'il y a lieu d'engager les cantonniers à travailler de manière à mettre un terme aux critiques dont ils sont l'objet de la part des habitants au sujet de leur manière de travailler.

M. l'échevin chargé de la surveillance de ces ouvriers prendra les mesures qu'il croira nécessaires pour la régularisation de leur besogne et ceux-ci seront tenus à se conformer aux ordres qu'il croira devoir leur donner dans l'intérêt de la bonne marche de la besogne.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 9 février 1903.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-

p. 306.

Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Alfred Wery, Joseph Charlot, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance des notes spécifiées ci-dessous et, les ayant trouvées exactes, décide qu'il y a lieu de les approuver :

1° Une note de 19 francs 20 centimes due au sieur Ernest Culot pour travaux de maçonnerie exécutés au chemin aboutissant au cimetière en 1902.

2° Une note de 50 francs due au sieur Julien Chapelle pour travaux de maçonnerie au chemin du Gaumetia, construction d'un perré en 1902.

3° Une note de 64 francs 40 centimes due au sieur Chabart et C^{ie} pour fourniture de pierres pour la voirie en 1902.

4° Une note de ... francs ... centimes pour construction d'aqueducs au Fond de Malonne et au Ry-Tenne, due au sieur Julien Chapelle, travaux effectués en 1902.

Un crédit spécial sera demandé à la Députation permanente pour solder ces diverses notes

5° Une note de 50.80 francs due au sieur Julien Chapelle pour travaux aux fontaines en 1902.

6° Une note due au sieur Chabart et C^{ie} pour fourniture d'une dalle (?) pour la serrure de l'école, au montant de 2 francs 61 centimes en 1902.

7° Une note de 26 francs 60 centimes due au sieur Chabart et C^{ie} pour fourniture de pierres pour réparation des fontaines en 1902.

8° Une note de 24 francs pour travaux exécutés à la fontaine Chanlard en 1902, due au sieur Julien Chapelle.

9° Une note de 15 francs due au sieur Désiré Chaudoir pour fourniture d'uje cheminée pour l'école en 1902.

10° Une note de 40 francs due au sieur Edmond Legrain pour fourniture de ciment pour la fontaine Chanlard en 1902.

11° Une note de 34 francs 05 centimes due au sieur Maximilien Lecluselle pour fourniture et réparation du mobilier de l'école en 1902.

p. 307.

12° Une note de 18 francs 20 centimes pour fourniture de 350 pannes bleues pour la réparation d'une toiture d'une dépendance du presbytère en 1902, due au sieur Théodule Remy-Waha.

13° Une note de 69 francs due au même pour fourniture d'ardoises pour la réparation de la toiture de l'église du Gros Buisson en 1902.

14° Une note de 70 francs 90 centimes pour fourniture d'ardoises pour la restauration de la toiture de l'église du Fond de Malonne due au susdit Remy-Waha.

15° Une note de 28 francs due au sieur Thirot-Marchal pour fournitures pour le puits du Champ de Malonne et d'un cadenas pour le cimetière en 1902.

Ces diverses notes seront payées aux intéressés.

Il ajourne ensuite l'approbation de deux notes, l'une présentée par le sieur Emile Bocquia, l'autre par le sieur Julien Chapelle pour fourniture des matériaux pour le canal construit au Fond de Malonne. Cet ajournement est décidé parce qu'il doit y avoir double emploi dans la fourniture de briques. Des explications seront demandées aux intéressés.

Sur la proposition de M. le conseiller Charlot, il est décidé qu'à l'avenir les notes des travaux et des fournitures devront être mieux établies et mieux détaillées et qu'elles devront être revêtues de la date à laquelle les travaux ont été exécutés et les fournitures faites et que, de plus, lesdits travaux et fournitures devront, pour autant que possible, être commandés par M. l'échevin des travaux publics.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Dotraux-Liétard informe l'administration communale que, par suite de la mort de sa femme, il se trouve dans l'impossibilité de tenir la partie de terrain qu'il loue à la commune et faisant l'objet de la ... portion du bail ...

Considérant que le susdit Dotraux se trouve en effet dans une situation telle qu'il y a lieu d'accepter la résiliation du bien loué ;

Le Conseil décide que la susdite résiliation est acceptée et qu'il sera fait le nécessaire pour le relouer.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle le sieur Auguste Renard demande qu'il lui soit accordé un subside égal à celui qu'il lui a été alloué l'an passé pour le travail de recensement agricole de l'année 1902.

p. 308.

Considérant que la somme allouée par le Gouvernement est insuffisante pour rémunérer le recensement de l'agriculture et qu'en conséquence il y a lieu d'accorder un subside ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'accorder au susdit Renard un subside de 20 francs, somme égale à celle qui lui a été allouée l'an dernier.

Le Collège est chargé de demander un crédit spécial de cet import pour solder cette dépense.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Camille Legrain informe le Conseil que sa mère, la veuve Jean-Joseph Legrain, a quitté la commune depuis le 1^{er} octobre 1902, et par laquelle il demande qu'elle soit rayée du rôle de voirie de l'année 1903 ;

Considérant que cette personne a réellement quitté la commune avant le 1^{er} janvier 1903 et que par conséquent elle ne peut être cotisée pour l'année en cours ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de rayer la veuve Legrain du rôle de 1903.

Il sera donné avis de cette décision au receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 17 janvier dernier de M. le Sous-Inspecteur forestier nous priant de lui faire connaître si la commune consent à faire à ses frais les travaux d'amélioration et d'appropriation du

sentier de la forêt domaniale la Vecquée qui fait l'objet de la requête des habitants de Malonne en date du 15 octobre 1902 ;

Considérant que le sentier est d'une très grande utilité pour une partie des habitants de la commune ;

Décide :

La commune consent à prendre à ses frais les travaux d'appropriation et d'amélioration du sentier dont il s'agit, et ce, sous les mêmes réserves et conditions que celles imposées pour l'amélioration du sentier dit « La voie Quenette », se trouvant dans le même bois.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. Le S/Inspecteur des Eaux et Forêts.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. l'avocat informe le Conseil qu'il est chargé de réclamer la cessation d'un trouble grave occasionné par une espèce

p. 309.

de cession faite au sieur Alexandre Remy au préjudice des riverains de cet excédant et par laquelle il nous menace d'une assignation si ce trouble continue.

Après examen et explication, il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un plan dressé par M. Loze, commissaire-voier d'arrondissement adjoint, concernant aliénation d'un excédant de largeur de chemin situé entre le chemin n° 30 et la propriété du sieur Emile Berlaimont, au lieu dit « Insevaux ».

Considérant qu'il résulte de l'examen de ce plan que cette partie d'excédant peut être vendue sans nuire à la voirie ;

Il est décidé qu'il sera procédé à une enquête de commodo et incommodo sur le projet d'aliénation dont il s'agit.

Le plan est ensuite approuvé à l'unanimité.

Le Conseil décide ensuite qu'il y a lieu de fixer le chiffre auquel sera expertisé le susdit excédant et, après avoir voté sur une proposition de M. Charlot, fixant le chiffre à 24 francs l'are, proposition rejetée par 5 voix contre 2, celle de M. Chapelle et M. Charlot, et après avoir également voté sur une proposition de 80 francs l'are, faite par MM. Riffart et Moreau, proposition rejetée, le chiffre de 60 francs l'are est définitivement approuvé par 4 voix contre 3. Ont voté pour MM. Chapelle, Thomas Massaux, M. Charlot et Wéry.

Le Conseil prend ensuite connaissance des plans relatifs à l'élargissement du sentier n° 114, d'une partie du chemin n° 6 et de la suppression du sentier n° 101 au lieu dit Petit Bois.

Considérant que ces projets peuvent être réalisés sans inconvénients pour les riverains et qu'il y aura une grande amélioration pour la voirie ;

Il est décidé qu'il sera procédé à une enquête de commodo et incommodo sur le projet dont il s'agit et le plan approuvé.

M. le Président donne ensuite connaissance à l'assemblée d'une réclamation du sieur Victor Renier-Bajard tendante à ce que la commune s'engage par écrit à lui payer les dégâts qui pourraient être occasionnés dans sa prairie au Petit-Ry par le passage des gens qui ne peuvent suivre le chemin actuellement en construction.

Après explications, le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de signer un engagement quelconque mais que le tort qui pourra être fait à la prairie susdite sera expertisé soit par

p. 310.

experts ou de commun accord et payé au susdit Renier.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 3 avril 1903.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, L Joseph Renier, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 7 février dernier par laquelle M. Félicien Stephenne, Directeur-gérant de la Société anonyme Les Dolomies de Sambre-et-Meuse, tendante à ce que la commune accepte la résiliation pure et simple du bail du 1^{er} janvier 1896, contenant location de la carrière dite « La Taille des Sarts » en cette commune ;

Vu le bail dont il s'agit ;

Attendu qu'aux termes dudit bail la résiliation ne peut avoir lieu que pour le 1^{er} juin 1905, mais que les charriages des pierres détériorent le chemin du Fond au point qu'il n'y a pas de profit pour la commune,

Décide :

La résiliation pure et simple du bail susdit est acceptée pour le 1^{er} juin 1903.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 31 janvier dernier par laquelle M. le Commissaire de l'arrondissement fait connaître que le nombre des conseillers communaux de Malonne est augmenté de deux, et que ces deux conseillers nouveaux doivent être nommés à la première réunion des électeurs communaux, soit pour le renouvellement partiel ou pour une élection isolée et qu'un conseiller nouveau doit être attribué à chacune des séries ;

Considérant qu'une élection communale doit avoir lieu au mois d'octobre prochain et que, en conséquence et

p. 311.

pour épargner les frais d'une élection isolée, il y a lieu l'élection d'octobre pour cette nomination,

Décide :

Il est pris note de la lettre susdite et les deux conseillers nouveaux seront nommés lors de l'élection partielle dont il s'agit.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par le sieur Léon Marchal pour fournitures et travaux exécutés à la toiture de la chapelle du Gros Buisson en 1902.

Considérant que les travaux y renseignés ont réellement été faits et les matériaux fournis, et que les prix renseignés ne sont pas exagérés ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver la note dont il s'agit et de la payer à l'intéressé.

Le Conseil autorise ensuite le sieur Albin Pline à sous-louer au sieur Ferdinand Galand le terrain qu'il loue de la commune et formant le trente-deuxième et le trente-troisième lot de la location du 9 juin 1902.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du sieur Jean-Baptiste Lieu-Lesire tendante à pouvoir construire des annexes à sa maison de résidence située au lieu dit Champ-de-Malonne à 72 mètres du bois communal ;

Vu le croquis indiquant l'emplacement des lieux ;

Décide :

Il y a lieu d'autoriser le susdit Lieu-Lesire à faire les constructions dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée en triple expédition à M. le Garde-général des eaux et forêts.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le jugement rendu le 25 février dernier dans l'affaire pendante entre la commune et la famille Bien et relative à une partie de terrain sise au Malpas ;

Considérant qu'il résulte de ce jugement que les enfants Bien sont renvoyés devant la juridiction civile et qu'il leur est donné un délai de 6 mois pour faire les diligences nécessaires à la solution de la question préjudicielle ;

Considérant que la commune peut cependant introduire elle-même et immédiatement l'action devant le tribunal civil, mais que, dans ce cas, il y aurait lieu à une avance de fonds ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de se conformer au prescrit du jugement rendu ;

p. 312.

Décide :

Il ne sera pas introduit d'action civil par la commune, c'est-à-dire qu'elle attendra le temps prescrit par le tribunal pour laisser faire les démarches par la famille Bien.

Il sera donné avis de cette décision à M. l'avocat.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le dossier relatif à la demande de pension de la demoiselle Irma Rabozée, ancienne sous-institutrice à l'école des filles à Malonne ;

Vu la lettre de M. le Commissaire d'arrondissement nous priant de donner notre avis au sujet de cette demande ;

Considérant que cette institutrice a quitté notre école alors qu'elle était encore valide et de sa propre volonté, et qu'elle pouvait continuer à remplir ses fonctions,

Décide :

Il est émis un avis défavorable sur la demande de pension dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement en lui retournant le dossier dûment complété.

M. l'échevin des travaux publics donne ensuite connaissance à l'assemblée de la nécessité qu'il y a de faire construire un petit mur de soutènement aux abords du puits du Trieux et d'y faire en même temps un petit terrassement.

Après quelques explications il est décidé que le sieur Joseph Dotraux, entrepreneur des travaux de construction du puits sera chargé de faire le travail, qui lui sera payé au prix de 15 francs le mètre cube pour la maçonnerie et à la journée pour le terrassement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Dotraux réclame une somme de 86 francs qui lui a été déduite par M. le Commissaire-voyer sur les travaux de construction du puits (comme n'ayant pas été employées) nous disons pour les pierres de taille du puits du Chepson qui n'ont pas été employées.

Considérant que ces pierres ont réellement été fournies et que, si elles n'ont pas été employées, l'entrepreneur n'est nullement en cause et que du reste elles pourront servir pour le puits à construire à la grande Carrière,

Le Conseil décide que la somme de 86 francs réclamée sera payée à l'entrepreneur aussitôt qu'il aura fait conduire les pierres sur l'emplacement qui sera choisi

p. 313.

pour l'établissement du puits de la Grande Carrière.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'aliénation d'une partie d'excédant de largeur de chemin située au lieu dit « Insevaux » entre la propriété du sieur Emile Berlaimont et le chemin communal n° 38 et mesurant 63 centiares 55 miliares ;

Vu le plan dressé le 3 janvier dernier par M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant à la somme de 38 francs 13 centimes ;

Vu le plan dressé le 3 janvier dernier par M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite contre l'aliénation projetée ;

Considérant que rien ne s'oppose à la vente de cet excédant et qu'il y a avantage pour la commune,
Décide :

La députation permanente sera priée de nous autoriser à vendre, à dire d'experts, l'excédant dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet comprenant l'élargissement d'une partie du chemin N° 6, du sentier N° 114 et l'aliénation d'une partie du sentier N° 101, au lieu dit Petit Bois et Champ Ha ;

Vu les plans dressés le 16 Mars 1902 et le 26 décembre de la même année par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune opposition ne s'est produite concernant ce projet ;

vu le procès-verbal d'expertise d'élevant :

1° pour ce qui concerne l'élargissement d'une partie du chemin N° 6 :

À 120 francs l'are pour l'emprise à faire dans le terrain de Joseph Puissant, depuis le chemin N° 27 jusqu'au sentier N° 114 et à 66 francs l'are pour les autres emprises ;

2° Pour ce qui concerne l'élargissement du sentier N° 114 à 66 francs l'are pour l'emprise à faire dans le terrain et à 48 francs pour les autres emprises.

3° pour ce qui concerne la suppression d'une partie du sentier N° 101 :

À 66 francs l'are pour la partie prenant au chemin N° 6 et à

p. 314.

48 francs l'are pour les autres parties.

Considérant que rien ne s'oppose à ce projet,

Décide :

La Députation permanente est priée de nous accorder l'autorisation nécessaire pour acquérir, échanger et aliéner les biens qui doivent servir à réaliser le projet.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative aux travaux supplémentaires à exécuter au chemin de Babin et, après examen de la situation des lieux et des réclamations des particuliers, il est décidé qu'il sera fait les travaux nécessaires, consistant en déblaiements, remblaiements, construction d'aqueducs et fossés.

Il est décidé également que le fossé du côté gauche en allant vers Babin et à peu près vis-à-vis des maisons Boutefeu et Servais sera comblé après la réception des travaux et que l'aqueduc donnant accès à la maison Waha sera comblé et remplacé par un autre qui prendra au-dessus du premier, traversera la route et se déversera de l'autre côté, dans le fossé, côté droit en montant.

Le Conseil prend ensuite connaissance du cahier des charges et devis de travaux de construction de la restauration et approfondissement de la citerne du Clinchant et décide qu'il y a lieu de mettre ces travaux en adjudication. Un cautionnement de 50 francs sera exigé de l'entrepreneur.

M. le Président soumet ensuite à l'assemblée la question de savoir s'il y a lieu de mettre d'urgence à l'ordre du jour la demande de M. le Curé, tendant à l'exécution de quelques travaux de réparations au presbytère.

Cette question est résolue affirmativement, à l'unanimité des membres présents.

En conséquence, il est donné lecture de la demande susdite et, après avoir entendu les explications de M. l'échevin Riffart, et de M. le Conseil Chapelle qui ont visité les lieux, il est décidé qu'il y a lieu de faire exécuter les réparations nécessaires.

Le Collège échevinal est chargé de l'exécution de la décision ci-dessus.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 315.

Séance du 22 Mai 1903.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte du Bureau de Bienfaisance de cette commune pour l'année 1902 ;

Vu le montant des recettes générales se montant à la somme de 5612 francs 92 centimes ;

Vu le montant des dépenses de même nature s'élevant à la somme de 4354 francs 53 centimes ;

Vu les recettes concernant la comptabilité des capitaux s'élevant à la somme de 3200 francs et les dépenses de même nature au montant de 3122 francs 46 centimes ;

Vu les pièces de dépenses y annexées ;

Considérant que le compte est régulièrement dressé,

Décide :

Le compte dont il s'agit est approuvé tel qu'il a été rédigé par le receveur et admis par l'établissement intéressé.

Il sera adressé pour approbation avec les pièces y annexées à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note de 16 francs présentée par le sieur Camille Bajard pour livraison de buse, chaîne, ressort et anneau pour la fontaine et le puits de la Haute Fontaine.

Attendu que la fourniture a été faite et que le prix représente bien la valeur de la marchandise ;

Il est décidé qu'il y a lieu de l'approuver et de payer l'intéressé.

Le Conseil prend ensuite connaissance de deux notes présentées par le sieur Julien Chapelle, l'une de 6 francs pour travaux de maçonnerie aux fontaines et l'autre de 5 francs 80 pour réparation de la porte d'entrée de l'ancien cimetière et paiement du tailleur de pierres.

Considérant que la besogne a été effectuée et que le prix demandé est en rapport avec la besogne fournie ;

Il est décidé qu'il y a lieu de les approuver et de les payer au susdit Chapelle.

p. 316.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de M. le Ministre des finances et des travaux publics en date du 16 avril dernier N° 19.57 nous communiqué le 20 du même mois par le s/Inspecteur forestier et nous faisant connaître que la commune est autorisée à faire approprier pour l'usage des habitants le sentier se trouvant dans la Vecquée partant du fort de Malonne pour aboutir à la route de Namur à Chatelet.

Considérant que cette autorisation est subordonnée à la condition que la commune signera une reconnaissance stipulant qu'elle ne réclamera jamais ledit sentier comme sa propriété et que c'est seulement pour servir aux habitants que l'appropriation de ce chemin a été faite ;

Considérant que la commune doit se déclarer satisfaite dès que le passage est assuré pour les habitants ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu de signer la reconnaissance dont il s'agit, et de prier ensuite M. le Commissaire-voyer de bien vouloir dresser les plans, cahier des charges, devis estimatif des travaux à exécuter ;

Les travaux d'appropriation seront ensuite mis en adjudication.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Bianquin prie le conseil de bien vouloir lui accorder un subside de 50 francs comme supplément de rémunération de son travail de ramonage des cheminées en 1903.

Considérant que le sieur Bianquin a pour prix de ses peines la suie provenant du ramonage et qu'il se fait encore payer 25 centimes par les habitants de chaque maison et que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de lui accorder un subside ;

Le Conseil décide que la demande dont il s'agit ne peut être approuvée.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande du frère Mexantis tendante à pouvoir acquérir au nom du pensionnat de Malonne une petite partie du bois communal dit « le Falgis » longeant leur propriété au Vivier et de déplacer à leurs frais le sentier de Chepson traversant le bien à acquérir ;

Vu le croquis des lieux ;

Considérant que cette partie de bois peut être distraite de l'ensemble de la propriété communale et que le sentier peut être déplacé sans le moindre inconvénient, et qu'il

p. 317.

sera même de beaucoup plus facile.

Considérant également que la commune a besoin d'une petite partie de terrain à l'établissement des frères pour allonger et élargir le tournant du chemin du cimetière ;

Considérant qu'il peut être fait un échange entre chacun de ces biens, en tenant compte de la différence de valeur ;

Décide :

Les biens dont il est question seront échangés entre le Pensionnat et la commune et il sera écrit sans retard à M. le Commissaire pour le prier de bien vouloir dresser les plans nécessaires à cet échange.

Il est ensuite donné lecture :

1° d'une lettre de la Société des anciens militaires sollicitant un subside sur les fonds communaux pour l'aider à payer la dépense à résulter de l'acquisition d'un drapeau.

2° D'une lettre de la Société du jeu de balle du Fond de Malonne, sollicitant un subside sur la même caisse pour l'organisation d'un concours.

3° Et d'une lettre de la Société du jeu de balle du Malpas sollicitant également un subside pour le même objet ;

Après diverses explications au sujet de ces demandes, il est décidé qu'une somme de 100 francs sera allouée et répartie comme suit :

50 francs à la Société des anciens militaires ;

25 francs à la Société du jeu de balle du Fond de Malonne et 25 francs à la Société du jeu de balle du Malpas.

Cette somme de 100 francs sera prise sur l'allocation portée au budget comme traitement du garde-champêtre auxiliaire. Le mandat à faire sera signé par le garde-champêtre Puissant, l'argent remis au secrétaire, qui le répartira, contre quittances, dans la proportion ci-dessus indiquée à chacune des sociétés susdites.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. le Curé demande qu'il soit payé les deux subsides figurant aux budgets de la fabrique de l'église du Piroy et de l'église de Malonne.

Statuant d'abord sur le subside réclamé pour la chapelle du Piroy, il est décidé par 5 voix contre 3 qu'il y a lieu d'ajourner la résolution à prendre à cet égard, jusqu'à ce que la commune ait pris des renseignements à l'effet de savoir si la somme doit réellement être payée.

Ont voté cette résolution MM. Chapelle, Massaux, Moreau,

p. 318.

Baily et Wery.

Ont voté contre MM. Riffart, Charlot et Chapelle A.

Statuant ensuite sur le paiement du subside réclamé pour l'église du Fond de Malonne, il est décidé par 6 voix contre 2 qu'il y a lieu d'ajourner cet objet jusqu'à ce que la commune ait fait prendre des renseignements à l'égard de ses obligations.

Ont voté pour MM. T. Chapelle, Baily, Riffart, Massaux, Moreau et Wery.

Ont voté contre MM. Charlot et Chapelle A.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Namèche-Philippe prie le Conseil de lui vendre deux excédants de largeur de chemin situés en face de ses propriétés au lieu dit Embrensart.

Après examen des lieux et avoir constaté que l'aliénation de ces excédants peut être faite sans qu'il en résulte aucun inconvénient, il est décidé qu'il sera écrit à M. le Commissaire-voyer o-pour le prier de venir faire les études nécessaires et ensuite dresser les plans prescrits par la loi.

L'assemblée s'occupe ensuite du projet relatif à la construction d'un drain pour servir à l'assèchement d'une partie du cimetière.

Considérant qu'il résulte de l'examen de la situation qu'il y a lieu de faire un drain au dessus du cimetière entre le mur de clôture et le chemin, et que ce drain devra avoir une grande profondeur et rempli de pierres à fleur de sol ;

Il est décidé que le Collège étudiera la question dans ses détails, fera dresser un devis, et mettre le travail en adjudication.

M. le Conseiller Charlot développe ensuite sa proposition tendante à acquérir la propriété de la famille Noulard sise au Fond de Malonne pour servir à l'agrandissement et à l'embellissement de la place communale et à l'amélioration de la voirie et fait ressortir tous les avantages que, d'après lui, l'adoption de ce projet procurerait à cet endroit.

Après avoir entendu ces explications et celles des autres membres du Conseil, M. le Président soumet cette proposition aux votes de l'assemblée.

Six membres, MM. T. Chapelle, Riffart, Baily, Massaux et Chapelle A. votent contre. Deux membres, MM. Charlot et Wéry votent pour.

En conséquence, cette proposition est rejetée.

p. 319.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande verbale du sieur Joseph Linard, tendant à ce que son fils soit placé aux frais de la commune dans un institut chirurgical pour y subir une opération nécessitée par son état de santé ;

Après délibération, et sur l'assurance que donne le sieur Linard que ces sortes de malades sont reçus et traités à l'établissement des petites sœurs des pauvres à Namur, il est décidé qu'il sera écrit immédiatement à la Supérieure de cet asile que l'enfant Linard y sera placé s'il y a lieu.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 29 Juillet 1903.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Joseph Renier, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse du Receveur communal et duquel il résulte que l'encaisse de la commune à la date du 3 juillet courant était de 2766 francs 62 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives de la commune et une copie en sera adressée à M. le Commissaire de l'arrondissement de Namur et une autre copie remise à M. le Receveur communal.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. le Commissaire-voyer nous fait connaître que le service voyer ne peut être tenu à faire les études des travaux d'amélioration que la commune se propose de faire à un sentier qui traverse le bois de la Vecquée, ce sentier n'appartenant pas au domaine vicinale.

Considérant qu'il résulte de ladite lettre que la commune peut toutefois demander à l'agent du ressort de procéder, moyennant une juste rétribution, aux études dont il s'agit ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de charger M. le Commissaire-voyer de faire ce travail et de lui payer ce qui lui

p. 320.

sera dû pour son travail ;

il est décidé qu'il sera écrit dans ce sens à M. le Commissaire-voyer.

Le Conseil, après examen, approuve ensuite :

1° Une note de 10 francs 80 centimes pour fourniture de briques pour l'amélioration de la fontaine du Chanlard, due au sieur Auguste Demine.

2° Une note de 24 francs 97 centimes pour fournitures de pierres pour le chemin de Chepson et pour celui de Babin, due au sieur Chabart et C^{ie}.

3° Une note de 22 francs 84 centimes pour badigeonnage, réparations et fournitures aux écoles en 1903, dues à Henri Lesire.

Ces notes seront mandatées et payées aux intéressés. Au besoin, un crédit spécial sera sollicité pour payer celle qui est renseignée sous le N° 2.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note présentée par le Pensionnat de Malonne lui due pour transport de l'indigent Charles Simon de Malonne à Namur et s'élevant à la somme de 5 francs.

Considérant que le Pensionnat n'a nullement besoin d'argent et qu'il est de leur devoir de venir quelque peu en aide à cet indigent ;

Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de payer la note dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les autorisations de vendre les rentes et capitaux inscrits sur le Grand Livre de la Dette publique de l'Etat au nom de Malonne (la commune) :

Décide :

Le département des finances vendra en notre nom un capital nominal de 20.000 francs à 3 %, faisant partie des valeurs inscrites au nom de la commune ci-dessus mentionnée.

Le produit du prix de vente sera payable à la banque nationale à Namur sur quittance de M. Jules Samson, Receveur communal de Malonne.

Expédition de la présente délibération accompagnée de l'autorisation de la Députation permanente sera adressée en double à M. le Ministre des finances.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Arthur Renier informe le Conseil qu'il consent à prendre en pension le nommé Charles Simon, actuellement placé

p.321.

pour cause d'infirmité à l'Institut du Boulevard de la Sambre.

Attendu qu'il ne peut demeurer plus longtemps dans cette institution qui ne s'occupe que des malades à qui il doit être fait des opérations chirurgicales et qu'il est de toute nécessité que le susdit Simon soit placé quelque part ;

Il est décidé que l'indigent dont il s'agit sera placé en pension chez le sieur Arthur Renier au prix de 1 fr 75 C par jour.

Si, dabs la suite, il était trouvé un hôpital ou ledit indigent pourrait être placé et traité avec espoir de guérison, le Collège est autorisé à faire ce qui sera le plus favorable.

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé et à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre par laquelle divers habitants de la commune demandent qu'il soit procédé à l'amélioration du chemin N° ... et à la suppression du sentier sans N°, traversant la propriété du sieur François Massaux et longeant le jardin de l'instituteur ;

Considérant que le sentier dont la suppression est demandée est devenu parfaitement inutile depuis la construction du chemin de Babin, et qu'il est de beaucoup préférable de le supprimer et de le remplacer par le sentier N° ... convenablement amélioré,

Décide :

Le sentier sans numéro dont il s'agit sera supprimé et le sentier N° ... amélioré de manière à le rendre praticable jusqu'à la rencontre du nouveau chemin de Babin.

Le Collège échevinal s'abouchera avec le sieur François Massart pour faire un échange avec une partie de son terrain entre la partie du sentier à supprimer qui se trouve dans sa

p. 322.

propriété.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un procès-verbal d'adjudication des charriages à exécuter dans la commune du 1^{er} juillet 1903 au 30 juin 1904, en date du 15 juin 1903 et duquel il résulte que le sieur Ferdinand Hubin, charretier à Malonne, est déclaré adjudicataire, comme ayant mis le plus bas prix.

Considérant que ce prix est fort avantageux pour la commune et que le sieur Hubin offre les garanties nécessaires pour la bonne exécution de la besogne ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'approuver le procès-verbal dont il s'agit.

Ce procès-verbal sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer adjoint.

Le conseil communal de Malonne,

Cu la lettre en date du 25 juin dernier par laquelle le sieur Frédéric Servais, curé à Sart-Saint-Eustache, sollicite une concession de terrain dans le cimetière de Malonne d'une contenance de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur 1 mètre 50 de largeur.

Vu le règlement général sur la matière en date 4 juillet 1876, modifié par celui du 4 avril 1884 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Considérant que rien ne s'oppose à ce que ladite concession soit accordée ;

Décide :

La concession dont il s'agit est accordée sous la condition que le sieur Servais versera dans la caisse communale une somme de 150 francs 00 et dans celle du Bureau de Bienfaisance une autre somme de 37 francs 50 centimes.

Il devra ensuite se conformer aux prescriptions du règlement ci-dessus rappelé.

Le Conseil prend ensuite d'un plan concernant le projet de vente de deux excédants de largeur de chemin situés à Bransart, entre le chemin n° 22 et les propriétés du sieur Joseph Namèche-Philippe et mesurant, la partie A. 44 mètres carrés 88 décimètres et la partie B 204 mètres carrés.

Ce plan est approuvé et il sera ouvert une enquête de commodo et incommodo sur le projet de vente dont il s'agit.

Le Conseil estimera lui-même la valeur du bien à vendre

p. 323.

et fera signer le procès-verbal d'expertise par deux habitants de la commune.

Messieurs Riffart, Renier et Charlot se rendront sur les lieux pour faire l'expertise dont il s'agit.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'un plan dressé par M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint et relatif) une cession d'une partie du bois du Fond de la Navenne.

Considérant que le Conseil a consenti à céder ce bien au pensionnat, moyennant un échange à faire contre une partie de terrain qui est nécessaire à la commune pour améliorer le chemin allant au cimetière et que le plan renseigne le bien comme devant faire l'objet d'une vente.

Il est décidé qu'il y a lieu d'ajourner cette affaire.

M. l'échevin des travaux publics s'abouchera avec le frère Maxentis pour arriver à la solution décidée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du 17 juin dernier par laquelle le locataire de la carrière des Trois Fontaines demande la résiliation pure et simple du bail du premier Mars 1896, concernant la location de ladite carrière ;

Vu le bail dont il s'agit ;

Attendu que la carrière susdite ne contient plus des pierres propres à être employées pour les constructions et qu'en conséquence il y a lieu d'accepter la résiliation donnée,

Décide :

La résiliation pure et simple dont il s'agit est acceptée pour le 1^{er} août 1903.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance du compte de la fabrique de l'église de Malonne approuvé par cet établissement le 5 juillet dernier et se rapportant à l'exercice 1902.

Considérant que ce document est régulièrement dressé,

Il est décidé par six voix contre une, celle de M. Charlot, qu'il y a lieu de donner un avis favorable à son approbation.

Le Conseil prend ensuite connaissance du compte de la chapelle du Curnoloo pour l'exercice 1902, approuvé par le conseil de fabrique de l'église de Malonne.

p. 324.

Considérant que cette chapelle n'a pas été reconnue comme annexe par la commune, et que, par conséquent, celle-ci n'a absolument rien à voir dans ses comptes ;

Il est décidé par six voix contre une, celle de M. le Bourgmestre, qu'il n'y a pas lieu d'émettre un avis quelconque sur son approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 293 francs 64 centimes figurant au budget de la fabrique de l'église de Malonne pour l'exercice 1902, comme subside de la commune pour frais ordinaires du culte ;

Vu la lettre de M. le Commissaire de l'arrondissement nous priant de prendre les dispositions nécessaires pour faire le paiement ;

Considérant qu'il y a lieu de payer cette somme mais qu'il n'existe aucune allocation budgétaire permettant de mandater cette dépense ;

Décide par 6 voix contre une, celle de M. Charlot, que la somme dont il s'agit sera payée à la fabrique intéressée et qu'un crédit spécial sera sollicité de la députation permanente pour effectuer ce paiement.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes figurant au budget communal de 1902.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 89 francs 27 centimes figure au budget de la fabrique de curnoloo pour l'exercice 1902 comme subside pour frais ordinaire de l'exercice du culte ;

Vu la lettre de M. le Commissaire de l'arrondissement de Namur nous priant de prendre les dispositions nécessaires pour payer cette somme ;

Considérant que la chapelle du Curnoloo n'a pas été reconnue comme annexe par la commune et que par conséquent celle-ci n'est pas obligée ni tenue d'intervenir dans les frais ordinaires du culte,

Décide :

Il n'y a pas lieu de payer la somme de 89 francs 27 centimes dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée Mon-

p. 325.

sieur le Commissaire d'arrondissement en réponse à sa lettre.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le compte communal de l'exercice 1902 ;

Vu le titre 1er, chapitre II des recettes générales ; le titre IX, chapitre 1^{er} et chapitre II des recettes pour la voirie ;

Considérant que les individus renseignés aux titres précités sont en retard d'effectuer le paiement de leurs échéances, et que, malgré les avis réitérés du Receveur, rien ne fait prévoir la rentrée de ces arriérés ;

Décide :

Il y a lieu de faire disparaître les redevances portées 1^o au titre 1^{er} chapitre II, N^o 43, 58, 61, 62 et 68 ; 2^o au titre 9, chapitre I^{er}, N^{os} 8, 9, 12, 14, 17, 21, 23, 25, 31, 38, 41, 42, 45 et 46 ; chapitre II, N^{os} 14,

15, 20, 21, 22, 24, 25, 26, 52, 53, 54, 64, 69, 73, 77, 82, 86 et 89 ; lesquels redevances sont renseignées au compte par une petite croix placée en regard du nom de chaque retardataire à rayer. Ledit compte est ensuite arrêté comme suit :

En recettes générales à la somme de 27441 francs 54 centimes.

En dépenses ordinaires à la somme de 31148 francs 89 centimes.

En recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 1160 francs et en dépenses de même espèce à 239 francs 76 centimes.

En recettes pour le service de l'enseignement primaire à la somme de 6193 francs 75 centimes et en dépenses de même nature à celle de 6270 francs 22 C^{es}.

En recettes pour les écoles d'adultes à 320 francs 09 centimes et en dépenses à la somme de 425 francs 50 centimes.

En recettes pour l'école gardienne à 1336 francs 02 centimes et en dépenses à la somme de 1268 francs 68 centimes.

En recettes pour la voirie à la somme de 15986 francs 0 centimes et en dépenses de la même espèce à celle de 3814 francs 15 centimes.

Expédition de la présente délibération avec le compte dont il s'agit et les pièces y annexées sera adressée en double pour approbation.

Le Conseil vu l'heure avancée, ajourne ensuite à la prochaine séance l'examen du budget de la fabrique de l'église de Malonne et de la chapelle du Curnoloo.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 326.

Séance du 14 septembre 1903.

Sont présents Messieurs Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Mac-ximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les habitants des hameaux du Gros Buisson, de la Haute Fontaine, du Cabaca, de Marlaire, du Brensart, du Trieux et de Reumont demandent que la commune fasse améliorer le sentier qui les relie à la route de Namur et à la station # du chemin de fer de Flawinne approuvé, dans la traverse du bois communal « la Vecquée » ;

Considérant que ce sentier est d'une absolue nécessité pour ces habitants et que, bien que ce sentier n'appartienne pas à la commune, il y a lieu de le faire améliorer ;

Vu le plan dressé par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Décide :

L'administration forestière sera priée de nous autoriser # d'améliorer approuvé à nos frais le sentier dont il s'agit, et ce, conformément aux plans susdits, pour l'usage des habitants seulement, et sans que nous puissions jamais en réclamer la propriété ;

Expédition de la présente délibération sera adressée en triple expédition à M. le garde gé »néral des Eaux et Forêts, accompagnée des plans susvisés.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les habitants du Cabaca et du Gros Buisson priele Conseil de faire établir un treuil avec chaîne et seaux sur la citerne du gros Buisson.

Considérant que le système employé actuellement pour puiser de l'eau est trop difficile et qu'il y a lieu de le changer ;

Le Conseil décide qu'il y sera fait le nécessaire comme le demandent les habitants.

Il est ensuite donné connaissance à l'assemblée d'un rapport de l'Inspecteur scolaire nous transmis par la lettre de M. le Commissaire d'arrondissement du 29 août écoulé ;

Considérant qu'il résulte de ce rapport que l'instituteur et l'institutrice ne parviendront pas à exécuter leur programme obligatoire pendant l'année scolaire en cours, et qu'il y a lieu de tâcher de trouver un remède à la situation existante ;
Vu les explications des chefs d'école faisant connaître

p. 327.

que la non exécution du programme est due au départ prématuré des élèves et que, pour la classe supérieure des garçons, ce départ est dû à une cause occasionnelle qui ne se reproduira plus :
considérant qu'il y a lieu de faire le nécessaire pour que les élèves de la classe supérieure des filles ne quittent plus l'école avant la fin de l'année,
le Conseil décide qu'il sera pris de concert avec l'institutrice des mesures spéciales à cet effet.
Il sera donné avis de cette décision à M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal en date du 7^{bre} courant contenant adjudication de la fourniture , concassage, transport de pierres nécessaires pour l'entretien de la voirie en 1903, 1904 et 1905 ;

Vu la composition des lots comme suit :

1^{er} lot : chemin du Fond depuis la Sambre jusqu'à Wépion

2^e lot : tous les chemins situés à la gauche du chemin ci-dessus

3^e lot : tous les chemins situés à la droite dudit chemin.

Attendu que ces lots ont été adjugés le 1^{er} à Adelson Blanchard, le second à Joseph Malherbe et le troisième à Joseph Namèche, les trois lots au prix de 5 francs par mètre C ;

Considérant que ce prix représente bien la valeur des pierres à placer ;

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé et il sera adressé aussitôt les formalités d'enregistrement remplies, à la Députation permanente pour approbation.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre du sieur François Mélard, d'une part, et de divers habitants d'Inseprez d'autre part, demandant que la commune fasse délimiter le sentier N° ... partant d'Inseprez et allant vers le Broctia.

Considérant que le sentier susdit à la largeur qui est renseignée à l'atlas de voirie et qu'il s'agit dans cette affaire, d'une contestation de limite entre voisins, et qu'en conséquence la commune n'a pas à intervenir,

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de cette affaire.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province en date du 13 juin 1892, relative aux centimes additionnels à percevoir

p. 328.

par les communes sur le principal des contributions foncières et personnelles, et du droit de patente, pour faire face aux dépenses générales ;

Vu l'article 76 de la loi communale ;

Arrête :

Article 1^{er} Pour faire face aux dépenses générales, il sera perçu en 1904 le nombre de centimes additionnels ci-après,

Nombre de centimes	Contribution foncière	Contribution personnelle	Droit de patente
1° Centimes, déjà autorisés, non compris ceux qui figurent aux rôles pour l'entretien des chemins vicinaux, ni ceux dont le terme de perception expire le 31 décembre 1903	"	"	"
2° Centimes nouveaux dont la perceptions est demandée pour un terme de une année à prendre cours le 1 ^{er} janvier 1904.	17	17	10

Total des centimes à percevoir en 1904 pour faire face aux dépenses générales

17

17

10

Article 2° Expédition de la présente délibération sera adressée en double à M. le Gouverneur de la province pour être soumise à approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Attendu que les revenus ordinaires de la commune sont insuffisants pour pourvoir aux dépenses d'entretien des chemins vicinaux en 1904 ;

Considérant que le produit des prestations prévues par cet article 14 atteindra le chiffre de 1554 francs ;

Vu le § 4° de ce même article 14, lequel prescrit de voter, concurremment avec les prestations en nature des centimes spéciaux qui doivent contribuer pour un tiers au moins dans la dépense totale, c'est-à-dire au minimum pour la moitié de la somme citée plus haut ;

Fixe à treize (13) le nombre de centimes additionnels à affecter aux chemins vicinaux en 1904.

Ces centimes seront calculés sur le principal de la

p. 329.

contribution foncière et personnelle et du droit de patente de 1904.

Expédition de la présente délibération sera adressée à l'autorité supérieure.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le rôle d'imposition Vu le rôle d'imposition pour l'entretien et l'amélioration de la voirie vicinale pour l'exercice 1904, au montant de 1554 francs ;

Vu les prestations qui y sont imposées ;

Considérant qu'il est plus avantageux pour la commune que lesdites prestations soient converties en argent, que d'être faites en nature, et ce par les motifs que les individus convoqués pour le travail exécutent mal la besogne et ne font ordinairement presque rien ;

Par ces motifs,

Arrête provisoirement le rôle dont il s'agit, tel qu'il a été dressé par la Commission ad hoc, et demande que les prestations qui y sont imposées soient converties en argent, payable en une fois du 1^{er} août au 1^{er} 8^{bre} 1904.

Expédition dudit rôle revêtu de la demande de conversion sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil aborde ensuite l'examen du budget de la fabrique de l'église du Curnoloo et, avant de procéder à cet examen, décide qu'il n'y a pas lieu d'émettre un avis quelconque, la chapelle susdite n'ayant pas été reconnue comme annexe par la commune.

Il prend également connaissance du budget de la fabrique de l'église de Malonne et pendant l'examen des dépenses, M. le conseiller Charlot fait remarquer que les sommes inscrites à l'article 2 et à l'article 9, pour achat de vin et blanchissage de linge dont visiblement exagérées, et demande qu'à cause de cette exagération le budget ne soit pas approuvé qu'avec des observations.

Ce budget étant d'abord mis aux voix tel qu'il a été rédigé, il est approuvé par 4 votes contre 3.

Ont voté pour MM. Massaux, Morreau, Riffart et Wéry.

Ont voté contre MM. Baily, Chapelle et Charlot ;

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'intermédiaire de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet de vente de deux parties de terrain excédants de largeur de cheminsise au lieudit « Brensart » entre la pro-

p. 330.

priété du sieur Joseph Namèche-Philippe et le chemin n° 22 et sans numéro et mesurant l'un 44 m² 88 et l'autre 204 m² ;

vu le plan des lieux dressé par M. Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint ;

Vu le procès-verbal d'expertise s'élevant, pour la partie reprise au plan sous le titre A à 17 francs 95 centimes, et pour la partie reprise audit plan sous le titre B à 81 francs 60 centimes ;

Vu le procès-verbal de l'enquête de commodo et incommodo tenue à ce sujet et duquel il résulte qu'aucune réclamation ne s'est produite concernant la vente projetée ;

Considérant que les excédants dont l'aliénation est projetée ne sont d'aucune utilité pour la commune et que par conséquent rien ne s'oppose à ce qu'ils soient aliénés et qu'il y a avantage pour la caisse communale,

Décide :

La Députation est priée de nous autoriser à vendre à dire d'experts les deux excédants dont il s'agit.

Le Conseil, sur proposition de M. Alfred Wéry, décide qu'il sera écrit à M. Durieux, inspecteur du cadastre à Namur, pour le prier de se rendre au Rivage pour arranger si possible le différent objet de contestation entre les habitants de l'endroit et le sieur Alexandre Remy au sujet des limites de son terrain.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 24 octobre 1903.

Sont présents Monsieur Joseph Baily, Echevin faisant fonction de Président, Thomas Riffart, échevin, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wéry, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

p. 331.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que la famille Bien a fait construire un mur sur une propriété communale et que ce mur intercepte le passage pour aller dans cette propriété ;

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser le Collège échevinal à se porter partie civile pour réclamer la disparition de ce mur et de réclamer des dommages et intérêts,

Décide ; par 6 voix et une abstention ;

Le Collège échevinal est autorisé à se porter partie civile pour réclamer la disparition du susdit mur et de réclamer des dommages et intérêts jusqu'à concurrence d'une somme de 500 frs.

S'est abstenu de prendre part à la délibération M. Charlot, abstention motivée sur sa parenté avec la famille Bien. S'est également abstenu de voter sur le chiffre des dommages intérêts M. Wéry, abstention non motivée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant des jetons de présence à payer aux Présidents, Membres et secrétaires des bureaux électoraux du 18 octobre 1903 et 25 même mois ;

Vu l'article 15 de la loi du 12 septembre 1895 relative aux élections communales ;

Décide :

1^e Au Président du 1^{er} bureau 30 francs pour mes 2 élections.

2^e a chacun des membres du 1^{er} bureau 10 frs pour les 2 élections.

3^e au secrétaire du 1^{er} bureau 10 francs pour les 2 élections.

4^e au Président du 2^e bureau 10 francs pour les 2 élections.

5^e a chacun des membres du 2^e bureau 6 frs pour les deux élections.

6^e au secrétaire du 2^e bureau 6 francs pour les 2 élections.

Le Collège échevinal est chargé de mandater cette somme soit 120 francs en totalité.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 9 novembre 1903.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre^Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien

p.332.

Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre en date du 2 aout 1903 par laquelle le sieur Pierre Legrain, Commis des postes à Namur, sollicite une concession dans le cimetière de Malonne d'une contenance de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur 2 mètres 50 de largeur ;

Vu le règlement sur la matière en date du 4 juillet 1876 modifié par celui du 4 avril 1884 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Considérant que rien ne s'oppose à ce que ladite concession soit accordée ;

Décide :

La concession dont il s'agit est accordée sous la condition que le sieur Legrain versera dans la caisse communale une somme de 250 francs et dans celle du Bureau de Bienfaisance une somme de 62 francs 50 centimes.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions du règlement prérappelé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de la Dame Legrain-Constant, Jules, la veuve, ménagère, demeurant à Malonne, tendant à obtenir une concession dans le cimetière de cette commune d'une contenance de 2 mètres 50 centimètres de longueur sur 1 mètre 00 de largeur ;

Vu le règlement sur la matière en date du 4 juillet 1876 modifié par celui du 4 avril 1884 ;

Vu le décret de prairial an XII ;

Considérant que rien ne s'oppose à ce que ladite concession soit accordée ;

Décide :

La concession dont il s'agit est accordée sous la condition que la dame Legrain versera dans la caisse communale une somme de 100 francs 00 centimes et dans celle du Bureau de Bienfaisance une somme de 25 francs 00 centimes.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions du règlement prérappelé.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes sui-

p. 333.

vantes :

1° Note de 30 francs 75 centimes due au sieur Joseph Namèche-Philippe pour charriages de matériaux pour la restauration du presbytère.

2° Note de 269 francs 85 centimes due au sieur Joseph Thiroit-Marchal pour fournitures et travaux pour la restauration du presbytère.

3° Note de 73 francs 84 centimes pour fournitures et travaux au garde-corps du réservoir du Wé-do-Pô au sieur François Hancotte.

4° Note de 316 francs 41 centimes due au sieur Louis Hancotte pour fournitures et travaux pour la restauration du presbytère.

5° Note de 277 francs pour fournitures et travaux pour la restauration du bâtiment d'école due au susdit Louis Hancotte.

6° Note de 4 francs 50 centimes pour fournitures et travaux à ,l'église de Malonne due au sieur François Thibaut.

7° Note de 10 francs pour transport de la Sambre au cimetière du cadavre d'un noyé due au sieur Joseph Thiroit-Marchal.

8° Note de 3 francs 30 centimes due au sieur Joseph Legrain-Lesire pour fournitures nécessaires pour le montage des cloisons pour les élections communales du 18 octobre 1803.

9° Note de 4 francs 00 centimes pour transport à Namur des bulletins de l'élection du 18 octobre 1803 et du ballottage du 25 même mois due au sieur Lesire-Thirifays.

10° Note de 1 franc 85 centimes due au sieur Thibaut Maréchal pour fourniture d'une chaîne pour le grillage du cimetière.

Ces diverses notes sont approuvées et seront payées aux intéressés.

Le Conseil ajourne ensuite une note de 150 francs présentée par le sieur Camille Bajard pour montage d'une poulie sur la citerne du Gros Buisson et des barres pour le garde-corps du Wez-do-po. Cet ajournement est décidé parce que le montage de la poulie de la citerne n'est pas exécuté dans de bonnes conditions et le sieur Bajard sera invité à remédier à sa besogne.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 24 francs 97 centimes due au sieur Chabart et C^{ie} pour fourniture de dalles pour la voirie, mais qu'aucune allocation ne figure au budget pour solder cette dette ;

Considérant dans ce cas qu'il y a lieu de demander un

p. 334.

crédit spécial,

Décide :

Un crédit spécial de 24 francs 97 centimes est sollicité de la Députation permanente pour solder la note dont il s'agit.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes figurant au budget de la voirie de 1903.

Le Conseil prend ensuite connaissance du budget du Bureau de Bienfaisance pour l'année 1904 et après examen des sommes qui y sont inscrites, tant en recettes qu'en dépenses, et avoir constaté que ces sommes sont en rapport avec les besoins de l'assistance publique, décide qu'il y a lieu de l'approuver tel qu'il a été arrêté par l'établissement intéressé le 5 Novembre présent mois.

Ledit budget sera adressé pour approbation définitive à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Le Conseil prend également connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 3^e 3^{tr}e de 1903 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune était de 15862 francs 82 centimes à la date du 3 octobre courant.

Ce procès-verbal est pris pour notification.

Il sera déposé aux archives communales et une copie en sera adressée à M. le Commissaire d'arrondissement et une autre copie remise à M. le Receveur communal.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 4 août 1890, relative à la falsification des denrées alimentaires qui soumet à une expertise préalable le débit et l'exposition en vente des viandes de boucherie ;

Vu la loi du 30 X^{bre} 1895 ;

Vu les dispositions réglementaires sur la matière, notamment l'A.R. du n23 Mars 1901, portant règlement sur le commerce des viandes et les arrêtés ministériels du 31 Mars 1901 ;

Revu ses délibérations antérieures à l'établissement de taxes d'expertise sur les viandes de boucherie ;

Attendu que ces taxes n'ont été approuvées que pour un terme expirant le 31 décembre 1903 et qu'il y a lieu de prendre une nouvelle délibération à ce sujet ;

Attendu que le total des taxes d'expertises durant ces quatre dernières années (1899, 1900, 1901 et 1902) s'est élevé à 1421 francs 50 centimes, soit une moyenne de 355 frs 35 Ces par année ;

Que d'autre part les frais de service d'expertise des viandes

p. 335.

s'élèvent annuellement à 355 francs 35 centimes, se décomposant comme suit :

a) Rémunération de l'expert	319.83
b) Indemnité au Receveur	30.32
c) Imprimés, frais divers	3.00

Décide :

Article 1^{er} : Les frais d'expertise sur les viandes de boucherie sont fixés comme suit à partir du 1^{er} janvier 1904 :

Chevaux, ânes, mulets, par tête	3 frs 50
Taureaux, bœufs, vaches " "	2 " 00
Génisses " "	1 " 75
Veaux " "	0 " 75
Agneaux, chèvres et cochons de lait "	0 " 50
Viande de porc préparée dans le royaume mais non Expertisée au moment de l'abatage par Kilog	0 " 50
Vaches abattues par suite de maladie ou d'accident	1 " 00

Article 2. : Les résolutions antérieures en ce qui concerne la nomination d'expert, l'indemnité allouée au Receveur, la déclaration d'expertise, le mode de paiement des taxes et les autres mesures de police concernant la matière sont maintenues.

Article 3 : La présente délibération sera soumise à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'acquisition d'une partie des terrains servant d'emprise à la construction et à l'élargissement d'un chemin allant à Buzet par Babin, acte avenu le 23 septembre dernier par devant maître Ernest Richard, notaire à Namur ;

Considérant que cet acte est régulier et que le prix d'acquisition des emprises est conforme aux promesses de vente signées par les propriétés et approuvées par le Conseil,

Décide :

L'acte susdit est approuvé et il sera adressé à la Députation permanente pour approbation définitive par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Louis Hancotte fait connaître qu'il a vendu son cheval dans le courant du mois d'octobre 1902 et qu'en conséquence il doit être rayé du rôle d'imposition de voirie pour la taxe inférente à ce cheval.

Attendu que le cheval dont il s'agit a été réellement vendu en 1902 et qu'il n'y a aucune raison pour que cette

p. 336.

taxe soit maintenue pour 1903,

le Conseil décide que la taxe susdite sera rayée du rôle de l'exercice 1903.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé et au receveur communal.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. Maximilien Massaux, conseiller communal, demande que la citerne du clinchant soit remise en adjudication.

Après diverses explications au sujet de ce travail, il est décidé qu'il sera mis en adjudication aux mêmes conditions que la première fois.

Le Conseil passe ensuite à la formation de son budget pour 1904.

Après examen des diverses sommes qui sont nécessaires pour assurer les divers services, il est procédé au vote sur chacune des allocations qui doivent y figurer ;

Il se constitue ensuite en comité secret pour le vote des employés communaux.

Pendant le vote de ces traitements, le Conseil statue sur une demande d'augmentation de traitement de M. Demeuse qui dit ne jouir que du minimum fixé par la loi tandis que ses collègues ne se trouvent pas dans le même cas.

Après délibération cette demande d'augmentation est rejetée par 4 voix contre 4 et une abstention.

Ont voté pour MM. Baily, Charlot, Massaux et Wéry.

Ont voté contre MM. T. Chapelle, Riffart, A. Chapelle et Renier.

S'est abstenu M. Moreau.

Les traitements des autres employés et ouvriers communaux sont également maintenus au taux de l'année 1903.

La séance redevenue publique, il est procédé au vote sur l'ensemble du budget qui est approuvé comme suit :

1° En recettes extraordinaires et ordinaires à la somme de 27332 frs 72 centimes.

2° En dépenses générales à la somme de 27222 francs 55 centimes.

3 En recettes pour l'enseignement primaire à 5475 frs 47

4 En dépenses de même espèce à la même somme.

5° En recettes pour l'école d'adultes à 842 frs 41 centimes.

6 En dépenses de même nature à la même somme.

7 En recettes et en dépenses pour l'école gardienne à 1036 frs.

8 En recettes pour la voirie à la somme de 14661 frs 76 centimes.

9 En dépenses de même espèce à celle de 13834 francs.

p. 337.

10 Les recettes pour la comptabilité des capitaux à la somme de 920 frs 24 centimes.

La somme de 100 francs inscrite pour l'enseignement d'un cours d'agriculture ne sera dépensée que sous réserve d'un rapport à délivrer par le Comité scolaire.

Ledit budget sera adressé à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne, siégeant à huis clos,

Considérant que par délibération en date du 22 août 1902 il a été procédé à la nomination d'un surveillant pour la carrière du Piroy pour la période d'une année prenant cours le 1^{er} 7^{bre} 1902 et finissant le 1^{er} 7^{bre} 1903 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une nouvelle nomination prenant cours le 1^{er} 7^{bre} 1903 pour finir le 1^{er} 7^{bre} 1904 ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à la nomination dont il s'agit, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Jules Samson, ancien surveillant, a obtenu l'unanimité des suffrages.

En conséquence nomme le susdit Samson surveillant de la carrière du Piroy pour le terme désigné ci-dessus.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne, assemblé en comité secret et siégeant à huis clos,

Considérant que dans la séance en date de ce jour il a été procédé à la nomination du sieur Jules Samson comme surveillant de la carrière du Piroy pour le terme d'une année à partir du 1^{er} 7^{bre} 1903 au 1^{er} 7^{bre} 1904 et qu'il y a lieu de fixer le traitement dont il jouira en cette qualité,

Décide :

Le traitement du susdit surveillant est fixé à 20 frs par mois payable par trimestre.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire de l'arrondissement.

Le conseil communal de Malonne,

Vu les deux listes des candidats présentés par le Bureau de Bienfaisance et par le Collège échevinal pour le remplacement du sieur Victor Renier, membre sortant au 31 décembre 1903 ;

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la province en date du 3

p. 338.

octobre dernier F. 746.655 ;

ayant procédé par un scrutin secret et à la majorité absolue conformément à l'article 66, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Louis Mélard a obtenu 4 voix, le sieur Victor Renier 2 et le sieur Joseph une et deux bulletins blancs.

Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un scrutin de ballottage entre le sieur Louis Mélard et le sieur Victor Renier qui ont obtenu le plus de voix ;
Il résulte du vote que le sieur Victor Renier a obtenu 5 voix et le sieur Louis Mélard 4 voix.

Arrête :

Le sieur Victor Renier ayant obtenu 5 voix sur 9 votants est renommé membre du Bureau de Bienfaisance de Malonne.

Expédition de la présente délibération avec les listes de présentations faites par le Bureau de Bienfaisance et le Collège échevinal sera adressée en double à la Députation permanente pour notification.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans notre séance du 22 Mai dernier il a été décidé qu'il y a lieu de construire un drain en dessus du cimetière contre le mur de clôture et le chemin communal, pour couper les eaux qui envahissent le sol ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre les travaux en adjudication, mais qu'avant de procéder à cette formalité, il est nécessaire de se procurer un devis estimatif de la besogne et un cahier des charges ;

Décide qu'il sera écrit sans retard à M. le Commissaire (d'arrondissement) je dis : voyer d'arrondissement adjoint pour le prier de dresser ces documents ;

Le Conseil, après avoir entendu les explications du Collège échevinal, décide ensuite qu'il y a lieu de faire améliorer le chemin traversant le cimetière et de faire les travaux de maçonnerie nécessaires pour l'écoulement des eaux,. Il décide également qu'il sera acheté des thuyas pour planter le long dudit chemin et des endroits à désigner ultérieurement.

Le Collège échevinal est chargé de faire exécuter ces travaux en régie et d'acheter les arbres dont il s'agit.

Le conseil communal de Malonne,

p. 339.

Considérant que par délibération du 29 juillet dernier la résiliation pure et simple de la carrière dite des Trois Fontaines sise en cette commune a été acceptée ;

Considérant que, pour des motifs indiqués dans la lettre de M. le Gouverneur du 9 septembre 1903, la députation permanente a refusé d'approuver la délibération susdite ;

Considérant que dans notre délibération prérappelée, il n'a été parlé que de l'épuisement de la pierre de taille mais qu'il existe encore une considération plus importante, celle de la faillite du locataire principal, le sieur Dupont, individu qui est même disparu de nos environs ;

Considérant que le sous-locataire, le sieur Chabart, a abandonné la carrière et qu'il est insolvable ;

Considérant dès lors qu'il n'y a plus de possibilité de se faire payer le prix de location et qu'il est plus avantageux d'accepter la résiliation et de remettre la carrière en location que de prolonger la situation existante,

Décide :

La députation permanente est priée de revenir sur sa décision et de nous autoriser à accepter la résiliation dont il s'agit.

Expédition de la présente délibération sera adressée en double, avec le bail et lettres y annexées, à la Députation permanente pour approbation.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'il a été décidé qu'il y a lieu d'élargir et d'améliorer le chemin N° 114 à Champha et la partie du chemin n° 6 depuis la maison du sieur Louis Patiny jusqu'à celle de la dame veuve Legrain-Riffart ;

Considérant que la Députation permanente, par son ordonnance du 15 Mai 1903, a accordé l'autorisation d'acquérir ou d'échanger les emprises de terrains nécessaires pour l'exécution de ce travail ;

Considérant qu'il avait été décidé de faire exécuter les travaux par les cantonjiers, mais que le temps a fait défaut à ces ouvriers pour exécuter ce projet ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de mettre ces travaux en adjudication

Décide :

Il sera écrit à M. Loze, commissaire-voyer, de bien vouloir faire les études nécessaires pour la confection des plans

p. 340.

du devis et du cahier des charges et pour le cas où cet agent ne pourrait remplir les formalités lui demandée sans autorisation il sera écrit à la Députation permanente pour la prier de nous accorder l'autorisation voulue.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 26 décembre 1903.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Joseph Baily, Thomas Riffart, échevins, Maximilien Massaux, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Alfred Wery, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la demande de l'entrepreneur le sieur Emile Chapelle d'abandonner 112 francs50 centimes à la commune pour ne pas démolir le pont qu'il a construit sur le ruisseau de Malonne au chemin de Babin ;

Attendu que ce travail n'est pas subsidié et qu'il paraît bien exécuté ;

Trouve la proposition de l'entrepreneur avantageuse et décide de l'accepter sous réserve d'approbation par l'autorité supérieure.

Expédition de la délibération ci-dessus sera transmise à l'autorité, supérieure par l'intermédiaire de M. le Commissaire-voyer du ressort.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'acte d'adjudication des travaux de construction d'un chemin du Trieux à Beauce, traversant la Vecquée, acte avenu le 4 décembre 1903 par devant le Collège échevinal pour le prix de 590 francs ;

Vu le montant de l'estimation du travail s'élevant à la somme de 789 francs 41 centimes ;

Considérant que le prix d'adjudication est en rapport avec l'importance de la besogne et que l'adjudicataire paraît offrir les garanties désirables sous le rapport de la bonne exécution de la besogne

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé

p. 341.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente pour approbation par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement, aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes

1° Une note de 13.20 centimes due au sieur Julien Chapelle, maçon à Malonne, construction de l'escalier du réservoir du Wé-do-Po en 7^{bre} 1903.

2° Une note de 6 francs 80 centimes due au même pour réparation à l'église de Malonne en Mai 1903.

3° Une note de 14 francs due au sieur Camille Jacquet, plombier-zingueur à Malonne, pour réparations faites à la toiture du bâtiment d'école, y compris certaines fournitures en 8^{bre} 1903.

4° Une note de 6 francs 50 centimes due au même pour réparations faites à l'église du Fond, y compris les fournitures, en juillet 1903.

5° Une note de 93 francs 32 centimes due au sieur henri lesire, badigeonneur à Malonne, pour travaux aux écoles et à la salle communale y compris fournitures en octobre 1903.

6° Une note de 42 francs due au sieur Léon Marchal-Bodson, ardoisier à Malonne, pour réparations à la toiture de l'église, y compris les fournitures nécessaires, en août 1903.

Après examen, ces diverses notes sont approuvées et seront payées aussitôt que possible aux intéressés.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une somme de 699 francs 43 centimes due à divers ouvriers en paiement des notes # pour, renvoi approuvé, fournitures et travaux faits aux bâtiments communaux en 1903 r-et qu'une autre somme de 49 francs 15 centimes est également due en paiement des notes pour fournitures et travaux exécutés aux bâtiments d'école en 1903.

Considérant que les allocations inscrites au budget de l'exercice en cours sont insuffisantes pour solder ces dépenses et qu'en conséquence il y a lieu de solliciter des crédits spéciaux,

Décide :

Des crédits spéciaux de 699 francs 43 centimes et de 49 francs 15 centimes sont sollicités de la députation permanente pour solder les dépenses dont il s'agit.

Ces crédits seront prélevés sur l'excédants des recettes figurant au budget de la voirie de 1903.

Il est ensuite donné lecture d'une requête par laquelle

p. 342.

Des habitants du hameau dit sous les Tiennes demandent que la commune fasse élargir la partie du chemin n° 5 traversant leur hameau des deux côtés de la maison du sieur Louis Tasiaux.

Considérant qu'avant de prendre une décision au sujet de cette demande, il y a lieu d'examiner le bien fondé de la chose ;

Le Conseil décide qu'une commission composée de MM. Th. Riffart, A. Moreau, A. Chapelle se rendra sur les lieux afin d'examiner le travail à faire.

Il est pris une même décision au sujet d'une demande des habitants du hameau des Potalles, tendante à l'élargissement du sentier partant de ce hameau ay chemin longeant le bois de la Vecquée.

Cette commission fera rapport au Conseil de ce qu'elle aura jugé convenable de faire.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Maximilien Dautreppe tendante à ce qu'il soit deux lampes aux ponts sur la Sambre à Beauce.

Après délibération, il est décidé que le placement de ces lampes doit être à la charge de l'administration de la Sambre et qu'il sera écrit à ladite administration pour la prier ces lampes et de les entretenir et de se charger de la dépense à résulter de l'éclairage.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et siège à huis clos.

Il prend connaissance d'une lettre par laquelle le sieur François Laurent donne sa démission de fossoyeur communal pour la date du 1^{er} janvier 1904.

Cette démission est acceptée.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le sieur François Laurent a donné sa démission de fossoyeur pour le 1^{er} janvier prochain et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

Vu les demandes nous données pour l'obtention de cette place ;

Considérant que cette place a été annoncée par voie d'affiche et qu'elle a ainsi reçue la publicité ordinaire ;

Vu la loi communale du 30 Mars 1836 ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Berthuin Leclercq a obtenu 5 voix, le sieur Gustave

p. 343.

Marchal une et un bulletin blanc trouvé dans l'urne.

En conséquence, le susdit Berthuin Leclercq fossoyeur à Malonne comme ayant obtenu la majorité absolue des suffrages.

Il devra prendre possession de son service à partir du 1^{er} janvier 1904 et jouira en fait de rémunération que l'ancien fossoyeur.

Décide :

Il sera donné avis de cette décision à l'intéressé.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que dans sa séance du 18 9^{bre} dernier, le Collège échevinal a procédé à la nomination de la demoiselle Rochet en qualité d'institutrice gardienne intérimaire, en remplacement de la titulaire en congé pour cause de maladie ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le traitement dont elle jouira et de déterminer la part pour laquelle la commune interviendra dans ce traitement ;

Considérant que les traitements des instituteurs primaires sont à charge de la commune jusqu'à concurrence des 2/5 et que, bien que la commune n'y soit pas obligée, il y a lieu de faire application du même avantage pour l'institutrice gardienne ;

Décide :

Le traitement de l'institutrice gardienne est fixé à 825 francs par année, payable par journée de présence.

Les 3/5 du traitement sont à la charge de l'institutrice gardienne et les 2/5 restant à la charge de la commune.¹⁸

Ces deux cinquièmes seront prélevés sur la somme portée au budget communal de 1904 pour traitement des instituteurs intérimaires.

Il sera donné avis de cette décision aux intéressés et copie de la délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

p. 344.

Procès-verbal d'installation de six membres du Conseil communal de Malonne.

L'an mil neuf cent trois¹⁹ du mois de janvier le quatrième jour à six heures du soir, devant nous Thomas Riffart, échevin ff fonction de Président, a comparu M. Thomas Chapelle, ancien bourgmestre réélu conseiller le 18 octobre dernier, lequel, après lui avoir donné connaissance que la susdite # élection renvoi approuvé a été validée par la Députation permanente, a prêté entre nos mains le serment prescrit par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1860 (article 61 de la loi communale) et conçu en ces termes :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge. »

Après quoi, nous lui avons déclaré qu'il est installé dans ses fonctions et signé avec nous.

Riffart Th. Th. Chapelle

Monsieur Thomas Chapelle prend la présidence de l'assemblée, continuant ses fonctions de bourgmestre.

L'an mil neuf cent trois¹⁹ du mois de janvier le quatrième jour, à six heures du soir, devant nous Thomas Chapelle, bourgmestre-Président, ont comparu :

Auguste Moreau, Joseph Riffart, Joseph Massart, Joseph Dotraux Edmond Bonnet, nommés conseillers le 18 octobre dernier et Alexandre renier nommé le 25 du même mois, lesquels, après qu'il leur a été donné connaissance que la susdite élection a été validée par la

¹⁸ Comprenne qui pourra !

¹⁹ Erreur ! C'est mil neuf cent quatre qu'il fallait écrire !

Députation permanente ont prêté entre nos mains le serment prescrit par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1860 (article 61 de la loi communale) et conçu en ces termes :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge. »

Après quoi, nous lui avons déclaré qu'ils sont installés dans leurs fonctions et ont signé avec nous.

J. Dotraux, J. Massart, Th. Chapelle, J. Riffart, A. Moreau, A. Renier, E. Bonnet

p. 345.

Avant de lever la séance, le tableau du rang d'ordre des Conseillers a été dressé conformément à l'article 107 de la loi communale :

- 1° Riffart, Thomas, échevins,
- 2° Chapelle, Thomas, conseillers
- 3° Moreaux, Auguste, id.
- 4° Chapelle, Alexandre, id.
- 5° Charlot, Joseph, id.
- 6° Wéry, Alfres, id.
- 7° Riffart, Joseph, id.
- 8° Massart, Joseph, id.
- 9° Dotraux, Joseph, id.
- 10° Bonnet, Edmond, id.
- 11° Renier, Alexandre, id.

Le Secrétaire

J. Legrain

Le bourgmestre-Président

Th. Chapelle

Séance du 4 janvier 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Auguste Moreau, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, Joseph Riffart, Joseph Massart, Joseph Dotraux, Edmond Bonnet, Alexandre Renier, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le 1^{er} objet à l'ordre du jour est la nomination de l'échevin de la 2^e série.

Les conseillers Riffart, Dotraux et Bonet, prétextant l'absence du conseiller Wéry²⁰ demandent l'ajournement de cette nomination à une prochaine séance, fixée à bref délai, soit dans deux ou trois jours.

Après explications cette proposition est rejetée par 7 voix contre trois.

Ont voté contre Messieurs Th. Chapelle, T. Riffart, A. Moreau, A. Chapelle, J. Massart, J. Charlot et A. Renier.

Ont voté pour Messieurs Riffart, Dotraux et Bonnet #avant de passer à la nomination dudit échevin, M. le Conseiller Riffart fait remarquer à l'assemblée l'importance de cette nomination ; surtout que l'échevin à nommer sera certainement chargé de l'instruction publique. Il fait appel à la conciliation et recommande la candidature de M. Bonet. L'échevin Riffart propose la candidature de M. Moreau. Approuvé.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la circulaire de M. le Gouverneur de la Province de Namur en date du 10 décembre 1903 ;

p. 346.

²⁰ Il y a contradiction avec la liste des présents !

Vu l'article 2 de la loi communale ;

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages à l'élection de l'échevin de la 2^e série, il résulte du dépouillement des votes que le sieur Auguste Moreau a obtenu 6 voix et le sieur Edmond Bonnet 3. Un bulletin blanc trouvé dans l'urne.

Le susdit Auguste Moreau, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages est en conséquence nommé échevin de la 2^e série pour le terme de 8 ans, en remplacement du sieur Joseph Bailly.

Expédition de la présente nomination sera adressée en double à M. le Gouverneur de la province par l'intermédiaire de M. le Commissaire d'arrondissement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 4 janvier 1904, tenue en exécution de l'article 9 de la loi du 30 décembre 1887.

L'an mil neuf cent trois¹⁹ du mois de janvier le quatrième jour, à six heures du soir, devant nous Thomas Chapelle, bourgmestre-Président, a comparu le sieur Auguste Moreau, appelé aux fonctions d'échevins, lequel a prêté entre nos mains le serment prescrit par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1860 (article 61 de la loi communale) et conçu en ces termes :

« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge. »

De tout quoi nous avons rédigé le présent acte que M. Moreau a signé avec nous.

Th ; Chapelle, A. Moreau.

Séance du 4 janvier 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Auguste Moreau, échevins, Alexandre Chapelle, Joseph Charlot, ~~Alfred Wéry~~, Joseph Riffart, Joseph Massart, J. Dotraux, Edmond Bonnet, Alexandre Renier, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire. (En marge : Approuvé les mots Alfred Wéry [...] J.L.)

Le conseil communal de Malonne,

p. 347.

~~Vu le procès-verbal d'adjudication avenu le ... décembre dernier par devant le Collège échevinal et contenant la création d'un sentier traversant le bois domanial de la Vecquée, allant du Bransart à Beauce, pour le prix de ... francs ;~~

~~Considérant que le prix d'adjudication est avantageux pour la commune et que l'adjudicataire paraît offrir les garanties désirables sous le rapport de la bonne exécution de la besogne ;~~

~~Décide :~~

~~L'adjudication dont il s'agit est approuvée et elle sera~~

~~Les dix lignes qui précèdent sont annulées.~~

~~Vu les listes d'inscription des enfants des deux sexes, âgés de six ans au moins et de 14 ans au plus à la date du 1^{er} 8^{bre} 1903 et fréquentant les écoles communales ;~~

~~Vu l'article 3 de la loi organique concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires (dispositions coordonnées des lois du 20 7^{bre} 1884 et du 15 7^{bre} 1895) ;~~

~~Vu l'arrêté royal du 15 7^{bre} 1895 concernant les admissions gratuites dans les écoles primaires soumises au régime de l'inspection légale, notamment les articles 1, 2, 9 et 11 ;~~

~~Vu la délibération par laquelle le Bureau de Bienfaisance fait connaître que, dans les frais de l'instruction gratuite des enfants qui sont reconnus y avoir droit, son établissement ne pourra contribuer, étant lui-même subventionné par la commune ;~~

~~En exécution de l'arrêté royal précité, article 2,~~

~~Arrête :~~

~~Le nombre des enfants ayant droit à l'instruction gratuite dans les écoles communales pendant l'année 1903-1904 est fixé comme suit :~~

Désignation des écoles	Noms et prénoms des directeurs	Nature des écoles	Nombre des enfants inscrits		
			masculin	féminin	total
Ecoles communales	Demeuse, Louis Leclercq, Maximilienne	Garçons	72		
		Filles		23	95
		Enfants admis de droit (article de l'Ar. R. du 15 7 ^{bre} 1895	72	23	95
Enfants admis facultativement (article 9 de l'A. R. du 15 7 ^{bre} 1895			12	5	17

2° La présente sera adressée en double expédition à la Députation permanente avec deux copies de la liste de chaque école et une copie de la délibération du bureau de bienfaisance.

Avant de terminer la question relative à l'instruction

p. 348.

gratuite, il est décidé qu'il sera continué comme par le passé pour tous les enfants de la commune, tant pour ceux qui y ont droit que pour ceux à qui elle est accordée facultativement.

Il est ensuite décidé par 6 voix contre 4 que les enfants des communes étrangères qui fréquentent nos écoles continueront à recevoir l'instruction gratuite, mais qu'ils devront payer les fournitures dont ils auront besoin, à moins que les communes de leur domicile ne consentent à rembourser la somme dépensée de ce chef.

Il sera écrit à ces communes pour les informer de cette décision et savoir si elles consentent à ces remboursements.

Ont voté cette mesure Messieurs A. Renier, J. Dotraux, Bonnet E., J. Massart, J. Charlot, T. Chapelle, ont voté contre T. Rifflard, J. Rifflard, A. Chapelle, A. Moreau.

Le Conseil décide ensuite que, dans la séance prochaine, il sera pris une résolution au sujet de la fourniture des effets classiques aux écoles des garçons. Cet objet sera en conséquence mis à l'ordre du jour.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que le conseiller Moreau vient d'être nommé échevin et qu'il y a lieu en conséquence de le remplacer comme membre du comité scolaire,

Procédant par un scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, il résulte du dépouillement des votes que le sieur J. Riffart a obtenu 8 voix sur 10 votants, 2 bulletins blancs trouvés dans l'urne.

En conséquence, le susdit sieur Riffart est nommé membre du comité scolaire.

Il est ensuite décidé que l'ordre du jour des séances du Conseil sera affiché aux lieux ordinaires des publications, c'est-à-dire à l'école communale et aux trois églises.

Il sera construit des boîtes pour recevoir les affiches à l'école communale, à la chapelle du Piroy et à celle du Gros-Buisson.

Il est ensuite décidé qu'il sera mis à l'ordre du jour de la prochaine séance une interpellation du conseiller Riffart au sujet de la voirie générale.

Il est aussi décidé que le procès-verbal des délibérations sera déposés sur la table des séances une demi-heure avant l'ouverture de la séance, à la disposition des membres du Conseil.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en

p. 349.

séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 17 janvier 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Auguste Moreau, échevins, Al^{dre} Chapelle, Joseph Charlot, Alfred Wery, Joseph Riffart, Joseph Massart, Joseph Dotraux, Edmond Bonnet, Al^{dre} Renier, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Abordant son ordre du jour, le Conseil prend connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 4^e trimestre de l'année 1903 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 31 décembre dernier était de 17181 francs 26 centimes.

Ce procès-verbal étant régulièrement dressé est pris pour notification.

Une copie dudit procès-verbal sera déposée aux archives communales, une autre copie adressée à M. le Commissaire d'arrondissement et une 3^e copie remise au Receveur de la commune.

Le Conseil prend ensuite connaissance :

1° D'une somme de 224 francs due au sieur Loze, commissaire-voyer d'arrondissement adjoint, pour mesurages et levés de plans pour le compte de la commune pendant l'année 1903.

2° D'une note de 20 francs 50 centimes due au sieur Joseph Denison, géomètre du cadastre à Namur, pour recherches des limites, mesurage et délimitation fait pour le compte de la commune au terrain de Chepson loué par Charlier.

3° Une note de 15 francs 25 centimes due au sieur Joseph Thiroit-Marchal pour fourniture d'un encadrement pour une carte à l'école des garçons en 1903.

4° Une note de 11 francs 40 centimes due au même pour fourbiture de 19 mètres 6/4 13 sapins pour la réparation de la salle communale en 1903.

5° Une note de 64 francs 51 centimes due au notaire Richard de Namur pour frais de l'acte d'acquisition d'une partie des

p. 350.

Terrains servant d'emprise au chemin du babin.

Après examen, ces notes sont approuvées et seront payées aux intéressés, à l'exception de celle due au notaire Richard qui, avant d'être payée, sera soumise à l'approbation de la députation permanente.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative à la fourniture des effets classiques aux écoles communales ;

Considérant que les instituteurs refusent d'acheter eux-mêmes les fournitures nécessaires et, qu'en conséquence, la commune se trouve dans l'obligation de faire cette acquisition elle-même ;

Considérant qu'il y a lieu de charger le Comité scolaire de régler cette affaire ;

Il est décidé que le Comité scolaire fera une enquête s'assurer des fournitures nécessaires, et réclamera une liste complète et détaillée des instituteurs mentionnant les besoins de l'année.

Ces fournitures seront ensuite mises en adjudication et celle-ci sera annoncée dans deux journaux de Namur, l'un libéral, l'autre catholique.

À prix égal, la préférence sera donnée au libraire de la commune.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que les heures des séances telles qu'elles sont actuellement fixées ne conviennent que médiocrement à la généralité des Membres du Conseil ;

Considérant, dans ce cas, qu'il y a lieu de s'entendre pour fixer une heure plus à la convenance de tous ;

Après un échange d'observations à ce sujet ;

Décide :

Le Collège échevinal est chargé de choisir l'heure la plus convenable que possible et de manière à contenter les membres de l'administration.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant l'élargissement d'une partie du chemin n° 6 au Petit-Bois et du sentier n° 114 allant à Champha ;

Vu le devis estimatif des travaux à exécuter s'élevant à la somme de 934 francs ;

Considérant que travaux sont de la dernière nécessité,

Décide :

p. 351.

Le projet et le devis dont il s'agit sont approuvés et les travaux seront mis en adjudication aussitôt que la commune sera en possession des emprises nécessaires aux élargissements dont il s'agit.

Il sera exigé de l'entrepreneur un cautionnement de 50 francs qui sera versé dans la caisse communale.

Des acomptes sur les 9/10 à payer à la réception des travaux pourront être payés suivant l'avancement des travaux.

Le Conseil prend ensuite connaissance du devis relatif au drainage à faire au-dessus du cimetière, afin d'assainir celui-ci, et après examen et explication, il est décidé que la profondeur du drain n'est pas suffisante et qu'il y a lieu de lui donner un mètre de plus de profondeur.

Ledit devis sera retourné à M. le Commissaire-voyer du ressort, en le priant de le modifier dans le sens indiqué ci-dessus.

Le Conseiller Riffart développe ensuite une interpellation au sujet de la voirie en général. Il demande d'abord à être renseigné au sujet des travaux du chemin nouvellement créé, allant à Buzet par Babin, et des rapports existants entre les entrepreneurs d'une part, et les ouvriers, et les fournisseurs, et la commune d'autre part. Il fait ensuite remarquer que la plupart des chemins de la commune laissent à désirer et demande que le règlement de police soit convenablement appliqué pour ce qui concerne les haies logeant les chemins, et les dépôts antihygiéniques se trouvent sur les accotements de la voirie.

Il demande encore que la surveillance la plus étroite soit exercée sur les travaux et sur la police des chemins ;

Répondant à cette interpellation l'échevin des Travaux publics dit que les travaux du chemin du Babin sont exécutés conformément aux conditions du cahier des charges de l'entreprise et que la réception de ces travaux a été faite par les autorités compétentes. Il reconnaît qu'il y a eu des retards dans l'exécution de la besogne, malgré la vigilance du Collège qui, en fon de compte, a dû demander à la Députation permanente de l'autoriser à faire exécuter les travaux par d'autres entrepreneurs, ce qui a été sans passer par l'intermédiaire du pouvoir communal.

Pour ce qui concerne les rapports entre les ouvriers, les fournisseurs et la commune, il dit n'avoir pas tenu cela en mémoire, mais qu'il peut être pris connaissance de ce qui s'est passé

P. 352.

en consultant le dossier du chemin déposé chez le Secrétaire.

Pour ce qui concerne l'état général de la voirie, l'échevin fait constater qu'il y a déjà beaucoup été fait, mais qu'il reste encore beaucoup à faire et qu'il est nécessaire de faire élager (sic !) les haies et d'enlever les dépôts.

Il fait enfin remarquer qu'il ne peut employer tout son temps à la surveillance des chemins et demande qu'il lui soit nommé un surveillant pour la voirie.

Après ces explications qui sont approuvées, il est décidé qu'il sera affiché et publié dans la commune que les dépôts se trouvant sur la voirie devront être transportés sans retard, les haies ramenées à la hauteur et à l'épaisseur # inscrites approuvé au règlement communal.

La question de la nomination d'un surveillant sera à l'ordre du jour de la prochaine, et éventuellement la nomination de ce surveillant.

Sur observation de M. le Conseiller Bonnet, l'échevin promet de faire mettre des pierres et des cendres au chemin de Beauce et de faire ce qui est possible pour améliorer la rampe dudit chemin à son départ de la ligne vicinal et d'empêcher que celle-ci soit surélevée.

Le Conseiller Charlot interpelle ensuite l'échevin des travaux publics au sujet du paiement de l'adjudication de l'appropriation de la voie dite « quenette » dans la Vecquée et demande pour quelles raisons on a opéré une retenue à l'entrepreneur.

En réponse à cette interpellation, MMM. L'échevin fait connaître que l'administration forestière a refusé de laisser faire l'entièreté de la besogne et que, par suite, le Commissaire-voier du ressort a refusé de recevoir la partie du travail non faite et qu'ainsi le Collège a été mis dans l'impossibilité de payer la totalité de l'adjudication.

Après diverses explications au sujet de cette affaire, il est décidé qu'une Commission des Membres du Conseil se rendra sur les lieux pour examiner ce qu'il y a à faire.

Sont nommés membres de cette commission MM. Riffart, Joseph Massart et Joseph Dotraux.

Le Conseil décide ensuite qu'il sera mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion

1° la question de la perception des postes à établir au lieu du dépôt.

2° La question du voûtement de la partie du ruisseau

p. 353

située au Malpas près de l'arrêt du tram.

Le Conseil se constitue ensuite à huis clos ;

Il prend d'abord connaissance d'un avertissement de M. Lacroix nous faisant connaître que c'est sans droit qu'il y a un passage sur le terrain qu'il a acheté à la veuve Legrain et que la commune use de ce passage et par lequel il nous menace d'un procès si nous faisons usage de ce passage ;

Considérant que ce chemin n'est pas praticable et qu'il # peut approuvé être abandonné ;

Le Conseil décide qu'il sera examiné s'il y a possibilité de créer un chemin prenant au chemin longeant le terrain Malherbe et allant directement à Chepson. # Sur la demande du conseiller Bonnet concernant un(e) rature faite au plan, il a été répondu par la Collège échevinal que cette rature n'a pas été remarquée. Approuvé.

Il est ensuite donné connaissance à l'assemblée d'une lettre par laquelle M. le Commissaire de l'arrondissement demande les nom, prénoms et domicile du Receveur de la commune et nous prie de lui fixer des heures de bureau.

Considérant qu'il y a lieu de se conformer à la lettre dont il s'agit ;

Il est décidé que les heures de bureau du Receveur seront le premier dimanche de chaque mois de 9 à 11 heures à la salle communale ; le deuxième mardi du mois aux lieux et heures de recettes du Receveur des contributions et le mercredi de chaque semaine de 2 à 4 heures à son domicile ;

Il sera donné avis de cette décision à M. le Commissaire d'arrondissement et au Receveur intéressé.

Il est enfin décidé qu'il sera fait des demandes pour que le Receveur des Contributions fasse ses recettes à la salle communale, et non plus dans un estaminet, comme la chose a lieu actuellement.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 3 février 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Auguste Moreau, échevins, Alexandre Chapelle, Alfred Wery, Joseph Riffart, Joseph Massart, Edmond Bonnet, Alexandre Renier, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-

p. 354.

verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée, avec deux modifications demandées par le conseiller J. Riffart.

Ces modifications sont : 1^e remplacer les mots « dépôts de toutes espèces » par « dépôts anti-hygiéniques ». 2^e le mot « déposé à la commune » par « déposé chez le Secrétaire ».

Le Conseil prend d'abord connaissance d'une lettre par laquelle le Collège échevinal de Floreffe nous fait connaître que l'administration communale refuse de payer la fourniture d'effets classiques faite aux élèves de ladite commune et ce, pour la raison que les élèves de Malonne fréquentant les écoles de Floreffe reçoivent également gratuitement les fournitures qui leurs sont nécessaires ;

En présence de ce qui précède, il est décidé qu'il y a lieu de revenir sur la décision prise dans notre dernière séance et que les effets classiques seront distribués gratuitement comme par le passé aux élèves de Floreffe fréquentant nos écoles.

Avis de cette décision sera donné aux intéressés.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'une lettre du sieur Jules Dermine, tendante à être autorisé à construire un ponceau sur le fossé du chemin dit le herdal de Beauce pour donner accès au terrain qu'il y cultive. Considérant que la construction de ce ponceau ne peut présenter aucun inconvénient ;

Il est décidé qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation demandée.

Avis de cette décision sera donné à l'intéressé.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Victor Lippemane sollicite l'autorisation d'extraire dans la carrière d'Insevaux des pierres à bâtir pour faire les fondations d'une maison qu'il se propose de faire construire.

Considérant que la carrière dont il s'agit est habituellement louée et qu'elle va incessamment réexposée en location ;

Considérant que l'extraction des pierres à bâtir en diminuerait la valeur ;

Le Conseil décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'autorisation réclamée.

Le susdit Lippemane sera informé de cette décision et il lui sera également fait connaître qu'il peut extraire les pierres qui lui sont nécessaires dans les carrières communales réservées à l'usage du public.

p. 355.

Le Conseil s'occupe ensuite de la question relative au voûtement du ruisseau au Malpas et, après avoir pris connaissance d'une lettre de M. Bellefroid, ingénieur principal du chemin de fer vicinal concernant l'intervention de cette société dans la dépense décrite, décide qu'il sera écrit à la société nationale pour la prier de nous faire connaître dans quelle proportion la société dont il s'agit interviendra dans la dépense.

Le plan concernant le travail sera joint à la lettre s'il est possible de le retrouver.²¹

Il sera demandé que l'ingénieur revienne sur les lieux.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant qu'une partie seulement de la commune est desservie deux fois par jour par la poste ;

Considérant qu'il est à souhaiter et qu'il est même de nécessité absolue à ce qu'il y ait deux distributions dans toute la commune ;

Considérant que seul un bureau de sous-perception avec des facteurs y attachés peut seul donner deux distributions à tous les hameaux de la commune ;

Considérant que dans ce cas qu'il y a lieu de faire de sérieuses démarches pour remplacer le bureau de dépôt de poste par une sous-perceptions,

Décide :

Il sera écrit à Monsieur le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes pour lui demander une audience à ce sujet.

Le conseil communal de Malonne,

²¹ !

Considérant que le règlement de police locale date de 1839 et qu'il y a lieu de le réviser et de le mettre en rapport avec les nouvelles institutions réglant les devoirs et les obligations des habitants ;
Considérant qu'il y a lieu de nommer, parmi les membres du Conseil, une commission chargée de rédiger un projet de nouveau règlement ;

Décide :

Les sieurs Thomas Riffart, Auguste Moreau, Joseph Riffart, Joseph Massart, Edmond Bonnet et Alexandre Renier sont nommés membres de cette commission.

Le Conseil prend ensuite connaissance du sieur Février, notaire à Sombreffe, relative à l'élargisse-

p. 356.

ment du chemin de Beauce aux Potaies ;

considérant qu'il résulte de cette lettre que la famille Servais consent à céder le terrain nécessaire à l'élargissement projeté et qu'il y a lieu de s'entendre pour le prix ;

il est décidé que les sieurs Alfred Wéry et Joseph Riffart se rendront chez la dame Veuve Servais pour le règlement du prix d'acquisition.

M. le Conseiller Bonnet développe ensuite son interpellation au sujet du puits du rivage et du terrain y attenant. Il parle de la négligence de l'ancien conseil qui, dit-il, a laissé prendre possession des biens de la commune par un particulier. Il veut prouver avec pièces à l'appui que ces biens ont appartenu de tout temps et appartiennent encore à la commune et demande qu'il soit dressé procès-verbal à charge de M. Mathieu Rémy et de faire remettre les bornes aux lieux primitifs ou au moins de demander à la direction du cadastre de Namur d'envoyer M. le contrôleur Durieux pour rétablir la situation ;

Après échange d'explications au sujet des droits de la commune concernant le lieu dont il s'agit, M. l'échevin Moreau propose de demander à M. Remy de reconnaître par un acte le droit de propriété de la commune sur le puits et de ne plus s'occuper du surplus de la réclamation ;

Cette proposition est d'abord mise aux voix et adoptée par six voix contre quatre.

Ont voté pour Th. Riffart, A. Wéry, J. Dotraux et E. Bonnet.

Ont voté contre MM. J. Massart, A. Renier, A. Chapelle et A. Moreau.

Il est ensuite décidé que la priorité sera donnée à la proposition de M. Bonnet.

Le Conseil décide ensuite qu'il sera porté à l'ordre du jour de la séance précédente (sic !) la question relative au projet de construction du chemin du Fond de Malonne

p. 357.

à Chantraine.

Le Conseil se constitue ensuite à huis-clos et s'occupe du projet de nomination d'un surveillant de voirie ;

Après diverses propositions, le sieur Alexandre Renier déclare consentir à accepter la place mais sous la condition qu'il lui sera alloué une légère indemnité pour payer les frais que les déplacements lui occasionneront.

Le Conseil n'étant pas disposé à allouer un traitement à cet emploi, il est proposé de partager la besogne et de charger le susdit Renier de la surveillance du dessus de la commune et le sieur Joseph Dotraux de la surveillance du dessous.

M. Warzée, garde-champêtre, est chargé de la surveillance pour ce qui concerne les heures de service des cantonniers, et de tenir un carnet renseignant les heures de travail de ces ouvriers et les endroits où ils travaillent. Il devra en outre renseigner l'échevin des travaux publics.

La séance redevenue publique, le Conseil prend connaissance des prix auxquels sont cotés les effets classiques à fournir aux élèves des écoles.

Comme il y a peu de différences entre les prix des différents libraires, il est décidé qu'il y a lieu de choisir M. Gillain, libraire et de le charger de la fourniture de ces effets jusqu'aux vacances de septembre 1904.

Le Comité scolaire est chargé de cette affaire.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance les jour, mois et an que dessus.

Le secrétaire J. Legrain, le Bourgmestre-Président, Th. Chapelle

Séance du 4 Mars 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Auguste Moreau, échevins, Alexandre Chapelle, A. Wery, Joseph Riffart, Joseph Massart, Joseph Dotraux, Edmond Bonnet, Alexandre Renier, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

p. 358.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal contenant acte d'adjudication des travaux d'amélioration du sentier N° 114 et de l'élargissement du chemin N° 6, acte avenu (le 4 Mars) nous disons le 29 février dernier par devant le Collège échevinal ;

Vu le montant du devis s'élevant à 934 francs et le montant de l'adjudication s'élevant à 1150 francs ;

Considérant que le prix d'adjudication, bien que dépassant le devis, est en rapport avec l'importance de la besogne et que l'entrepreneur paraît offrir les garanties désirables sous la bonne exécution de la besogne ;

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer d'arrondissement adjoint, aussitôt que les formalités d'enregistrement auront été remplies.

A propos de cette adjudication, M. le Conseiller Riffart, qui y assistait, fait remarquer que M. le Commissaire-voyer agit avec trop de sans-gêne avec le Collège échevinal, et reste couvert dans la salle communale, et exprime le désir que cette manière de procéder ne se renouvelle plus dans l'avenir.

Il est pris bonne note de cette observation.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant la construction d'un drain dans le chemin situé au-dessus du cimetière et destiné à l'assèchement de celui-ci

Vu le devis estimatif au montant de 1620 francs

Considérant que les travaux projetés sont de la dernière nécessité,

Décide :

L'adjudication du drain dont il s'agit sera ffitchée dans le plus bref délais que possible.

Le Conseil prend ensuite connaissance des notes suivantes

1° Une note de 106 francs 36 centimes pour frais de construction d'un aqueduc au chemin limitrophe dit « des deux pays » entre Malonne et Floreffe, au chemin du Babin en 1904, due à divers.

2° Une note de 50 francs 20 centimes pour travaux et fournitures au puits du Piroy en 1903, due au sieur Lecluselle

3° Une note de 22 francs 30 centimes pour travaux et fourni-

p. 359.

tures au mobilier scolaire en 1903, due au même ;

4° Une note de 19 francs 50 centimes pour travaux et fournitures au bâtiment d'école en 1903, due au susdit Lecluselle.

5° Une note de 19 francs cinquante centimes pour fourniture d'une grille forgée placée au chemin près du pensionnat, due audit Lecluselle.

6° Une note de 396 francs due au sieur Louis Hancotte, journées de travail pour l'amélioration de l'intérieur du cimetière en 1903 et 1904.

Après examen, ces notes sont approuvées, les 5 premières à l'unanimité, et la 6^e par 7 voix contre trois.

Ont voté contre Messieurs J. Riffart, et Bonnet et J. Dotraux ;

M. J. Riffart a voté contre pour la raison qu'il considère le sieur Louis Hancotte comme une personne interposée.

Ces notes seront mandatées et payées aux intéressés.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une note due au sieur Fernand Delmelle, de Raikem, pour fournitures classiques faites pour l'école des garçons en 1903 et s'élevant à la somme de 97 francs 60 centimes.

Considérant que cette somme représente le montant des fournitures classiques commandées par l'instituteur au-dessus de l'allocation inscrite pour cet objet en 1903, et qu'ainsi il y a lieu de ne la payer qu'après approbation ;

Cette approbation mise aux voix est rejetée par 6 voix contre 3. Ont voté pour MM. A. Chapelle, A. Moreau et Th. Chapelle.

MM. J. Riffart, Th. Riffart, A. Renier, E. Bonnet, J. Dotraux et Joseph Massart n'ont pas voté l'approbation de ladite note par la raison qu'il ne faisait pas partie du Conseil lorsque la dépense a été faite.

Cette note sera retournée à M. Demeuse.

Il est ensuite donné lecture d'une note de 268 francs 36 centimes due au sieur G. Lebrun, avoué à Namur, pour frais occasionnés par le procès intenté à la commune par le sieur Oscar Lacroix.

Considérant que la commune a obtenu gain de cause dans le procès dont il s'agit et que par conséquent les frais à en résulter doivent être à la charge de la partie perdante ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu à ajournement.

Il sera demandé des explications à ce sujet à M. Lebrun.

M. le conseiller Wéry communique ensuite à l'assemblée le résultat des négociations qu'il a été chargé de

p. 360.

faire au sujet de l'élargissement du sentier aux Potalles et desquelles il résulte que les propriétaires des emprises sont disposés à céder, sinon gratuitement, du moins à un prix relativement bas le terrain qui sera nécessaire à l'élargissement projeté ;

Après explications, il est décidé qu'il sera écrit à M. De Moriamé, à M. Février et à M. le notaire Dewez pour connaître les conditions auxquelles la cession aura lieu.

Aussitôt en possession des réponses, M. le Commissaire-voyer sera chargé de dresser les plans, si toutefois les conditions d'achat sont acceptables.

Le conseil communal de Malonne,

Considérant que lors de la construction du chemin de Babin, il a été omis de faire figurer au devis de l'entrepreneur le mur de soutènement à établir le long du terrain du sieur Amour Noulard ;

Considérant que la commune a dû faire construire ce mur sans passer par une adjudication, pour la raison qu'il y avait urgence, ledit mur devant être construit avant l'achèvement du chemin ;

Considérant que ce mur a été construit au prix des maçonneries porté au devis de la construction du chemin, que la somme à payer s'élève à 1534 francs 35 centimes ;

Considérant qu'il y a lieu de solliciter un crédit spécial pour payer cette somme,

Décide :

Un crédit spécial de 1534 francs 35 centimes est sollicité de la députation permanente pour solder la dépense dont il s'agit.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle le sieur Joseph Collon demande qu'il soit construit un fossé et un aqueduc au chemin près de sa maison au Marlaire afin d'empêcher les eaux d'envahir sa propriété ;

Après explications, il est décidé que cette demande sera examinée en même temps que les autres travaux de voirie que le Conseil se propose de faire exécuter au moyen d'ouvriers à adjoindre aux cantonniers.

Cette question de nomination d'ouvriers sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la lettre du sieur Auguste Renard, tendante à l'obtention d'un subside sur le travail de recensement de l'agriculture effectué par lui en 1903 ;

p. 361.

Considérant que la somme allouée par le Gouvernement pour rémunérer ce travail est insuffisant et que la commune accorde chaque année une somme de 20 francs ;

Considérant qu'il y a lieu d'agir pour 1903 que pour les années précédentes ;

Décide :

Un subside de 20 francs est alloué à l'agent recenseur Renard pour le recensement de l'agriculture en 1903.

Un crédit spécial de cet import est sollicité de la députation permanente pour solder cette dépense.

Ce crédit sera prélevé sur l'excédant des recettes générales fiduciant au budget communal de 1903.

Expédition de la présente délibération sera adressée à la Députation permanente pour approbation et par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

Il est ensuite donné lecture d'une dépêche par laquelle M. l'inspecteur général du service de la Sambre nous fait connaître que l'éclairage des ponts de l'écluse et du déversoir à Beauce n'incombe pas à l'administration des ponts et chaussées et que cet éclairage rentre dans les attributions des communes intéressées et que, par conséquent, il ne sera pas donné suite à notre requête du 19 janvier dernier.

Ensuite de ce refus, le Conseil examine ce qu'il y a lieu de faire au sujet de cet éclairage et s'il y a lieu de le faire aux frais de la commune.

Après délibération, M. le Président met la question aux voix, qui est rejetée par 6 voix contre 4.

Ont voté contre Messieurs. E. Riffart, A. Renier, J. Massart, A. Chapelle, Th. Moreau, Th. Chapelle.

Ont voté pour Messieurs J. Riffart, J. Dotraux, E. Bonnet et A. Wéry.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle M. Durieux, contrôleur du cadastre en service actif à Namur, nous fait connaître que, pour des raisons personnelles de

service, il ne peut s'occuper du différent (sic !) existant entre la commune et le sieur Alexandre Remy au sujet du droit de propriété de l'emplacement d'un puits et du terrain avoisinant au lieu dit le Rivage.

En présence de la situation, il est procédé à la recherches des moyens à employer pour arriver à la régularisation de cette affaire.

M. l'échevin Moreau demande qu'on s'en tienne à la

p. 362.

proposition qu'il a faite dans la séance précédente et qui a été adoptée.

M. le Conseiller Riffart demande de son côté que le sieur Alexandre Remy soit invité à produire ses titres de propriétés des biens en contestation.

Après délibération et échange de remarques et des pourparlers au sujet de ces deux propositions, celles-ci sont soumises aux votes de l'assemblée.

La proposition de M. Moreau obtient 6 voix et celle de M. Riffart 4.

Ont voté la 1^{ère} MM. T. Riffart, A. Renier, J. Massart, A. Chapelle, A. Moreau et T. Chapelle.

Ont voté la 2^e MM. J. Riffart, E. Bonnet, J. Dotraux et A. Wéry.

En conséquence de ce vote, M. Remy sera invité à signer la reconnaissance dont il s'agit.

Il est également donné lecture à l'assemblée d'une réclamation du sieur Félicien Stéphane, relative à une cotisation de voirie pour l'exercice 1903 qui n'est renvoi approuvé point due, l'intéressé ayant vendu ses chevaux avant 1903.

Considérant qu'il résulte des renseignements donnés par le conseiller Renier que le susdit Stéphane ne possédait réellement plus de chevaux à Malonne au 1^{er} janvier de l'année dernière et qu'il a été indûment imposé ;

Le Conseil décide qu'il y a lieu d'annuler l'imposition dont il s'agit et s'élevant à 10 francs.

Il prend ensuite connaissance du plan et du devis relatif au projet de voûtement d'une partie du ruisseau à l'arrêt du tram au Malpas et, après explications, décide que ces documents seront adressés à la société nationale des chemins de fer vicinaux avec une demande à l'effet de savoir dans quelle proportion cette Société interviendra dans la dépense à résulter des travaux.

M. le Conseiller Charlot entre en séance.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet d'amélioration des chemins N° 1 et N° 5 en comprenant le voûtement du voûtement du ruisseau dans la traversée du Fond ;

Considérant qu'il y a lieu de donner suite à ce projet ;

Décide qu'il y a lieu de l'adopter en principe, mais qu'avant de l'adopter définitivement, il y a lieu, avant, de faire exécuter les plans, d'ouvrir une enquête de commodo et incommodo.

Ce chemin sera porté à 5 mètres de largeur. Il prendra

p. 363.

à l'arrêt du port, à la route de Beauce, traversera la propriété de la dame Servais, suivra le chemin jusqu'à la maison de M. Grandmaison, suivra ensuite le 1^{er} plan jusqu'à la place, passera ensuite derrière la maison du sieur Arthur Leclercq, reprendra alors le plan jusqu'à l'église, prendra un rectangle dans le cimetière au lieu d'un triangle et continuera alors jusqu'à la rencontre de la route de Salzennes à Bois-de-Villers en passant par la rue et entrant dans les terrains entre les maisons des sieurs

...

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une ordonnance de la Députation permanente N° E. 752500 en date du 31 décembre 1903 et portant approbation de la résiliation de la carrière des trois Fontaines à Insevaux et décide que ladite carrière sera remise en location aux conditions de l'ancien bail.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle les habitants d'Insevaux demandent l'appropriation de la fontaine d'eau potable qui se trouve entre le chemin de fer vicinal et le chemin communal en face de la maison habitée par le sieur Legrain-Lesire.

Considérant que cette fontaine est la seule existante pour fournir l'eau aux habitants de l'endroit, et qu'elle se trouve dans un état qui demande une amélioration immédiate,

Il est décidé que cette fontaine sera améliorée et comprise dans les travaux qui seront exécutés par les ouvriers à adjoindre aux cantonniers.

Ces affaires terminées,

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'article 108 de la Constitution belge et l'article 78 de la loi communale du 30 Mars 1836 ;

Considérant les avantages qui sont toujours (les avantages) nous disons le résultat d'une police prévoyante, tant pour la tranquillité # et la paix renvoi approuvé des familles que pour la conservation des propriétés,

Arrête :

Voirie – Sûreté et commodité de passage dans # les rues approuvé et chemins publics ;

Article 1^{er} : il est défendu à tout conducteur de voiture, bête de charge et de trait ou de monture de pénétrer dans les lieux où le public est réuni à l'occasion des fêtes, processions, réjouissances publiques, sous peine d'une amende de 5 à 15 francs et de trois à 7 jours de prison, à charge du conducteur, si celui-ci n'a pas retenu la bête confiée à ses soins à la première sommation lui faite

p. 364.

par l'autorité communale ou par un agent de la police locale.

Article II : il est enjoint à tout roulier, charretier, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de bêtes de charges de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de trait ou de charges, de leurs voitures, et en état de les guider et conduire, d'occuper un seul côté des rues, chaussées, routes, chemins etc. tout conducteur de l'espèce sera tenu de prendre à sa droite si la voiture vient vers lui et à sa gauche s'il veut dépasser une voiture qui va dans la même direction que lui.

Tout conducteur devra être âgé de 14 ans au moins et ne pourra abandonner ses chevaux sur la grande voirie. Toute contravention aux différents paragraphes de l'article 2 sera punie de un à 5 francs.

Article III : tout conducteur de voitures quelconques, charrettes, charriots etc., circulant sur la voie publique qui sera surpris ~~allant au trot ou à un pas plus accéléré que le pas d'homme,~~ le soir sans être muni d'une lanterne allumée en tête du véhicule sera puni d'une amende de un à 15 francs.

Police de commodité sur les voies publiques.

Article IV. : il est défendu d'entraver la circulation sur la voie publique en y laissant stationner voitures, charrettes, tombereaux ou autres véhicules, instruments aratoires ou en y déposant des immondices, fumier, bois, sable, chaux, pavés, charbon et autres objets ; de faire aucun dépôt de nature à entraver ou à nuire à la circulation publique.

2° de jeter sur la voie publique, pierres, gazons, herbes et toutes matières quelconques de manière la moindre insalubrité ou gêner la circulation.

- 3° de jeter de l'eau sur les chemins publics ;
 - 4° de glisser ou de faire des glissoires ;
 - 5° a tout personne autre que celle chargée du service d'une voiture quelconque, de s'y accrocher ou de grimper derrière pendant qu'elle roule ;
 - 6° de faire pâturer les chevaux, bestiaux, chèvres et moutons de quelque manière que ce soit dans les fossés et les accotements des chemins communaux ;
 - 7 tout propriétaire ou locataire de terrains riverains des chemins communaux est # tenu approuvé d'élaguer pour ~~1^{er} Mars au plus tard~~ avant le 15 avril les haies ou les arbres qui penchent sur la voie publique et qui gênent la circulation ;
- Toute contravention à l'article 4 sera punie d'une amende de

p. 365.

un à 5 francs.

~~Par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 4^e, il sera permis, avec autorisation et moyennant une redevance annuelle et payée anticipativement d'au moins cinq centimes par mètres carrés de déposer du bois, des fagots, des charrettes et autres instruments aratoires sur les excédants de largeur de chemins.~~

Article V : Voulant prévenir toute espèce d'infraction, il est défendu de jeter sur la # rue approuvée voie publique ou ruisseau, même dans un champ, le sang, les os, entrailles, abatis des bestiaux et d'autres animaux quelconques sans exception. Ces diverses matières devront être enfouies et recouvertes de terre d'au moins un mètre de hauteur # Toute contravention sera punie de 1 à 15 francs approuvés.

Article VI : Il est défendu

1^e de dégrader ou de détériorer de quelque manière que ce soit les chemins communaux ou d'usurper sur leur largeur.

2 De voiturer sur les accotements des chemins ;

3 De traîner des bois ou autres objets qui seraient de nature à herser ou gratter les rocailles placées en rechargement sur les chemins ou dans les ornières ;

4° de construire des aqueducs sans autorisation préalable ou de ne se conformer aux conditions imposées par ces constructions ;

5 De faire des (trous dans) nous disons digues dans les fossés pour retenir l'eau.

6° D'inonder les chemins.

7 de faire des trous dans les fossés, dans les talus et dans les remblais des chemins communaux pour y prendre de l'argile ou toute autre chose.

Toute contravention à l'article 6 sera punie d'une amende de 1 à 15 francs.

Outre la pénalité, la réparation de la contravention sera prononcée conformément aux lois relatives à la voirie.

Bicyclettes.

Article VII. Il est défendu

1° A tout voyageur en bicyclettes, traversant le territoire de la commune de Malonne de circuler sur les accotements de la voie publique, sauf le cas de garage dans les rencontres, sous peine d'une amende de 1 à 2 francs.

2 De pénétrer à la course à travers tout rassemblement ou groupe de personnes réunies à l'occasion des fêtes, processions et réjouissances publiques.

3° celui qui, par imprudence, contreviendra à la présente disposition ou aura par défaut de précaution atteint une personne avec sa machine, sera puni d'une amende de 1 à 15 francs.

p. 366.

4° De circuler sur la voie publique sans être muni d'une lanterne bien allumée en tête de sa machine.

Toute contravention sera punie de 1 à 2 francs.

Attelage des chiens :

Article VIII Les chiens attelés à des voitures ou des charrettes quelconques ne peuvent circuler ni stationner sur la voie publique que munis d'une muselière avec une lanterne allumée le soir.

Divagation des chiens :

Article IX 1° tout chien circulant sur la voie publique connu comme méchant, ou à même d'arrêter les passants, doit, en tout temps, être porteur d'une muselière.

Toute infraction à cette disposition sera punie d'une amende de 1 à 5 francs.

2° Lorsque l'administration locale aura jugé à propos pour prévenir les accidents rabiques d'empêcher la circulation des chiens, ceux-ci devront être constamment tenus à l'attache et immédiatement après la publication de l'ordonnance qui prescrira cette mesure.

La mesure qui prescrira le muselage sera également exécutée sur les champs ainsi qu'à celle de les tenir en laisse.

Etrangers – Danses – Réjouissances.

~~Article X Les étrangers qui viendront prendre domicile dans cette commune devront remplir les formalités prescrites par le code civil. Les habitants ne pourront louer des maisons ou quartiers à des étrangers sans en prévenir l'administration locale. Ils devront aussi lui faire connaître l'entrée chez eux des domestiques étrangers ainsi que leurs âges [...], lieu de naissance et de dernier domicile.~~

Article XI il est défendu à tout cabaretier ou débitant de boissons de donner ou de laisser donner dans son établissement des bals ou danses publiques, excepté aux époques ci-dessous :

1° Dernier dimanche du mois d'août, le lundi et le dimanche suivant ;

2 Troisième dimanche d'octobre, le lundi, le mardi et le dimanche suivant.

3 premier dimanche du mois d'août au hameau de Beauce.

4 Premier dimanche du mois de juin au hameau des Trieux.

p. 367.

5. Le troisième dimanche de juin à Insevaux et Petit Ry.

6° Le dimanche de la Pentecôte dans la Rue et à laFontaine.

7 Le dernier dimanche de septembre au Piroy.

8 Le premier dimanche de l'année à Inseprez.

9 Le deuxième dimanche après la Toussaint au Gros Buisson.

10 Bals de Sociétés (Sainte Cécile).

11 Les dimanches du carnaval et de la mi-carême # Toute pénalité sera punie de 5 à 10 francs.

Article XII. Il est défendu d'établir des spectacles, jeux ou autres divertissements sur les chemins et les places publiques sans en avoir obtenu l'autorisation.

Article XIII. Il est défendu à tout débitant de boissons de permettre dans son établissement toute espèce de jeu frauduleux.

Article XIV. Quiconque se sera rendu coupable de révolte, propos injurieux, voies de faits envers les autorités communales ou la police locale soit (au maintien) nous disons en matière de leur intervention au maintien du bon ordre, dans le cas de dispute, querelle ou tout autre

désordre, soit en agissant pour l'exécution des lois ou les ordonnances des autorités publiques, soit en toute autre occasion, alors qu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie d'une amende de 1 à 25 francs et de 1 à 7 jours de prison (sans préjudice aux articles 264, 269 et 275 à 281 du code pénal).

Article XV. Seront punis d'une amende de 10 à 20 francs ceux qui auront méchamment enlevé, déchiré ou sali les affiches des administrations ou des particuliers légitimement apposées.

Article XVI Il est défendu :

1° de faire des charivaris soit le jour, soit la nuit, pour quelque cause que ce soit.

2° Dans les réunions publiques d'outrager les mœurs par actions, discours, ou chansons malhonnêtes.

3° De laisser ouverts les puits, les réservoirs, les fosses à eau ou à purin situés le long des chemins ou des sentiers, et ils devront être entourés d'un mur ou d'une haie en bon état.

Tout contrevenant aux infractions du présent article sera puni d'une amende de 1 à 10 francs et, en cas de récidive, l'amende sera double.

Les parents, maîtres, artisans et tuteurs sont civilement responsables des contraventions commises par leurs enfants, leurs domestiques, leurs apprentis ou autres subordonnés, conformément aux articles 1384, 1385 et 1386 du code civil.

Article XVII. Le Bourgmestre, les Echevins et les membres du

p. 368.

Conseil communal et tous les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera affichée dans tous les lieux publics de la commune.

Tout aubergiste ou cabaretier auquel il aura été remis une expédition et qui ne la tiendra pas constamment et publiquement affichée sera passible de l'amende prévue par la loi (2 frs) et en cas de récidive, elle sera du double.

Article XVIII. Expédition de la présente ordonnance sera soumise à la Députation permanente pour approbation.

Des expéditions en seront ensuite adressées à M. le Procureur du Roi près le tribunal de 1^{ère} instance de Namur, à M. le juge de paix du canton et au commandant de la gendarmérie de Floreffe pour leur information.

Le règlement de police du 24 février 1904 est annulé.

Ainsi résolu et arrêté en séance le jour, mois et an que dessus par 10 voix et une abstention M. Charlot.

E. Bonnet, J. Massart, Jh Dotraux, Riffart, A. Chapelle, A. Wéry, Th Chapelle, Riffart Th, Renier A.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et siège à huis clos et prend ensuite connaissance d'une demande du sieur Demeuse, instituteur en chef à Malonne, et tendante à obtenir une augmentation de son traitement.

Après explication entre les membres de l'assemblée, M. le Président soumet cette dernière demande aux voix.

Six membres votent pour : MM. Ed. Bonnet, J. Dotraux, J. Riffart, A. Wéry, J. Charlot, A. Moreau. Trois votent contre : M. # Riffart E. Renvoi approuvé, Renier et A. Chapelle. Deux s'abstiennent, MM. T. Chapelle et J. Massart.

Le principe de l'augmentation étant voté, il est décidé qu'avant de voter sur le taux, il sera écrit à M. le (Commissaire) nous disons Gouverneur à l'effet de savoir si le Gouvernement interviendra dans l'augmentation votée.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne, les jour, mois et an que dessus.

Le Bourgmestre Président

Le secrétaire J. Legrain

Séance du 18 Mars 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, Auguste Moreau, échevins,

p. 369.

Alfred Wery, Joseph Charlot, Joseph Riffart, Joseph Massart, Edmond Bonnet, Alexandre Renier, Joseph Dotraux, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le conseil communal de Malonne,

Vu la délibération du Bureau de Bienfaisance en date du 29 février 1904, portant demande d'un crédit spécial de 176 francs 55 centimes pour le mettre en mesure de payer ce qui reste dû au pharmacien pour fourniture de médicaments aux indigents admis au service médical gratuit en 1902 et 1903 ;

Considérant que cette somme représente les dépenses faites au-delà des allocations inscrites au budget de chacune de ces années ;

Vu les notes des médicaments fournis ;

Considérant qu'il y a lieu de les payer,

Décide :

La délibération dont il s'agit est approuvée et elle sera dressée pour approbation à la Députation permanente du Conseil provincial par l'entremise de M. le Commissaire d'arrondissement.

A propos de ce surcroît de dépenses, M. le Conseiller Riffart fait remarquer que les membres du Bureau de Bienfaisance sont trop larges dans la délivrance des bons donnant droit à l'assistance médicale gratuite et prie M. le Président de donner connaissance de cette remarque aux membres dudit établissement dans leur prochaine assemblée.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Contrôleur des contributions du ressort de Fosses nous demande si le Conseil # a décidé approuvé les conditions du chauffage et d'entretien de la salle des séances de perception du Receveur ; s'il a émis l'avis de faire assurer, pendant les séances, l'ordre et la police par un garde-champêtre et enfin s'il a obligé le Receveur communal à se servir du même local et dans quelles conditions.

Considérant que toutes les obligations énumérées ci-dessus doivent nécessairement être exister

Le Conseil décide qu'il y a lieu de répondre d'une manière affirmative à la lettre susdite.

IL sera donné avis de cette décision à M le contrôleur des Contributions.

Le Conseil prend ensuite connaissance d'une lettre par laquelle les sieurs François Culot, Jean Colin et Alexandre Colassin

p. 370.

demandant que l'article XI du règlement de police adopté dans la dernière séance soit modifié en ce sens qu'il soit permis de faire une fête particulière au hameau du Petit-Ry. Après délibération au sujet de cette demande, M. le Président la soumet aux votes de l'assemblée.

Quatre membres votent contre, M.M. T. Riffart, Jh Massaux, A. Moreau et T. Chapelle.

Trois membres votent pour, M.M. A. Renier, J. Charlot et A. Wéry.

Trois membres s'abstiennent, M.M. J. Riffart, E. Bonnet et J. Dotraux.

En conséquence, cette demande n'ayant pas obtenu la majorité des membres présents est rejetée et la fête demandée sera autorisée le même jour que celle d'Insevaux.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre par laquelle un grand nombre d'habitants des trieux, Bransart, Wé do Po, Reumont, Dierlaire et Haute Fontaine demandent qu'il soit procédé à l'amélioration du chemin dit de la campagne de Reumont, reliant la route de Namur à Saint-Gérard à celle du Fonds de la Navenne.

Après explications, il est décidé qu'avant de prendre une résolution à l'égard de ce chemin, il y a lieu de se rendre sur les lieux afin de voir ce qu'il faut faire concernant l'amélioration demandée.

MM. Joseph Dotraux, Joseph Massart, Joseph Charlot et Thomas Riffart sont nommés membres de la commission chargée de l'examen de cette affaire.

Le Conseil s'occupe ensuite de la nécessité qu'il y a de construire un chemin au lieu dit Curnoloo, depuis la maison de la veuve Philippart jusqu'à l'arrêt du tram au Malpas et décide qu'avant de s'occuper de la confection des plans, il sera écrit à chacun des propriétaires des terrains afin de s'assurer s'ils consentent à céder gratuitement les emprises de terrain nécessaire pour la construction dudit chemin.

Il sera en même temps écrit aux propriétaires du terrain de Curnoloo, les héritiers de la demoiselle Pirmez, pour leur demander s'ils consentent à céder gratuitement à la commune une largeur de terrain de un mètre pour donner une largeur suffisante au chemin.

Le Conseil décide également que la partie de la fosse de Clinchant, située sur le terrain communal, sera remplie par les cantonniers.

p. 371.

Ce travail sera fait aussitôt que possible.

Il décide également qu'une commission composée de MM. J. Riffart, A. Renier, E. Bonnet et A. Wéry iront examiner les travaux à faire pour l'évacuation des eaux du puits du Fond de Malonne et, s'il y a lieu, de donner suite à la réclamation du sieur Lippemane tendante à la construction d'un garde-corps devant sa maison aux Potalles.

Le conseil communal de Malonne,

Vu l'interpellation de M. J. Riffart au sujet des dépôts que l'établissement des Frères fait sur un terrain vague à l'entrée du canal du Fond-de-la-Navenne ;

Considérant qu'il résulte des explications et renseignements donnés que, malgré les avis qu'il leur ont été donnés à différentes reprises, les frères n'ont pas encore fait enlever les décombres qu'ils ont fait déposer en cet endroit ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de faire cesser cet état de choses,

Décide :

M. Le bourgmestre officier de police fera dresser un procès-verbal à M. le Directeur de l'établissement susdit.

Le Conseil s'occupe ensuite du projet consistant à nommer un certain nombre d'ouvriers chargés de faire certains travaux importants de voirie dont la nature ne comportent pas une

adjudication et donner ainsi le temps aux cantonniers de faire tous les travaux d'entretien ordinaires.

Après diverses explications entre les membres de l'assemblée et après avoir entendu l'échevin des travaux publics qui déclare que les cantonniers lui ont affirmé pouvoir exécuter eux-mêmes et sans l'assistance de personne tous les travaux de voirie, il est décidé qu'il n'y a pas lieu de donner suite à ce projet, et qu'il sera seulement nommé un maçon pour l'exécution des travaux de maçonnerie de la commune. Le sieur Julien Chapelle, maçon, travaillant habituellement pour la commune, continuera le service, mais il s'adjoindra un manœuvre pour laisser les cantonniers à leur besogne ordinaire.

Le Conseil se constitue ensuite en comité secret et siège à huis clos, la chose à examiner étant une question de personne.

Il s'occupe d'abord de la manière dont les cantonniers font leur service et, à la demande d'un membre, décide qu'il y a lieu d'examiner s'il n'y a pas lieu de faire comparaître ces derniers devant le conseil communal pour leur recommander d'une manière spéciale de s'occuper dorénavant davantage de leur besogne.

p. 372.

et de ne plus quitter leur ouvrage comme se fait actuellement.

Après délibération, il est décidé qu'il ne sera pas recouru à cette mesure et que l'on se contentera pour le moment de la recommandation que l'échevin des travaux publics est chargé de leur faire.

Ainsi délibéré et approuvé le présent procès-verbal en séance à Malonne, les jour, mois et an que dessus, avec les modifications suivantes :

1° A propos du rejet de fête demandé par les habitants du Petit-Ry, les trois abstentions sont motivées en ce sens qu'il a été refusé de faire une fête spéciale pour le hameau de la Fontaine.

2° Qu'il y a lieu d'ajouter au procès-verbal qui, sur interpellation du conseiller Bonnet, il a été décidé d'ajouter en marge de la séance du 17 janvier dernier que, de l'envoi des pièces relatives à la vente de terrain faite à M. Lacroix, le Collège échevinal a déclaré n'avoir remarqué aucune rature au plan joint à ces pièces.

3° Qu'il a été donné lecture d'une lettre de recommandation de la veuve Calvy au sujet du rejet de sa demande d'exemption de milice à accorder à son fils et que plusieurs conseillers ont protesté contre la décision du Collège qui n'a pas reconnu que cette veuve ne possède pas le revenu nécessaire pour justifier cette décision.

Le Bourgmestre Président

Le secrétaire J. Legrain

Séance du 15 avril 1904.

Sont présents Monsieur Thomas Chapelle, Bourgmestre-Président, Thomas Riffart, échevin, Joseph Charlot, Alexandre Chapelle, Alfred Wery, Joseph Riffart, Joseph Massart, O Joseph Dotraux, Edmond Bonnet, Alexandre Renier, conseillers et Joseph Legrain, secrétaire.

La séance déclarée ouverte, il est donné lecture du procès-verbal de la dernière séance, dont la rédaction est approuvée.

Le Conseil prend d'abord connaissance d'un procès-verbal de vérification de la caisse communale pour le 1^{er} trimestre de l'année 1904 et duquel il résulte que l'encaisse de la commune au 13 avril courant était de 321 francs 50 centimes.

Ce procès-verbal est pris pour notification comme étant régulièrement dressé.

Il sera déposé aux archives de la commune.

Une copie en sera remise à M. le Receveur communal et une autre copie adressée à M. le Commissaire d'arrondissement.

p. 373.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le procès-verbal avvenu le 28 Mars dernier par devant le Collège échevinal et contenant adjudication de travaux de construction d'un drain dans le chemin N° ... au-dessus du cimetière et devant servir à l'assèchement de celui-ci, entrepreneur Zacharie Massaux ;

Vu le montant du devis s'élevant à la somme de 1620 francs et le montant de l'adjudication s'élevant à la somme de 1835 francs ;

Considérant que le prix d'adjudication, bien que dépassant de 205 francs le devis, ne peut être considéré comme exagéré, les travaux à exécuter ne pouvant, par la nature inconnue du sol, être estimés même approximativement,

Décide :

L'acte d'adjudication dont il s'agit est approuvé.

Il sera adressé pour approbation à la Députation permanente par l'entremise de M. le Commissaire-voyer du ressort.

Le conseil communal de Malonne,

Vu le projet concernant le voûtement d'une partie du ruisseau au lieu dit le Malpas à l'arrêt du tram ;

Vu la dépêche ministérielle en date du 9 février 1899 nous faisant connaître que le département des travaux publics et de l'agriculture ne fait aucune observation au sujet de ce projet, et qu'il interviendra dans la dépense pour une somme égale au tiers de l'adjudication, augmentée le cas échéant du prix d'acquisition des terrains ;

Vu la décision de la province d'allouer un subside égale au sixième de la dépense, c'est-à-dire du montant de l'adjudication ;

Vu la lettre du 5 avril 1904 de M. le Directeur général des chemins de fer vicinaux nous faisant connaître que son administration interviendra dans la dépense pour une somme de 868 francs 91 centimes,

Vu le devis au montant de 2812 francs 46 centimes ;

Vu le plan des travaux à exécuter ;

Décide :

Le projet de voûtement de la partie du ruisseau dont il s'agit sera mis en adjudication avec les modifications suivantes :

1° il ne sera pas fait d'emprise dans les terrains appartenant aux sieurs Bernard Delisse et Louis Batardy ;

2° un puits avec pompe sera établi dans l'excédant de chemin joignant le mur de la propriété de M. Demeuse.

Cette adjudication aura lieu aussitôt que M. le Commissaire aura dressé un cahier des charges renseignant les modifications projetées.

Clos le présent registre le 16 avril 1904.

Le secrétaire J. Legrain

Le Bourgmestre Président Thomas Chapelle.